

La violence péruvienne

L'assassinat le lundi 5 mai à Lima par un commando terroriste d'un vice-amiral faisant partie du haut état-major de la marine péruvienne a été aussitôt attribué par les autorités à des membres du Sentier lumineux. C'est probable. Car le mouvement insurrectionnel le plus fana et le plus mystérieux d'Amérique latine a prouvé ces derniers mois qu'il n'avait rien perdu de sa détermination.

Mais ce n'est pas certain. Le Sentier lumineux, d'inspiration maoïste, qui a déclenché la lutte armée dans les Andes centrales au printemps de 1980, ne revendique pas volontiers ses coups d'éclat. Et d'autres organisations révolutionnaires d'extrême gauche, comme celle des Tupac Amaru, se sont développées, particulièrement dans les immenses bidonvilles d'une capitale que les forces de l'ordre sont incapables de contrôler réellement. En outre, des milliers de policiers, certains de très haut rang, ont été limogés par le gouvernement social-démocrate de M. Alan García, qui a engagé dès juillet 1985 une campagne « campagne de moralisation ».

Beaucoup d'entre eux se sont, semble-t-il, « reconvertis » dans la délinquance de droit commun. Et le gouvernement a même laissé entendre, sans toutefois apporter de preuves décisives, que des policiers limogés pour corruption avaient constitué des groupes d'action terroristes et politiques dont le but est de déstabiliser le régime porté au pouvoir en avril 1985 par une très large majorité de Péruviens.

Neuf mois après sa prise de fonctions, M. Alan García reste incontestablement impopulaire. Sa jeunesse, son style dynamique, sa simplicité et sa combativité continuent d'appeler de vives sympathies. Selon un sondage publié par le journal « La República », 64 % d'entre eux sont déjà favorables à son éventuelle réélection à la présidence en 1990. Ce qui implique d'ailleurs une révision constitutionnelle.

Pourtant, au fil des mois, le battant est devenu plus pragmatique. Le discours est toujours très « révolutionnaire », fidèle aux grands principes de l'APRA et de son fondateur Victor Raúl Haya de la Torre. Mais l'action est plus adaptée aux dures réalités de tous ordres qu'affronte le Pérou. Et le défi immense lancé par le Sentier lumineux reste l'un des soucis dominants d'un gouvernement apaisé qui doit bien admettre qu'il ne voit pas de solution à court terme à la subversion.

En outre, rien n'est jamais tout à fait sûr au Pérou en matière de violence. Elle est multiforme, tout à la fois politique et de droit commun, mais presque routinière et banalisée.

Enlèvements, assassinats de policiers ou de militaires plus ou moins impliqués depuis 1980 dans la lutte contre la subversion, règlements de comptes entre trafiquants de drogue parfois armés, de liens avec les militants de la guérilla s'inscrivent : ces événements font la une des quotidiens de Lima sans bouleverser apparemment une population qui semble s'accoutumer à l'insécurité.

Le gouvernement précédent, celui de M. Belaunde Terry, avait minimisé l'ampleur de la violence et la réalité de la menace représentée par le Sentier. Il assimilait ses membres à « une poignée de délinquants ». Le gouvernement actuel a au moins le mérite de tenter de faire face en mettant au point une double riposte. Policière, sans tomber dans les excès reprochés à la précédente administration. Et économique, en multipliant les efforts et les crédits en faveur des secteurs les plus démunis de la société, qui sont aussi naturellement les plus sensibles aux slogans de l'insurrection.

(Lire page 7 l'entretien avec le président Alan García.)

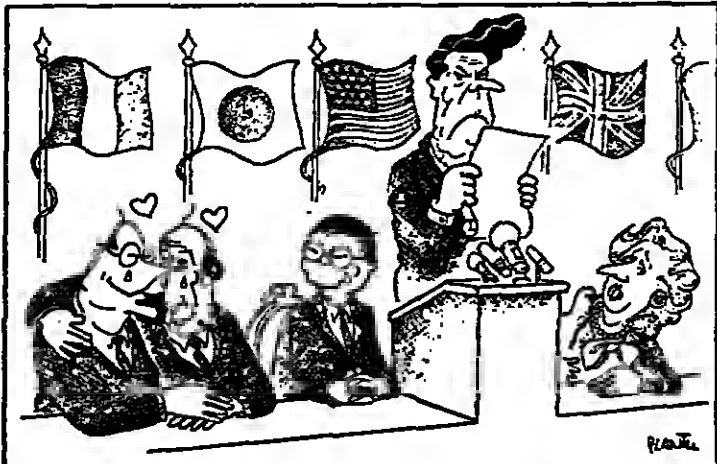
LA FIN DU SOMMET DE TOKYO

Les Sept décident de renforcer et de structurer leur coopération économique et monétaire

Le sommet des sept pays industrialisés à Tokyo s'est achevé ce mardi 6 mai, à l'issue d'un ultime déjeuner de travail. La déclaration économique finale prévoyant que la coopération économique et monétaire sera

renforcée et structurée a été lue par M. Nakasone, le premier ministre japonais. Un peu plus tard, M. Mitterrand a tenu une conférence de presse en présence de M. Chirac, au cours de laquelle, faisant allusion à

la présence du premier ministre, il a notamment déclaré : « Cela se reproduira dans d'autres capitales. Si cela ajoute du poids à la délégation française — et c'est le cas — tant mieux pour la France. »



d'aujourd'hui et aux approches d'hier, je crois qu'on peut dire que depuis 1985 nous sommes fermement engagés dans cette direction.

Après avoir assuré que ce n'était ni à Tokyo, ni dans quelque capitale étrangère que ce fut,

qu'il s'expliquerait en détail sur la cohabitation, le président de la République a indiqué : « Les représentants de la France sont d'abord des patriotes en tant que citoyens, et ils représentent un grand pays, ce dont ils sont fiers (...). Ils ne sont même pas obligés de recourir à la notion de

devoir. Il n'y a qu'une voix de la France. M. Mitterrand a même invité les journalistes de chaînes de télévision concurrentes qui tentaient de poser simultanément leurs questions à « essayer de parler, eux aussi, d'une seule voix ».

Plus tard, interrogé sur le fait que M. Chirac était intervenu, en réunion plénière, sur les problèmes agricoles, le président de la République a ajouté : « Il y a toujours avec moi des représentants du gouvernement dans ce genre de rencontres. Là où est la novation, c'est qu'il s'agit du premier ministre. Cela se reproduira dans d'autres capitales. Si cela ajoute du poids à la délégation française — et c'est le cas — tant mieux pour la France. » Et, plus tard encore : « On a bien travaillé dans l'intérêt du pays (...). D'ailleurs, vous savez : ça doit bien faire mille ans qu'an coëxiste, en France. »

(Lire nos informations pages 3, 4, 5 et 36.)

M. DEFFERRE DANS LE COMA

Toute une ville l'appelle Gaston

On précisait, ce mardi 6 mai en fin de matinée, à l'hôpital de la Timone, à Marseille, que M. Defferre avait subi à son arrivée un examen au scanner qui ne montrait aucune lésion organique ni hémorragie, ni ramollissement, mais qui faisait apparaître un œdème très important occupant presque tout le cerveau et une petite hémorragie sous-durale. Aucune intervention n'était envisagée ni nécessaire. M. Defferre, indique-t-on par ailleurs, présente un électro-encéphalogramme de souffrance cérébrale diffuse et son état demeure très critique.

La scène se passe en 1979. Le conseil municipal de Marseille siège en séance publique pour

débattre de la déconfiture d'une entreprise. Le représentant du groupe communiste se lève : « Au nom de mon groupe, je tiens à déclarer... » Gaston Defferre, brusquement, coupe l'orateur, l'air de rien, avec ce parler réjouissant d'un Raimu d'entre Cévennes et Vieux-Port. « Dites-moi, cher monsieur, vous êtes bien enseignant ? » L'intervenant, surpris, acquiesce. « C'est intelligent, un enseignant ? Mais, alors, qu'est-ce que vous faites chez les communistes ? » Ce fut, rapporte la chronique, un joli tapage, une grande rigolade. Et la fin d'un grand discours.

Des scènes comme celle-là, la vie publique marseillaise, haute en couleur, en fourmillement et les distille avec une sorte de nostalgie. C'est quelqu'un, M. le maire de Marseille. Ce M. Defferre, toute

la ville l'appelle Gaston, voire Gastounet, par un de ces raccourcis canailles impliquant bien moins une familiarité pénétrante qu'un respect craintif et exaspéré.

Gaston Defferre, cette fois, est mourant. En mars 1983, une de ces rumeurs qui gonflent les voiles, dans une ville qui s'y prête volontiers, l'avait prématurément fait déclarer dans ce même hôpital de la Timone. Gaston Defferre avait éprouvé, dit-on, une sorte de sentiment jubilatoire. « Mort, moi ? Allons donc ! J'ai passé des examens médicaux, et je peux vous assurer que j'ai une santé de jeune homme ! »

Au moment où la mort vient chercher ce trop vieux jeune homme, on se rappelle, comme une jolie épithète, ce que Charles-Emile Loo, compagnon des temps de Résistance et grand baron du socialisme à la marseil-

laine, disait. « Defferre ? Ou vous le détestez, ou vous l'aimez. Avant d'ajouter, dans un souffle : « malgré tout ».

« Milou » avait bien raison. Cette image d'un Defferre détesté malgré lui, aimé malgré tout offre un merveilleux résumé de toute une personnalité : celle d'un grand suzerain, d'un immense féodal : trente-trois ans, depuis 1953, de domination sur une ville, sa ville. Trois bonnes décennies d'un pouvoir sans partage, avec pour cimeot une alliance chèvre-chou, le plus longtemps entre une gauche modérée et une droite modérée, et, plus récemment, depuis 1983, en une coalition PS-PC qui avait été une manière de grand retournement à Marseille.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 8.)

Police basque contre ETA

Relève progressive des forces de Madrid.

PAGE 7

Audiovisuel : les limites de la privatisation

Une analyse de Jean-Louis Missika et Dominique Wolton.

PAGE 16

Espionnage à la chinoise

Un employé de l'ambassade de France à Pékin devant les assises de Paris.

PAGE 12

Le retour des « RG »

M. Robert Pandraud veut rendre les renseignements généraux plus dynamiques.

PAGE 12

Un « collège des ingénieurs »

Trois grandes écoles se réunissent pour former des ingénieurs gestionnaires.

PAGE 33

Le Monde MÉDECINE

Secret médical : le progrès fait sauter les verrous
Secteur privé : le réveil des vieux démons
Pages 23 et 24

Débats : Défense (2) • Étranger (3 à 7) • Politique (8 et 10) • Société (12 et 14) • Communication (16) • Culture (18 et 19) • Économie (31 à 35)

Programme des spectacles (20) • Radio-télévision (21) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loto sportif (21 et 22) • Carnet (22) • Annonces classées (26 à 30)

Paris en Marche



Autrement ÉDITIONS

Pressé, jouisseur, ou rêveur, 3 humeurs. 3 façons de vivre Paris. Un guide original, qui vous propose des itinéraires adaptés à votre style de vie. Émotion ou consommation, tous les plaisirs de la ville en 1400 adresses et 70 plans en couleur. 320 pages, 98 F.

entièrement en couleur

POUVOIR D'ACHAT, INVESTISSEMENT ET LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

La baisse de l'inflation, condition de la croissance

par JACQUES MERAUD

Tous les commentateurs sont d'accord : l'emploi reste le problème le plus inquiétant. Il y a pourtant eu en 1985 une relative amélioration. Alors qu'en 1983 et 1984 les effectifs occupés dans l'ensemble des activités marchandes non agricoles avaient diminué de 200 000 chaque année, leur réduction n'a été que de 50 000 en 1985, et même ils n'ont pas du tout décliné au dernier trimestre. Quant au nombre des chômeurs recensés par l'ANPE, il s'est à peu près stabilisé.

Toutefois, cette stabilisation ne se serait pas produite sans la création des « travaux d'utilité collective » (TUC) et le développement

des stages. L'intérêt de ces mesures est loin d'être négligeable, mais elles ne peuvent apporter chaque année une solution nouvelle au problème de l'accueil de quelque 190 000 candidats de plus à un emploi. Si par ailleurs l'emploi dans les secteurs marchands a beaucoup moins diminué en 1985 que les deux années précédentes, il a tout de même encore diminué. Les dernières enquêtes de conjoncture de l'INSEE n'annonçaient pas pour les prochains mois de changement notable en la matière.

Les mesures actuellement envisagées pour accroître de diverses manières la « flexibilité » et inciter davantage à l'embauche vont-elles modifier de façon sensible

ces perspectives ? Tout bien pesé, en se fondant sur une analyse objective des comportements passés et des études et enquêtes les plus récentes, il semble que l'on doive s'attendre que ces mesures n'aient, en termes de créations « nettes » d'emplois (c'est-à-dire créations moins suppressions), que des effets relativement modestes, si toutes choses restent égales par ailleurs du point de vue du rythme de croissance. Il en irait de même des effets d'une réduction de la durée du travail, même si elle était diversifiée selon les branches et les entreprises et s'accompagnait d'un accroissement du temps d'utilisation des équipements.

(Lire la suite page 32.)

Demain, spécial Festival de Cannes

هكذا من الامم

سكزا من الاجل

débats

DÉFENSE

Le décor dans lequel se poursuivent les analyses sur la stratégie est en train de se modifier. François Heisbourg attire l'attention sur la « nouvelle donne » des rapports Paris-Bonn et Christian Schmidt sur celle qui régit les relations Est-Ouest.

Négociation ne signifie pas détente

Un jeu très subtil s'est ouvert entre l'Est et l'Ouest avec les tensions internationales sur fond d'I D S

LE 23 mars 1983, le président Reagan annonce officiellement son programme d'initiative de défense stratégique.

Le 18 novembre 1985 débute à Genève le sommet Reagan-Gorbatchev.

Le 14 avril 1986, les villes de Benghazi et de Tripoli sont bombardées dans la nuit par l'aviation américaine.

A première vue, ces trois événements apparaissent sans lien direct, voire contradictoires. Et, pourtant, un fil logique les relie étroitement, tant il est vrai que la volonté politique du président Reagan de concevoir et de mettre en œuvre une nouvelle stratégie de défense spatiale avait pour conséquence logique de réamorcer un processus de négociation avec les Soviétiques, et que le démarrage de cette nouvelle phase des relations Est-Ouest ne pouvait qu'engendrer, non moins logiquement, une réactivation des tensions périphériques.

Si la majorité des observateurs ont correctement apprécié les raisons proprement internes d'ordre politique et économique qui ont pu inspirer la décision du président américain, peu d'entre eux semblent avoir bien mesuré ses conséquences à court terme sur le dialogue américano-soviétique. Tout processus de négociation implique en effet :

1) l'existence d'un espace de négociation ;
2) la présence d'incitations à négocier de part et d'autre ;
3) la possibilité pour chacun de définir au moins une stratégie de négociation réalisable. Or la satisfaction de chacun de ces critères s'est trouvée facilitée par l'annonce de l'IDS, au moment précis où elle est intervenue.

Le programme américain ouvre tout d'abord un champ nouveau aujourd'hui, encore largement imaginaire, offrant des concessions possibles et permettant ainsi l'esquisse d'un « espace de marchandage » sur les armements qui s'était progressivement réduit pour pratiquement disparaître au fil des dernières années.

Il conduit en outre à reconsidérer la qualification stratégique des armes nucléaires. Le découplage entre les missiles à longue et

par CHRISTIAN SCHMIDT (*)

à moyenne portée s'en trouve évidemment accru, au moins dans une première phase.

Les incitations à négocier, pour différentes qu'elles puissent être dans les deux camps, n'en sont pas moins certaines. Le président Reagan aspire à terminer son mandat en laissant l'image d'un « président de la paix ». Il entend démontrer en outre que la manière forte et l'abandon du « linkage » entre l'économie et le militaire, chers à certains de ses prédécesseurs, constituent en définitive la voie la plus sûre pour mener à son terme un dialogue constructif avec les Soviétiques.

Du côté soviétique, l'éventualité confirmée d'un bouclier spatial américain semble déjà suffire à ramener les Russes devant une table de négociation. Mais les problèmes de gestion de l'économie soviétique, au moment où M. Gorbatchev s'engage dans une série de réformes internes ne sont pas non plus à négliger.

Les « leaders » et les « suiveurs »

Enfin, et ceci n'est pas le moins important, les Soviétiques ont probablement à cœur d'effacer leur défaite dans la campagne encore récente des élections. Une analyse détaillée de la proposition Gorbatchev du 15 janvier dernier se révèle également éclairante sur ce point (1).

Mais il s'agit seulement de reprendre un processus « explicite » de négociation, les négociations « implicites » n'ayant jamais cessé de se poursuivre. De plus, ce processus n'engendre pas nécessairement la détente, au sens occidental du terme. On peut même soutenir aujourd'hui, sans paradoxe, que c'est l'inverse qui est vrai. Chaque protagoniste se doit en effet d'adopter une posture de départ qu'il s'efforce ensuite d'accréditer par son comportement.

(*) Professeur à l'université Paris IX Dauphine, président de l'International Defence Economics Association (IDEA).

ment. Or une position ferme dictée aux Américains cette posture de pré-négociation, d'abord parce qu'elle seule permet de concilier les objectifs intérieurs et extérieurs de l'administration Reagan, ensuite parce que les Américains doivent apparaître à leurs interlocuteurs en position de contrôleur effectif du système international. Il en résulte notamment l'adoption d'une politique interventionniste, dont le bras de fer avec le colonel Kadhafi et le raid militaire du 14 avril ne constituent qu'un débattillon parmi d'autres. Cela ne veut évidemment pas dire que le dialogue Est-Ouest explique le bombardement américain de Tripoli mais plutôt que ce dernier révèle la posture générale retenue par Washington.

Les mêmes contraintes conduisent aujourd'hui les Soviétiques à adopter, au contraire, une attitude systématique de profil bas, afin de minimiser l'importance de leurs interventions passées et de tenter d'exploiter à leur profit les retombées négatives de la position américaine. Qu'il s'agisse de l'affaire libanaise, de la guerre entre l'Irak et l'Iran, ou des bombardements récents en Libye, on vérifie partout cette image de modération teintée d'attentisme.

L'échange de propositions unilatérales de réduction d'armement auquel se livrent les deux camps depuis trois ans illustre le mécanisme asymétrique de miroir réfléchissant à destination de l'opinion publique internationale. Les Américains — au moins en apparence — y jouent le rôle de « leaders », et les Soviétiques celui de « suiveurs » au sens de la théorie des jeux.

L'annonce de cette procédure de négociation qui constitue la trame de l'analyse devrait se poursuivre sur une très longue période. Les progrès technologiques qui conditionnent le développement futur des armes de l'espace représentent une incitation permanente à négocier, en même temps qu'un obstacle à la conclusion d'un accord. Il en résulte en particulier que cette phase devrait largement excéder la durée politique de l'équipe américaine qui l'a initiée.

Pendant toute cette période qui précède les négociations, un véritable champ de manœuvre s'ouvre pour une forme particulière de diplomatie faite d'offres unilatérales annoncées par voie médiatique. Le désarmement redevient ainsi une composante majeure de l'affrontement Est-Ouest. Il importe alors de ne jamais confondre ce jeu d'annonces, destiné à tester publiquement les intentions des partenaires adversaires, avec le dialogue secret que constitue les véritables pourparlers, cela en dépit d'une simultanéité et d'une imbrication probables des deux registres.

En définitive, ce sont les zones nouvellement conflictuelles aujourd'hui qui se trouvent concernées par ce nouveau théâtre. Les foyers de tensions périphériques risquent donc de se trouver plus immédiatement touchés par les conséquences diplomatiques de l'IDS que le centre de l'Europe, qui constitue son enjeu stratégique le plus évident.

Il reste que, contrairement à une idée couramment reçue qui voudrait que la science précède toujours la politique, c'est bien cette fois un processus de décision politique qui, en s'appuyant sur des hypothèses technologiques dont certaines restent scientifiquement conjecturales (2) a déjà engendré des conséquences tangibles dans l'ordre incertain des relations internationales.

(1) Cf. M. Tatu, « Les idées dérangeantes de M. Gorbatchev », *Le Monde* du 22 janvier 1986.

(2) Cf. R.-L. Garwin, K. Gottfried et H.W. Kendall, éd. : *The Fallacy of Star wars*, Vintage Book, New-York 1984.

France-Allemagne : une synergie nouvelle

D'hexagonales, les perspectives passent à l'échelle continentale

par FRANÇOIS HEISBOURG (*)

DEPUIS la déclaration commune Kohl-Mitterrand du 28 février sur les problèmes militaires, la République fédérale n'est plus seulement pour Paris, en cas de crise nucléaire, un enjeu en un objet. Les rapports des deux pays sur ce plan, désormais, sont de même nature que ceux qu'entretenaient Bonn et Washington. Le libellé de la déclaration se rapproche en effet beaucoup de celui des « directives d'Athènes » que suivent, depuis 1962, ces deux capitales. La France et la RFA sont d'accord pour une « coopération opérationnelle entre leurs forces armées », pour « la poursuite des études relatives au meilleur emploi des forces françaises en Allemagne, et notamment de la force d'action rapide », et « le président de la République se déclare disposé à consulter le chancelier (...) sur l'emploi éventuel des armes préstratégiques françaises sur le territoire allemand », « dans les limites qu'impose l'extrême rapidité de telles décisions » (1). De même, le président des Etats-Unis s'est-il engagé à consulter Bonn « si les circonstances le permettent », la décision ultime d'emploi lui revenant, sans arrangement de « double clé ».

Cette solution constitue pour les deux rivières du Rhin l'aboutissement du processus entamé par l'ouverture d'un dialogue permanent sur les questions politico-militaires au sein de la Commission sur la sécurité et la défense, créée en octobre 1982.

Le sérieux de la promesse de consultation de la France se reconnaît au fait que c'est à son initiative qu'a été ajoutée à la déclaration du 28 février la disposition prévoyant les moyens techniques sans lesquels elle ne serait, en temps de crise, qu'un vœu pieux. Il est significatif que la formule adoptée concerne le « territoire allemand » dans son ensemble.

Cet aboutissement n'implique aucune extension automatique de la garantie nucléaire française vis-à-vis de la RFA : la France n'a pas les moyens de donner une assurance que les Etats-Unis hésitent eux-mêmes de plus en plus à accorder. Il reste que le changement est profond par rapport à une doctrine d'autoutout, en fait, jusqu'ici essentiellement centrée sur le sanctuaire national. Il est vrai que le discours sur les « intérêts vitaux » de la France n'a jamais exalta la prise en compte de données extérieures aux frontières nationales. Mais la déclaration du 28 février explicite un transfert de perspectives et de dimension, l'une et l'autre passant à l'échelle continentale, là où les préoccupations étaient essentiellement hexagonales.

Ce texte a provoqué peu de réactions, ce qui confirme le déplacement du consentement

national sur la défense. Il existe aujourd'hui une nouvelle orthodoxie sur les rapports militaires franco-allemands qui se retrouve sous des formes diverses tant dans les programmes des trois principaux groupes parlementaires que dans les sondages d'opinion (2). Les réactions provoquées en 1976 par les déclarations de responsables politiques et militaires de l'époque sur « l'espace militaire européen » et la « bataille de l'avena » permettent de mesurer le chemin parcouru à la fois dans les esprits et dans les faits : l'acceptation devenue quasi générale de la consultation franco-allemande sur les armes nucléaires préstratégiques, idée parfois poussée jusqu'à l'excès consistant à établir une censure aussi importante entre les différents moyens nucléaires (tactiques ou stratégiques) que celle séparant le feu nucléaire des armes conventionnelles ; la création de la force d'action rapide qui doit nous permettre d'intervenir, y compris sur les avant, en dehors de la zone d'opérations plus étroitement limitée du 1^{er} et du 2^e corps d'armée.

« Ich bin ein Berliner »

Cette mobilité du consensus français permet d'envisionner des évolutions progressives compatibles avec le maintien d'une politique pluri-partisane. C'est une constatation récente qui mérite d'être exploitée au mieux : les Français sont moins intimidés par une hypothétique statue du commandeur que ne le croient certains.

De toute façon, la pratique des relations militaires franco-allemandes montre clairement qu'on se préoccupe davantage, à Bonn, de la puissance de feu et de l'engagement de défense conventionnel que de la relation nucléaire.

On s'agace d'un discours tendant à privilégier la non-automatisme de l'engagement des forces françaises en cas de conflit, même si nul n'ignore (ou ne devrait ignorer) à Bonn que la France est, dans les coups durs, un allié sur lequel on peut compter autant et parfois davantage que d'autres. Le responsable français de haut niveau qui saura dire, à sa façon « Ich bin ein Berliner » permettra de corriger cette perception d'égoïsme sans pour

autant réduire d'un iota notre liberté d'appréciation, qui n'est pas, au regard des traits et des réalités politiques, différente de celle des autres alliés de la RFA.

Au-delà, les responsables allemands sont soucieux de voir leurs moyens classiques renforcés par ceux de leurs partenaires, dont la France : les difficultés démographiques de la Bundeswehr — avec une baisse de près de 50 % du nombre des jeunes recrues potentielles entre 1986 et 1994 — et les craintes devant l'accumulation continue de forces du côté soviétique — donnent une acuité nouvelle à l'apport conventionnel français. Le lien n'est pas ici de décrire ce que celui-ci pourrait être (3), mais seulement de prendre note de ces réalités : la clé de voûte de la défense de l'Europe est en Allemagne fédérale ; la pesée maximale qu'elle subit actuellement est de nature conventionnelle, appelée à s'alourdir encore avec l'introduction progressive des nouvelles armes offensives à guidage terminal.

L'importance du conventionnel n'a pas faussé les Français indifférents, comme le montre la création de la FAR. Cependant, à l'arrière du langage français de la défense, qui devrait connaître une croissance soutenue avec le desserrement des contraintes extérieures (baisse du dollar et du pétrole), l'examen des priorités devra tenir compte des moyens nouveaux à dégager pour faire face à l'évolution de la menace : la défense aérienne élargie contre les vecteurs conventionnels à guidage terminal vient ici à l'esprit, d'autant qu'il pourrait s'agir là d'un grand programme de mobilisation technologique et industriel de la France et de la RFA avec leurs partenaires de l'atlantique.

L'acquisition progressive d'une assise militaire à l'échelle continentale ne conduit pas, au demeurant, à un repli sur l'Europe. Au contraire, le rayonnement de la France au-delà des confins de l'Europe, et donc sa qualité de puissance plus que majeure, n'est contestable à terme que si elle parvient à établir des synergies nouvelles avec ses partenaires européens, au premier rang desquels la RFA.

- (1) *Le Monde*, 2-3 mars 1986.
(2) Cf. notamment celui qu'a publié *Le Monde* du 28 juin 1985.
(3) On pourra notamment se reporter aux points de vue de M. Lellouche (*L'éventail de la guerre*, éd. Matarin, 1985), de M. de Rote (*Contre la stratégie des Cartes*, éd. Julliard, 1983) et du général Copel (*Vaincre la guerre*, éd. Les Éditions, 1984), ainsi qu'à l'ouvrage de Yankov, *France, l'Europe et la bombe* avec M. Pascal Boniface, éd. Hachette, 1986).

(*) Ancien conseiller technique au cabinet de M. Charles Hernu.



Les formes sensibles de la vie sociale

Par Pierre Sansot

Existe-t-il un imaginaire collectif qui s'exprimerait dans la vie quotidienne de groupes ? A travers la description des banlieues, des foules, des cérémonies sportives, du ferroviaire, Pierre Sansot nous rend présentes ces créations de mythes et de rites.

Collection « La Politique éclatée » dirigée par Lucien Sfez
224 pages - 95 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

COURRIER DES LECTEURS

Suggestion

(...) M. Gorbatchev propose de réduire les armements conventionnels de l'Atlantique à l'Oural : suggérons donc d'unifier à un an, dans tous ces pays, la durée du service militaire. Les jeunes Soviétiques y seraient certainement sensibles...

J.-M. DELESTREZ
(Paris)

Un visage de la guerre

(...) Cherchons à lutter contre le terrorisme, mais ne nous en étions nous-mêmes pas. C'est son absence qui serait incompréhensible. Le terrorisme est un visage de la guerre et c'est à la guerre qu'il faut faire la guerre. Révolution entre toiles, à laquelle nous nous préparons bien mal. Entre guerre et terrorisme il y a une différence d'échelle (la guerre l'emportant haut la main en efficacité dans l'horrible), mais non de nature ni de scandale ni de victimes. Les actes les plus terroristes de ces dernières années sont à chercher du côté des Etats. La guerre, c'est du terrorisme à l'échelle d'un peuple et le terrorisme individuel n'est qu'un détournement insolent de la violence d'Etat quand il n'en est pas l'une des sautes méandres. Tuez la guerre, et le terrorisme disparaît peut-être, mais pas avant.

DOMINIQUE MALEVY
(Yaoundé)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-86-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71
Tél. MONDOPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 1 kr. ; Pays-Bas, 2,25 g. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 100 lei. ; Royaume-Uni, 35 p. ; Suède, 10 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; USA, 1,25 \$; USA (First Class), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par avion)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TURISME
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Changement d'adresse : adresser la notice (deux semaines ou plus) ; vos abonnements sont invités à fournir leur demande une semaine en moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à votre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les renseignements en capital et d'indiquer.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

étranger

LA FIN DU SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISÉS A TOKYO



La plupart des chefs de délégation ont terminé leur séjour à Tokyo au début, mardi après-midi, une conférence de presse. M. Mitterrand, accompagné de M. Chirac, y a fait à 17 heures (10 heures heure de Paris). Avant, les deux hommes avaient rencontré le président Reagan à la résidence de l'ambassadeur américain au Japon, l'ancien sénateur Mike Mansfield. Un très strict protocole a présidé à cette rencontre : le président français, accompagné de son « sherpas » Jacques Attali, est arrivé le premier à la résidence, à bord d'une longue Cadillac. Le chef de gouvernement venait juste derrière dans une voiture de même marque, mais un peu plus petite.

Les deux chefs d'Etat ont ensuite posé ensemble pour les photographes devant la résidence, avant d'être rejoints par M. Chirac. Aux journalistes qui lui demandaient s'il était toujours irrité par les refus français de laisser les avions américains survoler la

France sur le chemin de la Libye, M. Reagan a répondu : « Voilà une question dépourvue de tact ».

A l'intérieur du salon de l'ambassadeur, les places étaient disposées selon une savante hiérarchie : M. Mitterrand, dans un fauteuil jaune, était assis à la droite du chef de la Maison Blanche, qu'il revoyait pour la première fois depuis leur difficile tête-à-tête du sommet industrialisé de Bonn, le 3 mai 1985, au cours duquel la conversation avait échoué sur le sujet de la « guerre des étoiles ».

A droite du président français, M. Chirac, puis, sur un même canapé, le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Kinnouard, M. Attali et M. Michèle Gendreau-Massoloux, porte-parole de l'Elysée, et Elisabeth Guigou, conseillère du président pour les affaires économiques internationales. Plus loin, M. François Bayon de l'Elysée, conseiller diplomatique du premier ministre.

Côté américain, le secrétaire d'Etat George Shultz était assis à la gauche de M. Reagan, sur le même canapé que le secrétaire au Trésor, M. James Baker, et le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan.

Dans la soirée de mardi, toutes les délégations se sont rendues au palais impérial, où l'empereur avait organisé un banquet en leur honneur. M. Mitterrand et Chirac devaient quitter Tokyo pour Paris - où le traditionnel conseil des ministres a été reporté du matin de mercredi à l'après-midi - à bord de deux appareils différents mercredi matin.

Dès mardi matin, la Pravda a consacré son éditorial à critiquer les travaux de Tokyo. « La déclaration de Tokyo », dont « le but est sordide », réclame, « au-delà d'une phraséologie fumée, la volonté d'utiliser l'autoritarisme et le néolibéralisme pour dissimuler les vives oppositions qui se manifestent au sein du camp impérialiste », souligne la Pravda.

Elle « ne permet pas de savoir quelle est l'attitude (de ces pays) face à l'objectif défini par l'Union soviétique, qui est d'éliminer les armes nucléaires d'ici à l'an 2000 (...) ».

La Pravda juge que les Etats-Unis souhaitent avant tout « mettre au pas leurs alliés par des moyens politiques, si ce n'est pas possible par des moyens économiques ». Ainsi, « ce sommet économique prend une claire coloration politique (...) et est transformé en une machinerie fixant la stratégie globale de l'Occident (...) ». Prenant prétexte des efforts de la lutte contre le terrorisme, Washington tente de rendre ses partenaires complices de ses actes de banditisme, de sa pression sur les pays récemment libérés, de sa politique visant à exporter la contre-révolution », ajoute le quotidien.

LES DÉCLARATIONS DES SEPT

TERRORISME

De nouvelles mesures qui s'appliquent « en particulier à l'encontre de la Libye »

Tokyo (Reuters). - Voici le texte officiel de la déclaration approuvée, lundi 5 mai (nos dernières éditions datées 6 mai), par les participants au sommet de Tokyo relative au terrorisme international :

« 1) Nous, chefs d'Etat et de gouvernement des sept principales démocraties et les représentants de la Communauté européenne réunis à Tokyo, réaffirmons avec force notre condamnation du terrorisme international sous toutes ses formes, de ses complices et de ceux, y compris les gouvernements, qui le commanditent ou le soutiennent.

« Nous exprimons notre horreur face à l'enseignement du niveau de ce terrorisme depuis notre dernière rencontre, et en particulier du recours, flagrant et cynique, qui y est fait en tant qu'instrument de politique gouvernementale. Le terrorisme n'a aucune justification. Il se développe uniquement par le biais de moyens méprisables, qui ignorent les valeurs de la vie humaine, de la liberté et de la dignité. Il doit être combattu sans relâche et sans compromission.

« 2) Reconnaissant que le combat sans relâche contre le terrorisme est une tâche que la Communauté internationale, dans son ensemble, se doit d'entreprendre, nous nous engageons à déployer un maximum d'efforts dans la lutte contre cette plaie.

« Le terrorisme doit être combattu avec efficacité par une action résolue, tenace, discrète et patiente, combinant des mesures nationales et une coopération internationale.

« Par conséquent, nous exhortons toutes les nations partageant nos vues à collaborer avec nous, notamment dans des forums internationaux tels que l'Organisation des Nations unies, l'Organisation internationale de l'aviation civile et l'Organisation maritime internationale, mettant à profit leur expertise afin d'améliorer et d'étendre les contre-mesures contre le terrorisme et contre ceux qui le commanditent ou le soutiennent.

« 3) Nous, les chefs d'Etat et de gouvernement, convenons d'intensifier l'échange d'informations dans les forums appropriés sur les menaces ou menaces potentielles découlant d'activités terroristes et de ceux qui les commanditent ou les soutiennent, ainsi que sur les moyens de les prévenir.

« 4) Nous prescrivons les mesures suivantes, qui sont ouvertes à tout gouvernement concerné, en vue de priver les terroristes internationaux de l'occasion et des moyens de mettre à exécution leurs plans et objectifs, d'identifier et de décourager leurs auteurs.

« Nous avons décidé d'appliquer ces mesures, dans le cadre du droit

international et de nos propres juridictions, à l'encontre de tout Etat qui est à l'évidence impliqué dans le terrorisme international, soit en le commanditant soit en le soutenant, et, en particulier, à l'encontre de la Libye, jusqu'à ce que l'Etat concerné renonce à sa complicité avec le terrorisme ou au soutien envers lui.

« Ces mesures sont :
- Refus d'exporter des armes à destination d'Etats qui commanditent ou soutiennent le terrorisme ;
- Limitations strictes de la taille des missions diplomatiques et consulaires, et autres organismes officiels à l'étranger, d'Etats qui sont impliqués dans de telles activités ;

« - Contrôle des déplacements des membres de ces missions et organismes et, le cas échéant, réduction drastique, voire fermeture, de ces missions et organismes ;

« - Refus d'autorisation d'entrée à toute personne, y compris au personnel diplomatique, qui a été expulsée ou interdite (de séjour) dans un quelconque de nos Etats pour avoir été soupçonnée d'être impliquée dans le terrorisme international, ou qui a été condamnée pour terrorisme ;

« - Amélioration des procédures d'extradition en stricte conformité avec les législations nationales en vigueur pour faire juger

ceux qui sont responsables de tels actes de terrorisme.

« Renforcement des dispositions et procédures d'immigration et d'abandon de visa à l'égard des ressortissants des Etats qui commanditent ou soutiennent le terrorisme ;

« - Coopération bilatérale et multilatérale la plus étroite possible entre la police, les organismes chargés de la sécurité et autres autorités concernées, dans la lutte contre le terrorisme.

« Chacun de nous s'est engagé à œuvrer dans les instances internationales appropriées auxquelles nous appartenons pour faire en sorte que des mesures analogues soient acceptées et appliquées par le plus grand nombre possible de gouvernements.

« Nous maintiendrons une étroite coopération pour faire avancer les objectifs énumérés dans cette déclaration et examiner des mesures complémentaires. Nous convenons de rendre plus efficace la Déclaration de Bonn de 1978 dans la lutte contre toutes les formes de terrorisme touchant à l'aviation civile.

« Nous sommes prêts à encourager, tant sur le plan bilatéral que multilatéral, l'adoption de nouvelles mesures par les organisations internationales ou instances compétentes pour combattre le terrorisme international sous toutes ses formes. »

NUCLÉAIRE

« Nous demandons une information complète sur l'accident de Tchernobyl »

Voici le texte de la déclaration sur la sécurité nucléaire adoptée le lundi 5 mai au sommet de Tokyo :

« 1) Nous, chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays industrialisés et les représentants de la Communauté européenne, avons discuté des implications de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Nous exprimons notre profonde sympathie à ceux qui ont été touchés. Nous demeurons prêts à apporter une aide, en particulier médicale et technique, lorsque la demande en sera faite et dans la forme demandée.

« 2) L'énergie nucléaire est et continuera à être, si elle est convenablement gérée, une source d'énergie de plus en plus largement utilisée. Chaque pays a la responsabilité aux yeux du monde du maintien de la sûreté et de la sécurité. Chaque pays engagé dans un programme de production d'énergie nucléaire assume la pleine responsabilité de la sécurité de la conception, de la construction, du fonctionnement et de l'entretien de ses installations.

« Nos pays appliquent des normes exigeantes. Chaque pays est en outre responsable de la transmission rapide d'une information détaillée et complète sur les alertes et les accidents nucléaires, en particulier ceux qui sont susceptibles d'avoir des conséquences par-delà les frontières. Chacun de nos pays accepte ces responsabilités, et nous demandons instamment au gouvernement de l'Union soviétique, qui ne l'a pas fait dans le cas de Tchernobyl, de fournir d'urgence une telle information, comme nos pays et d'autres l'ont demandé.

« 3) Nous notons avec satisfaction le désir de l'Union soviétique d'ouvrir des discussions cette semaine avec le directeur général de l'AIEA (1). Nous espérons que ces discussions amèneront l'URSS à participer à l'analyse consécutive à l'accident qui est souhaitée.

« 4) Nous approuvons et nous encourageons le travail de l'AIEA en vue d'améliorer la coopération internationale en ce qui concerne la sécurité des installations nucléaires, le traitement d'accidents nucléaires et de leurs conséquences et l'organisation d'une assistance mutuelle d'urgence. A partir des directives appropriées de l'AIEA, nous invitons instamment à l'établissement, à brève échéance, d'une convention internationale obligeant les parties à rendre compte et à échanger des informations en cas d'alerte ou d'accident nucléaire. Cela devrait être fait dans les plus brefs délais.

(1) Il s'agit de l'Agence internationale de l'énergie atomique, basée à Vienne.

Grand concours des lecteurs GF Flammarion Le Monde du 15 Avril au 15 Mai 1986

VOYAGEZ SUR NOS LIGNES

LE BRÉSIL - L'INDE - LA GRÈCE

Le Brésil, l'Inde, la Grèce, des abonnements au journal « LE MONDE » et des milliers de chefs-d'œuvre à gagner.

Si vous aimez et si vous connaissez la littérature, participez à ce concours qui fait appel à votre culture et à la richesse du catalogue GF FLAMMARION. LE MONDE et la GF FLAMMARION vous présentent, pendant 4 semaines, 8 extraits de textes se rapportant à des œuvres de la collection GF FLAMMARION dont il vous faut retrouver les titres. Les 6 premiers extraits concernant ce concours ont paru dans « LE MONDE » daté du 18, 25 et 30 avril 1986.

Pour orienter vos recherches :

- Aidez-vous de l'index accompagnant chaque extrait de texte.
- Consultez chez les libraires revendeurs de la collection GF FLAMMARION et ennotant l'opération, le catalogue joint au bulletin de participation ainsi que les ouvrages de la collection.

Vous pouvez envoyer votre réponse à l'aide du bulletin de participation disponible chez les libraires annonçant l'opération ou sur papier libre comportant l'ensemble des 8 réponses. Dans ce cas, indiquez le numéro de l'extrait de l'œuvre ou de l'appareil critique, le titre de l'œuvre auquel il se rapporte ainsi que vos coordonnées (nom, prénom, adresse, profession, âge) en lettres capitales d'imprimerie.

Envoyez votre réponse sous enveloppe suffisamment affranchie avant le 15 mai 1986 (cachet de la poste faisant foi) à : Grand Concours des Lecteurs GF FLAMMARION - LE MONDE CEDEX 7446 - 75914 PARIS BRUNO.

Les gagnants seront désignés en fonction du nombre de bonnes réponses. Les éventuels ex-æquo seront départagés par tirage au sort effectué sous contrôle d'huissier.

N° 7 - EXTRAIT D'ŒUVRE

« Pendant que je cheminai, le traître que je conduisais,

m'abrutit de ses discours : il me fit prendre un piège pour un reliquaire ou reposait Saint Hilaire et me dit de le baiser avant de poursuivre ma route. M'imaginant qu'il disait la vérité

et ne me ferait aucun mal, je m'approchais sans attendre pour faire mes dévotions. Pour finir, je reconnus ma folie, car j'y fus pendu, si bien que les yeux teillirent me sortir de la tête. »

INDICE N° 7

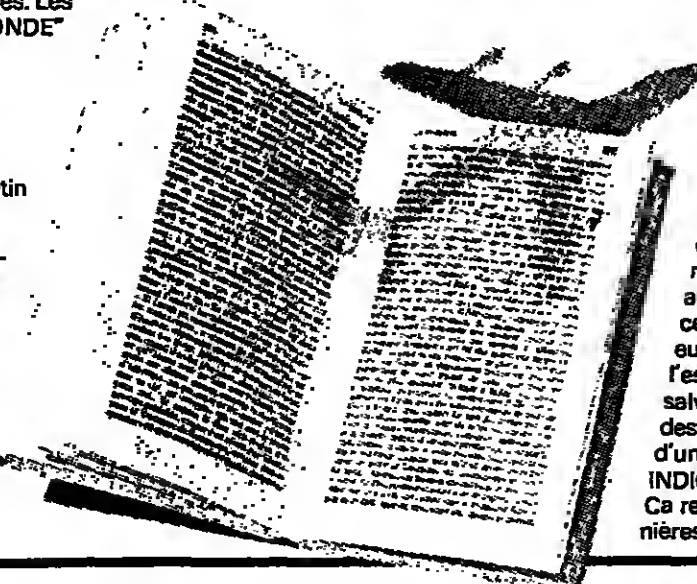
L'édition GF Flammarion propose une double lecture de cette œuvre.

N° 8 - EXTRAIT DE L'APPAREIL CRITIQUE

« Le lecteur ne trouvera pas ici ces amitiés salvatrices, ces possibilités de rachat, qui jetaient, dans les ténèbres douloureuses de certains récits, l'éclair d'une promesse. La solitude des femmes et des hommes apparaît, au contraire, absolue et magnifiée, tant elle est irrémédiable : ce qui les sépare ne peut être conjuré que par cette « indiscretion » propre au spectateur et au romancier. La connaissance remplace l'amour ou l'espoir. Seule l'écriture permet la flèche de l'échappée, la construction salvatrice du trajet évoquant la colonne de l'enfance, place Vendôme, et la destruction de l'autre visage prêt à s'imposer telle la vision de cauchemar d'une intégrité menacée. »

INDICE N° 8

Ce recueil publié par GF Flammarion appartient pour l'ensemble aux dernières années de la vie de l'auteur.



GF. Flammarion les œuvres vives

de leurs familles. Le règlement complet sera déposé chez Maître GENNA, Huissier de justice à Paris et expédié à toute personne en faisant la demande à l'adresse du concours (joindre une enveloppe pré-timbree et pré-adressée pour la réponse). Le timbre utilisé pour la participation sera remboursé au tarif en vigueur sur simple demande à l'adresse du concours.

حکذا من الاصل



LES DÉCLARATIONS DES SEPT

POLITIQUE

« Des rapports

plus constructifs entre l'Est et l'Ouest »

Voici les principaux extraits de la déclaration politique adoptée, le lundi 5 mai, au sommet de Tokyo :

« (...) Dans le monde entier, nous constatons l'attrait puissant de la démocratie et le fait que l'on reconnaît de plus en plus que l'initiative personnelle, la créativité individuelle et la justice sociale sont les sources principales du progrès. Plus que jamais, nous devons tous unir nos énergies dans la recherche d'un monde plus sûr, plus sain, plus civilisé et prospère, libre et pacifique. Nous avons la conviction que l'association étroite du Nord et de l'Amérique du Nord et de l'Europe apporte une contribution importante à cette fin.

« Nous réaffirmons notre attachement commun au renforcement de la paix et, dans le cadre de ces efforts, à l'établissement de rapports plus stables et plus constructifs entre l'Est et l'Ouest. Chacun de nous est prêt à engager une coopération dans des domaines d'intérêt commun. Au sein des alliances existantes, chacun de nous est décidé à entretenir une défense forte et crédible, capable de protéger les libertés et de dissuader l'agression, sans pour autant menacer la sécurité des autres. Nous savons que la paix ne peut être sauvegardée simplement par la force militaire. Chacun de nous veut s'attaquer aux divergences entre l'Est et l'Ouest par la voie du dialogue et de la négociation au plus haut niveau.

« A cette fin, chacun de nous est favorable à des réductions équilibrées, importantes et vérifiables des niveaux d'armements, à des

mesures renforçant la confiance et réduisant les risques de conflit, et au règlement pacifique des différends. Rappelant que les Etats-Unis et l'Union soviétique sont convenus d'accélérer les travaux de Genève, nous apprécions les efforts de négociation des Etats-Unis et nous invitons l'Union soviétique à négocier également de façon positive. En sus de ces efforts, nous poursuivons également pour un plus grand respect des droits des personnes dans le monde entier.

« Nous proclamons notre conviction que, dans le monde actuel, caractérisé par une interdépendance croissante, nos pays ne peuvent pas jouir d'une stabilité et d'une prospérité durables s'il n'y a pas de stabilité et de prospérité dans le monde en développement au sein d'un cadre de coopération entre nous pour atteindre ces objectifs. Nous nous engageons donc à nouveau à lutter contre la faim, la maladie et la pauvreté. (...)

« Nous nous devons de transmettre aux générations futures un environnement sain et une culture riche à la fois de valeurs spirituelles et matérielles. Nous sommes résolus à poursuivre une action internationale efficace pour lutter contre la toxicomanie. Nous affirmons notre volonté de travailler ensemble dans un monde qui respecte l'être humain dans la diversité de ses talents, de ses croyances, de ses cultures et de ses traditions. (...) »

(Lire la déclaration économique page 36.)

Les Japonais ont surtout cherché à limiter les dégâts

De notre correspondant

Tokyo. — Ce sommet aura été épuisant pour les Japonais. Ni sur le plan diplomatique ni sur le plan économique ils n'ont réussi à faire prévaloir leurs vues, et ils ont donc surtout cherché à limiter les dégâts. « La gouvernance japonaise a dû se rendre à l'évidence que la politique internationale est plus complexe qu'il ne se l'imaginait et que les chassas en progressant pas comme il l'aurait souhaité », écrit, ce mardi, le quotidien économique Nihon Keizai. « Pays hôte du sommet, le Japon a été kidnappé par ses partenaires » titre le Mainichi.

Les Japonais ont été contraints sous la pression de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'adhérer à la décision de mentionner dans le communiqué sur le terrorisme le nom de la Libye, ce qu'ils voulaient éviter afin de préserver leurs intérêts au Proche-Orient. Au ministère des affaires étrangères, on ne cache pas une certaine inquiétude quant aux conséquences d'une telle prise de position. D'après des discussions ont eu lieu au moment de la rédaction du communiqué, lundi après-midi, qui ont retardé sa publication, en raison notamment de la résistance japonaise. M. Abe, ministre des affaires étrangères, s'est empressé après la publication de ce texte de déclarer que la diplomatie japonaise à l'égard des pays arabes n'est pas pour autant modifiée.

Le Japon, il est vrai, ne se sent pas directement concerné par les problèmes du terrorisme. Depuis une dizaine d'années, les actions terroristes provoquent des morts et l'enlèvement de personnes. Même lorsque sévissait l'Armée rouge, le groupe terroriste le plus radical, le Japon avait essayé de ne pas

se laisser entraîner dans le mécanisme des réactions automatiques. Il insiste aujourd'hui sur la nécessité de maintenir la lutte contre le terrorisme dans le cadre du système légal de chaque pays. « Avec la décision de mentionner la Libye dans le communiqué, on a l'impression qu'il n'y a plus que la théorie du la force et de la confrontation pour lutter contre le terrorisme », écrit Nihon Keizai, qui évoque la possibilité de représailles de la part des terroristes visés à l'encontre du Japon.

Sur le plan économique, le Japon a sans doute évité que ne soit abordée de front la question de son déficit commercial, mais il a dû faire marche arrière tant sur le problème de l'appréciation du yen que sur celui de la stabilisation des monnaies. Il a cependant insisté pour que figure parmi les indicateurs d'un système d'intervention concertée, l'indice du déficit budgétaire, seule façon pour les japonais d'avoir un moyen d'action sur les Etats-Unis.

Si les Japonais avaient pu espérer que le sommet marquerait une stabilisation de leur monnaie, ils se sont lourdement trompés : les marchés des changes aux Etats-Unis et en Europe ont enregistré une nouvelle hausse du yen.

En termes de politique intérieure, le sommet a été difficile pour le gouvernement Nakasone qui doit s'attendre à faire face à une opposition redoublée au sein du parti majoritaire. La seule chose qui peut consoler M. Nakasone c'est que ses deux rivaux et éventuels successeurs, M. Abe, ministre des affaires étrangères et M. Takeshita, ministre des finances, n'ont ni l'un ni l'autre, obtenu ce qu'ils attendaient de cette rencontre au sommet.

PHILIPPE PONS.

Paris sans eau, week-end au trot.

43 69 00 00



ALLO METEO
Tous les temps, tout le temps.

(*) 3 times de ligne accessible. Pense à zone A PTT. METEOROLOGIE NATIONALE

LA FIN DU SOMMET

Amorce d'une discipline collective dans la conduite des politiques économiques occidentales

De notre envoyé spécial

Tokyo. — Les sept principaux pays industrialisés, satisfaits des résultats de la politique concertée de baisse du dollar conduite depuis le 22 septembre 1985, ont décidé de renforcer leur coopération économique et financière. C'est là assurément, s'agissant de la partie économique des conversations, le point fort, et même le seul point fort, du sommet économique qui vient de s'achever à Tokyo.

Le principal objectif des Sept demeure la réduction de l'instabilité monétaire. Pour l'atteindre, ils viennent de se donner des moyens accrus. Du même coup, ils ont résolu le problème politique que posait avec insistance l'Italie et le Canada. L'une et l'autre, qui participent aux sommets économiques, étaient exclues du groupe des Cinq (voir encadré ci-dessous).

L'Italie et le Canada voulaient être associés aux travaux de ce club très fermé. Ils ont au moins partiellement obtenu satisfaction. En revanche, les Etats-Unis se sont catégoriquement opposés à ce que la Commission européenne, qui en avait fait la demande, participe au nouveau mécanisme de concertation — un groupe rassemblant les ministres des finances des Sept — qui a été mis en place. M. Mitterrand, ainsi que M. Luebbers, premier ministre des Pays-Bas, qui est président en exercice du conseil européen, ont regretté cette exclusion.

Examen continu

Quel chemin parcouru depuis que, au sommet de Versailles, en 1982, les Français ont fait admettre du bout des lèvres à un partenaire américain ultra-sceptique la nécessité d'une action collective des pays industrialisés pour stabiliser les taux de change et ramener les taux d'intérêt à un niveau qui ne handicape plus la croissance de l'activité économique ? C'est dans le communiqué publié à Versailles que le groupe des Cinq s'est vu confier pour la première fois une fonction de surveillance du marché, et par là même un statut semi-officiel. Le « G 5 » a accédé à la notoriété avec l'accord conclu en septembre 1985 à New-York à l'hôtel Plaza, accord qui consacrait le changement radical de l'attitude américaine et inaugurait une période d'intervention concertée sur les marchés, afin de faire baisser le dollar.

Le nouveau dispositif — dont il est évidemment impossible de prédire s'il se traduira dans la réalité par une concertation plus rassemblée à l'avenir — a pour objet l'élaboration de la surveillance des économies occidentales. La principale innovation consiste en un examen continu de l'évolution de la conjoncture par rapport aux prévisions concernant un certain nombre d'indicateurs économiques : le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation, le chômage, le déficit budgétaire, la

Une déclaration du président de la Banque mondiale

« LES « SEPT » N'ONT PAS TENU LEURS PROMESSES COMMERCIALES », affirme M. Clausen.

Au moment où les pays industriels se félicitent à Tokyo d'une conjoncture qu'ils estiment globalement positive, le président de la Banque mondiale et les pays en développement rappellent quelques vérités moins encourageantes. Dans un discours prononcé à Washington le 5 mai devant une association d'hommes d'affaires, le président sortant de la BIRD, M. Alden Clausen, a reproché aux Sept de ne pas respecter leurs promesses d'un commerce international plus ouvert. En dépit de leurs engagements à mettre un terme au protectionnisme, les puissances industrielles n'ont pas empêché que « l'érosion continuelle du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) menace d'éliminer les derniers vestiges d'un ordre du commerce international ». Lors d'une conférence sur le tiers-monde, le secrétaire général du Commonwealth, M. Shridath Ramphal, a pour sa part rappelé que les pays en développement étaient confrontés à une « période de défis cruels » en dépit de l'amélioration de la situation des pays industriels. Dette, chute du pétrole, faibles cours des matières premières, autant d'incertitudes pesant lourdement sur l'avenir du tiers-monde.

balance commerciale et celle des paiements courants, la réduction d'accroissement de la masse monétaire, les réserves de change. La surveillance multilatérale ainsi organisée devrait permettre de vérifier, d'une part, si les taux de change reflètent correctement la situation économique... des différents pays, d'autre part, si les différents indicateurs évoluent conformément aux prévisions.

Que se passera-t-il si des anomalies sont constatées ? Le dispositif se veut non contraignant et exempt de tout automatisme. Cependant, les Sept prévoient que des mesures de correction seront adoptées chaque fois que l'on constatera des écarts importants par rapport aux objectifs souhaités. On verra à l'épreuve l'usage qui en sera fait, mais on trouve là, au moins en théorie, l'amorce d'une discipline collective dans la conduite des politiques économiques occidentales.

Du côté français, on fait valoir qu'un tel système de gestion fondé sur l'observation continue d'indicateurs reflétant les différents aspects de la politique économique inclut implicitement la définition, pour chacune des monnaies, de « zones de référence » — comme le préconisait déjà à Versailles M. Debra, alors ministre des finances. Les zones de référence (des taux de change), considérées comme raisonnables parce que reflétant les rapports de force existant entre les différentes économies, n'ont certainement pas à être abolies. Mais comment analyser l'évolution des changes par rapport aux autres indicateurs si on n'a pas au préalable une idée commune des places respectives que devraient occuper les monnaies ?

Comment cette surveillance renforcée sera-t-elle assurée ? Un nouveau groupe de travail à sept, rassemblant les ministres des finances des pays participant au sommet et incluant donc l'Italie et le Canada, a été institué. L'idée est qu'il se réunisse deux fois par an, au printemps avant le sommet et à l'automne, par exemple en marge de l'assemblée du Fonds monétaire international, pour procéder à des consultations sur la situation économique et monétaire. Pour expliquer leur refus de voir la commission participer à cette nouvelle instance, les Etats-Unis ont fait valoir qu'elle n'avait pas de compétences monétaires et surtout, que si elle y était présente, le rapport de force dans le nouveau groupe deviendrait anormalement favorable

aux Européens (cinq contre trois au lieu de quatre contre trois).

Le groupe à sept complète le groupe à cinq, mais ne s'y substitue pas, commente-t-on du côté français. Dès lundi, M. Becker avait précisé que, dans son esprit, la création de « G 7 » ne signifiait évidemment pas la disparition du « G 5 », auquel tous les participants sont très attachés. Le « G 5 » demeure chargé d'une « surveillance spéciale », explique-t-on encore. C'est à lui que reviendra la gestion du nouveau dispositif, qu'il a bien fonctionné comme une amorce, certes encore très timide, d'un SME (Système monétaire européen) qui s'appliquerait à l'ensemble des pays industrialisés.

Il reste à voir si les orientations qui viennent d'être prises modifieront, et dans quels sens, le fonctionnement du « G 5 ». Il a été entendu que les Italiens et les Canadiens seraient associés à ses travaux chaque fois que seraient examinées des décisions ayant trait à la gestion et à l'amélioration du système monétaire international. Si l'on s'en tient au texte, cela signifie que les ministres des finances de ces deux pays auraient participé, le 22 septembre à New-York, à la réunion capitale qui s'est tenue à l'hôtel Plaza.

Certains se demandent si un tel élargissement ne va pas nuire à la confidentialité indispensable des travaux de ce groupe et évoquent déjà comme une éventualité redoutable, mais possible, l'apparition, bien sûr informelle, d'un sous-groupe, où seuls les Etats-Unis, le Japon et la RFA tireraient les ficelles.

Baisse des taux d'intérêt

Comment le système ainsi réformé par les Sept pour renforcer leur coopération peut-il se concrétiser dans un proche avenir ? Lundi soir, les ministres des finances ont longuement parlé des taux d'intérêt. Tous semblaient favorables à une baisse concertée. L'impression générale est que le déclenchement de l'opération devrait partir de l'Europe et que, par ailleurs, la France, compte tenu de son niveau élevé de ses taux réels, a des responsabilités premières en la matière. La question qui a été traitée est de savoir si les Etats-Unis pourraient suivre, sans pour autant favoriser une nouvelle chute du dollar qu'apparemment tout le monde souhaite éviter. « Les Américains eux-

mêmes s'interrogent », commentait un des participants.

Quant à l'évolution souhaitable des taux de change, les ministres des finances sont divisés. Certains (le ministre américain) estiment que le mouvement d'appréciation du yen par rapport au dollar a été terminé et qu'il n'y a pas lieu de l'entraver. D'autres, plus nombreux, constatent qu'on a parcouru un chemin considérable en six mois, qu'une nouvelle baisse du dollar pourrait comporter des risques et qu'il est donc souhaitable de stabiliser les marchés. C'est le point de vue en particulier de la RFA, de la France, et de M. Volcker, le président de la Banque fédérale de réserve.

Les tensions commerciales et agricoles euro-américaines ont fait surface sans pour autant que le débat ne s'envenime. Les Américains, appuyés par les Japonais, comme par devoir, ont demandé à plusieurs reprises que le communiqué indique une date pour le lancement du nouveau cycle des négociations commerciales multilatérales (NMC). Les Français ont apparemment pas éprouvé de difficultés pour qu'on s'en tienne à ce qui avait été indiqué lors de la récente réunion ministérielle de l'OCDE : les Sept indiquent qu'ils souhaitent que le nouveau cycle puisse bientôt commencer, mais observent qu'il revient à la session ministérielle du GATT, convoquée pour la seconde quinzaine de septembre à Punta Del Este, en Uruguay, de prendre les décisions concernant le lancement des NCM.

S'agissant de l'agriculture, les Etats-Unis et le Canada ont essayé de profiter de l'occasion pour obtenir un texte favorable à leurs thèses. Ils ont proposé la création d'un groupe de travail chargé d'examiner comment démanteler les subventions accordées pour exporter des produits agricoles. Les Français, peu soutenus par leurs partenaires de la Communauté, se sont opposés à cette formule, qui revenait à remettre en cause de manière déséquilibrée les mécanismes de la politique agricole commune. Le communiqué, qui souligne la gravité des problèmes que pose la surproduction agricole généralisée, fait référence, de façon plus neutre, à la nécessité de réfléchir sur le problème des subventions. Il vise donc aussi bien celles qui sont accordées par les Etats-Unis à leurs agriculteurs, que les mécanismes de soutien du marché commun agricole.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

De cinq à sept

« Les politiques monétaires sont choses trop sérieuses pour être confiées aux seules réactions, souvent passionnelles, des marchés des changes. » Ce constat ironique d'un banquier se trouve illustré par les discussions du sommet de Tokyo autour de l'éventualité de l'élargissement du « G 5 », qui son existence et son efficacité ont été ouvertement dévoilées. Dans une déclaration solennelle et jusqu'à présent unique, les Cinq annonçaient à New-York leur volonté d'assurer une baisse concertée et ordonnée du dollar. Cette décision fut couronnée de succès, mais la publicité eut, selon un observateur européen, un effet « déstabilisant » : de « groupe de réflexion de l'ombre », le G 5 devenait ouvertement centre de décision en matière de politique monétaire.

La nécessité de renforcer la coopération avec le FMI pour assurer une meilleure surveillance en tenant compte des cinq monnaies entrant dans le calcul des DTS. Cet engagement était rappelé dans le premier communiqué officiel publié par le groupe le 17 janvier 1985. Mais c'est le 22 septembre 1985 que son existence et son efficacité ont été ouvertement dévoilées. Dans une déclaration solennelle et jusqu'à présent unique, les Cinq annonçaient à New-York leur volonté d'assurer une baisse concertée et ordonnée du dollar. Cette décision fut couronnée de succès, mais la publicité eut, selon un observateur européen, un effet « déstabilisant » : de « groupe de réflexion de l'ombre », le G 5 devenait ouvertement centre de décision en matière de politique monétaire.

Le groupe des Dix

Sa réunion, à Londres, le 17 janvier dernier n'a donné lieu à aucun communiqué. Mais des pays ont vite trouvé inadmissible d'être exclus de cette « non-instance » : l'Italie, soutenue un temps par la France, le Canada, disposant de l'appui américain, et aujourd'hui la CEE dont les compétences sont illustrées par l'existence même du système monétaire européen (SME).

Les avocats du Rama at d'Ottawa ont-ils eu une réaction trop polémique ? Certains affirment que, tout en comprenant l'attitude des Italiens et des Canadiens, estimant qu'un élargissement du « G 5 » à un éventuel « G 7 », voire un « G 8 » si la demande communautaire était un jour prise en compte, constituerait une menace de dilution majeure pour le groupe. Celui-ci n'ayant rien d'institutionnel, onment écarté le risque de voir les principaux acteurs monétaires du moment reprendre les traditions des déjeuners, dîners ou déjeuners appela téléphoniques pour élabo-

rer une stratégie à trois — tous les regards se tournent vers les Etats-Unis, le Japon et la RFA — ou quatre, voire à deux ? Il n'est pas certain que l'efficacité d'une concertation internationale y trouverait son compte.

D'autant qu'il existe d'autres enclosures à ne pas sous-estimer, rappellent les plus chauds partisans du statu quo. Le groupe des Dix en est une, même si son rôle a pâti de l'importance grandissante du « G 5 ». Il s'agissait à l'origine des dix principaux pays industriels liés par l'accord général d'emprunt (AGE), qui, en 1982, ont créé un pool de crédits mis à la disposition du FMI au cas où les ressources ordinaires du Fonds ne lui permettraient pas de prévenir ou de faire face à un risque de perturbation majeure du système monétaire international. Parfaitement institutionnalisés, contrairement au « G 5 », puisqu'il est doté d'un président élu et d'un secrétariat, le groupe des Dix (1) a pesé d'un poids majeur dans les décisions monétaires de la période 1983-1973. Depuis lors, il continue d'influencer la conjoncture internationale en arrêtant la position des pays industriels à la veille des réunions du comité intermédiaire et de l'assemblée annuelle du FMI, mais surtout au travers des réunions mensuelles des gouverneurs de banques centrales à Bâle.

Ceux qui estiment qu'on ne multipliera jamais assez les instances de concertation dans l'espoir de voir la coopération mondiale l'emporter sur les intérêts nationaux se félicitent de voir plusieurs cercles coexister ou se recouper.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Les Dix sont en fait onze depuis l'entrée de la Suède en avril 1984, qui s'est jointe à la Belgique, au Canada, aux Etats-Unis, à la France, à la Grande-Bretagne, à l'Italie, au Japon, aux Pays-Bas, à la RFA et à la Suède.

552 من الأصل

DES PAYS INDUSTRIALISÉS

La cohabitation examinée à la loupe

De notre envoyé spécial

Tokyo. — « La cohabitation entre le président de la République et le premier ministre ? Elle a été préparatoire, et elle reste permanente. De toute façon, sur tous les grands sujets évoqués jusqu'à présent, notamment ceux qui ont fait l'objet de déclarations publiques aujourd'hui, MM. Mitterrand et Chirac partagent les mêmes orientations. Alors... »

Ainsi le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a-t-il implicitement et clairement déclaré lundi soir 5 mai, à Tokyo, les rumeurs qui voulaient que ce premier grand exercice de cohabitation au sommet ne soit pas aussi facile et fructueux qu'on voulait bien le dire tant à l'Élysée qu'à Matignon avant la rencontre des Sept.

Il est vrai que le nouveau titulaire du Quai d'Orsay sait de quoi il parle : de cette concertation entre le président et le premier ministre, il aura été, d'un bout à l'autre du sommet, la cheville ouvrière. Sans doute la préparation de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays industrialisés avait-elle donné lieu à de très fréquentes consultations — devenues quotidiennes — à l'approche de l'ouverture de la rencontre — entre l'Élysée et Matignon, et plus précisément entre MM. Jacques Auail, « sherpa » de M. Mitterrand, et François Bonjon de l'Élysée, conseiller diplomatique de M. Chirac. Mais, sur place, c'est principalement à M. Raimond qu'est revenue la mission d'assurer la coordination entre un président qu'il accompagnait dans son avion et un premier ministre qui ne devait arriver à Tokyo que près de vingt-quatre heures plus tard. Le ministre des affaires étrangères était d'autant plus qualifié pour le faire que sa nomination au Quai d'Orsay a notamment reçu l'aval de M. Mitterrand, qui l'avait d'ailleurs lui-même envoyé représenter la France à Moscou.

Un lapsus...

C'est M. Raimond qui a tenu, M. Chirac au courant du début des travaux de Tokyo, y compris le dîner de dimanche, à la demande de M. Mitterrand, précise-t-on dans l'entourage présidentiel. C'est M. Raimond encore qui est allé, lundi en début d'après-midi, chercher M. Chirac à son hôtel — puisque le premier ministre ne loge pas, lui, contrairement au chef de l'Etat, à la résidence de France. Un hôtel où sont hébergés l'ensemble des délégations et où, son avion de ligne régulière étant arrivé en avance, le maire de Paris a dû attendre une demi-heure dans une relative solitude (ce qui a suffi pour que certains y voient, contre toute vraisemblance, un petit affront délibéré). C'est M. Raimond enfin qui s'est assuré que M. Chirac approuvait formellement les textes des trois déclarations tels qu'ils avaient été modifiés lors des délibérations de la matinée. Le premier ministre devait donner son accord immédiat.

Depuis qu'ils ont fait leur jonction à Tokyo, le président français et « son » chef de gouvernement sont évidemment éprouvés avec une attention toute particulière, afin de déceler entre les deux hommes la moindre discordance, la plus petite trace de fâcherie. Du moins dans la presse française car, vues de loin, les controverses sur la cohabitation

semblent bien « microcosmiques », comme dirait son contempteur, M. Barre. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, dégradant involontairement l'un et l'autre d'un galon, a même parlé, au cours de ses rencontres avec les journalistes américains, en un lapsus qui a fait beaucoup jaser, du « premier ministre Mitterrand » et du « ministre des affaires étrangères Chirac ».

Des indiscretions japonaises sur les propos qu'aurait tenus M. Chirac à M. Nakasone, lundi après-midi au cours de leur entretien, sont venues alimenter, au soulagement des observateurs qui commencent à trouver lassante cette entente trop courtoise, à défaut d'être cordiale, la petite chronique des « couacs » de la cohabitation. Le premier ministre français aurait notamment dit à son collègue japonais, en réponse à une question sur sa future politique économique, que pour faire face au très haut niveau de chômage, son gouvernement allait devoir prendre « des mesures contraignantes à ce que l'on a fait ces cinq dernières années ». Ce qui ne constatait, à première vue, ni une information explosive ni une offense au chef de l'Etat.

Il est vrai que, interrogé sur cette fameuse cohabitation, M. Chirac aurait ajouté, selon la presse japonaise, que chacun en la circonstance « avait des droits et des devoirs bien définis » et que « le président ayant perdu la majorité, il ne lui restait que la Constitution ». Il n'en a pas fallu davantage à un haut fonctionnaire nippon pour parler des « propos acides de M. Chirac à l'égard de M. Mitterrand ».

Dans l'entourage du premier ministre, on s'est aussitôt employé à démentir cette rumeur et à souligner au contraire combien le sommet de Tokyo avait été et resterait l'exemple d'une cohabitation réussie. Les collaborateurs du président, de leur côté, se refusant à tout commentaire mais semblaient surpris qu'une aussi mince affaire puisse donner lieu à de telles interprétations. D'autant plus que M. Chirac a, siégeant, ce mardi, aux côtés du chef de l'Etat, tant pour la séance plénière que lors de la rencontre avec le président Reagan, en début d'après-midi, et pour les autres entretiens, tout comme il l'avait fait lors du dîner japonais typique de lundi.

La course aux rumeurs

Mais il en aurait sans doute fallu davantage pour mettre un terme aux spéculations et à la course aux rumeurs. On notait ainsi que les deux hommes avaient paru échanger quelques propos aimables avant leur entrevue commune avec le premier ministre canadien, M. Mulroney, mais qu'à l'ouverture de la séance plénière ils semblaient au contraire s'ignorer puisqu'ils étaient restés, cinq secondes silencieux, chacun regardant de son côté...

Le protocole japonais, en tout cas, a constamment distingué entre le chef de l'Etat et le premier ministre, tout en ayant parfaitement admis — après avoir marqué une certaine réticence lorsque ce dernier avait annoncé son intention de faire lui aussi le voyage de Tokyo — que M. Chirac n'était pas un ministre comme les autres. Du côté français, ou plutôt des deux côtés français, on ne semble pas avoir remis en cause cette règle du jeu. Et ce mardi matin, à l'ambassade, le président de la République et le premier ministre ont préparé ensemble la

rude journée de clôture qui les attendait, notamment en relisant conjointement le texte de la déclaration finale. Souci de concertation qui n'empêche pas l'Élysée de pousser discrètement son avantage : ce n'est certainement pas un hasard si a été distribuée à la presse, au début de la rencontre, une note soulignant la grande « continuité » de la politique française lors de ces sommets des Sept. En français et en anglais, mais c'était évidemment aux journalistes et à l'opinion de l'Hexagone que cette mise au point implicite s'adressait en priorité.

BERNARD BRIGOLEUX.

LES RETARDS DE M. MITTERRAND

Tokyo. — Le retard de M. Mitterrand pour le début de la première séance de travail du sommet de Tokyo, lundi matin 5 mai, a créé un incident protocolaire. C'est arrivé pratiquement à chaque sommet où nous avons été, a déclaré avec humour un responsable de la Maison Blanche en se plaignant que le président français ait fait attendre M. Reagan.

Arrivé au pouvoir en janvier 1981, le président américain a la préférence sur M. Mitterrand, et c'est le chef de la Maison Blanche qui a l'honneur d'arriver en dernier aux séances du sommet.

Lundi, M. Mitterrand a achevé avec retard un petit déjeuner avec le chancelier Kohl. Pour respecter le protocole et laisser passer M. Mitterrand, le cortège du président américain a dû s'arrêter un moment, a expliqué le responsable de la Maison Blanche. Comme on lui demandait s'il pensait que M. Mitterrand l'avait fait exprès, il a répondu : « Je soupçonne que oui. » (AFP.)

Les Etats-Unis n'excluent pas de nouvelles opérations contre la Libye

Le président Reagan a menacé ses interlocuteurs à Tokyo de lancer de nouvelles opérations militaires si les représentants des pays industrialisés réunis dans la capitale japonaise se refusent à faire face au défi du terrorisme. Selon l'agence Associated Press, un document de travail américain remis aux délégations dans la soirée de dimanche indique, en effet, que l'une des raisons pour les participants au sommet de prendre position sur le terrorisme était « la nécessité de faire quelque chose pour éviter que ces fous d'Américains ne s'occupent de nouveau tout seuls de ce genre d'affaires ». Une autre raison est l'argent. Le coût [du terrorisme] pour nos pays se chiffre par milliards : pertes de revenus touristiques, destructions, expropriations de fonds, insécurité accrue, baisse des investissements étrangers, primes d'assurances plus chères, etc.

L'accord auquel les sept sont finalement arrivés lundi détermine-t-il les Américains de nouvelles représailles militaires contre la Libye, pays dont la « complicité » avec le terrorisme est expressément dénoncée dans la déclaration commune ? Si l'on en croit la chaîne de télévision américaine CBS, les Etats-Unis étudieraient en tout cas, actuellement, l'éventualité d'une nouvelle attaque contre Tripoli au cours de laquelle ils utiliseraient des missiles de croisière de préférence à des bombardiers, comme ce fut le cas le 15 avril. Aucune décision quant à une autre opération militaire n'a été prise, précise CBS : certains membres du gouvernement, tels le secrétaire d'Etat M. George Shultz, y sont favorables. M. Weinberger, secrétaire à la défense, y serait, en revanche, « très peu disposé ».

Un responsable du Pentagone a simplement déclaré : « L'option militaire n'est pas la bonne dans l'immédiat, alors qu'un nombre croissant de nos alliés reconnaissent la nécessité de mesures diplomatiques, politiques et économiques de l'encontre de la Libye. » La marine américaine a toutefois reçu l'ordre

d'envoyer de nouveaux bâtiments porteurs de missiles de croisière en Méditerranée, dont un sous-marin.

A Tokyo, le porte-parole de la Maison Blanche s'est refusé à commenter ces informations, mais a souligné que la déclaration des Sept envisageait des actions unilatérales de la part des pays signataires. « Cela s'applique certainement à des mesures économiques, aussi bien qu'à des actions militaires, si nécessaire », a-t-il déclaré. « La position des Etats-Unis est bien connue. Si nous savons où les terroristes se trouvent, nous prendrons toute mesure appropriée, y compris une action militaire », a-t-il ajouté.

La volonté d'isoler la Libye devrait entraîner le départ, à brève échéance, des sociétés pétrolières américaines encore actives dans ce pays. C'est ce qui a été déclaré, lundi à Tokyo, M. Shultz, qui a dit que ces compagnies « quitteront le sol libyen très prochainement, qu'elles oient ou non obtenu indemnisation ». La date limite du 30 juin a été fixée. Onze sociétés américaines (cinq compagnies pétrolières et six de services pétroliers) sont encore présentes en Libye. Leurs avoirs sont estimés à un milliard de dollars. Parmi celles-ci figurent Occidental Petroleum, Conoco, Marathon Oil.

Nouveau signe de la volonté américaine de poursuivre, voire d'élargir, sa croisade contre le terrorisme, le département d'Etat a appelé, lundi, la Syrie à « se débarrasser » du groupe dissident palestinien d'Abou Nidal. Le gouvernement syrien « est déjà tout à fait conscient de notre préoccupation en ce qui concerne son soutien au terrorisme, y compris la présence en Syrie et dans des zones du territoire libanais sous contrôle syrien d'installations et de personnel appartenant à l'organisation d'Abou Nidal. Nous estimons que la Syrie devrait se débarrasser d'Abou Nidal », a déclaré un porte-parole. La Maison Blanche a renouvelé cette mise en garde, qui représente une évolution dans la position américaine.

Washington s'étant montré jusqu'à présent plus prudent à l'égard de Damas.

Ce durcissement serait consécutif à des informations recueillies par Washington et qui impliqueraient la Syrie dans de récents attentats. L'hébdomadaire Newsweek affirme cette semaine que le principal suspect dans l'explosion survenue dans une discothèque à Berlin-Ouest aurait obtenu de la dynamite par l'entremise de la Société d'amitié germano-arabe à Berlin, laquelle est contrôlée par les Syriens. D'autre part, une conversation téléphonique entre Damas et l'ambassade syrienne à Londres, écrit le magazine, aurait été interceptée. Damas y aurait donné l'ordre à sa représentation en Grande-Bretagne d'organiser un attentat à bord d'un avion d'El Al. M. Yitzhak Rabin, ministre israélien de la défense, a repris à son compte cette accusation.

Enfin, le président Reagan a défilé mardi le dirigeant palestinien Abou Abbas de l'acte de lancer des attaques directes contre les Etats-Unis, comme ce dernier avait menacé de le faire, lundi soir dans une interview à la chaîne de télévision NBC. « Il n'a qu'à essayer », a dit M. Reagan. Abou Abbas est le responsable du détournement du paquebot italien Achille-Lauro en octobre dernier. — (AFP, AP, Reuter.)

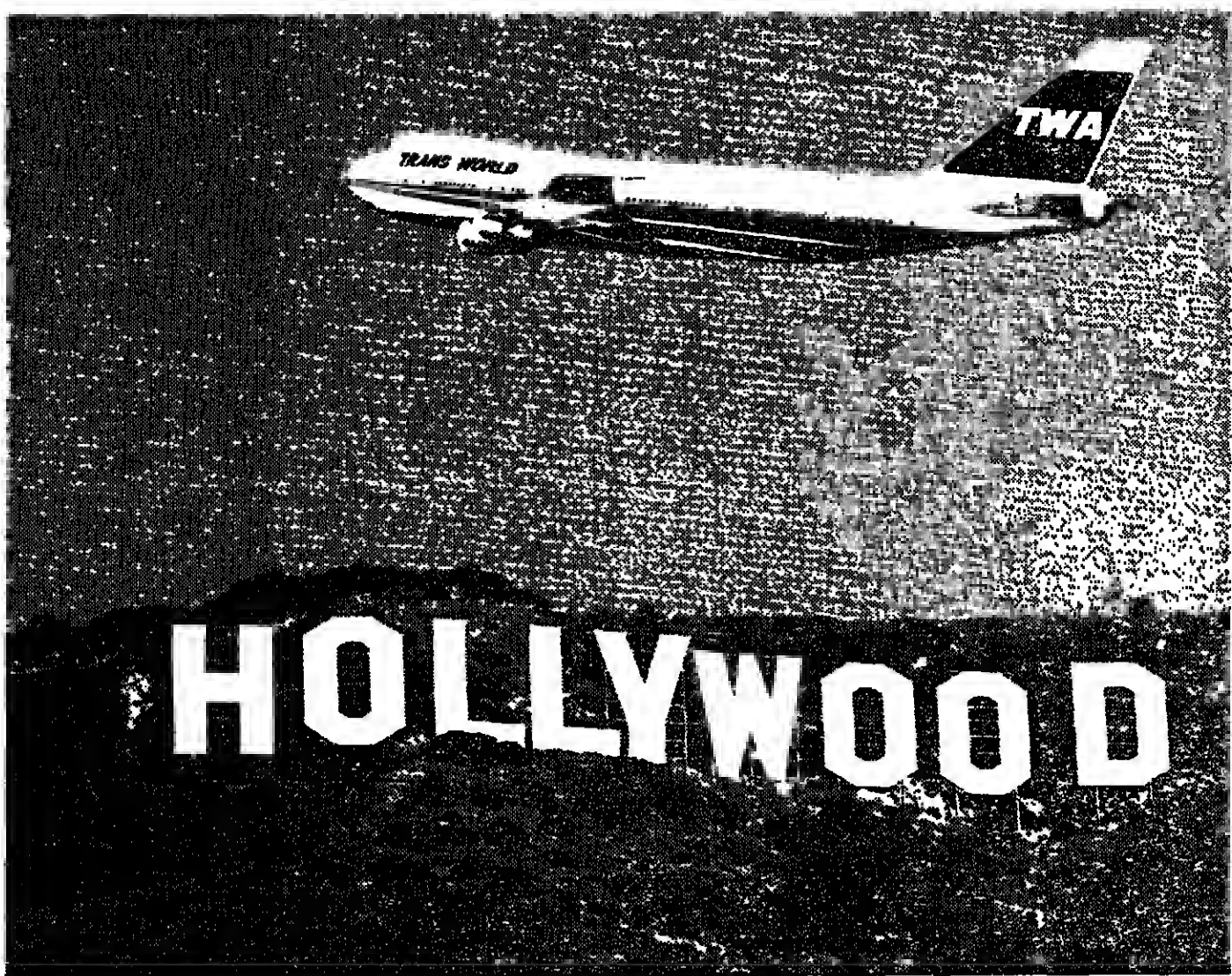
Traduction et commentaire de André CHASTEL :

G. VASARI : les vies des meilleurs peintres, sculpteurs et architectes.

Tome 9 : avec la vie de MICHEL ANGE

376 p., 175 F

Editions Berger-Levrault



Paris-Los Angeles non stop avec TWA.

A partir du 4 juin, prenez la route de Los Angeles sans escale avec TWA. Départ de Paris-Charles de Gaulle les dimanche, mercredi et vendredi à 13 h 45. Arrivée à Los Angeles à 16 h 05.

Vous profiterez pendant la traversée de tous les services et du célèbre confort TWA.

A vous l'Amérique et la Côte Ouest, la Californie insolite et les plages du Pacifique ! En direct avec TWA.

Pour prendre le chemin le plus court vers Hollywood, consultez TWA ou votre agent de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.



PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
4 gammes de assurances PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances
Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

SCIENCE & VIE MICRO
SVM
MIRACLE TECHNOLOGIQUE
20 millions de caractères sur une carte électronique. Mettez une carte à disque dur dans votre micro. SVM en a essayé quatre.
MAI 86
18 F EN VENTE PARTOUT

هكذا من الامم

سكنا من الاجل

AFRIQUE

Gabon

L'hommage de M. Yasser Arafat à son « frère El Hadj Omar Bongo »

De notre envoyé spécial

Libreville. — Veste militaire et pantalon vert olive, keffiyeh à carreaux noir et blanc, revolver à la ceinture, souriant, M. Yasser Arafat a remis, lundi 5 mai, au président Bongo un magnifique coffret en sacre, témoignage du savoir-faire des artisans de Jérusalem et plus spécialement de ceux de Bethléem, ainsi qu'un tissu de l'artisanat palestinien. Le président du comité exécutif de l'OLP et « commandant en chef des forces de la révolution palestinienne » a remercié son « frère El Hadj Omar Bongo » (1) de son accueil, et les deux hommes ont ensuite signé le communiqué conjoint stipulant que les deux délégations ont « admis le principe de l'établissement de relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs ».

M. Arafat, qui venait de Bamako et de Lagos, est resté trois jours au Gabon, avant de partir pour Bangui et Brazzaville dans le cadre d'une tournée africaine. Enthousiasmé par l'atmosphère chaleureuse de Libreville, il s'est déclaré d'accord pour le jumelage de la capitale gabonaise avec... Jérusalem. Du côté gabonais, on laissait entendre peu après que cette question était quelque peu prématurée. M. Arafat s'est d'autre part déclaré satisfait de « l'aide

morale et politique » apportée par le Gabon à l'OLP mais n'a pas répondu à la question de savoir si cette aide était également financière.

Le chef palestinien a ensuite rappelé la position de son organisation concernant les principaux dossiers du Proche-Orient, soulignant les « liens d'amitié » qui unissent la Libye et l'OLP, réitérant sa condamnation du raid américain contre Tripoli et Benghazi. Affirmant que les relations entre l'OLP et la Jordanie sont « normales », M. Arafat a indiqué que des contacts sont entrepris entre nous et les dirigeants syriens.

A propos des accusations selon lesquelles l'OLP serait un mouvement terroriste, M. Arafat a insisté, expliquant que c'est la lutte de libération des Etats arabes contre le colonialisme qui est au cœur de son mouvement, et non le terrorisme. Mieux c'est de Gaulle a été considéré par les nazis comme un terroriste.

Reste que, combattant, militant et fier de l'être, M. Arafat ne dirige pas un troupeau d'agneaux.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Le 29 septembre 1973, le président Bongo avait annoncé sa conversion à l'islam, troquant le prénom d'Albert-Bernard pour celui d'Omar.

Tunisie

Troisième remaniement du gouvernement en un mois

Tunis (AFP). — Le président Habib Bourguiba a procédé, lundi 5 mai, à un nouveau remaniement ministériel partiel, le troisième en un mois, touchant les portefeuilles de l'enseignement supérieur et de l'éducation nationale, qui changent de titulaire, tandis que le poste de secrétaire d'Etat à l'intérieur est supprimé.

Le professeur de médecine Amor Chedi — qui avait été nommé la semaine dernière recteur de l'université du nord (Tunis) dans le cadre d'une réforme globale de l'université — théâtre de troubles et de grèves depuis plus d'un an (le Monde du 30 avril), — devient ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Son prédécesseur, M. Abdelaziz Ben Dhiha, auteur d'un projet de réforme de l'enseignement supérieur contesté par les étudiants, a été nommé, pour sa part, ministre de l'éducation nationale.

Le premier ministre, M. Mohamed Mzali, qui a annoncé ces nominations à l'issue d'un entretien, lundi matin, avec le président Bourguiba, n'a pas mentionné le nom de l'ancien ministre de l'éducation nationale, M. Frej Chedi. Aucune indication n'avait pu être obtenue lundi à Tunis sur ses nouvelles fonctions éventuelles.

ASIE

Inde

TENTATIVE DE MEURTRE CONTRE LE « SERPENT »

New-Delhi. — La police indienne a annoncé, dimanche 4 mai, que certains gardiens de la prison de Tihar, à New-Delhi, avaient participé à une tentative manquée d'assassinat par empoisonnement du criminel franco-vietnamien Charles Sobhraj, devenu célèbre sous son surnom « le Serpent ».

Les autorités ont ouvert une procédure contre les gardiens, selon l'un des enquêteurs. L'agence indienne d'information rapporte que des responsables de la prison avaient été arrêtés, sans préciser leur nombre.

Selon des sources officielles, cette tentative était destinée à effacer les preuves de la complicité de certains gardiens dans l'évasion du « Serpent » le 16 mars dernier. Sobhraj est recherché par les polices de Thaïlande, Grèce, Singapour, Hongkong, du Népal et d'Iran pour le meurtre de nombreux touristes. Alors qu'il devait être extradé vers la Thaïlande, il s'était évadé avec six autres prisonniers après avoir drogué les gardiens. Il est repris trois semaines plus tard. — (AP.)

Zimbabwe

VIOLENTES ATTAQUES DU GOUVERNEMENT CONTRE AMNESTY INTERNATIONAL

Harare (AFP). — Le ministre zimbabwéen de l'intérieur, M. Enos Nkala, a lancé, lundi 5 mai, une violente attaque contre Amnesty International, l'accusant de « fausses nouvelles » et de « mensonges ». Traitant le mouvement de défense des droits de l'homme de « sale organisation », le ministre a indiqué qu'il recevait « presque quotidiennement » des lettres de ses membres.

La dernière, a-t-il dit, s'inquiète du sort de deux dirigeants de la ZAPU, MM. Joseph Ncube et Elias Muzenda, « qui ne sont même pas arrêtés ». « Il s'agit d'une sorte de campagne contre ce pays, dans un but que je ne connais pas », a ajouté M. Nkala.

Selon les informations d'Amnesty International, corroborées par les rapports de plusieurs organisations religieuses locales, la répression contre les populations civiles du Matabeleland a fait plusieurs milliers de victimes. Lundi, M. Nkala s'en est également pris à ces organisations religieuses, qu'il a accusées d'être « infiltrées » par Amnesty International. « J'avertis ces Eglises qui sont utilisées par Amnesty International qu'elles doivent arrêter de s'occuper d'elles », a-t-il dit.

En juillet les Hôtels de 1 à 3 *** vous proposent : forfait tennis (3 formules) à partir de 1715 F/sem.

la Clusaz

HAUTE-SAVOIE

Maison du Tourisme 02.02.60.92

EUROPE

LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

Le scénario officiel des Soviétiques

Dix jours après l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl, la situation en matière de radioactivité en Ukraine et en Biélorussie « se stabilise avec une tendance à l'amélioration », a déclaré le gouvernement soviétique dans un communiqué publié, lundi 5 mai, par l'agence Tass. Dans ce communiqué, le gouvernement soviétique reconnaît pour la première fois, que la radioactivité s'était étendue au-delà d'une zone de 30 kilomètres autour de la centrale accidentée.

La Pravda a, d'autre part, pour la première fois aussi, publié dans son édition de lundi le scénario de la catastrophe. Le quotidien soviétique indique que celle-ci se serait produite dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 avril, confirmant les estimations des experts occidentaux.

Les équipes américaines envoyées à Moscou et à Varsovie pour exami-

ner les effets de l'accident de Tchernobyl estiment pour leur part qu'il n'existe plus aucun risque pour la santé des populations de ces deux villes. Quant à M. Robert Gale, médecin américain spécialiste des greffes de la moelle osseuse, il a annoncé qu'il avait commencé dimanche à opérer des victimes soviétiques de l'accident.

Par ailleurs, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix (Suède), s'est rendu lundi à Moscou, avec deux autres responsables de l'Agence (un Soviétique et un Américain). M. Blix, qui n'enviagerait pas de se rendre à Tchernobyl, a indiqué qu'il souhaitait discuter avec les autorités soviétiques « des mesures qui peuvent être prises par l'AIEA pour renforcer la sécurité nucléaire », ainsi que « du problème de l'information ».

Les informations en provenance de Moscou filtrent en effet peu à peu et la Maison Blanche les a accueillies, mardi, « avec satisfaction » tout en appelant l'URSS à en fournir davantage.

Les principaux renseignements à propos de l'accident proviennent en effet toujours des pays occidentaux et ils sont plutôt alarmants. Ainsi, des experts de l'Institut suédois contre la radioactivité indiquent que le dégagement radioactif consécutif à la catastrophe de Tchernobyl « pourrait être à l'origine de quarante à quatre-vingt mille cas de cancers dans toute l'Europe dans les quarante-cinq années à venir ».

En Europe du nord, où la radioactivité a fortement diminué, les autorités maintiennent toujours les mesures de précautions qu'elles avaient recommandées après l'accident, comme le lavage des fruits et

des légumes et la non-consommation d'eau de pluie. Le Danemark qui a suspendu toute les importations alimentaires en provenance des pays de l'Est, redoute maintenant que certains pays ne prennent à son égard des mesures analogues compte-tenu du passage du nuage radioactif au-dessus de la Scandinavie, nous indique notre correspondant à Copenhague, Camille Olsen.

En Grèce, le gouvernement vient d'annoncer une très légère augmentation de la radioactivité dans le pays, due sans doute aux pluies. Mais aucune mesure d'urgence n'a été décidée selon notre correspondant à Athènes.

Autre conséquence de l'accident de Tchernobyl, la demande des pays européens pour les détecteurs de radioactivité israéliens a été multipliée par dix au cours des derniers jours.

La vérité de la « Pravda »

De notre correspondant

Moscou. — La Pravda de ce mardi 6 mai publie le premier reportage réalisé sur le terrain par deux de ses envoyés spéciaux « dans la région de la centrale de Tchernobyl ». Ce document est, de loin, le plus complet et le plus étendu diffusé jusqu'ici.

Les envoyés spéciaux racontent ainsi l'accident : « Une explosion a détruit les structures des constructions du bâtiment abritant le réacteur. Un incendie s'est déclaré. Cela s'est passé dans la nuit... Après l'explosion, le revêtement de la salle des machines a pris feu. Les pompiers ont lutté avec vaillance pour combattre le feu d'une hauteur de 30 mètres. Leurs boîtes d'extinction sont devenues inutilisables. La suite est la fumée qui empêchait de respirer... L'incendie a ensuite gagné, selon la Pravda, le réacteur lui-même, et il y en a alors dégagement de substances radioactives.

La situation est devenue « extrêmement difficile et compliquée » car ni l'eau ni aucun produit chimique ne pouvait être utilisé pour éteindre le foyer. L'ordre d'évacuation a été donné. « Il n'y a pas eu de panique parmi les milliers de personnes qui travaillent à la centrale et qui vivent à proximité, même s'il

y a eu quelques individus effrayés (...). On a eu besoin de quatre heures seulement pour que les habitants fassent leurs valises et qu'ils soient évacués », affirment les envoyés spéciaux. Ceux-ci insistent sur le courage des pompiers et sur l'organisation « impeccable » de l'opération. Les personnes déplacées ont été installées « dans les régions voisines » et pourvues, à en croire la Pravda, de tout le nécessaire en matière de logements, soins médicaux et autres services. Le secrétaire général du Parti communiste à Moscou, M. Eltsine, avait parlé de quarante-neuf mille évacués, à Hambourg. La Pravda indique, de façon plus vague, que vingt-cinq mille personnes vivaient dans la cité abandonnée.

La Pravda reconnaît que la situation « demeure compliquée », mais qu'elle est « contrôlée non seulement à proximité de la centrale elle-même mais aussi dans les régions voisines » et que le taux de radioactivité s'est réduit. Aucun chiffre n'est fourni à ce sujet.

par le vrombissement d'un moteur : c'est une nouvelle équipe de relève qui arrive à la centrale, les trois réacteurs qui ont été mis en sommeil doivent être contrôlés », écrivait-elle.

La Pravda reprend le thème de la « joie maligne » manifestée, selon elle, après l'accident par « certaines agences étrangères et de nombreuses radios ». Ce sujet a déjà été amplement traité par Tass et la télévision. La Voix de l'Amérique, ainsi que Radio-Liberté et Radio-Europe libre, émettant à partir de Munich, sont vives. On remarquera qu'il faut des circonstances exceptionnelles pour que l'existence de ces stations, et surtout le fait qu'elles sont écoutées chaque jour par des millions de Soviétiques, soit mentionnées par le quotidien du parti.

Les deux envoyés spéciaux de la Pravda attribuent en particulier à la « méchanceté face au malheur » les informations diffusées en Occident sur « une irradiation massive de presque toute la partie européenne de l'URSS et de pays voisins ». Ils auraient mieux fait de lire le dernier communiqué du conseil des ministres, publié au bas de la dernière page de leur propre journal, ce même mardi 6 mai. « La situation radioactive sur le territoire de l'Ukraine et de la Biélorussie se stabilise avec une tendance à l'amélioration », affirme ce document.

Les autorités reconnaissent ainsi officiellement pour la première fois que de vastes bandes du territoire soviétique ont été touchées par les radiations, même si elles le font indirectement pour signaler que les taux diminuent. La centrale de Tchernobyl est en Ukraine, à quelques kilomètres seulement de la Biélorussie. On cherchait en vain, dans toute la presse soviétique, une information quelconque à propos du nuage radioactif qui a fait pratiquement le tour de l'Europe occidentale.

Le communiqué du conseil des ministres affirme également que

« la fuite de substances radioactives est toujours en baisse » et que l'on procède à la décontamination du site du quatrième réacteur. Il indique que des « travaux d'endiguement » de la rivière Pripiat sur le bord de laquelle se trouve la centrale sont « en cours » pour éviter une « pollution éventuelle ».

Pas de panique

Le communiqué du conseil des ministres affirme enfin que « des mesures nécessaires d'hygiène et de prévention » sont prises mais ne précisent pas lesquelles. Deux envoyés spéciaux de la Komunisticheskaya Pravda sont plus explicites. « On contrôle constamment l'état du sol, des semences, on lève régulièrement toutes les routes. L'eau potable est normale. S'il existe le moindre doute sur la qualité des denrées alimentaires, on les jette. La qualité du lait est vérifiée deux fois, avant de le livrer au magasin et à nouveau avant de le vendre. La même chose pour les fruits et d'autres denrées alimentaires », écrivent-ils. Ces deux envoyés spéciaux croient savoir, pour leur part, que l'évacuation a eu lieu en deux heures et quarante-cinq minutes.

Des passants interrogés à Kiev confirmaient le leitmotiv des médias soviétiques, ces derniers jours : « Il n'y a pas eu de panique ». Des fonctionnaires un peu gênés de la capitale ukrainienne affirmaient, dans la plus pure langue de bois, que le parti avait fait tout ce qu'il fallait, que tout le monde était conscient de ses responsabilités, etc. Les divers reportages consacrés à l'accident de Tchernobyl ont duré au total une dizaine de minutes au journal télévisé, pratiquement dès le début de celui-ci, ce qui constitue un net changement par rapport à la discrétion et au lacanisme de la dernière semaine.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

A TRAVERS LE MONDE

ETATS-UNIS

La Cour suprême juge partiaux les adversaires de la peine de mort

Washington. — La Cour suprême des Etats-Unis a estimé, lundi 5 mai, par 6 voix contre 3, que des jurés opposés à la peine de mort peuvent être exclus, en raison de leurs convictions personnelles, des procès dans lesquels la peine capitale est susceptible d'être requise par le ministère public. Cette décision met presque un point final à l'espoir de centaines de condamnés à mort qui attendent dans les « couloirs de la mort » américains l'exécution de leur peine. De nombreux condamnés à mort espèrent pouvoir faire appel de leur sentence en s'appuyant sur le fait que les jurés « équilibrés » qui avaient prononcé les sentences n'étaient pas représentatifs de la société américaine et pouvaient avoir fait preuve de partialité dans leurs jugements. — (AFP.)

INDE

Crise au sein du gouvernement modéré du Pendjab

New-Delhi. — Vingt-sept personnes ont été tuées par balles au cours de plusieurs incidents survenus dans l'Etat du Pendjab (nord-ouest de l'Inde) ces jours derniers, a indiqué, lundi 5 mai, l'Agence d'information indienne. Ces attentats font suite à l'opération de police déclenchée la semaine dernière contre les extrémistes sikhs occupant la structure religieuse du Temple d'or, à Amritsar. Quelque quatre cents personnes avaient été arrêtées à cette occasion.

Le raid contre le temple a également provoqué une crise politique au sein du gouvernement du Pendjab, dirigé depuis sept mois par les sikhs du parti modéré Akali Dal. Une douzaine de membres du gouvernement et de ce parti ont, en effet, donné leur démission pour protester contre ce qu'ils estiment être une « désacralisation » du lieu saint. — (AFP, AP, UPI.)

SRI-LANKA

Un faux pilote auteur de l'attentat ?

Colombo. — Un homme déguisé en pilote d'Air Lanka a été arrêté à la suite de l'attentat de samedi contre un avion de la compagnie srilankaise à l'aéroport de Colombo, a annoncé la police lundi 5 mai. L'homme, un Temoui, se trouvait dans la partie de l'aéroport réservée à Air Lanka, lorsqu'il a été appréhendé.

L'attentat avait fait quatorze morts, dont trois Français, trois Britanniques, deux Japonais, un citoyen de RFA, trois Sri-Lankais et deux ressortissants des Maldives. Le gouvernement srilankais a attribué la responsabilité aux rebelles tamouls, qui réclament la création d'un Etat indépendant. De son côté, Air Lanka a annoncé avoir pris des mesures de sécurité à la suite de l'attentat. — (Reuters.)

Nombreuses mesures de précaution en Allemagne fédérale

De notre correspondant.

Bonn. — Les retombées du nuage radioactif de la centrale de Tchernobyl en Allemagne fédérale continuent d'inquiéter sérieusement une population qui a bien du mal à s'y retrouver entre les conseils, souvent contradictoires, prodigués de toutes parts. Accusé d'en faire à la fois trop et pas assez, le gouvernement fédéral s'est longuement expliqué, lundi, devant la commission des affaires intérieures du Bundestag. Il a affirmé qu'il n'y avait pas en principe de danger, mais que, dans l'ignorance des effets possibles à long terme des taux de radioactivité relevés dans le pays, il était plus prudent de respecter pour le moment un certain nombre de mesures de précaution, à titre « préventif ».

Compte tenu des taux de radioactivité parfois relativement élevés observés dans le sol après les pluies de la semaine dernière qui ont fait retomber une grande partie de la radioactivité de l'atmosphère, les gens avaient été avertis depuis vendredi de ne pas consommer de lait acheté directement chez le producteur et de laver les salades et les légumes frais achetés sur les marchés. Des contrôles ont été instaurés

dans les laiteries, ainsi qu'à la frontière avec la RDA, pour analyser les produits frais en provenance des pays de l'Est.

Il avait été conseillé aux cultivateurs de ne pas laisser paître leurs vaches en terrain libre et de les nourrir si possible avec du foin. La commission fédérale pour la protection contre les radiations a fixé à 500 becquerels la limite d'exposition acceptable pour le lait et à 250 pour les légumes. Dans certains endroits particulièrement affectés, des doses près de dix fois supérieures à ces valeurs ont été relevées.

Apparemment soucieux de ne pas donner l'impression d'être pris en défaut, les gouvernements des Länder, responsables chacun dans leur secteur de la santé, ont compliqué la situation en se livrant ces derniers jours à une surcharge dans les précautions à prendre. Celle-ci a accru l'incertitude des consommateurs, et provoque un sentiment de malaise que le parti des Verts ne se fait pas faute d'exploiter à un mois des élections régionales de Basse-Saxe, qui doivent servir de répétition générale avant les législatives de janvier 1987.

HENRI DE BRESSON.

Le Monde

PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

EDITIONS DU MUSÉE RODIN

INVENTAIRE DES DESSINS

304 pages - liv. 0.300-4498, 210 x 270, fer original, relié pleine toile sous jaquette rododid, 304 pages, 1760 illustrations dont 16 couleurs, parution 20-12-85, Prix : 680 F

En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (75) - Tél. : 47-05-01-34

EUROPE

Espagne

POUR MENER LA LUTTE CONTRE L'ETA La « police autonome basque » se prépare à relever les forces de Madrid

De notre envoyé spécial

Vitoria. — Dans la cour, des aspirants policiers, vêtus de l'uniforme rouge, bondier de plastique à la main, courent en tous sens aux ordres d'un instructeur, se déplaçant face à une manifestation imaginaire. Un peu plus loin, une vingtaine de leurs collègues s'entraînent sur le tatami aux finesses du kendo et du karaté. D'autres encore fendent d'un crawl vigoureux les eaux de la piscine.

Notre guide n'est pas peu fier. « Comme vous le constatez, l'enthousiasme est général », souligne-t-il, ravi. Nous sommes à l'académie de l'Ertzaintza, la police autonome basque, à Arkaute, près de Vitoria. Une

tion basque, en effet, ne se sent pas prête pour autant à collaborer avec une police espagnole et une garde civile qui ont conservé dans la région l'image de forces répressives, voire de forces d'occupation, acquise durant les quarante années de dictature franquiste. N'en irait-il pas tout autrement avec une Ertzaintza en qui les Basques reconnaissent « leur » police, celle à qui l'on peut confier, le cas échéant, les informations dont on dispose sans faire figure de collaborateur ou de mouchard ?

Du côté des socialistes, une fois passées les réticences initiales, on est désormais convaincu. Mais on doute à cet égard des intentions de l'Ertzaintza. « Je suis, moi aussi, persuadé que la police autonome pourrait être plus efficace, du point de vue de son

Le gouvernement de Vitoria est convaincu que seuls les Basques pourront venir à bout de la violence dans leur communauté...

police qui étend progressivement son réseau dans les trois provinces de la communauté autonome, et dont le rôle dans la lutte contre l'ETA, de l'avis général, devrait être demain capital.

Cinq promotions sont déjà sorties de l'académie d'Arkaute depuis sa création, le 8 février 1982. L'Ertzaintza compte aujourd'hui quelque deux mille sept cents hommes et sept commissariats, qui couvrent près de 50 % du territoire de la communauté autonome, en milieu rural surtout. Le déploiement devrait être achevé en 1991. Dans les zones qui lui sont déjà imparties, l'Ertzaintza s'occupe en principe seule de l'ordre public. Elle a également charge de la circulation dans toute la communauté autonome.

Le commissariat de Mondragon, ouvert en septembre 1984, est situé dans une zone particulièrement sensible : plusieurs des principaux dirigeants de l'ETA sont originaires de la région. Mais le responsable local de l'Ertzaintza semble des plus satisfaits. « Lorsque nous sommes arrivés, le problème de l'insécurité était sérieux. Face à la menace de l'ETA, la garde civile était tellement préoccupée de sa propre protection qu'elle se trouvait pratiquement recluse dans sa caserne, pour éviter les attentats. La police autonome, au contraire, a immédiatement fait acte de présence dans la rue. Résultat : en quelques mois, nous avons démantelé un réseau de trafic de drogue qui avait pignon sur rue à Mondragon et réduit considérablement les vols à main armée. »

Pas de double emploi

Ce fut d'ailleurs partout le cas. « La garde civile a abandonné le contrôle de la rue à l'Ertzaintza, et ne sort plus de ses cantonnements que pour mener de temps en temps une opération antiterroriste », observe M. Eli Galdos, vice-ministre de l'intérieur du gouvernement autonome basque. De là à conclure que le déploiement progressif de l'Ertzaintza rendra bientôt inutile la présence des forces de sécurité espagnoles, ces dix mille membres de la garde civile et de la police nationale toujours en poste au Pays basque, il n'y a qu'un pas que beaucoup ont franchi à Vitoria et, notamment, le ministre de l'intérieur du gouvernement basque, M. Luis Maria Retolaza. « Si l'on a créé une police autonome, ce n'est pas pour doubler la police espagnole, mais bien pour la remplacer progressivement », affirme-t-il. Or, malgré toutes nos requêtes, le gouvernement de Madrid se refuse à négocier avec nous un plan global de substitution échelonné dans le temps. »

Aux yeux des socialistes, en effet, ce serait à aller un peu vite en besogne. L'éventuel départ des forces de sécurité espagnoles, réclamé à la fois par le gouvernement basque et l'ETA militaire, pose un problème délicat : celui de la lutte antiterroriste. L'Ertzaintza est-elle prête, aujourd'hui, à se mesurer à l'ETA ?

Ses responsables répondent par l'affirmative : « Nous ne pas d'ailleurs la raison principale de sa création ? Tout en condamnant de manière croissante la violence de l'ETA, la majorité de la popula-

implantation locale, dans la lutte contre l'ETA », répondait M. Ramon Jauregui, député du gouvernement de Madrid à Vitoria. Mais je me demande vivement si elle est disposée à jouer ce rôle. Depuis sa création, l'ETA n'a jamais arrêté un seul terroriste ? Et il est impossible d'envisager le départ de la garde civile tant que la police autonome n'a pas démontré sa volonté de lutter réellement contre l'ETA. Une fois qu'elle l'aura prouvé, rien ne s'opposera plus à la substitution. »

Une vive polémique

Du côté du gouvernement basque, on s'insurge contre ce raisonnement. « On ne lutte pas contre l'ETA si on ne nous en donne pas les moyens », affirme M. Retolaza. Les membres de l'ETA ne se promènent pas avec une pancarte dans la rue. Nous ne disposons pas de notre propre service d'information, et, de plus, n'avons dans la pratique aucune prérogative de police judiciaire. Lorsqu'un juge ordonne une enquête sur un délit terroriste, il la confie systématiquement à la garde civile ou à la police espagnole, mais jamais à l'Ertzaintza. »

Et de conclure : « Que pouvons-nous faire dans ces conditions ? Nous contenter de collaborer avec la garde civile ? Il n'y aurait rien de plus contre-indiqué que de nous faire apparaître aux yeux de la population basque comme une force supplétive de la police espagnole ! Un argument que ne conteste pas M. Jauregui, qui ajoute toutefois : « Plutôt que d'invoquer sans cesse l'absence d'infrastructure, pourquoi la police autonome ne se met-elle pas une fois pour toutes à l'implanter ? Qui l'empêche, par exemple, de constituer son service d'information ? »

La vigueur de la polémique témoigne des défiances accumulées. Entre la garde civile et l'Ertzaintza d'abord, qui, aujourd'hui, se refusent pratiquement à tout échange d'informations. Mais aussi entre Madrid et Vitoria. Les socialistes affirment craindre que le Pays basque ne s'érige en « sanctuaire » du terrorisme le jour où la garde civile l'abandonnera. Ils continuent en fait, sans le dire, à soupçonner les nationalistes basques d'« ambiguïté » à l'égard de leurs « fils dévoyés » de l'ETA.

Pour le gouvernement basque, au contraire, les socialistes, en mettant l'accent sur l'efficacité de la police plutôt que sur ses liens avec la population, méconnaissent la véritable nature de la violence dans la région. Pourtant, ajoute-t-il, seuls les Basques pourront en fin de compte venir à bout de la violence dans leur communauté. Et l'implantation de l'Ertzaintza est le pas le plus important qui puisse être réalisé dans ce sens. Comme l'affirme, avec une pointe de cynisme, un homme politique de la région, « le jour où, dans un affrontement entre l'ETA et l'Ertzaintza, on comptera un mort dans l'un des deux camps, bien des choses seront bouleversées dans ce pays ! »

THIERRY MALINIAK.

AMÉRIQUES

Pérou

« Nous devons nous préparer à une guerre d'usure contre la subversion » nous déclare le président Alan Garcia

De notre envoyé spécial

Lima. — « Le Pérou n'est pas le Liban... » Le président Alan Garcia, social-démocrate, au pouvoir depuis juillet 1985 s'insurge. Il réclame avec énergie les comparaisons qu'il juge « tout à fait abusives » faites parfois à l'étranger. Il ironise. « Deux envoyés spéciaux de grands journaux nord-américains sont arrivés à Lima avec des gilets pare-balles, persuadés qu'il y avait des combats de rue dans la capitale. Chacun peut constater qu'il n'en est rien... »

Sans doute. Mais de tous les grands problèmes que doit affronter le gouvernement péruvien, l'un des plus préoccupants reste cependant le défi lancé maintenant depuis six ans par le Sentier lumineux. Rien n'indique que le mouvement subversif le plus fanatique et le plus mystérieux du continent soit en repli. Au contraire. Et le président admet qu'il ne voit pas de solution à court terme.

« La subversion, dit-il, va sans doute, c'est vrai, continuer d'être un thème prioritaire et très préoccupant. Car c'est un problème historique. Ce n'est pas une question de simple police. Les problèmes historiques ne se règlent pas en quelques mois. Nous n'avons pas en face de nous un petit groupe armé, en uniforme, que l'on pourrait aisément identifier et localiser. Nous affrontons une structure de violence diffuse dans de nombreuses régions du pays. Les commandos d'action terroriste n'ont pas toujours de relations entre eux. Ils n'appartiennent pas nécessairement au Sentier lumineux. Cela dit, la riposte des forces de l'ordre doit se poursuivre, mais sans tomber dans les excès et en respectant les droits de l'homme. De ce point de vue, nous avons apporté la preuve que c'était possible. »

« Vous n'espérez pas mettre un terme à la subversion pendant votre mandat ? »

Ce que nous pouvons faire, et ce que nous faisons, c'est de nous attaquer aux causes profondes qui favorisent et nourrissent la violence. C'est-à-dire lutter contre la misère et la désillusion de certains secteurs populaires. Dénoncer l'apologie ou la glorification de la violence. Utiliser les crédits publics en faveur des plus démunis, des masses urbaines sans travail, des communautés paysannes oubliées et marginalisées. Nous avons fait davantage

pour le département d'Ayacucho en huit mois qu'aucun autre gouvernement avant nous. Mais plus nous réduisons l'audience des partisans de la subversion, plus leurs actions seront brutales et à la recherche du spectaculaire. On l'a vu ailleurs qu'au Pérou, en Europe et même en France. Nous devons nous préparer à une guerre d'usure, mais sans perdre nous-même la patience et sans tomber dans l'engrenage de la brutalité.

« Certains parlent déjà d'alternative : ou le Sentier lumineux ou les militaires ? »

C'est une vision excessivement dramatique, qui ne laisse le choix catastrophique qu'entre un chaos généralisé provoqué par une violence totalitaire ou une dictature fasciste également totalitaire. Naturellement je la récusé absolument. Il s'est créé dans ce pays tout un ensemble d'organisations communales et communautaires, tout un tissu démocratique qui ne peut en aucun cas être aisément détruit par une dictature « polpotiste » de gauche ou par une dictature fasciste de droite.

La culpabilité des créanciers et des débiteurs

« On vous reproche parfois à gauche de ne pas avoir entrepris les réformes de structures nécessaires ? »

Ceux qui disent cela se trompent. Les réformes ont commencé. Nous mobilisons des forces sociales qui ne l'avaient jamais été auparavant et qui participent maintenant à une plus juste redistribution du revenu national. On ne peut pas dans ce pays réduire le problème du changement en termes de propriété des moyens de production. C'est bien plus complexe.

A ceux qui réclament la nationalisation de tous les intérêts étrangers, je réponds que le réalisme de toute société qui se proclame révolutionnaire doit être de savoir traiter avec le capital étranger à des conditions favorables. Les pessimistes estiment que ces conditions ne sont jamais remplies. Nous croyons, nous, que c'est possible. Et que c'est une façon d'aider notre économie à progresser. Il est pénible de voir les pseudo-matérialistes tomber dans la pire des idéologies en proclamant que le socialisme aujourd'hui consiste seulement à contrôler les moyens de production. Nous croyons à un Etat planificateur, qui subordonne la pro-

priété privée aux grands intérêts sociaux et qui définit un projet national. Le changement de structures doit avoir lieu dans le foyer de chaque Péruvien...

« Vous avez proclamé votre refus de négocier avec le Fonds monétaire international depuis juillet 1985 mais vous avez, en avril, versé 30 millions de dollars à cet organisme. C'est un recul ? »

Pas du tout. Parce que nous n'avons jamais dit que nous cessions de payer. Notre point de vue est qu'il y a une corresponsabilité entre débiteurs et créanciers. Ces derniers sont coupables d'avoir injecté des sommes considérables de manière irresponsable sans trop se soucier de l'usage qui en était fait, et fixant, en outre, des taux d'intérêt de plus en plus élevés. Les pays débiteurs sont coupables d'avoir sollicité des crédits qui, dans bien des cas, en Amérique latine, ont été en partie détournés par la corruption.

Mais ce débat est dépassé. Il ne s'agit plus de rechercher les coupables. Nous ne disons pas, nous, que nous ne devons rien à personne car il est exact qu'une partie au moins de notre dette est justifiée par un bon usage de certains crédits. Nous disons seulement que nous paierons en accord avec les possibilités du Pérou et en conservant des réserves financières nous permettant de faire face à l'évolution de la situation économique mondiale. Car le prix des matières premières que nous exportons baisse : le pétrole, le cuivre, l'argent. Nous constatons une dégradation progressive et constante des termes de l'échange en notre défaveur. Il serait juste d'en tenir compte.

Qu'ont au FMI, il a deux aspects. Celui d'abord d'un contrôleur international de la manière dont les pays pauvres gèrent leurs économies. De ce


point de vue, les recommandations impératives du FMI ont provoqué de graves crises de récession dans nos pays. Nous avons dit et nous répétons que nous n'acceptons pas ce rôle de commissaire. Nous refusons que des missions du FMI viennent analyser notre situation économique et nous disent ensuite ce que nous devrions faire. Mais le FMI est aussi une banque internationale. Une banque comme d'importe laquelle autre. Nous lui devons de l'argent. Nous avons une dette accumulée de 150 millions de dollars. On nous demandait de régler cette dette en avril. Nous avons répondu que nous ferions ce qui était possible en fonction de nos réserves et nous avons versé 30 millions de dollars. Nous avons fait un geste de bonne volonté mais nous ne modifions pas nos principes.

« Vous avez menacé de rompre les relations avec la puissance qui agresseait le Nicaragua. Assomés autre dirigeant d'Amérique latine ne vous a suivi sur ce terrain. Vous ne vous sentez pas un peu seul ? »

Menacer de rompre les relations avec la grande puissance qui envahissait le Nicaragua ou tout autre pays d'Amérique latine est une question de morale. Nous ne pouvons pas être des spectateurs impassibles de ce qui peut arriver à d'autres peuples, en étant seulement satisfaits d'échapper nous-mêmes à une menace éventuelle. Car ce peut être notre tour demain. Etre seuls ? Mais toute l'histoire de l'Amérique latine est une histoire de la solitude, de l'isolement de chacun de ses peuples. C'était hier. Ce que je constate aujourd'hui, c'est un processus croissant en faveur de l'unité et des prises de position communes dans ce continent. »

MARCEL NIEDERGANG.

SCIENCE & VIE MAGAZINE



MAI 86

MEDICINE : DU SANG NEUF !

Guérir grâce à l'ordinateur ou comment l'informatique transforme l'exercice de la médecine.

18 F EN VENTE PARTOUT



MOI, QUAND ON M'ENGAGE, JE M'ENGAGE.

KELLY SERVICES
L'INTERIM SUR DELLES
TESTS A L'APPUI

TRAVAIL TEMPORAIRE : 42 56 44 88

Pour une intérimaire Kelly, partir en mission n'est possible qu'après avoir satisfait à des tests d'aptitude et de qualification extrêmement sélectifs et répondu à d'excellents critères de fiabilité, d'attitude et de présentation (38 % seulement des candidatures sont acceptées). Spécificités Kelly qui vous assurent de trouver l'intérimaire Kelly la mieux adaptée à votre problème. Tests à l'appui.

هكذا من الامل

هكذا من الاصل

politique

VICTIME D'UNE CONGESTION CÉRÉBRALE

M. Gaston Defferre est dans le coma

M. Gaston Defferre a été hospitalisé ce mardi 6 mai à 4 heures à l'hôpital de la Timone. Le député et maire de Marseille, qui aurait été frappé d'une congestion cérébrale, se trouve dans le coma au service de neuro-chirurgie.

M. Gaston Defferre avait participé, lundi, aux réunions du secrétariat fédéral et du comité directeur du PS des Bouches-du-Rhône, qui s'étaient terminées très tard dans la nuit. Rentré à son domicile vers 1 h 30, il a été victime d'une syncope alors qu'il se trouvait seul (son

épouse, M^{me} Edmonde Charles-Roux, séjournant à Paris). A demi inconscient, il eut néanmoins la force d'appeler par téléphone M. Jean-Louis Sammarco, professeur agrégé de médecine et frère du député socialiste.

Lorsqu'il le médecin se présente chez le maire de Marseille, celui-ci était déjà dans le coma et ne put ouvrir la porte. Plusieurs dizaines de minutes furent nécessaires avant de pouvoir accéder à son appartement et de le faire transporter au service de réanimation de l'hôpital de la Timone, mais le maire de Marseille était alors « cliniquement mort ».

La dernière défaite

De notre correspondant régional

Marseille. — Au terme d'un long et âpre débat, M. Yves Vidal, quarante ans, membre du courant mitterrandiste, a été élu, le lundi 5 mai, par le comité directeur du Parti socialiste des Bouches-du-Rhône, au poste de premier secrétaire de la fédération départementale. Il a obtenu 118 voix contre 109 à M. Jean-François Piehler, un autre mitterrandiste, et 3 bulletins nuls.

M. Vidal succède à M. Michel Pezet auquel le règlement intérieur du parti interdisait de cumuler ses anciennes fonctions — qu'il occupait depuis novembre 1979 — avec son nouveau mandat de député des Bouches-du-Rhône.

L'élection du premier secrétaire fédéral a consacré la victoire de M. Pezet, qui soutenait M. Vidal, sur le député et maire de Marseille, M. Gaston Defferre, partisan de la candidature de M. Piehler (le Monde daté 4-5 mai). Plus de quatre heures de discussions ont été nécessaires pour régler le problème. Dans un premier temps, M. Defferre avait fait approuver par le secrétariat fédéral — les amis de M. Pezet ne prenant pas part au vote — ses

propositions concernant l'élection du premier secrétaire par le bureau exécutif après désignation des candidats en réunions de motions. Comme le souhaitait M. Pezet, c'est, en définitive, le comité directeur qui a tranché sans aucun vote préalable, ni des courants, ni des motions. Le ralliement des rocardiens à la candidature de M. Vidal semble avoir été décisif alors que M. Piehler a bénéficié, comme prévu, de l'appui des mitterrandistes fidèles à M. Defferre ainsi que des suffrages des mitterrandistes et des membres de l'EX-CERES.

(Né le 27 novembre 1946 à Pernes-les-Fontaines (Vaucluse), M. Vidal est, depuis 1966, cadre commercial dans une filiale de la Société des eaux de Marseille. Après avoir milité à FO, il a adhéré au PS au moment du congrès d'Epinal, en 1971. Secrétaire de la section de Marignane en 1974, il est entré au comité directeur des Bouches-du-Rhône en 1975 puis au secrétariat fédéral en 1977 où il est devenu, trois ans plus tard, député aux élections et a continué avant d'être élu, en 1983, membre suppléant du comité directeur national du PS. M. Pezet lui avait confié la direction de sa campagne aux élections législatives de 1978. Il est premier adjoint au maire de Grasse, dans le canton de Salon-de-Provence, depuis 1983.)

Toute une ville l'appelle Gaston

(Suite de la première page.)

Gaston Defferre, le maire, avait depuis bien longtemps choisi son créneau : « le rempart contre le communisme », contre le parti « qui prend ses ordres à l'étranger », vieux slogan de l'époque héroïque. Il fut, jusqu'en 1983 et jusqu'à cette nécessité d'union de la gauche faisant loi, le bon Gaston Defferre terrassant l'hydre rouge. Il fut l'homme d'une affiche, en 1965, une affiche électorale du PS représentant faucon et marteau sur fond de Vieux-Port. Avec cette simple légende en lettres grasses : « Jamais ça ».

Et puis, au risque de perdre Marseille — ce qui faillit bien lui arriver en 1983, — par discipline de parti, et peut-être, aussi, parce que l'homme est trop intelligent pour n'avoir pas compris que les temps changeaient, Gaston Defferre fit alliance avec le Parti communiste.

Enfin au forceps, un peu comme l'on dirait acquiescé au bénéfice du doute, et non sans que certains de ses colistiers aient utilisé des procédés que la morale électorale et le Cusié d'Etat réprouveront, M. Defferre est resté M. le maire de Marseille. C'est, sans doute, qu'au-delà des alliances, au-delà même de cette seule fonction révélatrice ou protectrice qu'on lui concédait, il y avait autre chose : toute une symbolique Defferre, un homme de dimensions peu communes, par sa capacité gestionnaire, son sens politique, son autorité rarement démentie sur une ville unanimement présentée comme « difficile à gouverner ».

« Vieux lion »

Gaston Defferre, celui même qui adressait à M. Jean-Claude Gaudin cette apostrophe : « Trop petit, mon ami, trop petit calibre ! », ne s'était pas résigné, en mars 1983, à perdre cette ville qui lui échappait. On l'avait vu, entre les deux tours des municipales, en instant désespéré, désemparé, presque en campagne comme un jeune homme, blémir sous l'ouragane. On en sait quelque chose, pour l'avoir ici qualifié de « vieux lion blessé ». « Vieux lion », avait-il tempêté dans son bureau, avec ce parler qui fit accourir aux chansonniers du temps présent que Gastonnet avait une élocution « beaujolaise », alors qu'il ne buvait pas une goutte d'alcool.

Gaston Defferre est mourant. Et il en serait probablement le premier surpris, lui qui s'émervillait à se penser jeune et s'ingéniait à le faire croire, lui qui se mettait en colère lorsqu'on évoquait sa succession et entraînait en fureur quand certains parmi les journalistes présomptifs anticipaient la suite.

Il est mourant. Et avant l'heure des bilans qui va venir — bilan tout en ombres et en lumières de la gestion marseillaise, bilan d'une carrière politique assez prodigieuse, — qu'on permette de saluer l'homme ! Gaston Defferre, séduisant et exaspérant, au zénith de la popularité et au plus bas dans les sondages, avocat sans autre cause que celle du socialisme, doué d'occasion et orateur d'exception, l'homme aux ses Paludades, M. Jourdain marseillais, tout saisi au soir de sa vie par la modernité et l'informatique, grand stratège électoral et expert en découpage, avait, vers la fin, attrapé une manie : il photographiait tout et tout systématiquement, palais et journaux, paysages et hommes publics. Un peu comme pour prendre la mesure du temps qui fait.

PIERRE GEORGES.

● **Sondage : l'avenir de M. Mitterrand.** — Selon un sondage réalisé par la SOFRES auprès de mille personnes entre les 18 et 23 avril et publié par *Sud-Ouest* des 6 et 7 mai, 69 % des Français souhaitent que M. François Mitterrand reste à l'Elysée jusqu'en 1988 tandis que 22 % préféreraient le voir se démettre de son mandat. Pour 47 %, le président de la République ne devrait pas se représenter (42 % sont d'un avis contraire). Quant au bilan du chef de l'Etat, il est jugé plutôt positif par 52 % et plutôt négatif par 36 % (à la même question, il y a un an, les pourcentages étaient respectivement de 33 % et de 55 %). Enfin, 42 % des Français considèrent que M. Mitterrand a gardé l'essentiel de ses pouvoirs depuis le 16 mars et la même proportion estime au contraire qu'il les a perdus.

● **Le général de Gaulle et le Nord.** — De Gaulle, fils du Nord, tel est le thème de trois numéros spéciaux édités par *Nord-Eclair*. Ils racontent la vie et la carrière du général, né à Lille le 22 novembre 1890, et sont accompagnés de nombreux documents inédits. Ces numéros spéciaux mettent l'accent sur les liens de Charles de Gaulle avec la France septentrionale.

■ En vente à *Nord-Eclair*, 15, rue du Caire, 95052 Roissy Cedex-1. Prix : 90 F.

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
« Domaine du Château de Beaulieu »
« 92 hectares dont 71 ha de prés »
« de Presbourg et de Grand cru »
Documentation LM sur demande à Maison Bouchard Père & Fils au Château de Beaulieu
Boulevard de la République, 22-23200 BEAULIEU (C.D.P.)
Tél. (03) 22.14.41 - Tél. Beaulieu 150 1507

L'Assemblée nationale vote la privatisation d'Havas et de neuf groupes industriels

Entre l'obstruction et un débat parlementaire approfondi, il n'y a souvent qu'une nuance. Au seul bilan statistique des deux séances du lundi 6 mai de l'Assemblée nationale, on pourrait penser que la frontière a été franchie : vingt-huit amendements ou sous-amendements examinés en un peu plus de six heures quarante-cinq de débats. Les députés ont pris leur temps. Mais, en les repoussant tous, la majorité a voté la privatisation proposée par le gouvernement de l'Agence Havas et des neuf principaux groupes industriels français. Le sujet était d'importance, nul n'a contesté qu'il n'y eût arrêté quelque peu.

La gauche ne pouvait laisser la majorité agir aussi vite qu'elle le souhaitait. Les communistes ont même tenu à souligner le poids des décisions qui étaient prises en demandant un scrutin public sur chacun des sous-amendements retirés de la liste des sociétés appartenant à l'Etat et qui vont être vendues au secteur privé, un par un, ces dix groupes. A chaque fois, le résultat a été le

même : d'un côté, pour accepter la privatisation, le RPR, l'UDF et le FN ; de l'autre, pour la refuser, le PS et le PC, qui avaient déposé des sous-amendements identiques.

La majorité ne peut se plaindre de la lenteur de cette discussion. En 1981, le vote des articles de la loi de nationalisation avait pris cent deux heures vingt-cinq ; le RPR et l'UDF avaient déposé mille deux cent deux amendements ; l'opposition de maintenant est très loin de ce chiffre. La nationalisation faisait pourtant, il y a cinq ans, partie du programme électoral de la gauche, comme la privatisation fait partie de celui de la droite. Ni hier ni aujourd'hui le vote des électeurs n'interdit de parole ceux qui ne sont pas d'accord avec l'application du programme du gouvernement.

La stratégie des socialistes entraîne pourtant un débat assez surréaliste dans l'hémicycle : les communistes s'opposent, comme eux, à cette dénationalisation mais ne cessent de dire le plus grand mal de la façon

dont les entreprises publiques ont été gérées ; le gouvernement ne répond guère à leurs demandes de justification de la décision de privatiser telle ou telle entreprise. M. Camille Cabanis, le ministre délégué à la privatisation, se contente d'expliquer qu'il ne peut répondre au bilan élogieux dressé des nationalisations par les créateurs socialistes, car il ne veut pas dire publiquement du mal d'entreprises appartenant à l'Etat. Ce à quoi les portes paroles du PS répliquent qu'il aura bien du mal à vendre au privé des sociétés qui, d'après lui, vont si mal...

Cette discussion est loin d'être close. Il restera encore cinquante-quatre sociétés d'assurances ou banques sur la liste du gouvernement. La gauche va continuer à les défendre une à une, même si elle n'arrive, d'ici là, à demander un scrutin public sur les sociétés « amies » et sur celles nationalisées en 1945. Après cela il restera encore à débattre des conditions de cette privatisation.

comme ce plus c'est une « régie », il faut aussi revoir son statut juridique ; le gouvernement va s'y employer.

La encore, le dirigeant d'avant 1981 fut mis en accusation par le ministre et par M. Beninist. Mais comme celui-ci s'était longuement étendu sur le cas de Renault, M. Madelin s'étonne que la gauche ait fait de celui, qui en fut si longtemps le dirigeant, M. Pierre Frey, un ministre de l'Industrie. Ce furent en tout cas les seules entreprises où la RPR, l'UDF rejoignent le PS et le PC dans leur refus de privatisation.

La dénationalisation a des limites, mais bien minces. Elles seront à nouveau évoquées quand viendra en discussion l'amendement de M. Bruno Durieux (UDF, Nord), un proche collaborateur de M. Barre, qui demande que le gouvernement ait la possibilité de transformer la Caisse nationale de crédit agricole « en société anonyme coopérative dont le capital serait détenu en majorité par les caisses régionales de crédit agricole mutual ».

THÉRIER BRÉMER.

Réorganisation du ministère de la défense

Deux hauts fonctionnaires nommés par M. Henu quitteraient leur poste

Deux des plus proches collaborateurs des anciens ministères socialistes de la défense MM. Charles Henu et Paul Quilès pourraient être prochainement remplacés dans leurs fonctions. Il s'agit de MM. Emile Blanc, délégué général pour l'armement, et François Bernard, secrétaire général pour l'administration des armées. Des informations faisant état de la préparation de deux décrets les concernant circulent au ministère de la défense et à l'Assemblée nationale, à la suite de déclarations de l'actuel ministre de la défense, M. André Girard, qui s'est plaint récemment de la « sur-administration » de son département.

A la commission de la défense, au Palais-Bourbon, M. Girard a pas dissimulé son intention de « réformer les structures du ministère de la défense », en agissant, a-t-il précisé, « de manière rapide et progressive, mais prudente ». Il existe, a expliqué en substance le nouveau ministre, un phénomène de sur-administration de la défense « avec des étages administratifs inutile ». Selon M. Girard, cette organisation compliquée et obscurcit les problèmes. « La multiplication du nombre des responsables et la complexité des circuits de décision conduisent, en fait, à une perte de responsabilités », a indiqué le ministre.

Le secrétaire général pour l'administration des armées, qui assiste normalement le ministre de la défense pour tout ce qui touche aux questions administratives, financières et sociales, pourrait donc être amené à disparaître. Le titulaire actuel du poste, M. Bernard, cinquante-trois ans, occupait ses fonctions depuis janvier 1985. Il avait été, en 1981, le premier directeur du cabinet civil et militaire de son corps d'origine, au Conseil d'Etat. Le secrétariat général pour l'administration des armées ne serait pas pourvu et il pourrait disparaître de l'organigramme.

A la même commission de la défense, à l'Assemblée, M. Girard avait, en outre, sévèrement critiqué la délégation générale pour l'armement en faisant valoir « la distinction entre les problèmes qui relèvent de l'armement du ministre et les autres ». A titre d'exemple, il avait cité le choix entre, d'une part, les meilleurs programmes pour les armées et, d'autre part, la préservation de l'industrie française d'armement. « Il n'y a pas nécessairement compatibilité entre les deux objectifs », selon M. Girard, qui s'est, de surcroît, déclaré surpris de la complexité et de la place que tient, au ministère de la défense, le traitement des problèmes d'exportation des armes françaises.

Ces propos visaient, de toute évidence, le délégué général pour l'armement, M. Blanc, nommé à son poste en mai 1983 après avoir été conseiller technique au cabinet de M. Henu.

Fort de soixante-treize mille hommes, la délégation générale pour l'armement assiste le ministre de la

Un voyage au bout de la nuit



«Voici un livre cruel, terrifiant, nécessaire... Le Quartier de la mort, ce dernier cercle de l'enfer de la société moderne où des hommes, condamnés par d'autres hommes, attendent le jour de leur châtiment... Le livre de Bruce Jackson et de Diane Christian... est de ceux qu'on ne peut lire sans courage et qu'on ne doit pas passer sous silence.»

J. M. G. LE CLEZIO «TÉLÉRAMA»

«La rigueur d'un documentaire scientifique... Ce Quartier de la mort en dérangera plus d'un en France.» M. CAFFIER «L'ARDENNAIS»

«La terrible enquête de Bruce Jackson parmi les cadavres en sursis de la prison d'Huntsville.» PIERRE LEPAPE «LE MONDE»

«Il n'y a peut-être jamais eu de document plus saisissant... Avant de réclamer le rétablissement de la peine de mort, il faut lire ce livre qui permet de mieux saisir un aspect moins connu de ce problème dont la complexité est énorme.» CHRISTINE ARNOTHY «LE PARISIEN»

«Terre Humaine témoigne de la certitude d'avoir visé juste, là où parle la bouche d'ombre que la classe dirigeante technocratique ignore.» Jean-Maurice de Montrémy «La Croix»

TERRE HUMAINE
Collection dirigée par Jean Malauné
PLON

ère à Paris* et dans les grandes villes.*

Première radio de la capitale, FRANCE INTER n'est pas seulement une radio parisienne. Elle est également en tête et progresse fortement dans l'ensemble des villes de plus de 100 000 habitants. Nous remercions chaleureusement les auditeurs de plus en plus nombreux qui apprécient la qualité de nos programmes et de nos informations et qui font de FRANCE INTER la radio des grandes villes.

FUTURS

* Sources :
11 IPSOS mars 1986 : FRANCE INTER en tête sur Paris-intramuros avec 30,8 % de la population de + de 15 ans.
21 Médiamétrie mars 1986 : FRANCE INTER en tête dans la catégorie des villes de + de 100 000 habitants avec 18,6 % de la population de + de 15 ans.

France inter
la qualité entre les oreilles

هكذا من الامل

POLITIQUE

M. Tjibaou doute de la volonté de « conciliation » du gouvernement

M. Jean-Marie Tjibaou, chef de file du FLNKS (Front de libération national kanak socialiste), a estimé, le lundi 5 mai sur Europe 1, que « tout n'est pas encore joué » en ce qui concerne le projet gouvernemental de restreindre les pouvoirs accordés aux régions en Nouvelle-Calédonie. « Nous sommes venus pour défendre ces institutions, que nous n'avons pas voulues, mais que nous avons acceptées », a déclaré le président de la région Nord qui effectue, en compagnie des deux autres présidents indépendantistes des régions, jusqu'au 14 mai un séjour à Paris où il souhaite rencontrer MM. François Mitter-

rand, Jacques Chirac, et Bernard Pons, ministre des DOM-TOM.

M. Tjibaou a souligné que, « pour la première fois, les gens se sont vraiment engagés dans le développement » et que « la réconciliation à laquelle appelle M. Pons » serait « difficile à faire si la région » était « mise en cause ». Le chef du FLNKS a ajouté qu'il attendait de toute façon l'adoption du projet de loi par le Parlement pour déterminer sa stratégie. A propos du référendum sur l'avenir du territoire, prévu dans un an, il a estimé que « ce n'est pas encore la question ».

M. Tjibaou a, d'autre part, dénoncé le renforcement du nombre des militaires en Nouvelle-Calédonie en se demandant « si c'est avec ça qu'on va faire la réconciliation ». Environ 5 000 militaires — gendarmes compris — sont actuellement stationnés dans l'archipel, soit nettement plus qu'avant les troubles de novembre 1984. Parmi ces 5 000 hommes, le nombre des gendarmes mobiles est retombé à une quinzaine d'escadrons (contre 27 lors des élections régionales), alors que le nombre de soldats augmente, notamment avec l'arrivée, le 22 avril dernier, de deux compagnies et d'un élément de commandement et de soutien du 8^e RPIMA, faisant partie de la Force d'action rapide.

Officiellement, il ne s'agit que d'un renfort « temporaire », ces soldats de métier étant appelés à remplacer le 21^e RPIMA. Le nombre de soldats stationnés dans l'île pourrait augmenter globalement de 1 500 hommes à moyen terme et une partie de cet accroissement serait lié au renforcement de la « base stratégique » de Nouméa souhaité par M. Mitterrand, au début de 1985. Pour certains la présence de ces militaires, notamment à l'est de la Grande Terre, « sécurise » la population locale qui aurait « peur d'excursions d'anti-indépendantistes contre des tribus ».

Neuf scientifiques de renom dénoncent la réduction des crédits de la recherche

Les annulations récentes de crédits qui frappent durement le budget de la recherche suscitent une vive émotion dans les milieux scientifiques français. « Ce coup porté à la science française vient fort mal à propos », déclarent neuf chercheurs de renom dans un article remis au Monde. Ce texte, que nous publions ci-dessous, est signé de MM. Pierre Chambon, directeur de recherche au CNRS, Jean-Pierre Changeux, professeur au

Collège de France, Jean Dausset, prix Nobel de médecine, François Jacob, prix Nobel de médecine, Claude Kordon, directeur de recherche au CNRS, Henri Korn, directeur de recherche à l'INSERM, Philippe Kourilek, directeur de recherche au CNRS, M^{me} Françoise Héritier-Augué, professeur au Collège de France, et M. Jean-Didier Vincent, professeur à l'université Bordeaux-X.

« Une priorité nationale »

La prise de conscience que la recherche scientifique représente l'avenir d'une société industrielle comme la nôtre dépasse les options politiques et les choix conjoncturels. La recherche scientifique est un des moteurs essentiels du progrès économique. Son niveau constitue l'un des indices les plus fiables du développement industriel et intellectuel d'une nation. Une évidence de cette certitude : la science est une priorité nationale qui échappe à toute conjoncture ; et seul un souhait : l'œuvre de redressement entreprise doit être encouragée et poursuivie.

De telles assurances semblent aujourd'hui remises en cause par les mesures de restrictions budgétaires dont la recherche est frappée. Sur 10 milliards de francs économisés, 2 milliards sont prélevés sur ces crédits qui, à eux seuls, sont loin de représenter le cinquième du budget de l'Etat. Ces restrictions affectent donc de manière sélective la recherche. Or les sommes que la France consacrait malgré l'effort amorcé dès 1979, effort poursuivi puis amplifié au cours des récentes années, restaient bien en deca de celles qui sont affectées à la recherche dans des pays démocratiques semblables à notre. A titre indicatif, la part occupée par le budget de recherche et de développement dans le produit intérieur brut (PIB) était en 1985 de 2,7 % aux USA, 2,6 % au Japon et en RFA, 2,5 % en Suède, 2,3 % en Grande-Bretagne et en Suisse et de 2,2 % seulement en France.

(avant les restrictions budgétaires actuelles). Pis encore : le taux d'accroissement de cette part au cours des quatre dernières années ne permettait pas à la France de rattraper dans un avenir proche le retard sur ses principaux partenaires.

Enfin, si ces chiffres incluent une contribution importante de l'industrie (64 % au Japon, 58 % en RFA, 50 % aux USA, 47 % en France), il est à noter que, dans la plupart de ces pays, l'Etat ou le gouvernement fédéral finance en priorité la recherche fondamentale et les actions incitatives dirigées vers la recherche industrielle. Or les annulations de crédits du 17 avril dernier portent précisément sur ces affectations.

Il n'est pas trop tard...

Ce coup porté à la science française vient fort mal à propos à un moment où l'effort de notre pays, bien que fragile, est de plus en plus reconnu sur la scène mondiale. En témoignent les nombreuses récompenses internationales, les élections à des académies étrangères, l'accroissement et l'impact des publications de nos chercheurs dans les revues aux comités de lecture les plus sévères, ainsi que nombre de résultats de premier plan, dont seuls les plus spectaculaires (fécondation artificielle, SIDA, greffes chirurgicales, conquête de l'espace, etc.) sont connus du public.

Cette véritable renaissance de la vie scientifique française a été rendue possible en particulier par l'activité incessante des cher-

cheurs et des techniciens de nos grands organismes (CNRS, INSERM, INRA, etc.), des universités ou des organismes privés comme l'Institut Pasteur, dont la qualité des dossiers scientifiques ne cesse de croître. Et ces succès font tâche d'huile. Le fossé qui séparait recherche scientifique et recherche industrielle commençait à être comblé. En 1982, mille trois cents entreprises employaient plus d'un chercheur à temps plein. Et ce nombre était passé à deux mille cinq cents en 1985. Enfin, on comprenait que la recherche ne suit pas le développement industriel mais, au contraire, le précède, en est une des sources vivantes.

Certes, des progrès restent à faire. L'évaluation de la qualité des recherches et l'expertise des compétences, indispensables pour obtenir des résultats originaux doivent pouvoir être conduites avec encore plus de rigueur. Au besoin, des experts non nationaux pourraient apporter leur aide puisque la production industrielle se développe dans le cadre d'une compétition internationale extrêmement vive.

Alors que pour certains, tels Pierre Mendès France, Michel Debré, le général de Gaulle et François Mitterrand, la recherche constituait une priorité nationale, pourquoi porter aujourd'hui une atteinte aussi grave au développement de la France ? Pourquoi décourager une jeunesse qui, comme une enquête récente le montre, manifeste tant d'enthousiasme pour un métier si difficile ? Il n'est jamais trop tard pour revenir sur une erreur.

Propos et débats

M. Laignel : transparent ou suspect

Pour M. André Laignel, député socialiste de l'Indre, le recours à la procédure des ordonnances pour la réforme électorale ne se justifie plus, le caractère d'urgence ne pouvant plus être invoqué. Demandant au cours du point de presse hebdomadaire du PS, le lundi 5 mai, que le nouveau découpage des circonscriptions fasse partie du projet de loi et qu'il soit rendu public rapidement, M. Laignel a affirmé : « Dans cette affaire, tout ce qui ne sera pas transparent sera suspect. »

M. Pasqua : pas de piège

Invité de l'émission de France-Inter « Face au public », le lundi 5 mai, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a affirmé qu'il n'y a « pas de piège » dans le projet de réforme électorale, d'une part parce que la « majorité est étroite » et que la RPR ne gouvernera pas sans l'UDF ni l'UDF sans la RPR, d'autre part parce que les ordonnances fixant le découpage doivent être « délibérées et approuvées » par le gouvernement qui compte autant d'UDF que de RPR. Le ministre de l'Intérieur a indiqué que le découpage ne sera pas effectué avant que le projet de loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances ne soit adopté (l'examen en séance publique devant commencer à l'Assemblée nationale le 20 mai, à 14 h 30) parce que, « s'il est adopté, il faut préalablement savoir quelles règles seront retenues, que ce soit sur l'écart de population entre circonscriptions d'un même département ou sur la modification des cantons ».

M. Toubon : Chirac président

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré, le lundi 5 mai, au micro de Radio-France-International : « Ceux qui ont envie de voir Jacques Chirac président de la République se présentent. En quelque sorte, nous nous préparons tous à cette élection, mais il est prioritaire de consacrer l'essentiel de notre énergie à soutenir le gouvernement pour qu'il réussisse. » A propos de la réforme électorale projetée, le député de Paris a estimé que « le découpage sera fait de telle sorte qu'il puisse garantir la réflexion des sortants de l'actuelle majorité ». Il a ajouté, « donc, globalement parlant, nous retrouverons le même nombre de députés. Peut-être tel ou tel député qui est aujourd'hui élu dans un département sera élu dans un autre département ». Car « la proportionnelle a fait élire des députés de gauche dans des départements de droite où au scrutin majoritaire ils n'auraient pas été élus, et inversement ».

LA FRANCE DES RÉGIONS

Avec les résultats des élections régionales

Les régions ont conquis aujourd'hui le droit d'exister. Elles ont chacune leur assemblée élue au suffrage universel, un exécutif, de nouveaux pouvoirs, des moyens financiers. La France centralisatrice est devenue multiple. Cette brochure spéciale du Monde fait le portrait de ses 26 régions de métropole et d'outre-mer et explique les enjeux politiques et économiques de la régionalisation.

Vingt-six partenaires à part entière.

Les résultats complets des élections régionales, le bureau du conseil, le portrait du président. La fiche signalétique de chaque région.

L'enjeu régional.

L'idée de région en France et son avenir. Les positions des formations politiques. Les budgets et les pouvoirs des régions. La répartition des compétences entre l'Etat, la région, le département et la commune.

Atlas statistique en couleurs des régions.

Pour voir et comprendre d'un seul coup d'œil les profils démographiques, économiques et culturels des régions françaises.

Les nouveaux provinciaux.

Région par région, les attitudes et les comportements socio-politiques des Français. Tous les résultats d'une grande enquête de l'Observatoire Inter-régional du Politique.

BROCHURE DE 112 PAGES
chez votre marchand de journaux : 42 F
ou par correspondance.

« LA FRANCE DES RÉGIONS »

nom _____ prénom _____ NO 3
adresse _____
code postal _____ localité _____
nombre d'exemplaires : _____ X 47 F
(frais d'expédition inclus) = _____ F.

Commande à faire parvenir avec votre règlement

Le Monde

Service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75221 Paris Cedex 08

UNE RADIOSCOPIE COMPLÈTE DES RÉGIONS



Alsace
Aquitaine
Auvergne
Bourgogne
Bretagne
Centre
Champagne-Ardenne
Corse
Franche-Comté
Ile-de-France
Languedoc-Roussillon
Limousin
Lorraine
Midi-Pyrénées
Nord-Pas-de-Calais
Basse-Normandie
Haute-Normandie
Pays de la Loire
Picardie
Poitou-Charentes
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Rhône-Alpes
Guadeloupe
Martinique
Guyane
Réunion

550 من الأمل

ère en France*

Près de 9 000 000 d'auditeurs écoutent chaque jour une station de RADIO FRANCE. Qu'ils soient remerciés de choisir ainsi la qualité de nos programmes et de nos informations et de faire de nous, aujourd'hui, l'entreprise de radio la plus écoutée du pays.

EDITIONS

Alsace
Aquitaine
Auvergne
Bourgogne
Bretagne
Centre
Champagne
Ardenne
Corse
Franche-Comté
Hauts-de-France
Languedoc-Roussillon
Lorraine
Midi-Pyrénées
Normandie
Pays-de-la-Seine
Picardie
Poitou-Charentes
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Rhône-Alpes
Savoie
Martinique
Guadeloupe
Réunion



Radio France
Une entreprise de l'audio-visuel public.

* Source Médiamétrie mars 1986 : 21,1% de la population de + de 15 ans écoute chaque jour au moins une station de RADIO FRANCE.

هكذا من الاميل

société

M. Charles Pasqua confirme le projet du gouvernement de réglementer les écoutes téléphoniques

Un projet réglementant « très sévèrement » les écoutes téléphoniques est actuellement en préparation, a confirmé, lundi 5 mai, sur Franco-Inter, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. Ce projet de loi est, selon le ministre, « la conséquence et la conclusion d'un rapport, qui n'a pas encore vu le jour », rapport que M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, avait demandé à M. Robert Schmeck, à l'époque premier président de la Cour de cassation.

Ce texte doit permettre « à tous ceux qui penseraient être victimes d'écoutes de saisir une commission de magistrats », a déclaré M. Pasqua. Le ministre a affirmé à deux reprises que ces magistrats auront « tous pouvoirs d'investigation » et il a précisé qu'ils seront élus par leurs pairs au sein du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour de cassation.

Le 18 avril, sur Europe 1, M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, avait déjà annoncé un projet de loi réglementant les écoutes téléphoniques.

Les écoutes téléphoniques. Le rapport commandé en 1981 à M. Schmeck auquel se réfère M. Pasqua, suggère la création d'une commission indépendante chargée de se prononcer sur la réalité et la légalité d'une écoute en cas de plainte d'un particulier.

Il existe aujourd'hui deux types d'écoutes officielles. Celles, administratives, autorisées par l'hôtel Matignon, à la demande des ministères de l'Intérieur et de la Défense. Officiellement toujours, ces écoutes ne visent que deux hypothèses : l'atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat ainsi que le grand banditisme. Il existe aussi des écoutes judiciaires ordonnées par les juges d'instruction et par le parquet, en cas de flagrant délit dans le second cas.

Les écoutes pratiquées aujourd'hui officiellement n'ont aucune base légale. Les écoutes dites administratives ne font l'objet que d'une simple réglementation qui n'a jamais été publiée au Journal officiel, en dépit de l'article 34

de la Constitution selon lequel tout ce qui touche aux libertés publiques relève de la loi. Les juges d'instruction invoquent, quant à eux, un arrêt de la Cour de cassation de 1980 et un vieux article du code de procédure pénale qui les autorise à procéder « conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité ».

Cette absence de base légale fait planer sur ceux qui décident aujourd'hui de pratiquer une écoute la menace d'une condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme. Au détour d'une décision rendue en 1984 contre le Royaume-Uni celle-ci avait indiqué que l'absence de réglementation précise des écoutes téléphoniques constituait une violation caractérisée de la convention européenne des droits de l'homme. Si la France veut éviter d'être condamnée à son tour par la Cour de Strasbourg, elle doit impérativement édicter la réglementation annoncée par M. Pasqua et Pandraud.

B. L. G.

RÉORGANISATION A PARIS, NOMINATION D'UN DIRECTEUR CENTRAL POLITIQUE

Le retour des « RG »

Les renseignements généraux - les « RG » - reviennent sur le devant de la scène policière. Chargés, selon la définition vague qu'en donne un décret de 1967, « de la recherche et de la centralisation des renseignements d'ordre politique, économique et social nécessaires à l'information du gouvernement », ce service policier d'un genre particulier bénéficie de la sollicitude attentive du ministre désigné chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud. Son souci semble, tout à la fois, d'être lui-même en prise directe sur les RG et de dynamiser ceux-ci, en leur rendant plus opérationnels sur le terrain et plus

adaptés à la déflection extensive qu'il a de la lutte antiterroriste.

Deux décisions récentes en témoignent. D'une part l'aval donné, il y a une quinzaine de jours, à une réorganisation partielle des RG de la préfecture de police de Paris, illustrant une réorientation de « suivi » des partis politiques. D'autre part, le fait que M. Philippe Masson, nommé par décret, le 2 mai, directeur central des RG, restera dans l'immédiat, selon le vœu explicite de M. Pandraud, son directeur adjoint de cabinet, cumulant ainsi une fonction politique et une fonction policière.

Avec quelque sept cents fonctionnaires, les RG parisiens regroupent près d'un cinquième des effectifs nationaux du service, la direction centrale n'en comptant que trois cents et le reste étant éparpillé dans les départements. Aussi toute réorganisation parisienne a-t-elle une portée qui dépasse la capitale et s'étend à l'ensemble des services RG par les responsables gouvernementaux.

Jusqu'ici, le gros des effectifs des RG de la préfecture de police de Paris était partagé en huit sections, chargées de suivre des secteurs précis de la vie politique et sociale : partis de gauche ; partis de droite ; syndicats ; milieux patronaux ; presse ; étrangers ; courtes et jeux ;

enquêtes générales, c'est-à-dire essentiellement la vie électorale.

S'y ajoutent quatre sections particulières : section des archives et de la documentation (SAD) ; section chargée de la protection des personnalités étrangères ; section de l'expédition, de rédaction et de synthèse (SERS) ; section de direction enfin, spécialisée dans les investigations contre le terrorisme interne.

Deux sections au total donc, que complètent un groupe d'études et de recherches (GER), directement rattaché au directeur du service, M. Michel Lacarrière, et chargé des enquêtes dites « réserves », c'est-à-dire « délicates et urgentes », des missions difficiles, par exemple de filatures particulièrement « sensibles », plus ponctuellement de tout ce qui, au coup par coup, réclame tact et discrétion pour des raisons de politique intérieure.

La récente réorganisation ne modifie pas radicalement cet échafaudage ancien qui, grosso modo et y compris pour le mystérieux et ambigu GER, date du début des années 70. Elle concerne cependant deux sections essentielles, puisqu'il s'agit de celles chargées de suivre la majorité et l'opposition. Désormais, les tâches de la première section (partis de gauche) et de la seconde section (partis de droite) sont, en effet, différentes. La seconde section suit, dorénavant, les partis ayant une représentation parlementaire ; la première section se voit attribuer les partis dits « marginaux ».

Concrètement, cela signifie que l'ancienne section chargée des partis de droite s'attachera aux seuls partis ayant des élus à l'Assemblée nationale, du Front national au Parti communiste. Inversement, la section qui suivait les partis de gauche se préoccupera des partis minoritaires, de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par les écologistes.

Le responsable de la première section (partis marginaux) est le commissaire divisionnaire Hubert Geygier, celui de la seconde (partis parlementaires) le commissaire divisionnaire Alain Hamon.

A un découpage selon les deux grands pôles politiques succède une hiérarchie selon la représentativité parlementaire, alors qu'hier les organisations d'extrême gauche et d'extrême droite relevaient des mêmes sections que les grands partis de gauche ou de droite. Ce passage, transposition de l'état actuel de la représentation nationale, devrait être durable : si le Front national n'a plus de députés, à la faveur d'un changement du mode de scrutin, on assure que la même section continuera à le suivre.

Cette division recouvre, surtout, des pratiques différentes : pour les partis parlementaires, c'est le régime du « renseignement ouvert », les inspecteurs des RG se faisant connaître des responsables et travaillant, assurément, « comme des journalistes politiques ».

Techniques d'infiltration

Pour les partis « marginaux », le renseignement sera en revanche obtenu « plus indirectement », selon des méthodes faisant inévitablement appel à des techniques policières d'infiltration. Cette différence de pratiques soulève inévitablement des questions sur la signification politique de cette réorganisation.

L'explication officielle est d'ordre fonctionnel, liée, dit-on, à la différence d'approche d'un parti installé dans la vie parlementaire et d'une organisation politique minoritaire. De fait, cette réorganisation fut proposée par le directeur des RG parisiens et par les commissaires concernés, avec l'appui du préfet de police, M. Guy Fougère.

Avec le changement de majorité du 16 mars, ces propositions rencontrèrent un écho favorable. M. Pandraud, assure-t-on aux RG parisiens,

« Un appel pour la libération de Martine Touloute. - Plus de mille personnes, essentiellement dans la région grenobloise, ont signé un « appel collectif » pour réclamer la libération de Martine Touloute, la militante de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) arrêtée le 17 février à Grenoble dans le cours de l'enquête sur l'activité des FARL (Francs armés révolutionnaires libanais) en France. Martine Touloute, quarante-six ans, sociologue-urbaniste à Grenoble et secrétaire nationale du syndicat

CGT des agences d'urbanisme, soupçonnée d'avoir hébergé en février 1982 Georges Ibrahim Abdallah, un des dirigeants présumés des FARL, a été incriminée le 20 février dans des actes de malveillance par M. Gilles Boulogne, juge d'instruction à Paris. Depuis cette date, elle est incarcérée à Flourey-Mérogis (Le Monde daté 23-24 février).

Une trentaine d'organisations et associations ont également demandé la mise en liberté de Martine Touloute.

EDWY PLENEL

JUSTICE

A LA COUR D'ASSISES DE PARIS

Espionnage à la chinoise

« Entretien avec les agents d'une puissance étrangère d'intelligences de nature à nuire à la situation diplomatique de la France. » L'accusation ou elle-même est banale, ordinaire. Ce qui l'est déjà moins, c'est que la puissance étrangère se trouve être, cette fois, la Chine. Pour la DST, qui a levé ce livret en 1983, c'est même en l'occurrence une première. Mais elle touche à l'extraordinaire par la manière dont les choses se sont passées et qui amenait, lundi 5 mai, devant la cour d'assises de Paris, Bernard Boursicot, tenu pour auteur principal, et Pei Pu Shi, chanteur et librettiste à l'Opéra de Pékin, considéré comme son complice.

Qui croirait, à voir le premier, empli et plutôt amusé de sa situation présente, et à considérer le second avec, à quarante-huit ans, un regard d'enfant dans un visage de vieillard, qu'entre les deux se noua, voici plus de vingt ans, une histoire d'amour : celle d'un agent contractuel à l'ambassade de France à Pékin convaincu d'avoir trahi en Pei Pu Shi la femme de sa vie et même d'être le père d'un jeune garçon dont l'autre disait avoir accouché.

Bien sûr, aujourd'hui, Bernard Boursicot s'est rendu à l'évidence. Les examens médicaux de Pei Pu Shi sont allés à l'évidence, ce qui le chanteur pékinois de naguère ne fut jamais autre chose qu'un homme d'âge mûr, comme il en est de certains constitués même si, « par certaint gymnastique », il peut encore, à l'occasion, présenter des apparences trompeuses à qui veut bien se laisser tromper.

Premier amour

Qu'en fut-il réellement en 1964 ? En cette année, Bernard Boursicot avait vingt ans. Ce fils d'un comptable et d'une couturière de Vannes venait d'être recruté par le ministère des affaires étrangères. Son concours ? Nullement. Il dira lui-même que ce fut « plutôt au concours de circonstances ». Lui qui n'allait pas, dans les études, au-delà du BEPC s'était retrouvé vacataire en Algérie pour le ministère des anciens combattants. A son retour en France, comme il cherchait un emploi, il en dénicha un très subalterne au Quai d'Orsay. On le juge alors « sensible, intelligent, généreux et de rapports agréables ». Les psychiatres qui ont eu à l'examiner depuis son inculpation l'ont vu, eux, « immature, égoïste, fasciné par l'imaginaire ». Ils parlent aussi de son « ambivalence sexuelle ».

Tel est le garçon qui se retrouve comptable, du 26 octobre 1964 au 13 décembre 1965, à l'ambassade de France à Pékin. Il y croise Pei Pu Shi, un des rares Chinois à être admis, en cette période, à frayer avec les étrangers. On sympathise. La sympathie devient chez lui sentiment et sentiment profond, car Pei Pu Shi lui a assuré qu'il pourrait bien être, en réalité, une femme. Les relations amicales deviennent des relations amoureuses. Lorsque le chanteur-dansant lui affirme qu'elle est enceinte de lui, il y croit dur comme fer.

Face aux psychiatres, bien plus tard, il reconnaît qu'il est « abasourdi » de sa méprise. Il ajoutera : « Je suis sidéré d'apprendre que c'est un homme. Mais ma conviction reste inébranlable. Pour moi, à cette époque, c'était vraiment une femme et c'était le premier amour de ma vie. Et puis il y a cet enfant que j'ai vu. Du Du Shi. Et il me ressemble ! »

Oui, vraiment, comme le dit encore le docteur Bernard Defer, il aura « beaucoup de mal à porter le

on transige. Un certain « Kang » dépêché par la municipalité de Pékin signifie à Pei Pu Shi qu'il peut continuer ses relations avec Bernard Boursicot mais uniquement pour lui inculquer les pensées de Mao, petit livre rouge au main. Bernard Boursicot affecte de jouer le jeu : « Quand les gardes rouges sont venus, j'ai été le premier à leur dire : « Le président Mao brille de mille feux sur toute la Terre ».

En fait, le marché lui est bientôt mis en main : il pourra continuer de

Un employé de l'ambassade de France à Pékin livrait des renseignements par amour pour un chanteur-dansant qu'il prenait pour une femme

deuil de ce qui fut pour lui un vrai roman d'amour ».

Dès lors, la question se pose : qui a manipulé qui ? Le prétendant Versin, que ce premier aspect des choses intrigue visiblement, insistera longuement : comment n'avez-vous pu être ainsi abusé ? Bernard Boursicot invoque la pudeur de Pei Pu Shi, la manière qu'il avait, aux heures d'intimité, de ne pas se laisser voir complètement. Et lorsque Pei invoquait des fatigues mensuelles, montrait des lings tachés, comment aurait-il pu douter ?

Alors, ce Pei Pu Shi, un Machiavel ? Bernard Boursicot doit bien en convenir. « Ça c'est vrai. Aujourd'hui je peux dire que je n'y ai vu que du feu ».

Le chanteur, lui, contredit encore l'équivoque. Un vieux médecin de son pays, raconte-t-il, lui a dit dans son enfance qu'il était une fille mal formée. « Mais, ajoute-t-il, on a continué à me considérer comme un garçon parce qu'en Chine les hommes sont mieux considérés que les femmes ».

Il racontera ensuite qu'il était bien la mère de Du Du Shi, puisqu'il en serait en réalité le père. Finalement il affirme, aujourd'hui, que le père est bien Bernard Boursicot, dont il avait réussi à s'approprier la semence pour la confier ensuite à un médecin qui, moyennant 3 000 yens (un peu plus de 10 000 francs) en aurait fécondé une femme, pour lui présenter ensuite le bébé.

La encore l'expertise, après prélèvement sanguin, dément cette rocambolesque histoire : Non ! Bernard Boursicot, la science l'affirme, ne peut pas être le père de Du Du Shi.

Les pensées de Mao

On n'en était pas là en 1964. Il avait fallu que Bernard Boursicot, affecté à Djeddah, en Arabie saoudite, quitte Pei Pu Shi. Cruelle séparation. Mais, en 1969, c'était le retour à l'ambassade de France à Pékin et les retrouvailles. Hélas ! Les temps avaient changé. Il n'était plus question que des Chinois et des Chinoises fraient avec les étrangers. Voilà Pei Pu Shi fortement tancé, menacé d'internement. Finalement

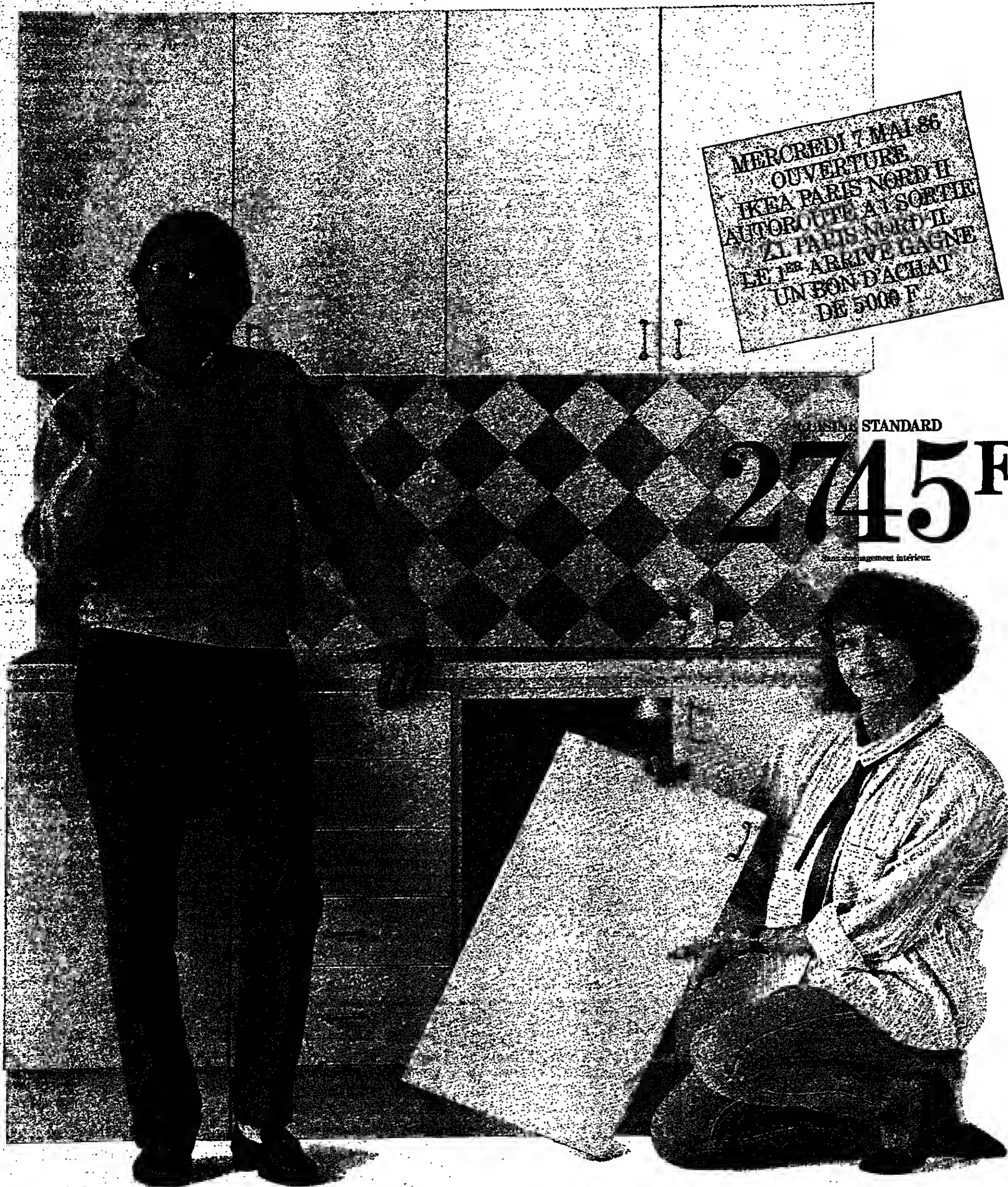
voir son chanteur-dansant à condition de communiquer à celui-ci des documents de l'ambassade de France sur tout ce qui peut concerner l'Union soviétique. Dès lors, régulièrement, Bernard Boursicot livrera à Pei Pu Shi, qui les remettra à « Kang », des rapports, des notes. On a, en décembre pour cette seule période environ 150.

A ce stade du débat, le procès retombe dans le classicisme. Bernard Boursicot le reconnaît : il a agi « uniquement par amour », mais aussi, ajoute-t-il, « dans le souci de ne pas livrer tout ce qui était à ma disposition ». Autrement dit, il n'aurait fourni aux Chinois que des chronologies d'événements très ordinaires, des articles de presse, en un mot des informations sans importance et que, sans lui, on aurait pu aussi bien se procurer par d'autres voies.

De cette période pékinoise 1962-1972, il n'a pas à répondre, car les faits se trouvent aujourd'hui précisés. Ce qui n'est pas prescrit, c'est la période 1972-1979. Durant ces deux années, Bernard Boursicot n'était plus à Pékin mais à Oulan-Bator, siège de l'ambassade de France en République populaire de Mongolie. Bien moderne d'ailleurs, cette ambassade qui, fait-il valoir, était fermée plusieurs mois par an. Il n'en reste pas moins qu'il y était l'homme à tout faire : chauffeur un jour, dactylo un autre, comptable et secrétaire tous les autres. Il lui revenait aussi le soin de convoquer périodiquement à Pékin la valise diplomatique. Seulement, avant de la faire partir pour Paris, il y prélevait, pour les photocopies, pratiquement tout, et les photocopies allaient de nouveau à Pei Pu Shi, qui remettait ensuite à « Kang ».

Il explique : « La motilité au moins était, là encore, des articles de presse. » On lui objecte : il y avait tout de même des rapports classés secrets, confidentiels, concernant les relations des Etats-Unis avec la Mongolie, ainsi qu'une visite du ministre de la défense d'URSS. A côté de cela, les Chinois ont pu savoir que l'ambassade de France à Oulan-Bator avait commandé un plateau à fromage et un sauc à glace.

Mai 68, on a refait le monde. Mai 86, on refait la cuisine.



MERCREDI 7 MAI 86
OUVERTURE
IKEA PARIS NORD II
AUTOROUTE A1 SORTIE
Z.I. PARIS NORD II
LE 1^{ER} ARRIVE GAGNE
UN BON D'ACHAT
DE 5000 F

CHASSIS STANDARD
2745 F*
Sans aménagement intérieur

Quand on a passé une partie de sa jeunesse à changer l'ordre établi, c'est difficile de se contenter plus tard de solutions toutes faites. Même pour refaire sa cuisine... Chez IKEA, vous pouvez contester autant que vous voulez. Si vous n'aimez pas les tiroirs, vous prenez la porte. Si vos éléments bas ne sont pas assez hauts, vous les rappelez. Si vous préférez à gauche ce qui est à droite, ne vous gênez surtout pas...

Maintenant, devinez qui emporte, qui monte, qui démonte, qui rapporte. Eh oui... Contester c'est aussi prendre ses responsabilités... De bien petites responsabilités vu le temps qu'il faut pour donner quelques tours de vis...


Avec IKEA, vous travaillez un peu et vous économisez beaucoup. Parce que les prix, parlons-en. Il faut presque remonter 20 ans en arrière pour en voir

des aussi petits. On exagère à peine. C'est peut-être pour ça que, aujourd'hui, on a plus envie de refaire sa cuisine que le monde.

Et ça c'est incontestable...



Ils sont fous ces Suédois

IKÉA PARIS NORD II - RUE DES BUTTES, ZAC PARIS NORD II - RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS  HORAIRES DES 5 PREMIERS JOURS D'OUVERTURE - MER 7/05: 9H-21H - JEU 8-VEN 9: 10H-21H - SAM 10-DIM 11/05: 10H-20H. FERMÉ LE LUNDI.
IKÉA EVRY - AUTOROUTE A6 SORTIE EVRY LISSES. IKÉA LYON - CITE CIAL DU GRAND VIRE VAULX-EN-VELAY. IKÉA VITROLLES - EN ILS QUARTIER DU GRIFFON.

هكذا من الامم

SOCIÉTÉ

DÉRAILLEMENT AU PORTUGAL Vingt-deux morts, soixante-deux blessés

De notre correspondant

Lisbonne. - Vingt-deux personnes ont été tuées et soixante-deux blessées, dont une vingtaine gravement atteintes, dans un accident de chemin de fer qui a eu lieu lundi 5 mai à Povoas-de-Santa-Iria, petite commune située dans la banlieue de Lisbonne. Plus de trois cents pompiers venus de toute la région essayaient, encore, ce mardi, de dégager les corps des victimes.

Il était 12 h 15. Un train de banlieue qui manœuvrait en gare a été percuté par un rapide qui survenait à grande vitesse sur la même voie et se dirigeait vers Lisbonne. La plupart des victimes occupaient le dernier wagon du train de banlieue. Sous la violence du choc la couverture en béton de la gare s'est effondrée.

Les causes de l'accident n'étaient pas encore nettement déterminées mardi en fin de matinée. Selon la Compagnie portugaise des chemins de fer, il s'agirait d'une erreur humaine. Le machiniste du train rapide, qui a survécu à l'accident, assure de son côté que la signalisation située à 2 kilomètres de la gare lui donnait le passage. Il ne se serait aperçu de la présence d'un train sur la même voie qu'à moins de 800 mètres de distance. Roulant à 110 kilomètres à l'heure, il n'avait plus la possibilité de s'arrêter.

Le ministre des transports et des communications, qui a réuni d'urgence les principaux responsables de la compagnie, a donné à ces derniers un délai de quarante-huit heures pour établir un rapport détaillé sur les raisons de la catastrophe.

JOSÉ REBELO.

Meurtre d'une fillette de onze ans à Paris. - Cécile B., une fillette de onze ans, a été assassinée, lundi matin 5 mai à Paris, dans l'immeuble du 19^e arrondissement de Paris où elle habitait. La fillette a eu la colonne vertébrale brisée et présentait plusieurs blessures par arme blanche. Le corps de l'enfant a été retrouvé vers 15 heures, mais le meurtre a, semble-t-il, été commis au moment où Cécile venait de quitter l'appartement de ses parents pour se rendre au collège voisin.

Suicide à la prison de Saint-Quentin. - Un détenu de la maison d'arrêt de Saint-Quentin (Aisne) est mort le 30 avril dernier à l'hôpital de la ville, des suites d'une tentative de suicide dans sa cellule le 18 avril. Michel Bocquet, trente-neuf ans, horticulteur à Saint-Michel (Aisne), avait été condamné le 17 avril à deux ans de prison pour attentats à la pudeur. Le lendemain, il s'était pendu dans sa cellule et avait été transporté dans un état critique à l'hôpital.

Challenge

L'avenir des jeunes s'inscrit en anglais.

L'apprendre, le pratiquer, le vivre en Grande-Bretagne, aux États-Unis avec des jeunes de langue anglaise. C'est le challenge que nous vous proposons.

<p>GRANDE-BRETAGNE 9-17 ANS Centres internationaux Activités sportives et culturelles Partenariat avec 1 DOLLING, membre du British Council</p> <p><small>Coordonateur: Michel Bédier - 10 rue de la République - 92100 Nanterre - Tél. 47 44 17 31</small></p>	<p>U.S.A. 14-19 ANS Séjours familiaux Sports, découvertes Partenariat avec 1 DOLLING, membre du British Council</p> <p><small>Coordonateur: Michel Bédier - 10 rue de la République - 92100 Nanterre - Tél. 47 44 17 31</small></p>
--	--

CATASTROPHES

Séisme et menace volcanique

Le séisme de magnitude 5,8 qui s'est produit le 5 mai dans la mer Méditerranée, en Turquie, a tué quinze personnes et en a blessé plusieurs centaines d'autres. Le barrage du Sürü, situé à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Malazgirt, a été endommagé. Trente mille habitants de plusieurs villages construits en aval du barrage ont été évacués vers des localités plus sûres ou des camps de toile.

Par ailleurs, le volcan colombien Nevado del Ruiz (qui culmine à 5 400 mètres) connaît, depuis le 5 mai, une nouvelle activité sismique accompagnée d'émissions de fumées et de cendres. Il y a un risque de fonte de la calotte de neige et de glace qui coiffe le volcan.

Le 13 novembre dernier, le même phénomène avait déclenché de gigantesques coulées de boue qui avaient englouti 23 000 personnes, en particulier dans la ville d'Armero.

SCIENCES

Promenade pour les cosmonautes soviétiques

Les deux cosmonautes soviétiques Leonid Kizim et Vladimir Soloviev ont quitté, lundi 5 mai, la station orbitale Mir, à bord de laquelle ils étaient installés depuis le 15 mars. Avec leur vaisseau Soyuz T-15, ils se sont lancés en direction du train spatial Salout 7-Cosmos 1686. Cette opération, qualifiée de « tout à fait exceptionnelle » par les responsables du vol, semble indiquer que les Soviétiques tiennent encore à utiliser la station Salout à bord de laquelle furent effectués nombre de vols records dans l'espace, comme celui de deux cent trente-sept jours que Kizim et Soloviev ont accompli en 1984.

Les causes de l'explosion de la fusée Delta

L'échec du lancement de la fusée américaine Delta, essuyé, samedi 3 mai, par la NASA, aurait pour origine un court-circuit qui aurait entraîné l'arrêt brutal du fonctionnement du premier étage de l'engin. Une commission d'enquête a été nommée pour établir avec précision le scénario de cet accident qui a coûté quelque 87,5 millions de dollars. Aussi ne faut-il pas s'étonner que les Américains n'excluent pas un report du tir, prévu pour le 22 mai, de leur lanceur Atlas-Centaur, le seul à ne pas avoir connu un échec au cours des derniers mois.

Pour toutes ces raisons, la communauté spatiale américaine, toujours en état de choc, a décidé d'annuler toutes les cérémonies prévues pour célébrer un quart de siècle de présence dans l'espace à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du saut de puce suborbital effectué en mai 1961 par Alan Shepard.

MÉDECINE

Désaccord franco-américain sur le SIDA

Le secrétariat américain à la santé vient de faire savoir à l'Institut Pasteur qu'il interrompra les négociations à propos de la question qui oppose l'Institut de recherche français au National Health Institute sur les retombées financières de la découverte du virus du SIDA. Cette décision fait suite au refus de l'Institut Pasteur de voir transférer les royalties et les brevets protégeant la commercialisation des tests de dépistage du SIDA à une fondation scientifique internationale. Selon l'Institut Pasteur, cette solution, proposée par le gouvernement américain, reviendrait de fait à spolier la recherche française des retombées financières de ses travaux. Tout espoir de règlement à l'amiable de cette querelle semblant dorénavant exclu, il reste donc à connaître les conclusions de la « procédure d'interférence » - en principe favorable à l'Institut Pasteur - engagée la semaine dernière par l'Office des brevets américains (le Monde du 1^{er} mai).

NUCLÉAIRE

Nouvel examen de l'affaire Silkwood

La cour suprême des États-Unis a donné, lundi 5 mai, son accord pour que l'affaire Silkwood, qui avait durement secoué les milieux nucléaires américains à la fin des années 70, soit soumise à un nouvel examen. En novembre 1974, Karen Silkwood, vingt-huit ans, employée et militante syndicale de la firme Kerr-McGee, impliquée dans la production et le conditionnement du plutonium, avait trouvé la mort dans un mystérieux accident de voiture.

Elle s'apprenait à rencontrer un journaliste du New York Times pour lui apporter les preuves d'infractions à la sécurité constatées dans son entreprise. La jeune femme était alors gravement contaminée par le plutonium, et vraisemblablement condamnée.

Deux ans après sa mort, un procès fut intenté par la famille, et en mai 1979 le tribunal d'Oklahoma-City accorda 10 millions de dollars de dommages et intérêts aux enfants de la victime. Cette décision fut contestée, et, de procédure en procédure, l'affaire dure toujours.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE s/saisie immob. Palais de Justice PARIS, jeudi 15 mai 1986, à 14 heures.
UN LOGEMENT de 2 pièces
au 2^e ét. et 201/000 des part. comm.
17, rue Labat, PARIS-18^e
MISE A PRIX: 45 000 F
S'adresser à M^{re} CHAUMONT, avocat à la Cour, 19, av. Rapp, PARIS-7^e, tél. 45-35-72-00. Tous avocats pr. Trib. Gde Inst. de PARIS.

SERVICE DES DOMAINES
Adjudication le MARDI 3 JUIN 1986 à 14 h 30 à PARIS-9^e, 17, rue Scribe.
Salle des ventes des domaines.
IMMEUBLE à PARIS (16^e)
30, AVENUE D'ENNA
Élevé sur caves, d'un rez-de-chaussée, 5 étages, 6 sous combles. LOUÉ.
MISE A PRIX: 23 000 000 F
APPARTEMENT à PARIS (6^e)
5, rue de l'Ancre-Comédie
3^e étage: 2 pièces, entrée, dégagement, cuisine, w.c., débarras. LIBRE.
MISE A PRIX: 400 000 F
Renseignements: Direction des Services Fonciers de Paris.
Tél. 42-66-91-40, poste 1788.
(extraite du B.O.A.D.)

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 15 MAI 1986, à 14 heures.
UN APPARTEMENT 3 PP - 19, RUE SAINT-ANTOINE
et 13, rue CASTEX, à PARIS (4^e), au 5^e étage, bât. sur cour
escalier A, avec UNE CAVE
S'adresser à M^{re} CASTINEAU, MALANGAUX et BOTTET, COUSSEAU, avocats associés, 29, rue des Pyramides, PARIS (1^{er}) - Tél. : 42-60-46-79. Tous avocats pr. Trib. grande instance de PARIS. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (Seine-et-Marne) le MARDI 13 MAI 1986 à 14 heures.
IMMEUBLE à MARCOUSSIS (Seine-et-Marne)
1, rue de Montigny à l'angle de la rue du Hameau
MISE A PRIX: 288 200 F
Consignation préalable indispensable pour enchérir - Renseignements: SCP Akoum & Truillio, avocats, 4, boulevard de l'Europe à Evry (60-79-39-45); M^{re} du Chastel, avocat à Evry, immeuble « Le Mûrier », 60-79-19-77; M^{re} Desnoes, avocat, 20, rue du Général-Ledercq à CORBEIL-ESSONNES, 64-96-30-51.

Vente sur licitation au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 15 MAI 1986, à 14 heures - En 6 lots
à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
1^{er} lot: **TERRAIN** 30-12, rue de la Saussure. Occupé - Mises à prix: 4 200 000 F
2^e lot: **IMMEUBLE** 26, rue de la Saussure. comprenant deux bâtiments Terrain - Occupé Mises à prix: 700 000 F
3^e lot: **PROPRIÉTÉ à ST-MARTIN-DU-TERTRE (95)** comprenant MAISON avec dépendance, terrain, 18, rue Roger-Salengro LIBRE - Mises à prix: 350 000 FRANCS

Commune de PENNIESIÈRES-et-COURBOUX (70)
UNE PROPRIÉTÉ
lot comprenant MAISON, terrain, jardin - Le Village - Occupé Mises à prix: 200 000 F
UN VERGER
cad. section A, n° 780, pr 79 et 90 ca. Bessilly - Le Village - Mises à prix: 50 000 F
DIVERSES PARCELLES DE TERRE
ca nature de pré, friche et bois Mises à prix: 50 000 F
S'adresser, pr ts rent, à M^{re} M. GUILBERT, avocat à NANTERRE, 38, square de la Brèche-aux-Loups - Tél. : 42-60-20-49 - M^{re} WISLIN, avocat, 7, av. de Madrid, à NEUILLY-SUR-SEINE - Au greffe des criées de NANTERRE, où le cahier des charges est déposé.

Vente sur saisie PAL. DE JUSTICE de BOBIGNY (93), 20 mai 1986 à 14 heures
APPARTEMENT AVEC CAVE ET GARAGE A LIVRY-GARGAN (93190)
52-56, avenue A.-Bruid, bâtiment C, 2^e étage - Type 3 P B
M. à prix 150 000 F S'adresser à M^{re} ETIENNE, avocat, 11, rue du Général-Ledercq, à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS (93110) Tél. 48-54-90-87 - M^{re} BOISSEL, avocat, 14, rue Ste-Anne, PARIS-1^{er}, 42-41-01-09.

Vente sur saisie au Palais de Justice de BOBIGNY, MARDI 13 MAI 1986, à 13 h 30
UNE PROPRIÉTÉ à MONTREUIL-SOUS-BOIS (93)
23, rue du Petit-Bois
Rez-de-chaussée: entrée, cuisine, salle à manger - 1^{er} étage: 2 chambres, petit atelier - Sur terrain de 240 m²
MISE A PRIX: 150 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCP A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Ledercq, à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. 48-54-90-87.

Vente sur saisie au Palais de Justice de BOBIGNY, MARDI 13 MAI 1986, à 13 h 30
UN APPARTEMENT EN DUPLEX à SEVRAN (93)
17, allée Marianne-Oswald, 1^{er} étage - LE SOUCI
de 5 pièces principales avec EMPLACEMENT DE GARAGE en sous-sol
MISE A PRIX: 250 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCP A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Ledercq, à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. 48-54-90-87.

Vente sur saisie au Palais de Justice de BOBIGNY, MARDI 20 MAI 1986 à 13 h 30
UN APPARTEMENT à PAVILLONS-SOUS-BOIS (93)
149, allée du Colonel-Fabien
Comprendant: entrée, séjour, 2 chambres, cuisine, salle de bains, w.c., 2 placards et 1 débarras, dégagement - CAVE
MISE A PRIX: 200 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCP A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Ledercq, à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. 48-54-90-87.

VENTE APRÈS LIQUIDATION des BIENS du PALAIS DE JUST. NANTERRE le JEUDI 15 MAI 1986 à 14 heures, EN UN LOT
UN PETIT BATIMENT à USAGE de BOUTIQUE COLOMBES (Hauts-de-Seine)
45, boulevard de Volney
Rue Alice-Servire, s/n° LIBRE - MISE A PRIX: 100 000 F
S'adresser pour tous renseignements à M^{re} M. GUILBERT, avocat, 38, square de la Brèche-aux-Loups à NANTERRE (92000), tél. 42-60-20-49 - M^{re} LABRELY, syndic, 130, rue du 5 mai 1945 à NANTERRE (92000). Au greffe des criées de Tribunal de grande instance de NANTERRE, Palais de Justice, 179/191, avenue Joliot-Curie où le cahier des charges est déposé.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au PALAIS DE JUSTICE de CRETEIL, rue Pasteur-Valéry-Radot (Val-de-Marne), le JEUDI 15 MAI 1986 à 9 h 30.
EN UN SEUL LOT et au local à usage commercial
UN APPARTEMENT sis à VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (94)
8, rue de Paris (lot n° 2 de l'ensemble immobilier)
MISE A PRIX: 100 000 F
Consignation préalable pour enchérir - Renseignements: SCP AKOUM, TRUILLIO, avocats à EVRY (91), 4, boulevard de l'Europe, Tél. 60-75-38-45.

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 15 MAI 1986, à 14 heures
1^{er} lot: **à PARIS (20^e)** 2, rue des Tournelles
2^e lot: **à PARIS (20^e)** 2, rue des Tournelles
3^e lot: **à PARIS (20^e)** 2, rue des Tournelles
4^e lot: **à PARIS (20^e)** 2, rue des Tournelles
5^e lot: **à PARIS (20^e)** 2, rue des Tournelles
6^e lot: **à PARIS (20^e)** 2, rue des Tournelles
Mises à prix: 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e lots: 30 000 F chaque
S'adresser: M^{re} Bernard MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alma, 75116 PARIS - Tél. : 47-23-73-70 - M^{re} Marie-Josè JOSE, syndic, 4, rue du Marché-Saint-Honoré, à PARIS (1^{er}), et tous avocats pr. Tribunal grande instance PARIS.

Vente sur saisie au Palais de Justice de BOBIGNY, MARDI 13 MAI 1986, à 13 h 30
UN APPARTEMENT à CLICHY-SOUS-BOIS (93)
3, allée Pierre-Roussier
de 4 pièces, cuisine, loggia - Parquet au rez-de-jardin
MISE A PRIX: 100 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCP A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Ledercq, à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. 48-54-90-87.

Vente sur saisie au Palais de Justice de BOBIGNY, MARDI 20 MAI 1986, à 13 h 30
UNE MAISON à PAVILLONS-SOUS-BOIS (93)
214, av. A.-Bruid, 12, allée Robillard, élevée sur terre-plein et partie sur cave et d'un étage de 5 pièces principales sur un terrain de 1 615 m²
MISE A PRIX: 400 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCP A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Ledercq, à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. 48-54-90-87.

VENTE sur saisie immobilière, PALAIS DE JUSTICE DE BOBIGNY, avenue Paul-Vaillant-Couturier, le MARDI 13 MAI 1986, à 13 h 30
UN PAVILLON DE 5 pces princ. à DRANCY (93)
9, allée Véronique
avec cuis., salle d'eau - M. à px: 150 000 F S'adresser à M^{re} Jeanne COVENT, 3 à 32 ca. M. à px: 150 000 F S'adresser à M^{re} Jeanne COVENT, 28, rue St-Mandé, PANTIN, tél. 48-43-75-32 - M^{re} Maurice AYOUN, avocat, 124, boulevard Malesherbes, PARIS-17^e, tél. 46-22-47-02.

M^{re} J.-C. Bourgeois, avocat à Aubray-sous-Bois (93) - 3, av. Germaine-Papillon. Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Bobigny, le MARDI 20 MAI 1986, à 13 h 30.
UNE VILLA de 5 P.P. à CLICHY-SOUS-BOIS
(93). Allée de Courbevoie, n° 1 et allée Jules-Valles, sans n° d'un rez-de-cha. et un étage sur jardin, propriété d'un garage
M. à P.: 150 000 F - S'adr. M^{re} Guy Boudriot
avocat à Paris (8^e) - 55, bd Malesherbes, Tél. : 46-22-04-36. Sur les lieux pour visiter, le 14 mai, de 14 h à 15 h.

Vente après liquidation des biens, Palais de Justice Paris le JEUDI 15 MAI 1986, à 14 heures
IMMEUBLE à BONDY (93)
Chemin national n° 3
comp. rez-de-chaussée et 2 étages, 2 ateliers - machine à coudre et annexes.
Libre de location et d'occupation
MISE A PRIX: 500 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard Malinvaud, avocat, 1 bis, place de l'Alma, 75116 Paris, tél. : 47-23-73-70 - M^{re} Henry Gourmala, syndic, 174, boulevard St-Germain, Paris. Et tous avocats pr. le Tribunal de grande instance Paris.

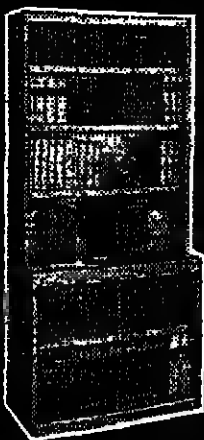
Cabinet de M^{re} Serge TACNET, avocat à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94) 20, rue Jean-Jaurès - VENTE sur saisie immobilière, Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 22 MAI 1986, à 9 h 30
EN TREIZE LOTS
UNE BOUTIQUE avec 1 CHAMBRE et 2 CAVES
12 APPARTEMENTS de 2 et 3 PIÈCES avec CAVE
105, r. du PETIT-CHATEAU, CHARENTON-LE-PONT (94)
MISES A PRIX: de 78 000 F à 117 600 F
Tous les lots à prix: 118 000 F S'adresser à M^{re} SCP MALINVAUD, P. CHAMENE, E. NORMAND-BORDARD et P. PAULARD, avocats à PARIS (16^e), 57, rue Gellée, Tél. : 47-20-30-01 - Et tous avocats pr. le Trib. de gde inst. de CRETEIL - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Paris le JEUDI 15 MAI 1986 à 14 heures - En deux lots
1. APPARTEMENT de 2 p. princ. au 3^e étage, du bât. fond de la cour, avec une cave, de l'immeuble.
28, bd de l'Hôpital - Paris-5^e.
2. APPARTEMENT de 2 p. princ. au rez-de-cha. Bât. A avec une cave, dans immeuble.
31, rue de Wattignies - Paris-12^e.
MISES A PRIX: 1^{er} 50 000 F. - 2^e 60 000 F.
S'adresser: SCP Gaudouet, Malangaux, Boitelle-Cossu, avocats associés à Paris (1^{er}), 29, rue des Pyramides, Tél. : 42-60-46-79. Tous avocats pr. Tribunal grande instance, Paris. Sur les lieux pour visiter.

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



Bibliothèque "Espace Color"



"Ligne Or"

450 modèles vitrés ou non juxtaposables et superposables



Bibliothèques "Standards"



12 lignes et styles

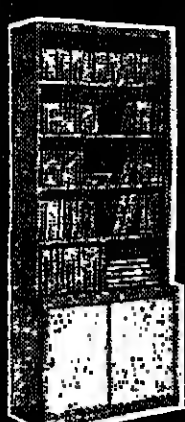


Bibliothèque "Louis XIII"

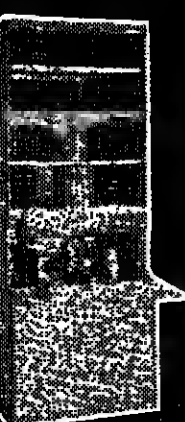


Bibliothèque "Régence"

53 teintes, coloris, essences



"Ligne Bronze"



Bibliothèque "Alu 50"

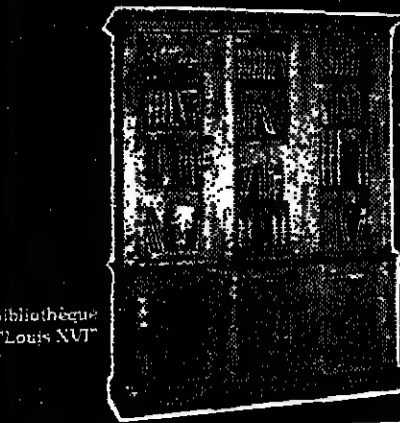
de nombreux accessoires...



Bibliothèque "Chander" avec bloc tiroirs

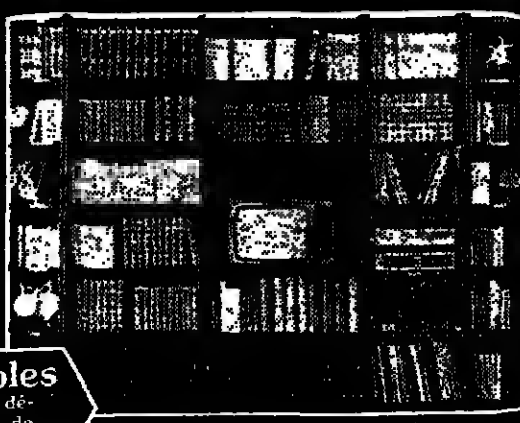


Bibliothèque "Anglais"



Bibliothèque "Louis XVI"

Pour former des ensembles sans aucune fixation murale, démontables, démontables, à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.



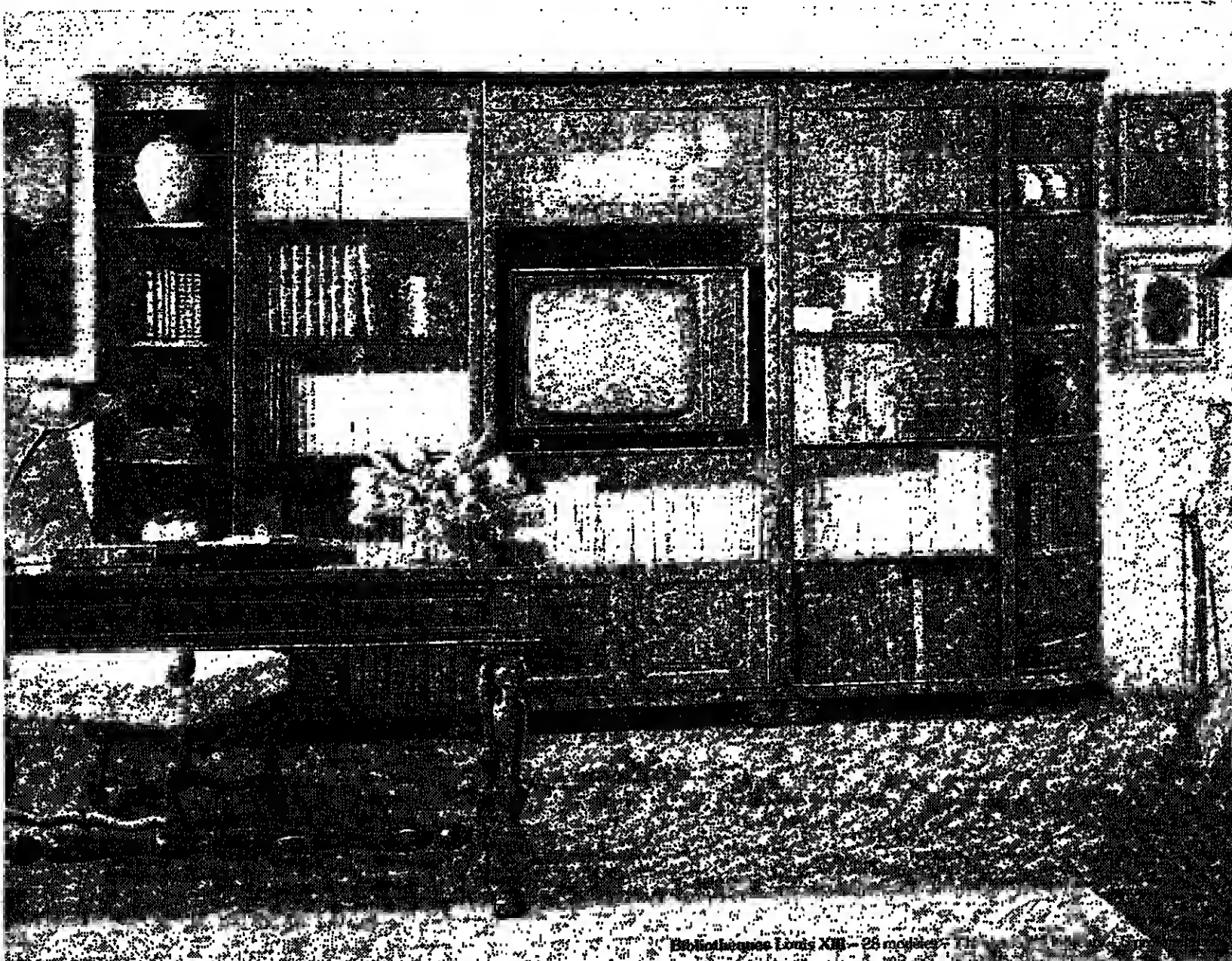
Ensemble "Ligne Noire"



Ensemble "Ligne Or" (détail)

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENÈVE • MILAN • VIENNE
61, rue Froidevaux - Paris 14^e (en Montparnasse)



Bibliothèque Louis XIII - 25 modules

DU MEUBLE INDIVIDUEL... AUX GRANDS ENSEMBLES

Nouveautés, lignes classiques, bibliothèques contemporaines...

venez juger et apprécier les modèles exposés à la Foire de Paris ou dans nos 20 magasins en France. Vous pourrez ainsi choisir et commander très facilement votre bibliothèque parmi toutes les lignes et combinaisons que vous propose le catalogue complet.

FOIRE DE PARIS Salon des Ensembliers

PORTE DE VERSAILLES DU 30 AVRIL AU 11 MAI - BAT 2 - ALLÉE F. - STAND N° 2 F 5

20 MAGASINS EN FRANCE

PARIS: 61, rue Froidevaux 75014

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.

RER - Métro: Denfert-Rochereau, Galvè, Edgar-Quinet - Autobus: 28, 38, 58, 68 - SNCF: Gare Montparnasse.

BORDEAUX 10, rue Bouffard, tél. 56 44 39 42
CLEMONTE-FERRAND 22, rue G. Clemenceau, tél. 73 93 97 06
DIJON 100, rue Mongie, tél. 80 45 02 45
GRENOBLE 59, rue Saint-Laurent, tél. 76 42 55 75
LILLE 88, rue Esquemoise, tél. 20 55 69 39
LIMOGES 57, rue Jules-Norac, tél. 55 79 15 42
LYON 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville/Louis-Pradel), tél. 78 28 38 51

MARSEILLE 109, rue Paradis (métro Estrangin), tél. 91 37 60 54
MONTPELLIER 8, rue Strane (près Gare), tél. 67 58 19 32
NANCY 8, rue Piéronne St-Michel (face St-Epvre), tél. 83 32 94 84
NANTES 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers), tél. 40 74 59 35
NICE 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), tél. 93 80 14 89
POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent, tél. 49 41 66 46

RENNES 18, quai E-Zola (près du Musée), tél. 99 79 56 33
ROUEN 43, rue des Charrettes, tél. 35 71 96 22
SAINT-ETIENNE 40, rue de la Montat, tél. 77 25 91 46
STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. 83 36 73 78
TOULOUSE 1, rue des Trois-Renards (près pl. St-Sernin), tél. 61 22 92 40
TOURS 5, rue H-Barbasse (près des Halles), tél. 47 38 63 66

Ouverts du mardi au samedi inclus

CREDITS PERSONNALISES (après acceptation du dossier). DEVIS GRATUITS. EXPEDITIONS FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE. REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE.

Sur place, vous profiterez sans aucun engagement de votre part, des conseils, plans et devis **GRATUITS** établis par nos spécialistes. N'hésitez pas à venir avec les cotes des espaces que vous voulez meubler. Nous pourrions ainsi immédiatement vous renseigner encore plus facilement, plus précisément et naturellement toujours gratuitement.

Quel que soit votre problème de rangement, quelle que soit la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur, quel que soit le style de votre intérieur, La Maison des Bibliothèques vous propose des solutions par centaines à des prix imbattables.

CATALOGUE GRATUIT

Renvoyez ce bon gratuit à:
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES
75680 PARIS CEDEX 14

Veillez m'envoyer sans engagement votre catalogue contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances, avec le tarif etc.) sur tous vos modèles.

M. Mme Mlle _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
(facultatif) Tél. _____ Profession _____

Catalogue par tél. 24 h sur 24. Répondre automatique. ☎ (1) 43 20 73 33

هكذا من الاجل

L'ORDINATEUR DE TRAITEMENT DE TEXTE AU PRIX INCROYABLE AMSTRAD PCW 8256

DÉMONSTRATION - FORMATION - VENTE

PRÉSENTATION DU NOUVEAU PCW 8512
Jeudi 8, Vendredi 9, Samedi 10, Dimanche 11 Mai
De 9 h 30 à 18 h 00

SALON DE L'ÉTOILE

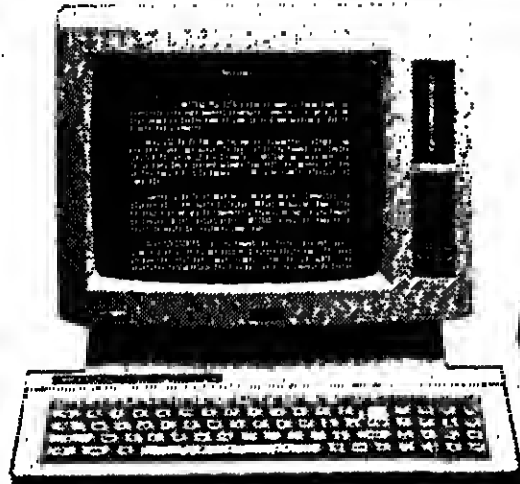
38, avenue Friedland 75006 PARIS M^e Étoile

4 JOURS POUR « VOIR »

Démonstration permanente : Traitement de texte, programmation, gestion, comptabilité, graphiques, didacticiels, jeux d'ordinateur, connexion minitel.

Formation 1/2 journée : 9 h 30 - 12 h 30 - 14 h 30 - 17 h 30

Offert gratuitement pour tout achat d'un PCW sur place (hors facture 600 F). Inscriptions par téléphone, places limitées.



POUR ÉCRIRE, CALCULER,
PROGRAMMER



Imprimante comprise dans le prix !

LE PRIX DE 4.997 F H.T. COMPREND :

- ORDINATEUR 256 K
- + IMPRIMANTE QUALITÉ COURRIER AVEC INTRODUCTEUR AUTOMATIQUE DE FEUILLES
- + L'ENTRAÎNEMENT DE FEUILLES CONTINUES
- + UN RUBAN D'IMPRIMANTE
- + ÉCRAN 32 LIGNES DE 90 CARACTÈRES
- + LECTEUR DE DISQUETTES 180 K PAR FACE
- + EMPLACEMENT POUR UN 2^e LECTEUR DE DISQUETTES DOUBLE FACE (720 K EN PLUS)
- + CLAVIER PROFESSIONNEL FRANÇAIS 82 TOUCHES DONT PLUSIEURS TOUCHES SPÉCIALES POUR TRAITEMENT DE TEXTE
- + 2 DISQUETTES DE PROGRAMMES COMPRENANT : UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE TEXTE SIMPLE, PROGRESSIF ET PUISSANT, LE SYSTÈME OPÉRATEUR CP/M + AVEC SES UTILITAIRES (DONT LE MODULE GRAPHIQUE GSK) LE BASIC POUR PROGRAMMER VOS PROPRES APPLICATIONS LE LOGO POUR INITIER VOS ENFANTS À L'INFORMATIQUE
- + DOCUMENTATION COMPLÈTE EN FRANÇAIS

UN PRIX INCROYABLE
EN VENTE DIRECTE

4997 F H.T.
(5926 F TTC)
ou 212 F/MOIS*

OFFRE SPÉCIALE
ESSAI 8 JOURS
CHEZ VOUS

SOPABRI
VENTE PAR CORRESPONDANCE
DÉPARTEMENT BUREAUTIQUE

418, rue St-Honoré 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.61.82.03 Télex : 212185 CINTEL

LES SERVICES

Livraison par nos soins, gratuitement, toute la France, 8 jours max.

Assistance téléphonique gratuite. Stock permanent de disquettes. Garantie 1 an, pièces et main d'œuvre.

Service après-vente : TOUTE LA FRANCE METROPOLITAINE. Contrat d'entretien à domicile (699 F TTC/an).

Mise en route du matériel et formation chez vous (prix sur demande).

* Crédit CETELM : après acceptation du dossier, 428,44 F au comptant puis 36 mensualités de 212,20 F TEG = 22,75 %. Coût total, crédit = 2.139,20 F.

Une gamme complète de fournitures pour votre AMSTRAD :

PRODUITS	REF.	PRIX TTC
• DEUXIÈME LECTEUR DE DISQUETTES DOUBLE FACE	FD2	1990 F
• INTERFACE TYPE RS 232 ET CENTRONICS POUR COMMUNICATION OU BRANCHEMENT D'UNE DEUXIÈME IMPRIMANTE	CPS	690 F
• BOÎTE DE 10 DISQUETTES SIMPLE DENSITÉ	S 1000	350 F
• BOÎTE DE 10 DISQUETTES DOUBLE DENSITÉ	S 2000	790 F
• RUBAN D'IMPRIMANTE	RUB 8	80 F
• LOGICIEL MULTIPLAN (TABLEUR)		499 F
• LOGICIEL D BASE II (BASE DE DONNÉES)		790 F
• LOGICIEL ALIENOR (COMPTABILITÉ)		1655 F

N'attendez pas. Avec le bon ci-dessous, sans vous déranger, vous aurez, demain, l'incroyable AMSTRAD PCW 8256 chez vous sans risque.

BON DE COMMANDE

à retourner à SOPABRI 418, rue St-Honoré 75008 PARIS

Commande pour un AMSTRAD PCW 8256 en ESSAI 8 JOURS. Si l'acheteur n'est pas satisfait pour une raison quelconque il a la faculté de retourner l'appareil en bon état et dans l'emballage d'origine dans les 8 jours. SOPABRI garantit dans ce cas la remboursement complet, immédiat, et sans discussion.

Raison sociale :

NOM :

Qualité ou profession :

Adresse :

Code postal :

VILLE :

Je commande :	PRIX TTC
UN ORDINATEUR PCW 8256	5926 F
+	
+	
+	
+	
+	
OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31.7.86 SAUF RENOUVELLEMENT	TOTAL :

Je règle :

☐ comptant ci-joint

☐ Comptant à la livraison (99 F en sus à joindre à cette commande).

Si vous souhaitez des facilités de règlement, téléphonez-nous.

Date : Signature :

COMMUNICATION

POINT DE VUE

Les limites de la privatisation

par JEAN-LOUIS MISSIKA
et DOMINIQUE WOLTON (*)

PLUS facile à dire qu'à faire. C'est le jugement que suggère l'examen des obstacles à la politique de privatisation de l'audiovisuel engagée par le gouvernement. La plate-forme UDF-RPR laissait de côté les problèmes les plus épineux de cette politique, mais l'action gouvernementale n'offre pas ce genre d'échappatoires. Les décisions à prendre sont difficiles et complexes. Elles nourrissent les controverses sur la protection de la création et la qualité des programmes. Mais c'est paradoxalement sur le plan économique que l'accumulation des contraintes crée la situation la plus délicate.

Le projet gouvernemental se heurte à l'organisation du service public. Apparemment, celui-ci est divisé en sept sociétés indépendantes. En réalité, les multiples liaisons entre ces sociétés en font un édifice homogène et presque autarcique, difficile à restructurer de manière partielle. Les flux financiers forment l'armature de cet édifice. Tous ces flux sont réglementés et purement conventionnels. Ils ne relèvent pas directement d'une vérité des prix ou de règles de marché. On peut le déplorer, mais on ne peut l'ignorer, car la privatisation d'une ou deux chaînes de télévision oblige à repenser l'ensemble du système.

A l'heure actuelle, TF 1, Antenne 2 et FR 3 versent chacune environ 500 millions de francs à TDF pour la diffusion, et TF 1 et Antenne 2 versent chacune 600 millions de francs à la SFP pour la production. D'ores et déjà, les groupes privés candidats au rachat d'une chaîne souignent que des économies substantielles peuvent être faites sur les dépenses de diffusion et de production. Mais cela suppose que soit réglé, sans conflits sociaux majeurs, le destin de TDF, de la SFP et accessoirement de FR 3, dont chacun s'accorde à reconnaître qu'ils sont difficilement privatisables, du moins sous leur forme actuelle.

Une chaîne privée peut légitimement réclamer une diminution de 100 à 200 millions de francs de ses frais de diffusion par la suppression des réémetteurs chargés de couvrir les zones d'ombre, dont l'existence ne se justifie pas commercialement. Mais comment imaginer, dans un pays comme le nôtre, que 5 à 10 % des téléspectateurs ne reçoivent plus la télévision sous prétexte qu'ils habitent dans des zones mal servies ? On touche là au noyau dur de la notion de service public : l'accès de tous les citoyens qui la souhaitent à la télévision.

La logique de la privatisation conduit en fait à une prise en charge par l'Etat de ce type de dépenses non rentables soit aux frais du contribuable par l'intermédiaire du budget, soit aux frais du téléspectateur par l'intermédiaire de la redevance. Dans ce dernier cas de figure, il s'avère impossible de réduire le montant de la redevance proportionnellement à la réduction du service rendu par l'audiovisuel public, comme l'envisageait l'UDF et le RPR avant la 18 mars. En outre, il faudra choisir la ou les chaînes qui auront le privilège d'être transportées gratuitement dans les coins les plus reculés de la France, puisque cela ne sera pas possible pour l'ensemble d'entre elles. Un choix délicat.

Rentable
et non rentable

Le problème de la production est tout aussi ardu. Une chaîne privée, fonctionnant selon des critères de rentabilité, aura tout intérêt dans un premier temps à réduire ses dépenses de production originale et à augmenter ses achats de droits (films ou téléfilms déjà tournés), du fait des différences de coûts existant entre ces deux types de programmes. Elle réclamera aussi la liberté de choix de ses partenaires, autrement dit la suppression de ses obligations vis-à-vis de la SFP, dont la survie économique dépend des commandes obligatoires des chaînes publiques.

Pour réduire cette contradiction, les pouvoirs publics pourraient contraindre les chaînes privées à respecter certaines obligations de

(*) Auteurs de la Folie du logis, la télévision dans les sociétés démocratiques, Gallimard.

création (à l'heure actuelle, une chaîne comme Antenne 2 produit deux cent quinze heures de fiction originale dans l'année) et de commandes à la SFP. Mais cette solution est étrange, puisqu'elle consiste à privatiser sans déreglementer, c'est-à-dire à demander à une chaîne privée de fonctionner comme une chaîne publique.

L'autre solution est tout aussi périlleuse. Elle suppose que l'on règle le problème de la SFP avant de privatiser les chaînes publiques. Pour susciter l'intérêt d'acheteurs privés, il faudrait séparer dans la SFP les secteurs non rentables des secteurs rentables et vendre ces derniers. Mais la tâche est de composer un secteur public de bric et de broc avec tout ce qui n'est pas privatisable.

On ne peut que frémir à l'idée d'un service public qui, autour de TF 1 et de Radio France, regrouperait la vidéo lourde et les décors de la SFP, les stations régionales de FR 3 et quelques autres éléments du même ordre. La totalité de la redevance, à son niveau actuel, ne suffirait pas à faire vivre un tel organisme, dénué de cohérence économique.

Ces deux problèmes de la diffusion et de la production peuvent faire l'objet d'interprétations divergentes : les partisans de la privatisation y verront les séquelles d'un système fonctionnant mal et la preuve qu'il doit être réformé, quitte à trancher dans le vif. Les défenseurs du service public y verront, au contraire, la preuve qu'il existe des obligations (accès de tous à l'image, maintien de la production nationale) que l'Etat doit faire respecter. Pour y voir plus clair, il faut revenir aux principes qui guident les uns et les autres.

Deux modèles

Le choix aujourd'hui est entre deux modèles, étant entendu qu'en France pratiquement plus personne ne défend le monopole de l'Etat.

L'un est de type britannique, où un secteur public et un secteur privé de taille équivalente sont en concurrence sur le même marché. L'autre est de type américain, où l'essentiel du marché est contrôlé par les télévisions privées et où une télévision publique, minoritaire et complémentaire, diffuse les programmes culturels et éducatifs qui ne trouvent pas leur place sur les chaînes privées.

C'est ce dernier modèle qui sous-tend le projet esquissé dans la plate-forme UDF-RPR, bien que l'on trouve au sein de la majorité de nombreux partisans du premier. Le fondement de ce modèle est que la télévision est une activité économique comme les autres qui doit être régie par les lois du marché. Pour l'autre modèle, l'existence d'un secteur public significatif se justifie par l'idée que le marché ne peut suffire à régler l'économie de l'audiovisuel. En effet, les programmes audiovisuels ne sont pas des marchandises comme les autres, parce qu'ils concernent à la

fois la culture et le fonctionnement de la démocratie.

En choisissant le modèle américain, la France risque de se retrouver isolée en Europe, où la plupart des pays s'orientent vers une concurrence équilibrée entre public et privé.

Et si bien y regarder, les risques sont grands. Pour un pays de taille moyenne comme la France, l'ouverture à la concurrence internationale est souhaitable, à la condition que se construisent un marché de dimension européenne et que soit préservée simultanément une autonomie culturelle. Or l'émergence d'un marché européen de l'audiovisuel prendra du temps, et, à court terme, la « libre échange » télévisuel ne peut que favoriser les Etats-Unis, qui bénéficient d'un avantage de productivité et de débouchés liés à la taille de leur marché.

Dans ces conditions, l'objectif principal de susciter un marché concurrentiel de la télévision par la déréglementation semble reléguer au second plan le long terme que du court terme. La preuve en est qu'aucun des marchés de la communication (presse, cinéma, édition, télématique, télécommunications, etc.) n'est en France véritablement déréglementé. Aucun ne fonctionne selon des règles de concurrence et de transparence, de vérité des coûts et des prix. Ils sont tous protégés d'une façon ou d'une autre.

Les aides directes et indirectes de l'Etat à la presse écrite atteignent près de 6 milliards de francs en 1984, soit l'équivalent de 18 % du budget total du secteur. Dans le cinéma, il existe une réglementation rigoureuse du marché, et l'Etat joue un rôle de plus en plus important dans les mécanismes de financement de la production. On peut faire des remarques similaires pour les télécommunications et la télématique (tarifs téléphoniques non transparents, Minitel offert gratuitement aux abonnés), pour la câble (le surcoût de la fibre optique pris en charge par la direction générale des télécommunications), pour le satellite (location des canaux de TDF 1 en dessous de leur seuil de rentabilité), pour l'édition (prix unique du livre), etc.

S'il est vrai que, parmi les industries de la communication, la télévision a un statut d'exception qui ne se justifie plus, il est non moins vrai que les dangers d'un désengagement complet de l'Etat apparaissent vite. A la lumière de l'exemple du cinéma, on doit convenir que faire de la télévision un marché comme les autres, c'est en faire un marché réglementé et aidé financièrement par l'Etat. Une véritable politique de déréglementation ne pourrait s'appliquer qu'à l'ensemble des marchés de la communication de façon coordonnée. Elle ne pourrait être que lente et progressive, compte tenu des structures, des mentalités et surtout du caractère original du secteur de la communication, dont les enjeux sont autant culturels qu'économiques.

Est-il nécessaire d'ajouter que la privatisation n'est pas plus une solution miracle que la nationalisation ?

SCIENCE & TECHNIQUE

MAI 86

ESSAI COMPARATIF

GOUPIL G 40

contre

BULL MICRAL 60.

Le match au sommet

des PC - AT français.

18 F EN VENTE PARTOUT

LE CONSERVATOIRE

LIBRE DU

CINEMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur

scripte

monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. (1) 48.74.65.94

Documentation M sur demande

502 من الأمل

هكذا من الاصل

هكذا من الاعمال

CINÉMA

Un autobus se glisse à travers le désert tunisien. Un jeune homme effait interrogé avec insistance : quand arrive-t-on au village où il doit enseigner ? Réponses, contradictoires, il n'y a rien, absolument rien, c'est le bled, il se fourvoie, déclare un passager, cependant qu'un autre, plus âgé, affirme qu'on ne va pas tarder. Derrière les vitres de l'autobus un étrange défilé d'hommes perdus très au loin ajoute à l'ambiguïté : les bédouins du désert...

Le récit est amorcé. Village il y aura bien, mais comme mort, habité seulement par des enfants, des femmes et quelques notables. Pour Nacer Khemir, conteur, tout n'arrive que dans l'imaginaire. Les moyens sont pauvres, la photographie, de notre compatriote Georges Barsky, très soignée. La parole commande, égrenée avec plaisir. Nous reconstituons inconsciemment les fragments du puzzle.

Houssine, le plus dépourvu des gamins, mène le serabande dans le cirque somptueux où se déchoue Abdesslem, l'instigateur. Et l'Assom, vieillards possédés, crasse dans le sable en quête d'un trésor. Une ravissante jeune femme aux gestes mystérieux entraîne le maître d'école ailleurs, la subtilise. Il va rejoindre les baliseurs, ces arpeuteurs d'infini. Il manque à ces cinémas la peine esquissée le désir de concrétiser par des images plus pressantes, une dramaturgie plus nerveuse, son approche des dérives littéraires. Codé, malin, les *Baliseurs du désert* est un perpétuel cin d'osé à l'histoire et au spectateur.

L. M.

Remarqué à Berlin et Locarno en 1983, *la Mission*, coproduction germano-américaine du cinéaste iranien Parviz Sayyad, raconte sans fioritures l'aventure new-yorkaise d'un envoyé de Khomeini chargé d'exécuter un ancien ministre du chah réfugié aux États-Unis. Ancien soldat, Moslemi, le tueur, se voit assigner une autre victime, le ministre ayant déjà été liquidé. Moslemi ira-t-il jusqu'au bout de sa mission ? Drame de conscience : être praf-temment religieux, au moment où il découvre celui qu'il doit abattre, Moslemi s'interroge. Une amitié s'esquisse.

Un tiers personnage, la belle-sœur, également iranienne, entre en conflit avec la jeune idéaliste. L'ambiguïté est totale, Moslem et son nouvel ami, lui-même ancien colonial au service de la Savak, la police politique, ont frôlé l'horreur... tout en gardant les mains propres. Le scénario n'est pas très clair sur ce sujet, mais cette réserve formulée, *la Mission* surprend, intéresse, et pose les bonnes questions.

L.M.

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE | NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

SAISON MUSICALE 85-86

« LES TROMPETTES DE LA MORT », de Tilly

La nouvelle pièce de Tilly, *les Trompettes de la mort*, est un événement important, dont la portée ne demeure pas restreinte au territoire du théâtre. En effet, certains « types » de notre société française actuelle sont ici appréhendés dans leurs faits et gestes, et dans leurs propos, avec une telle acuité, que cette pièce prend valeur de témoignage de première main, inestimable.

Annick Nédélec, quarante ans, célibataire, est née dans un village de Bretagne. Père ouvrier, mère faisant des ménages. L'usine où travaillait le père ayant été rachetée par une société étrangère, la majorité du personnel est licenciée. Après quelque temps de chômage, le père se pend dans la buanderie. Annick trouve du travail à Paris, dans une petite entreprise de produits ménagers que gère Bernard, un ancien camarade du frère d'Annick, Jean, qui a été tué en Algérie.

L'action de la pièce de Tilly est située dans le studio-kitchenette d'Annick, au septième étage d'un immeuble récent proche de la place d'Italie, dans le « quartier chinois ». C'est un lundi soir. Annick respire

C'est un petit bout, Annick raconte, qui a grandi dans une famille où elle est allée, comme chaque semaine, passer son dimanche après sa mère, à qui la mairie du village a procuré un petit emploi de ménagère dans la maison de retraite. Le lundi matin, en rentrant, Annick va directement de la gare Montparnasse à son bureau. Le studio d'Annick est très propre et rangé. Les meubles ont été achetés par correspondance, par catalogue. Dans une chambre, il y a des poupées locales, « toutes qu'en vendent les boutiques pour touristes, dans les aéroports : chaque été, Annick fait un voyage organisé de deux semaines en Italie, Grèce, Espagne, Yougoslavie, pas trop loin ».

Annick n'a pas des traits fins, ni des mensurations de star. Attachée à son patron, elle travaille plus de ses huit heures par jour. Elle écoute des disques de Julio Iglesias, le soir. Elle a une délicatesse de cœur naturelle.

une fidélité, une droiture. Elle est aussi sombre et fermée que la vie qu'elle mène.

Ce soir, pour une fois, elle attend une visite, de quelqu'un qu'elle n'aime guère, une ancienne « paysse », camarade de l'école pri-

dans des télé, fait des films publicitaires. Mais elle se débrouille, laisse parfois des facture impayées, et, lorsqu'elle ou Jeff ont un « ennui » précis, comme un rappel d'impôt ou quelque chose de ce genre, les parents sont là pour aider (dans la



lettre du père d'Alexandre que rapporte Annick, il y a un chèque de 10 000 nouveaux francs.

Alexane et Jeff sont indécis.

mal élevée, égoïste; désinvolte. Alexandre n'a jamais remis les pieds dans son village, sans une fois pour un enterrement. Alexandre et Jeff ont des opinions de gauche, votent à gauche, lisent des journaux de gauche. Pour un oui ou pour un non, ils taxent immédiatement autrui de « mec de droite » ou de « facho ». Par exemple Aumick, chez qui ils sont ce soir de passage, est nécessairement « de droite », parce que sa maison, moche comme tout, semblerait « petite-bourgeoise », maniaque, et en plus elle est « stridente » puisqu'elle est descendue leur cheyenne des

cigarettes au café du coin (ils fument tous les deux comme des sapeurs). Annick est, aussi, forcément, « raciste », puisqu'elle vit dans un quartier habité surtout par des immigrés.

Il serait bête de raconter les événements de cette pièce, qui nous conduiraient à une tentative de suicide d'Annick, mise en état de choc par les traces qu'ont laissées Alexandre et Jeff de leur mafflerie. Ce que l'on peut dire, c'est que cette pièce de Tilly, à partir de l'analyse de deux types d'êtres sociaux, relève une des contradictions de la conscience politique en France. Car la situation matérielle et spirituelle d'Annick d'une part, et, en face, celle d'Alexandre et de Jeff ne sont pas des cas isolés.

Ainsi, des personnes privilégiées, diplômées, cultivées, votant et comptant à gauche, et qui pour cela s'estiment « bonnes », peuvent être des êtres méchants, égoïstes, méprisants, éventuellement redoutables, capables de faire du mal. Tandis que des personnes déséduquées, relativement incultes, sans dons esthétiques, sans charme, sans complexité, qui, par manque d'acquisitions culturelles ou par une rancœur taciturne ne votent pas automatiquement à gauche, oui, ces personnes peuvent être des êtres généreux, droits, sensibles, scrupuleux.

La pièce de Tilly est admirablement construite et écrite, et, toutes méditations politiques à part, il apparaît que Tilly, à sa troisième pièce, s'affirme comme l'un des tout premiers écrivains de théâtre d'aujourd'hui.


Décor de Jacques Denoux, interprétation parfaite de Michèle Glierzer (Annick), Laurence Février (Alexane), Jérôme Chapatte (Jeff). La pièce *les Trompettes de la mort* mérite aussi d'être lue ; elle est éditée par la maison Papiers, 18, rue de Savoie, 75006 Paris.

MICHEL COURNOT.
de Paris-Villette, 21 heures

M A I 1986	MOZART	20 H 30
	CLAUDE BARDON Direction JEAN-PIERRE RAMPAL Flûte MARTINE GELJOT Harpe	MARDI 8 PLAYEL
	ANTONI ROS-MARSA Direction ALICIA DE LARROCHA Piano	MARDI 13 PLAYEL
	DOMINIQUE WETZEL Piano D. AFRIGNON, M. BARDON, G. CAZALANOTTI, CH. CREVIERE, W. DENZKE, R. SOUTFLEAND, R. WELLE	JEUDI 22 GAVEAU
	HENRIK SZERYNG Direction et soliste	MARDI 27 PLAYEL
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS		
L'OPERA DE PARIS		
LOCATION - DIMENSIONNEMENTS SALLE GAVEAU : 46.53.20.30 SALLE PLAYEL : 46.43.58.75 R. O. P. : 46.58.57.57		

EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES
ANDRÉ KERTESZ
De Paris et de New York
PALAIS DE TOKYO
13, avenue du Président-Wilson
Tous les jours de 9 h 45 à 17 h 15 sauf le mardi
Du 24 avril au 2 juin 1986

Voyagez à prix charter sur nos vols réguliers*. N'importe quel jour. En profitant de tous les services d'Air Canada: imaginez... Voulez-vous vous détendre en musique? Les écouteurs sont gratuits. Boire un verre avant le dîner? le bar est sans supplément. Et si vous avez peur de ne rien comprendre au film, rassurez-vous, il est en français... Ça donne des ailes, non? Alors courrez retirer vos billets dans toutes les agences de voyage ou chez Air Canada, 24 bd des Capucines - 75009 Paris - Tél. (1) 47.42.21.21 ou 55 place de la République - 62002 Lyon - Tél. (16) 78.42.43.17.


AIR CANADA

<p>CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS</p> <p>FOUR DEUILLETS Dimanche 1 mai 17 h. Op. A. Koenig</p>	<p>Philippe BRID violin Abdel RAHMAN EL RAGH piano BETHOVEN 5^e sonate Printemps - n° 7 - Kraus</p>
<p>GRANDE HALLE DE LA VILLETTE ESPACE NORD Lundi 12 mai 20 h 30 OP 94AC Grande Halle 10 h 40 - 77 22 Op. 94AC GALA</p>	<p>PHILHARMONIC PROCE de LONDRES M. SIMON RATT M. MARIA EWIN DEBUSSY, BOULEZ RAVEL, KOCHAL</p>
<p>CONSERV. DES COURSES D'ARTS Lundi 12 mai 20 h 30 Op. 94AC GALA</p>	<p>LES MUSICIENS AMOUR BRUCE BREWER Tromp DAVID ABRAMOVIT Piano LIZET, ROSSINI, BELL</p>
<p>Théâtre de l'Archipel - Jeu de la Vierge Lundi 12 mai 20 h 30 Op. 94AC GALA</p>	<p>JOHN ALE Tromp DANIEL BLUMENTHA Piano MAERDEL, BETHOV LIZET, MAESTRO RACHMAÏNOV</p>
<p>Théâtre national de la Ville de Paris - Foyers Lundi 12 mai 20 h 30 Op. 94AC GALA</p>	<p>CONCERT MOZART par les FLOREST DE L'OPÉ et les HELVÉ LIEU GILBERT ALDINI Basses Catherine Valenty Piano MICHEL ARSANCIN</p>

ALVIN
PALAIS D
30 SEPTEMBRE

2 REPRÉSENTATION
RAY C
L'AVELLE ENT-MARTIN

17 JUIN 1986

ARTS

Les colonnes de Buren seront terminées

Un communiqué émanant du ministère de la culture et de la communication a annoncé, lundi 5 mai, dans l'après-midi, que « François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a décidé l'achèvement de la commande publique passée à Daniel Buren en juin 1985 pour la cour d'honneur du Palais-Royal ».

Le communiqué ajoute que : « Les conditions dans lesquelles cette commande a été passée justifient de nombreuses critiques, notamment sur le choix du lieu où elle a été réalisée. Néanmoins, les travaux d'achèvement d'une œuvre en raison du droit moral de l'artiste, qui doit demeurer un principe essentiel dans l'application des décisions administratives ».

Ainsi, le ministre de la culture, après plusieurs semaines d'hésitation, a décidé de ne pas entrer dans la bagarre judiciaire qui devait opposer à Daniel Buren le propos du droit moral de l'artiste, le 5 mai à 18 heures, devant le tribunal de grande instance de Paris.

Daniel Buren, qui avait décidé de contre-attaquer, demandait en effet au tribunal de lui permettre de « exercer la plénitude de [ses] prérogatives en tant qu'auteur de l'œuvre des Deux Plateaux » (gros comme sous le simple nom de colonnes), de sorte que cette dernière soit maintenue dans le cadre et la forme pour lesquels elle a été conçue ».

On peut supposer que M. Léotard a sagement mesuré le risque qu'il courait en s'engageant dans un procès de cet ordre, après avoir pris connaissance des conclusions de la Cour de cassation lors de l'affaire Dubuffet (*Le Monde* du 4-5 mai). Celle-ci, d'ailleurs, accompagnait le communiqué du ministre.

M. Jean-Claude Zylberstein, l'avocat de Daniel Buren, faisait donc savoir au tribunal que son client se désistait de son action en référé. Par ailleurs, le ministre de la culture, qui inaugurait à l'Élysée les Bains une exposition de photo-

graphies sur la Corse, réalisée par Ange Tassani, son grand-père maternel, a déclaré, lundi soir, que « la vie culturelle d'un grand pays comme le nôtre ne doit pas être unilatéralement contrôlée et gérée par l'Etat », et que « la culture est un lieu de rassemblement pour les Français, pas un lieu de division ».

En substance, enfin, on faisait savoir que d'autres projets importants d'insertion de l'art contemporain dans des sites classés seront prochainement réexaminés : aux premiers rangs de ces projets figurent, notamment, ceux de Jean-Pierre Raynaud pour les gisants de Fontevraud (*Le Monde* du 15 mars 1986) et de François Morellet pour l'Église de Buo-Hellouin (Bure), auxquels s'ajoutent plusieurs associations de défense du patrimoine. Ces projets n'étant pas engagés encore, il n'existe donc à leur sujet aucun droit moral de leur auteur, contrairement au projet de Buren.

qui en était à sa phase terminale, souligne-t-on rue de Valois.

Au Palais-Royal, les travaux devaient donc pouvoir reprendre d'ici quelques jours, le temps de formalités administratives, et de reconstituer l'équipe qui réalise l'œuvre avec Patrick Bouchain, l'architecte de Buren. Celle-ci pourrait être terminée vers le 20 mai. Et l'on pourra juger sur pièces.

L'affaire sera-t-elle close pour autant ? On peut en douter. Les associations qui avaient attaqué le projet ne désarment pas : le *Figaro*, pour sa part, écrit à propos de la décision de M. Léotard que « le ministère de la culture semble frappé d'atonie et de paralysie » et que « l'ombre de Jack Lang plane encore sur les bureaux de la rue de Valois ». Et de demander en quel que sorte un grand nettoyage des directions qui lui sont attachées.

G.S.

Satisfaction ambiguë au RPR

A l'hôtel Maitignon, on n'attache pas une très grande importance à l'affaire des colonnes de Buren, estimant que l'agitation qu'elles ont provoquée, concernant surtout « le microcosme culturel parisien », M. Chirac, qui avait été informé avant son départ pour Tokyo de la décision de M. Léotard, avait à plusieurs reprises indiqué au ministre de la culture et de la communication que celui-ci était chargé de ce dossier. Il lui appartenait de prendre seul la mesure qui convenait. Toutefois, le ministre de la culture ne pouvait pas ignorer que le maire de Paris n'avait jamais apprécié l'œuvre commandée par M. Jack Lang, et que certains de ses conseillers qualifient même de « crime contre l'esthétique ».

M. François de Penafiez, député RPR de la capitale, et adjoint au maire, chargé des affaires culturelles, avait d'ailleurs proposé que l'œuvre de Buren soit implantée dans un autre site.

La majorité municipale du conseil de Paris avait également désapprouvé l'initiative de M. Lang et la municipalité avait même obtenu l'arrêt des travaux.

Du côté du RPR on n'est, après tout, pas mécontent que la décision ait été prise par le secrétaire général du Parti républicain, devenu ministre de la culture, et que les reproches de la majorité - s'il y en a - lui soient directement adressés. De même au RPR, comme dans certains cercles gouvernementaux, on estime que désormais M. Léotard pourra moins aisément s'opposer aux désirs de M. Chirac dans d'autres domaines et notamment pour le choix des chaînes - ou de la chaîne - de télévision à privatiser, dans lequel l'arbitrage du premier ministre devrait, cette fois-ci, peser de façon décisive.

ANDRÉ PASSERON.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 FAUSSES DÉCEPTIONS

A partir des premiers jours de mai, et ça dure jusqu'à l'avant-dernière semaine de juin, les cocktails se multiplient, et il est presque impossible d'approcher du buffet en admettant qu'on en ait l'envie. Dans ce dernier cas, il faut arriver très tôt, presque en avance, ou tout au contraire au moment de la fermeture, quand les maîtres de maison ne sont plus au complet et que les valets entassent sur les plateaux mégots, verres sales, petits canapés fripés. C'était ainsi de mon temps.

Certains livres publiés pendant ces deux mois qui nous semblent éphémères me rappellent ces raouts. Il faut ou les lire avant tout le monde pour que les commentaires des autres ne leur culvent pas de leur fraîcheur ou revenir les visiter en automne après avoir poliment coraté sa carte. Avec le dernier roman de Jean d'Ormesson, *Tous les hommes en sont fous* (J.-C. Lattès), je choisis sans l'ombre d'un remords l'automne. Jean d'Ormesson est l'un de ces heureux et très rares auteurs qui n'ont même plus besoin d'être lus pour se vendre. Ni lui si comment.

Quand la critique parle de lui, elle s'honore plutôt qu'elle ne lui rend service. Nous sommes tous d'accord pour penser que Jean d'Ormesson écrit bien, est d'une érudition prodigieuse, et que ses histoires ont du charme. N'en parlons plus ! Avec Guy Hocquenghem, je me fais un tout petit peu plus de souci. Chez Albin Michel, il vient de publier dans cette collection où tant d'écrivains sortent, comme la Peugeot, leurs griffes une *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary* qui devrait faire du bruit. Quelques titres de chapitre vous diront mieux pourquoi qu'un long résumé : « Montand-Jole » ; « Armandes » ; « Quand les intellos sautent sur N'Djamena » ; « Avoir tort avec Sartre » ; « Aux ex-officiers de bouche de la gauche » ; « A Serge July » ; « A Roland Castron » ; « Architecte du roi » et à son enuement, Régis Debray » ; « A Jack Lang » ; « A sa transcendence Béatrice » ; « Aux petits-blancheurs triennaux-mondistes retruqués » ; « A André Glucksmann, stalinien renversé » !

Dans ce petit livre de deux cents pages, pas un Knecher, pas un Bruckner et, bien entendu, pas même Solers ne manquent à l'appel. Ça devrait être réjouissant et ça l'est parfois, et ça devrait être instructif et ça l'est parfois, et pourtant ce pamphlet que je vous recommande m'a quelque peu déçu.

Hocquenghem est fasciné par le style, l'art dans toutes les acceptions du terme. « La stylistique fut ma seule boussole politique ; j'ai toujours pensé que Staline et Hitler ont en commun le style concentrationnaire. Le Pen, Montand et Chevènement le style adjutant. Je me souviens d'une discussion, à Libération, où j'exprimais ma méfiance à l'égard de la ligne Serge July comme une défiance du style de l'homme, de son action, de son discours. A l'époque, Dany Cohn-Bendit m'affirmait penser comme moi. » Pour ne pas faire traîner les choses, je vais indiquer à Hocquenghem d'une façon superficielle et forcément prétentieuse ce qui ne me semble pas coller dans son affaire. Lui qui décrit, dénonce les palinodies de ces gars qui depuis au moins quinze ans sont les maîtres penseurs des débats télévisés n'est malheureusement pas dans son livre le souverain de sa colère. Collées à ses propres phrases, on remarque des traces assez nombreuses d'aggrégation de philosophie. Et certes, on se souvient pas à les lui reprocher s'il ne tentait de s'en débarrasser avec fureur et amertume sur les nobles parquets de la littérature !

Le jour où Guy Hocquenghem aura l'intime et sournoise conviction d'avoir écrit un bon livre - ce qui est le métier de la bête - la sincérité de Bernard-Henri Lévy, celle de Fabius ou de Lang et celle de tous les petits chefs et de tous les renégats qui sont son propos lui apparaîtront sous leur vrai jour, une simple question d'intendance : Glucksmann, combien de mots et dans quel ordre assemblés ? Ce qui rend précisément Hocquenghem attachant, sympathique, c'est qu'il introduit encore de l'âme dans ses jugements. Sa plume a des ratés d'indignation.

Le meilleur chapitre pour l'étranger que je suis, c'est celui qu'il a consacré à Serge July. July avec ses perpétuels « en gros » - « Toutes tes phrases aux comités de rédaction commencent par cette formule. En gros, sur la guerre Irak-Iran, ou sur le pape, ou sur Rocard, on peut dire que (...) ». C'est un écrivain, une tache aveugle, ça - en gros - du journaliste qui ramène tout à sa toise (...). En gros, toi, tu serais un parfait salaud... A la fin, on se dit mais comment Hocquenghem aurait-il voulu que Serge July finit ? Qu'en attendait-il ? Ce n'est pas un dieu, ni un penseur, ni un artiste, cet homme, simplement un type qui a mis sur pied un bon journal

dont on a parlé, qui avait un ton. Quelque chose qui est venu après *L'Express* et Françoise Giroud. Si un éditeur lance une collection sur les directeurs de journaux, July aura son fascicule, sa brochure. Et il ne l'aura pas volé. Après avoir lu Hocquenghem, j'ai cherché dans mes piles les *Années Mitterrand* (Grasset) de Serge July. J'ai même relu sa dédicace : « A... sans le moindre esprit de polémique - avec lui ». Dédicace normale. Livre normal. Un peu lent.

2 L'ÉGLISE DE LA MADELEINE (fin)

COMMENT quelqu'un de sensible, de doué comme Hocquenghem peut-il en avoir si gros sur le cœur à propos de July ? July, ce n'est pas Lazareff ! La faiblesse de cette *Lettre ouverte*, c'est qu'elle ne nous permet pas d'imaginer comment les personnes dont nous parle Guy Hocquenghem auraient pu être autrement qu'elles sont. Et ce qu'elles sont n'est pas bien grave : elles se survivent avec plus ou moins de bonheur mais elles n'ont rien manqué ! Guy Hocquenghem en collaboration avec René Schérer, philosophe fourériste et professeur à l'université Paris-VIII (*Emile, pervers, l'Emprise*), a publié chez le même éditeur *L'Âme atomique*. Il ne se fait pas d'illusions. Si l'âme atomique a sa préférence, il suscitera moins de commentaires que son pamphlet. Il a raison. C'est que nous sommes frivoles. Et plus nous plaignons les crépages de chignon qu'un traité d'esthétique si beau soit-il. Celui-ci n'a rien de rébarbatif et touche à tout. On ne s'en sent pas dépaycé. J'ai noté un passage la présence d'Epicure (l'atome), de Barthes, de Foucault, de Rousseau, de Montaigne, de W. Benjamin, d'Adorno, de Schlegel, etc. Je laisse aux savants le soin de faire les vraies présentations.

Dans ma précédente chronique, je l'avais accrochée, cette église, comme enseigne de

paragraphe pour me donner du cœur à l'ouvrage. C'est place de la Madeleine que Genet m'a déposé en taxi, la dernière fois où nous nous sommes vus. Lui filait boulevard Poissonnière rejoindre Dieu sait qui, et moi je finais chez Lucas-Carton qui n'était pas encore Sanderens. Ne me demandez pas quand. Au début des années 60. Malgré le peu d'intérêt que nous avions l'un pour l'autre, dans ce taxi qui avait une trace de séparation, nous trouvâmes moyen de nous chamailler. Sans doute à cause des Arabes.

Des Algériens. Le « manifeste des 121 » que j'avais signé à sa différence ne lui suffisait pas. Il rêvait d'un

nouveau tour. J'avais donné pour la vie ! Mon manque de vigueur l'exaspérait. Il me connaissait. Il avait une autre idée de moi. (En fait, il me connaissait à peine. A l'exception de cette interview farfelue dans le *Midi*, je ne l'avais rencontré que chez Monique Lange ou chez François Michel. Et j'évitais de lui parler, n'ayant jamais pu aller au bout de ses livres, ce qui était le cadet de ses soucis, mais n'était pas le mien hélas !). Le seul détail un peu piquant de cette dernière rencontre, c'est que Genet enfant on adolescent avait beaucoup admiré Armand Tallier, qui était mort en 1958. Il l'avait vu dans un film de Léon Poirier du temps du muret où Armand jouait le rôle de Jocelyn. Et Genet de me raconter dans les détails l'histoire de cette « pastorale un peu naïve », d'après les propres mots de Lamartine, que j'avais oubliée. Ce même Tallier devait fonder le Studio des Ursulines, être l'inventeur des salles d'art et d'essai.

3 « LES DERNIERS TRAINS DE RÊVE »

ON vient d'éditer aux Éditions du Chêne-Filipacchi un livre sur les derniers trains de rêve avec un commentaire de Patrick Poivre d'Arvor qui m'a semblé plus simple que celui de B.H.L. sur l'Asie et de superbes photos de Benoît Gyssembergh. Il me semble que ce livre avait déjà paru en reportage dans *Paris-Match*, ce qui tendrait à prouver que cet hebdomadaire n'est pas à l'abri d'une bonne idée quand il veut s'en donner la peine. Nous allons ainsi de Nairobi à Mombassa par le Transkenyan avec son confort de palace vieillot. Puis nous pouvons prendre le train des Andes, qui est multiple, composé fort souvent de courts tronçons qui vont de la mine à l'Océan. Je crois que mon favori est le train du Grand Nord. Celui qui va de Montréal à Winnipeg dans un premier temps. Au lieu de continuer jusqu'à Vancouver, on remonte jusqu'à Churchill. Quand on sait que la température peut descendre jusqu'à - 40 °C ou - 50 °C, on imagine l'exquis plaisir qu'il peut y avoir à se trouver dans un compartiment vide et bien chauffé, à dévorer dans le wagon-restaurant de larges steaks de renne que l'on arrose de whisky de seigle.

« Fais ce qu'il te plaît ! »

16 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

ALVIN AILEY

AMERICAN DANCE THEATRE

PALAIS DES SPORTS

PORTE DE VERSAILLES

30 SEPTEMBRE - 15 OCTOBRE 86

LOCATION
TÉLÉPHONE : 48.28.40.90
de 12 h à 19 h
MINITEL : 36.15.91.77
clé d'appel "PL"
rubrique PALAIS DES SPORTS
réservations.
Sur place de 12 h 30 à 19 h du lundi au vendredi.
RENSEIGNEMENTS : 48.28.40.48.

avec RTL

Hors U.S.A. - Paul SZKARD PRODUCTIONS Inc.
La Compagnie Alvin AILEY AMERICAN DANCE THEATRE est approuvée par HUP MORRIS FRANCE S.A.

2 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

RAY CHARLES

AVEC "L'AVELLE" EN 1^{re} PARTIE

PALAIS DES SPORTS

PORTE DE VERSAILLES

27 JUIN 1986 à 19 h et à 22 h

avec RTL

LOCATION
TÉLÉPHONE : 48.28.40.90
de 12 h à 19 h
MINITEL : 36.15.91.77
clé d'appel "PL"
rubrique PALAIS DES SPORTS
réservations.
Sur place de 12 h 30 à 19 h du lundi au vendredi.
RENSEIGNEMENTS : 48.28.40.48.

سكزا من الاصل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA FEMME QUI FRAPPE, Cinquante Théâtre (43-53-88), 21 h.
LA BERLUE, Nouveautés (47-70-52-76), 20 h 30.
BEN DONALD, Forum (43-66-67-83), 21 h.
IMPASSE DU DESIR, Théâtre de la porte de Gentilly (48-06-63-52), 20 h 45.
EUROPA, Espace Marais (42-71-10-19), 20 h 30.
LA MIENNE S'APPELLE RÉGINE, Œuvre (48-74-43-52), 20 h 45.
RUFUS, Palais des glaces (46-07-49-93), 21 h.
REVIEWS JAMES DEAN, REVIEWS, Rond-Point (42-56-70-80), 20 h 30.
A QUELQUE CHOSE HASARD EST BON, Antony, Génier (46-60-02-74), 21 h.
PHÉDRE, Crypte Sainte-Agathe (47-00-19-31), 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-57-50), 19 h 30 : Soirée de Ballets (Fautoua, Les Muses, Adame, Agnès, Agnès).
SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : Soirée de l'École de danse.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : La Tragédie de Macbeth (dram.).
CHATELAIN (47-27-81-15), Grand Théâtre : 20 h 30 : Electre.
ODÉON (42-25-70-32), 20 h 30 : Question de géographie.
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Les Baigneurs de Caligula.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Portrait de famille.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 20 h 30 : Musique populaire d'URSS/Grands voix du Bolchoï.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77) : 20 h 45 : Carolyn Carlson.

Les autres salles

ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ARTISTE-ATHEVAINS (43-79-06-18) : 20 h 30 : Le Duple.
ARTS HÉBERTIEN (43-87-23-23), 21 h : Le Sacre faubois.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Hot House.
ATHÉNÉE LOUIS-JOUVET (47-42-67-27), Salle Ch. Béraud, 18 h 30 : Fingente laudat.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50), 20 h : Amour du Mahabharata.
BOURVIL (43-72-47-84), 20 h : Pas deux comme elle : 21 h 30 : Y'en a marre, zé vous.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : Riffraff dans les labours.
CINQUANTE THÉÂTRE (43-55-33-88), 21 h : La Femme qui frappe.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (43-89-35-69) : 20 h 30 : Antoine et Cléopâtre ; 21 h 30 : Soirée particulière d'une journée ordinaire.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Les Revenants à l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 21 h : L'âge de jeunesse est évanoui.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Chrysis.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle est enceinte !
DECHARGEURS (42-36-00-02), 20 h : (22 h en anglais) : Les Volontaires.
DEX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : La Femme maigre ; 21 h 30 : L'Homme de la semaine.
EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 : La Répétition.
ESCALIER D'OR (43-23-15-10), 21 h : Amérique.
ESPACE CARDIN (42-66-17-61), 20 h 30 : Class Enemy.
ESPACE GAITÉ (42-71-10-19), 20 h 30 : Europe on the tentation d'Antoine.
ESSAÏON (42-78-46-42), 19 h : Histoire québécoise ; 21 h : Il était une fois... un cheval magique.
FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : Femme. FORTUNE (43-56-67-34), 21 h : La Dame de monnaie.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantasticks.
GUICHET-MONTMARTRE (43-27-88-41), 21 h : Gaston H.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Le Léon.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 20 h 30 : Vieilles canailles.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 19 h : Pour Thomas ; 20 h : Rites de crise ; 21 h : Pardon M. Prévert ; 21 h 45 : Le Complexe de Stankov ; 20 h 45 : Théologues sur Ballybeg ; 21 h 30 : Si on veut aller par là.
MADEIRA (42-45-07-09), 21 h : Comme de maux temps.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 21 h : Haute surveillance ; 20 h 15 : Savage Love.
MARGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napoli.
MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 30 : Parage de midi.
MICHEL (42-65-33-02), 21 h 15 : Pyjama pour di.
MOGADOR (42-85-43-30), 20 h 30 : La Femme du bouillanger.
MONTMARTRE (43-22-77-74), Grande salle 20 h 45 : Le Veilleur de nuit - Petite salle 21 h : Marx et Coco-Cola.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 45 : la Berlie.
ŒUVRE (48-74-43-52), 20 h 45 : La miennne s'appelle Régine.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 1. 21 h : El. Juliette ; 22 h 30 : Rufus (300 dern.).
PALAIS-ROYAL (42-97-39-81), 20 h 45 : Vostok, voisine.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), 21 h : Les Trompettes de la mort.
PLAISANCE (43-20-00-06), 20 h 30 : Operaphorisme.
POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97), 1. 19 h 30 : Ma Dca. II. 21 h 15 : La Pous d'été.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : Faisons un rêve.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'été.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), 21 h : Le Confort intellectuel.
TEMPLEURS (42-78-91-15), 20 h 30 : Réverie.
THÉÂTRE D'EDGAR (43-23-11-02), 20 h 15 : Les Babes-mères ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DU FORUM (43-66-67-83), 21 h : Ben Donal.
THÉÂTRE DE LA PORTE GENTILLY (48-06-63-52), 20 h 45 : Impasse du désir.
TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-57-53), 20 h 30 : Le Tombeau.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (42-56-70-80), 1. Grande Salle, 18 h 30 : Jacques le Fataliste ; 20 h 30 : Le Cid - II. 20 h 30 : Reviews, James Dean, reviews.
THÉÂTRE 13 (45-88-16-38), 18 h 30 : Une petite dentier.
TOURTOUR (48-87-42-40), 18 h 30 : Mary contre Mary ; 20 h 30 : Dernier show en Conchinchine.
TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 20 h 30 : Ariane ou l'âge d'or.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : Les Dégoûtés de la 11^e.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut ; 21 h 45 : Les Jeux de la nuit ; 22 h : William Shakespeare et d'au.
BEAUMONTAUX (48-87-15-84), 1. 20 h 15 : Arthur = MCI ; 21 h 30 : Les Démones Loulou II ; 22 h 30 : L'Éternité du blaïroux - II. 21 h 15 : Les Secrets Montres ; 21 h 30 : Sauvez les bêtes féroces ; 22 h 30 : Les Fiches nickelées.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), 1. 20 h 15 : Tiers volé dans le boudoir ; 21 h 30 : Mangesons d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours - II. 21 h 30 : Le Chronomètre chatoilloteur ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes - II. 20 h 15 : Pierre Salvadori.
L'ECUME (45-42-71-16), 20 h 30 : J.-C. François et l'habite plus sur la planète ; 22 h 30 : N'oubliez pas d'aller à l'école ; 22 h 30 : Pièces détachées.
TINTAMARRE (48-87-83-82), 20 h 15 : Ça swingue dans les cavernes ; 21 h 30 : Y'a-t-il un fil dans la suite ?

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon veau.
DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : La France au clair de lune.

Le music-hall

BATACLAN (47-00-30-12), 20 h 30 : Bill Butler.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-34), 20 h 30 : Le Grand Orchestre du Splendid.
PIGEON DE LA BUTTE (42-62-57-95), 22 h : F. Marten, J. Dulac.
TH. DU JARDIN (47-47-77-86), 20 h 30 : J. Douai, W. Falka.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (45-57-05-35), 20 h 30 : Rencontres internationales de danse.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60), 20 h 45 : Soles dans frontières.
THÉÂTRE MONTORGUEIL (42-36-12-61), 18 h 30 : Compagnie Libre Parcou.
ESPACE CARDIN (42-66-17-61), 20 h 30 : Class Enemy.
ESPACE GAITÉ (42-71-10-19), 20 h 30 : Europe on the tentation d'Antoine.
ESSAÏON (42-78-46-42), 19 h : Histoire québécoise ; 21 h : Il était une fois... un cheval magique.
FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : Femme. FORTUNE (43-56-67-34), 21 h : La Dame de monnaie.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantasticks.
GUICHET-MONTMARTRE (43-27-88-41), 21 h : Gaston H.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Le Léon.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 20 h 30 : Vieilles canailles.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 19 h : Pour Thomas ; 20 h : Rites de crise ; 21 h : Pardon M. Prévert ; 21 h 45 : Le Complexe de Stankov ; 20 h 45 : Théologues sur Ballybeg ; 21 h 30 : Si on veut aller par là.
MADEIRA (42-45-07-09), 21 h : Comme de maux temps.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 21 h : Haute surveillance ; 20 h 15 : Savage Love.
MARGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napoli.
MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 30 : Parage de midi.
MICHEL (42-65-33-02), 21 h 15 : Pyjama pour di.
MOGADOR (42-85-43-30), 20 h 30 : La Femme du bouillanger.
MONTMARTRE (43-22-77-74), Grande salle 20 h 45 : Le Veilleur de nuit - Petite salle 21 h : Marx et Coco-Cola.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 45 : la Berlie.
ŒUVRE (48-74-43-52), 20 h 45 : La miennne s'appelle Régine.

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : Solo Soul.
BERCY, Palais omnisports (43-46-12-21), 20 h : Depeche mode.
MICHEL (42-65-33-02), 21 h 15 : Pyjama pour di.
MOGADOR (42-85-43-30), 20 h 30 : La Femme du bouillanger.
MONTMARTRE (43-22-77-74), Grande salle 20 h 45 : Le Veilleur de nuit - Petite salle 21 h : Marx et Coco-Cola.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 45 : la Berlie.
ŒUVRE (48-74-43-52), 20 h 45 : La miennne s'appelle Régine.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (le 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 6 mai

OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : Lucie Anderson.
PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : F. Rihac.
PETIT JOURNAL MONTMARTRE (42-21-56-70), 21 h 30 : Memphis Slim.
PETIT JOURNAL MONTMARTRE (42-21-56-70), 21 h 30 : Memphis Slim.
PETIT JOURNAL MONTMARTRE (42-21-56-70), 21 h 30 : Memphis Slim.
LA PINTA (43-26-26-15), 21 h : Trio D. Broc-Qui.
SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : Dany Denis Big Band.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Special Guest Kenny Wheeler.
ZENITH (42-40-60-00), 20 h 30 : Stet Pat.
ANTONY, Théâtre F.-Génier (46-60-02-74), 21 h : A quelque chose, hasard est bon.

En région parisienne

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHATELAIN (47-44-24-24) : 20 h. Court métrage réalisé par les étudiants de l'IDHEC (1^{er} et 2^e années) ; 21 h 45. 25 ans de la Semaine de la critique : le Temps de l'avant, d'A.C. Poirier.
BEAUBOURG (42-78-57-57) : Reliche.

Les exclusivités

A DOUBLE TRANCHANT (A. v.o.) : Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.F. : Opéra, 10 (42-96-62-56).
BRIDY (A. v.o.) : Cinéma, 2 (42-96-62-56).
BLACK MIC-MAC (Fr.) : Forum, 1 (42-97-33-74) ; Richelieu, 2 (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 3 (42-36-79-17) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-55-98-83) ; C. sée, 8 (43-59-29-46) ; France, 9 (47-70-33-88) ; Maxville, 9 (47-70-72-86) ; Bastille, 11 (42-07-54-04) ; Fautoua, 12 (43-16-56-66) ; Galaxie, 13 (45-80-90-00) ; M. sée, 14 (43-59-29-46) ; France, 15 (42-33-56-70) ; C. sée, 16 (43-59-29-46) ; France, 17 (42-33-56-70) ; C. sée, 18 (43-59-29-46) ; France, 19 (42-33-56-70) ; C. sée, 20 (43-59-29-46) ; France, 21 (42-33-56-70) ; C. sée, 22 (43-59-29-46) ; France, 23 (42-33-56-70) ; C. sée, 24 (43-59-29-46) ; France, 25 (42-33-56-70) ; C. sée, 26 (43-59-29-46) ; France, 27 (42-33-56-70) ; C. sée, 28 (43-59-29-46) ; France, 29 (42-33-56-70) ; C. sée, 30 (43-59-29-46) ; France, 31 (42-33-56-70) ; C. sée, 32 (43-59-29-46) ; France, 33 (42-33-56-70) ; C. sée, 34 (43-59-29-46) ; France, 35 (42-33-56-70) ; C. sée, 36 (43-59-29-46) ; France, 37 (42-33-56-70) ; C. sée, 38 (43-59-29-46) ; France, 39 (42-33-56-70) ; C. sée, 40 (43-59-29-46) ; France, 41 (42-33-56-70) ; C. sée, 42 (43-59-29-46) ; France, 43 (42-33-56-70) ; C. sée, 44 (43-59-29-46) ; France, 45 (42-33-56-70) ; C. sée, 46 (43-59-29-46) ; France, 47 (42-33-56-70) ; C. sée, 48 (43-59-29-46) ; France, 49 (42-33-56-70) ; C. sée, 50 (43-59-29-46) ; France, 51 (42-33-56-70) ; C. sée, 52 (43-59-29-46) ; France, 53 (42-33-56-70) ; C. sée, 54 (43-59-29-46) ; France, 55 (42-33-56-70) ; C. sée, 56 (43-59-29-46) ; France, 57 (42-33-56-70) ; C. sée, 58 (43-59-29-46) ; France, 59 (42-33-56-70) ; C. sée, 60 (43-59-29-46) ; France, 61 (42-33-56-70) ; C. sée, 62 (43-59-29-46) ; France, 63 (42-33-56-70) ; C. sée, 64 (43-59-29-46) ; France, 65 (42-33-56-70) ; C. sée, 66 (43-59-29-46) ; France, 67 (42-33-56-70) ; C. sée, 68 (43-59-29-46) ; France, 69 (42-33-56-70) ; C. sée, 70 (43-59-29-46) ; France, 71 (42-33-56-70) ; C. sée, 72 (43-59-29-46) ; France, 73 (42-33-56-70) ; C. sée, 74 (43-59-29-46) ; France, 75 (42-33-56-70) ; C. sée, 76 (43-59-29-46) ; France, 77 (42-33-56-70) ; C. sée, 78 (43-59-29-46) ; France, 79 (42-33-56-70) ; C. sée, 80 (43-59-29-46) ; France, 81 (42-33-56-70) ; C. sée, 82 (43-59-29-46) ; France, 83 (42-33-56-70) ; C. sée, 84 (43-59-29-46) ; France, 85 (42-33-56-70) ; C. sée, 86 (43-59-29-46) ; France, 87 (42-33-56-70) ; C. sée, 88 (43-59-29-46) ; France, 89 (42-33-56-70) ; C. sée, 90 (43-59-29-46) ; France, 91 (42-33-56-70) ; C. sée, 92 (43-59-29-46) ; France, 93 (42-33-56-70) ; C. sée, 94 (43-59-29-46) ; France, 95 (42-33-56-70) ; C. sée, 96 (43-59-29-46) ; France, 97 (42-33-56-70) ; C. sée, 98 (43-59-29-46) ; France, 99 (42-33-56-70) ; C. sée, 100 (43-59-29-46) ; France, 101 (42-33-56-70) ; C. sée, 102 (43-59-29-46) ; France, 103 (42-33-56-70) ; C. sée, 104 (43-59-29-46) ; France, 105 (42-33-56-70) ; C. sée, 106 (43-59-29-46) ; France, 107 (42-33-56-70) ; C. sée, 108 (43-59-29-46) ; France, 109 (42-33-56-70) ; C. sée, 110 (43-59-29-46) ; France, 111 (42-33-56-70) ; C. sée, 112 (43-59-29-46) ; France, 113 (42-33-56-70) ; C. sée, 114 (43-59-29-46) ; France, 115 (42-33-56-70) ; C. sée, 116 (43-59-29-46) ; France, 117 (42-33-56-70) ; C. sée, 118 (43-59-29-46) ; France, 119 (42-33-56-70) ; C. sée, 120 (43-59-29-46) ; France, 121 (42-33-56-70) ; C. sée, 122 (43-59-29-46) ; France, 123 (42-33-56-70) ; C. sée, 124 (43-59-29-46) ; France, 125 (42-33-56-70) ; C. sée, 126 (43-59-29-46) ; France, 127 (42-33-56-70) ; C. sée, 128 (43-59-29-46) ; France, 129 (42-33-56-70) ; C. sée, 130 (43-59-29-46) ; France, 131 (42-33-56-70) ; C. sée, 132 (43-59-29-46) ; France, 133 (42-33-56-70) ; C. sée, 134 (43-59-29-46) ; France, 135 (42-33-56-70) ; C. sée, 136 (43-59-29-46) ; France, 137 (42-33-56-70) ; C. sée, 138 (43-59-29-46) ; France, 139 (42-33-56-70) ; C. sée, 140 (43-59-29-46) ; France, 141 (42-33-56-70) ; C. sée, 142 (43-59-29-46) ; France, 143 (42-33-56-70) ; C. sée, 144 (43-59-29-46) ; France, 145 (42-33-56-70) ; C. sée, 146 (43-59-29-46) ; France, 147 (42-33-56-70) ; C. sée, 148 (43-59-29-46) ; France, 149 (42-33-56-70) ; C. sée, 150 (43-59-29-46) ; France, 151 (42-33-56-70) ; C. sée, 152 (43-59-29-46) ; France, 153 (42-33-56-70) ; C. sée, 154 (43-59-29-46) ; France, 155 (42-33-56-70) ; C. sée, 156 (43-59-29-46) ; France, 157 (42-33-56-70) ; C. sée, 158 (43-59-29-46) ; France, 159 (42-33-56-70) ; C. sée, 160 (43-59-29-46) ; France, 161 (42-33-56-70) ; C. sée, 162 (43-59-29-46) ; France, 163 (42-33-56-70) ; C. sée, 164 (43-59-29-46) ; France, 165 (42-33-56-70) ; C. sée, 166 (43-59-29-46) ; France, 167 (42-33-56-70) ; C. sée, 168 (43-59-29-46) ; France, 169 (42-33-56-70) ; C. sée, 170 (43-59-29-46) ; France, 171 (42-33-56-70) ; C. sée, 172 (43-59-29-46) ; France, 173 (42-33-56-70) ; C. sée, 174 (43-59-29-46) ; France, 175 (42-33-56-70) ; C. sée, 176 (43-59-29-46) ; France, 177 (42-33-56-70) ; C. sée, 178 (43-59-29-46) ; France, 179 (42-33-56-70) ; C. sée, 180 (43-59-29-46) ; France, 181 (42-33-56-70) ; C. sée, 182 (43-59-29-46) ; France, 183 (42-33-56-70) ; C. sée, 184 (43-59-29-46) ; France, 185 (42-33-56-70) ; C. sée, 186 (43-59-29-46) ; France, 187 (42-33-56-70) ; C. sée, 188 (43-59-29-46) ; France, 189 (42-33-56-70) ; C. sée, 190 (43-59-29-46) ; France, 191 (42-33-56-70) ; C. sée, 192 (43-59-29-46) ; France, 193 (42-33-56-70) ; C. sée, 194 (43-59-29-46) ; France, 195 (42-33-56-70) ; C. sée, 196 (43-59-29-46) ; France, 197 (42-33-56-70) ; C. sée, 198 (43-59-29-46) ; France, 199 (42-33-56-70) ; C. sée, 200 (43-59-29-46) ; France, 201 (42-33-56-70) ; C. sée, 202 (43-59-29-46) ; France, 203 (42-33-56-70) ; C. sée, 204 (43-59-29-46) ; France, 205 (42-33-56-70) ; C. sée, 206 (43-59-29-46) ; France, 207 (42-33-56-70) ; C. sée, 208 (43-59-29-46) ; France, 209 (42-33-56-70) ; C. sée, 210 (43-59-29-46) ; France, 211 (42-33-56-70) ; C. sée, 212 (43-59-29-46) ; France, 213 (42-33-56-70) ; C. sée, 214 (43-59-29-46) ; France, 215 (42-33-56-70) ; C. sée, 216 (43-59-29-46) ; France, 217 (42-33-56-70) ; C. sée, 218 (43-59-29-46) ; France, 219 (42-33-56-70) ; C. sée, 220 (43-59-29-46) ; France, 221 (42-33-56-70) ; C. sée, 222 (43-59-29-46) ; France, 223 (42-33-56-70) ; C. sée, 224 (43-59-29-46) ; France, 225 (42-33-56-70) ; C. sée, 226 (43-59-29-46) ; France, 227 (42-33-56-70) ; C. sée, 228 (43-59-29-46) ; France, 229 (42-33-56-70) ; C. sée, 230 (43-59-29-46) ; France, 231 (42-33-56-70) ; C. sée, 232 (43-59-29-46) ; France, 233 (42-33-56-70) ; C. sée, 234 (43-59-29-46) ; France, 235 (42-33-56-70) ; C. sée, 236 (43-59-29-46) ; France, 237 (42-33-56-70) ; C. sée, 238 (43-59-29-46) ; France, 239 (42-33-56-70) ; C. sée, 240 (43-59-29-46) ; France, 241 (42-33-56-70) ; C. sée, 242 (43-59-29-46) ; France, 243 (42-33-56-70) ; C. sée, 244 (43-59-29-46) ; France, 245 (42-33-56-70) ; C. sée, 246 (43-59-29-46) ; France, 247 (42-33-56-70) ; C. sée, 248 (43-59-29-46) ; France, 249 (42-33-56-70) ; C. sée, 250 (43-59-29-46) ; France, 251 (42-33-56-70) ; C. sée, 252 (43-59-29-46) ; France, 253 (42-33-56-70) ; C. sée, 254 (43-59-29-46) ; France, 255 (42-33-56-70) ; C. sée, 256 (43-59-29-46) ; France, 257 (42-33-56-70) ; C. sée, 258 (43-59-29-46) ; France, 259 (42-33-56-70) ; C. sée, 260 (43-59-29-46) ; France, 261 (42-33-56-70) ; C. sée, 262 (43-59-29-46) ; France, 263 (42-33-56-70) ; C. sée, 264 (43-59-29-46) ; France, 265 (42-33-56-70) ; C. sée, 266 (43-59-29-46) ; France, 267 (42-33-56-70) ; C. sée, 268 (43-59-29-46) ; France, 269 (42-33-56-70) ; C. sée, 270 (43-59-29-46) ; France, 271 (42-33-56-70) ; C. sée, 272 (43-59-29-46) ; France, 273 (42-33-56-70) ; C. sée, 274 (43-59-29-46) ; France, 275 (42-33-56-70) ; C. sée, 276 (43-59-29-46) ; France, 277 (42-33-56-70) ; C. sée, 278 (43-59-29-46) ; France, 279 (42-33-56-70) ; C. sée, 280 (43-59-29-46) ; France, 281 (42-33-56-70) ; C. sée, 282 (43-59-29-46) ; France, 283 (42-33-56-70) ; C. sée, 284 (43-59-29-46) ; France, 285 (42-33-56-70) ; C. sée, 286 (43-59-29-46) ; France, 287 (42-33-

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 mai à 0 heure et le mercredi 7 mai à minuit.

Situation générale :

Le minimum barométrique centré à 0 heure sur l'ouest de l'Irlande se déplacera très lentement vers l'Ecosse au cours des prochaines 48 heures. Durant toute la période, il continuera à diriger sur le pays un flux perturbé de sud-ouest.

Mercredi : Les régions situées de l'Aquitaine au Centre et au Bassin parisien verront se développer dès le matin

des éclaircies. Un temps peu nuageux et ensoleillé régnera de la Corse à la Côte-d'Azur. Partout ailleurs, les nuages seront particulièrement abondants en matinée. Ils s'accompagneront en Bretagne de fréquentes averses. Du Cotentin à la Vendée, on observera des pluies faibles et intermittentes. Dans le Nord et les Alpes du Nord aux Ardennes, les précipitations seront continues, et parfois orageuses en montagne.

En cours d'après-midi : Les pluies se limiteront du Jura aux Alpes du Nord tandis que les averses s'étendront un

quart nord-ouest du pays. Partout ailleurs se développeront des éclaircies. Le vent soufflera modérément de secteur sud sur la moitié de la France, de secteur sud-ouest sur la moitié ouest. Ils se renforceront légèrement en Bretagne, et de la Vendée à la Normandie et au Nord.

Les températures minimales avoisineront 6 à 10 degrés sur la moitié nord (localement 3 à 4 degrés), 10 à 12 degrés plus au sud, 12 à 13 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront généralement stationnaires. Elles subiront une légère hausse de l'Aquitaine au Centre.

Le minimum d'Irlande maintiendra sur la France un flux de sud-ouest perturbé jusqu'à jeudi, puis hausse de champ par le Sud-Ouest. Un temps anticyclonique s'établira progressivement, laissant cependant les régions du Nord en bordure du courant perturbé.

PRÉVISION POUR JEUDI

Sur le sud-est de la France, le matin, le ciel sera couvert avec de la pluie. Dans la journée, des éclaircies apparaîtront.

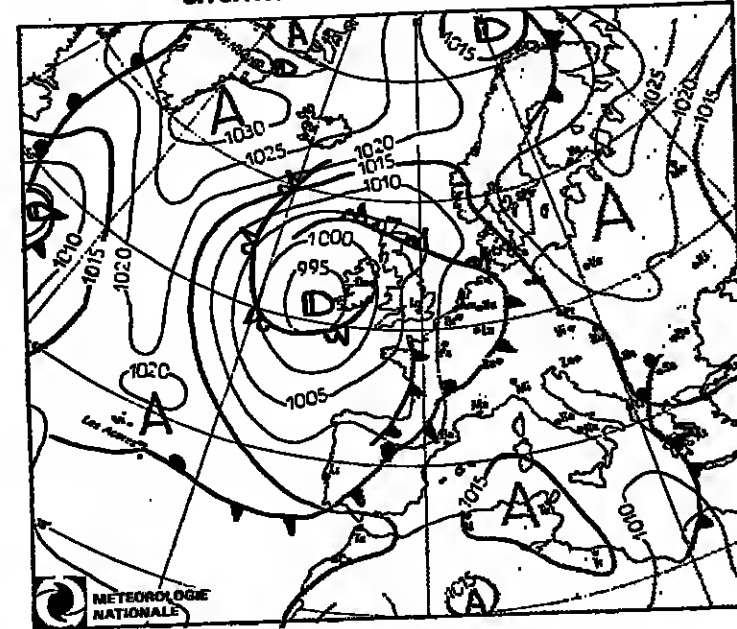
Sur les autres régions, le matin, le ciel sera nuageux avec des averses sur le Nord. Dans la journée, le temps sera ensoleillé avec cependant des passages nuageux sur le Nord-Est.

Les températures minimales seront de 10 à 13 degrés sur le Nord-Est et de 6 à 8 degrés sur les autres régions.

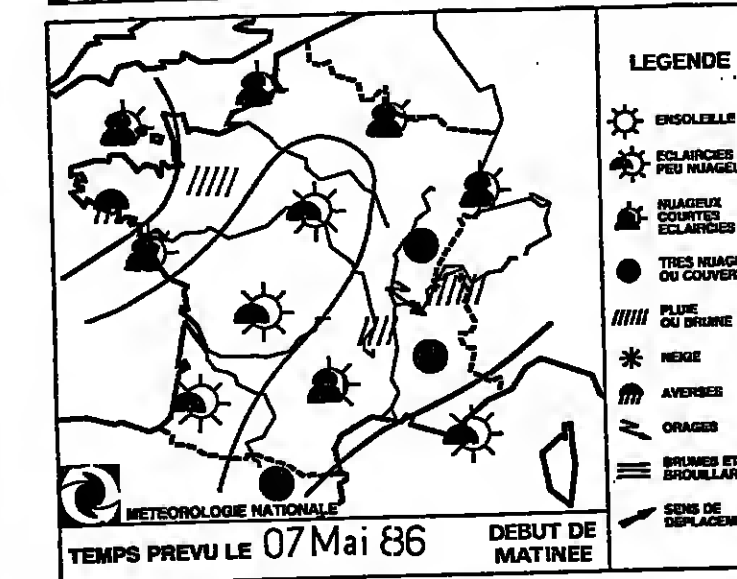
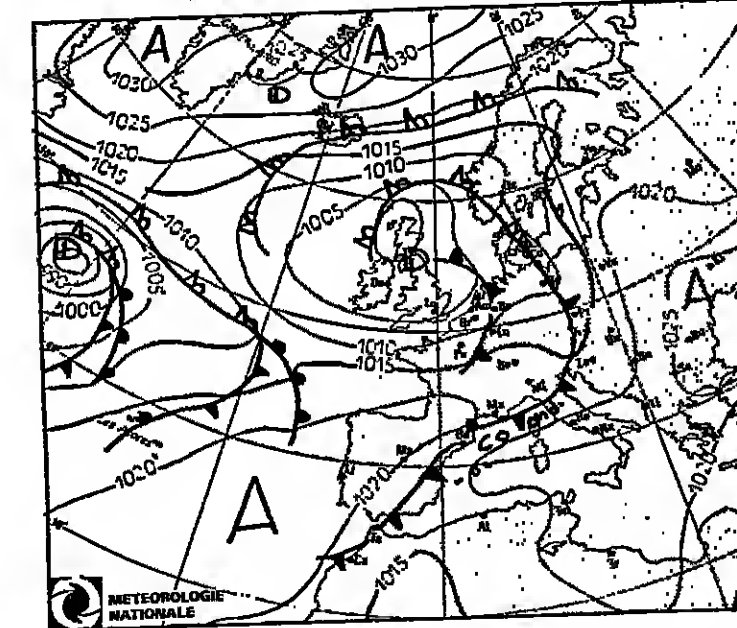
PRÉVISIONS POUR VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE

Le temps sera généralement ensoleillé après dissipation des brumes et brouillards locaux. Cependant des passages nuageux persisteront de vendredi à dimanche sur les régions du nord de la France.

SITUATION LE 6 MAI 1986 A 0 h UTC



PRÉVISIONS POUR LE 8 MAI A 0 h UTC



TEMPÉRATURES	maxima	minima	temps observé
FRANCE			
ANGERS	18	13	S
BOULOGNE	17	11	C
BOURGES	17	9	P
BREZIL	16	10	P
CAEN	15	4	N
CHERBOURG	13	5	N
CLERMONT-FERRAND	19	7	C
DIJON	19	9	N
GRENOBLE-MAT	22	11	C
LYONS	19	6	C
LYON	20	11	C
MASSILLIENNAIS	21	14	N
NANCY	21	11	P
NANTES	16	7	P
NICE	16	12	N
PARIS-MONTS	16	10	N
PAU	16	9	P
PERPIGNAN	19	12	C
RENNES	15	7	N
STRASBOURG	21	7	N
STRASBOURG	22	13	O
ÉTRANGER			
ALGER	22	9	S
AMSTERDAM	21	6	C
BARCELONE	33	27	C
BELGRADE	20	13	S
BERLIN	25	13	N
BRUXELLES	20	10	P
COPENHAGUE	29	19	N
DALLAS	17	9	N
DIEPPE	39	23	S
GENÈVE	21	9	N
HONGKONG	28	24	A
ISTANBUL	19	8	N
JERUSALEM	20	14	N
LONDRES	15	6	S
LOS ANGELES	22	12	S
LUXEMBOURG	19	11	C
MADRID	12	9	C
MARSAKCH	26	12	N
MILAN	25	14	A
MONTREAL	15	5	P
MOSCOW	7	1	N
NARONI	25	16	S
NEW-YORK	29	12	S
OSLO	22	8	N
PALMA-DE-MAJOR	21	16	C
PARIS	29	13	S
PARIS	29	13	S
RIO-DE-JANEIRO	29	21	S
ROME	18	14	C
SINGAPOUR	30	25	C
STOCKHOLM	21	6	S
SYDNEY	17	12	C
TOKYO	20	14	A
TUNIS	21	11	S
VARSOVIE	20	7	S
VIENNE	24	13	N
VIENNE	24	13	N

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CURE THERMALE 1986

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil. De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Leader du Thermalisme Français : Documentation gratuite n° 33 (hébergement et euros) à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, Maison du Thermalisme, 32 av. de l'Opéra 75002 PARIS. Tél. (1) 47.42.67.91.

PARRAINAGE

L'Association médicale franco-palestinienne propose le parrainage d'enfants au Liban et en Cisjordanie. Écrire : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, ou téléphoner : (1) 45-30-12-08 mardi après 19 heures ou mercredi matin.

LE CARNET DU Monde

Naissances

Nathalie DUHAMEL et François STASSE, David, Julia et Maria.

sont heureux d'annoncer la naissance de

Pierre,

à Paris, le 27 avril 1986.

M. et M^{me} SELO-SALOMON

sont heureux de faire part de la naissance de leur fils

Erwan,

le 19 avril 1986.

Douai, Vannes.

Décès

On annonce le décès, survenu le 27 avril 1986, de

Germaine ABRAHAM, ancien avocat à la cour, officier de la Légion d'honneur.

Elle était la sœur de Marcel Abraham, inspecteur général de l'Instruction publique.

Les obsèques se sont déroulées dans l'intimité au cimetière de Belleville.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M. et M^{me} Jean-Paul Bost, M. et M^{me} George Westphal, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Evard, Wehrli, Quilichini, Cadars, Fargues, Favre, Schoeller, Isaac, Pariset, Méjan et Schmidt,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre ANDLER,

née Laure Istria,

survenu le 21 avril 1986, dans sa quatre-vingt-troisième année. Le service religieux a eu lieu le 25 avril, en l'église réformée de Melun.

10, rue Staley, 77000 La Rochette, 18, rue de l'Esperon, 77000 Melun.

La présidence nationale de l'Association Franco-URSS

a la tristesse de faire part du décès de l'un de ses présidents, le

général Gaston BAUGNIES de SAINT-MARCEAUX, ancien pilote du régiment de chasse Normandie-Niemen, commandeur de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu à la chapelle des Invalides, le mercredi 7 mai 1986, à 10 h 30.

61, rue Boissière, 75116 Paris.

M^{me} Nicole Chateb et ses enfants, Les familles, parents et alliés,

ont la douleur de faire part du brusque décès de

docteur Almar CHAIEB,

survenu le 3 mai 1986.

L'inhumation a lieu à Sancerre-le-Grand, le mardi 6 mai, dans la plus stricte intimité.

M^{me} Marcel Cousin, son épouse, M. et M^{me} Bruno Cousin et leurs enfants,

M^{me} Michel Brunet et ses enfants,

M. et M^{me} Guillaume Cousin et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Pierre Cousin et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel COUSIN,

survenu à Nantes le 27 avril 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Le docteur et M^{me} Jean Dagnone, leurs enfants et petits-enfants, Le professeur et M^{me} Philippe Danil et leurs enfants, M^{me} Auguste Dagnone, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Marie Dagnone, La famille et les amis,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur René DAGORNE,

(René Bréhat),

survenu le 23 avril 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année. L'inhumation religieuse a eu lieu en l'église de Lenclos (Côte-du-Nord), le 25 avril.

24, rue J.-Devidier, 76310 Sainte-Adresse, Le Petit-Marey, n° 12, 80630 Saint-Fuscien.

M^{me} Marie Gentilini, son épouse, Claude et Bertrand Avril, Anne-Marie Gentilini, M^{me} Raymond Costantini, ses frères et sœurs, Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel GENTILINI,

entrepreneur de travaux publics et de béton armé.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Monard-d'Élyon, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16^e, le vendredi 9 mai, à 10 h 30.

Les familles Kelly et Mignot

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 4 mai 1986, de

Françoise KELLY,

docteur en médecine, biologiste,

directeur de recherche au CNRS.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 mai 1986, à 15 h 45, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, place de l'Église à Châteauneuf-Malabry (92290).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, à Paris-20^e, dans le cimetière de famille, vers 17 h 30.

Jean Kelly, 25, rue de la Balance, 84000 Avignon. Bernadette Kelly, 6, villa Malakoff, 75016 Paris.

Annecy.

Corine Peterschmitt et Pierre Galletti, Anne et Michel Peterschmitt, M^{me} Marthe Omer, M. et M^{me} Japhet Peterschmitt et leurs enfants, M^{me} Ruth Peterschmitt, M. et M^{me} Jean Omer et leurs enfants, Et tous leurs amis,

ont la douleur de faire part du décès en montagne de

M^{me} GÉRARD

et Marthe PETERSCHMITT.

Les obsèques seront célébrées au temple d'Annecy, le mercredi 7 mai 1986, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Une collecte aura lieu au profit de l'Association Médecins sans frontières, CCP 4060 U Paris.

Le Syndicat national des personnels des affaires sanitaires et sociales Force ouvrière

a la tristesse de faire part du décès de son ancien secrétaire,

M^{me} PETERSCHMITT,

survenu accidentellement le 1^{er} mai 1986.

A la famille de son ami disparu et de son épouse, Marthe, décédée le même jour, le Syndicat national exprime ses condoléances très sincères.

M. René Toujas, M. Dominique Toujas, Le colonel et M^{me} Charles Pinède, M^{me} Bernard Pinède et ses enfants,

Les familles Pinède, Laveau, Béning, Déchanet, Trouillot et Desclaux,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} CHRISTIANE TOUJAS,

née Pinède,

agregée de l'Université, maître de conférences de géographie à l'université de Toulouse-le-Mirail,

leur épouse, mère, fille, belle-sœur, tante, parente et alliée, survenu à Toulouse le 30 avril 1986.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Sainte-Thérèse de Montauban, dans l'intimité familiale.

28, rue d'Orléans, 31000 Toulouse.

Remerciements

M. Jean Deffassieux, et son fils, Jean-Christophe, dans l'impossibilité de répondre aux nombreux messages d'amitié qui leur ont été adressés lors de la dispersion de

M^{me} CHRISTIANE DEFLASSIEUX, née Orban.

tiennent à exprimer leur gratitude à tous ceux qui se sont unis à eux dans cette cruelle épreuve.

Anniversaires

Les amis de

Étienne BOLO

s'en souviennent en ce premier anniversaire de son suicide commis dans la faculté de Paris-VIII.

Pour le deuxième anniversaire du rappel à Dieu de

S.E. le bailli prince NICOLAS TCHIKOTOUA,

une pensive pensée est demandée. le mardi 13 mai 1986 en union avec la messe qui sera célébrée à Camperaire (Genève).

Elle sera célébrée à 10 h 30, et suivie de la bénédiction du moment de la tombe du défunt.

Communications diverses

M. Roubeau reçoit le Mendelssohn Award. M. Pierre Roubeau, ingénieur au centre de Saclay du Commissariat à l'énergie atomique, spécialiste des techniques des très basses températures et auteur de dispositifs originaux de refroidissement et d'expérimentation à des températures de l'ordre de 1 à 0,5 degré absolu, avait récemment mis au point une méthode originale de séparation des isotopes de l'hélium.

M. Pierre Roubeau vient de recevoir la médaille du Mendelssohn Award, le 23 avril 1986 à Berlin, au nom de l'International Cryogenic Engineering Committee.

Challenge Shelburn (réseau d'évasion 1944). Tournoi d'équipe de football cadets à Pionia (Côte-du-Nord), le 8 mai, de 9 heures à 17 heures.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

Université Paris-IV, vendredi 9 mai, à 14 h 30, salle des Actes, M. Mohan Wijeyaratna : « Le culte des dieux chez les bouddhistes singhalais. La religion populaire de Ceylan face au bouddhisme théorétique. »

Université Paris-IV, samedi 10 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Maurice Vieux : « Le Parlement de Grenoble un dix-septième siècle. Étude sociale. »

Université Paris-X-Nanterre, lundi 12 mai, à 14 heures, salle 614, M^{me} Catherine Samary : « Les logiques sociales contradictoires de l'assimilation en Yougoslavie (1945-1980). »

Le Monde MEDECINE

Secret médical : le progrès fait sauter les verrous

Le secret médical, dernier rempart de la protection individuelle, est-il menacé par le projet de réforme du code pénal ? L'évolution technique et sociale de la médecine moderne ne l'a-t-elle pas déjà sérieusement écorné ?

UN jeune homme vient de porter plainte devant les tribunaux californiens contre la succession de Rock Hudson, son secrétaire et ses deux médecins. Il était, de notoriété publique, l'ami du célèbre acteur américain et nul, affirme-t-il, ne l'a averti de sa maladie, dont il est, à présent, victime lui aussi.

Selon les dispositions législatives en vigueur dans de nombreux Etats américains, dont la Californie, des peines d'amende et de prison peuvent être infligées à toute personne qui, se sachant atteinte d'une affection contagieuse, en expose délibérément une autre à la contamination. Les médecins, qui sont tenus au secret professionnel, peuvent néanmoins avertir directement ceux qui encourent des risques (épouse, amant) si un patient atteint de SIDA refuse de modifier son comportement. Ils doivent en outre signaler la situation aux autorités sanitaires. Dans l'affaire Rock Hudson, les deux praticiens encourent une condamnation s'ils n'ont pas accompli cette démarche.

La difficulté est que nul ne sait avec précision comment évoluera l'état du million d'Américains et des deux cent mille Français qui sont porteurs d'anticorps du SIDA, et donc contagieux. Ce qui n'a pas empêché les autorités californiennes d'ordonner la mise en quarantaine (isolement complet en milieu surveillé) de deux homosexuels atteints de SIDA, avec qui continuaient une pratique de prostitution à partenaires multiples. Les deux hommes portent plainte en premier lieu contre l'Etat et le médecin qui les a dénoncés pour atteinte à leurs droits sacrés à la liberté et à l'intimité. Ensuite pour infraction au secret médical.

L'Etat de Floride a été plus loin encore car il a confié une prostituée atteinte de SIDA à son domicile, et l'oblige à porter un dispositif électronique destiné à avertir la police si elle s'éloigne de son téléphone de plus de sept mètres.

Toujours à propos du SIDA, la British Medical Association vient pour sa part d'informer tous ses membres que, « dans le seul but

d'éviter l'extension d'une infection, et pour aucune autre raison, un médecin peut, dans des circonstances exceptionnelles, divulguer des informations confidentielles sans l'accord du patient ».

Selon les lois françaises, le médecin a déjà le droit - et le devoir - de signaler nominativement aux autorités sanitaires les patients atteints de maladies vénériennes qui refusent de se soigner. Ces soins sont simples, efficaces et rapides, et l'irresponsabilité de celui qui les refuse au risque de contaminer les autres appelle, à l'évidence, des mesures de protection de la communauté.

Le cas du SIDA est infiniment plus difficile, car l'absence de traitement efficace et la gravité extrême de l'infection - jusqu'à présent mortelle à 100 % - plaident pour le médecin et le magistrat dans une situation sans précédent dans l'Occident moderne. « Il pose, dit un magistrat américain, le problème de droit constitutionnel et de santé publique le plus difficile que nous ayons eu à affronter depuis 1905... » (1). Il s'agit, en effet, de peser d'une part les droits absolus de l'individu à la liberté et à l'intimité, qui sont l'essence même du concept de secret médical, et d'autre part les intérêts - et les droits - de la collectivité à la santé et à la sécurité.

Infraction à la vie privée

La nature du secret médical, son essence juridique, ne sont pas seulement d'ordre privé (protéger l'intimité du malade) mais d'ordre public (permettre à tous de recevoir des soins sans risques d'être dénoncés). Et si le secret devait être systématiquement soulevé, on peut craindre que les populations à risques fassent tout contact médical, entraînant ainsi pour la santé publique le résultat inverse de celui que l'on voulait atteindre.

Des dilemmes d'un autre ordre se posent en France. Ils concernent cette fois l'infraction à la vie privée et les conséquences très graves qu'elle pourrait avoir sur

les droits de chacun à l'insertion professionnelle et sociale. La mise en place de réseaux épidémiologiques informatisés implique des fichiers nominatifs, classés par ordre de maladies, afin que l'on puisse suivre l'évolution de ces maladies, déterminer les situations qui les engendrent, et évaluer les risques éventuels de transmission à des descendants.

D'immenses progrès ont été accomplis grâce à ces travaux, qui ont permis notamment de comprendre les liens entre nombre de cancers et l'alimentation, le tabac ou les hormones; d'abaisser de façon spectaculaire la morbidité cardiovasculaire en élucidant les causes qui la favorisent dans le comportement quotidien; de découvrir qu'il ne fallait pas exposer aux rayons X les femmes enceintes, sous peine d'entraîner chez l'enfant à venir des malformations multiples; de comprendre les liens entre d'autres malformations graves (cécité entre autres) et l'atteinte de la mère par des affections banales comme la rubéole ou la toxoplasmose.

Aménagement du 378

La commission nationale de l'informatique et des libertés et le comité consultatif national d'éthique ont successivement reconnu (en février et en mars 1985) l'intérêt majeur de ces travaux « pour les progrès de la science médicale et pour l'amélioration de la santé des individus ». Leur poursuite implique à l'évidence un aménagement de l'article 378 du code pénal (sur le secret médical), et même de la loi de 1978 sur l'informatique, les fichiers et les libertés.

Autrement dit, il appartient au législateur de définir le cadre légal de protection dans lequel pourront s'exercer ces nouvelles dérogations au secret médical, lequel sera, par la force des choses, partagé entre les praticiens et les organismes de recherche. L'accord du patient doit certes être recueilli. Mais cette démarche se révèle impossible - ou inhumaine - lorsqu'il s'agit d'un diagnostic difficile à révéler en tout ou en partie. Il en est ainsi de certains cancers, ou de certaines maladies héréditaires du système nerveux (maladie de Huntington) dont le gène responsable - identifiable - désintègre, rend dément et tue après l'âge de quarante ans. Il appartient donc, une fois encore, au médecin, et à lui seul, d'apprécier en conscience s'il doit ou non recueillir le consentement du

malade à son entrée nominative dans le registre épidémiologique.

L'apparition, dans les régions de Biais et de Lille, pour commencer, de « cartes de santé informatisées » (Le Monde daté 27-28 avril) où sont consignées toutes les particularités sanitaires de l'individu constitue une étape supplémentaire vers cette organisation collectivisée de la santé publique. Elle a vu le jour en France en réalité non lors de l'apparition des dispositifs informatiques, mais dès 1945, lorsque la communauté a décidé de prendre en charge le « droit à la santé » et d'en assumer le coût. Dès cette époque, les médecins se sont vus obligés d'ajouter au scénario face-à-face du colloque singulier un troisième interlocuteur, administratif cette fois, et ce partage ne peut être considéré que comme la rançon, bien modeste au demeurant, du fabuleux essor de la santé publique qu'a permis l'assurance-maladie.

Le perfectionnement technique, sa diversification et le recul constant des limites qui se fixe la thérapeutique conduisent en outre à une médecine pratiquée de plus en plus fréquemment en équipe, notamment dans les hôpitaux où une dizaine de personnes en moyenne ont à connaître du dossier d'un malade. Or les hôpitaux, eux aussi, s'informatisent, et c'est par catégories de maladies semblables que l'on cherche à leur faire évoluer - et comparer - leurs budgets. Et bien que le secret médical y soit, en principe, aussi rigoureusement applicable qu'ailleurs, la notion de « contrat de soin » qu'aurait spécifiquement passé le patient avec un médecin de son choix, notion sur laquelle repose le secret, y devient d'autant plus floue que la qualité de « fonctionnaire » ou d'« officier public » de certains directeurs ou chefs de service pourrait inciter la justice à leur appliquer les dispositions de l'article 40 du code pénal concernant la dénonciation des délinquants.

Le criminel blessé

Un chirurgien marseillais s'est ainsi retrouvé pendant trois mois au printemps dernier inculpé de « recel de malfaiteur » pour ne pas avoir dénoncé un homme blessé par balles qu'il avait opéré en urgence dans une clinique privée. A Sierston, en février dernier, un chirurgien et le directeur de l'hôpital ont passé douze heures en cellule, « privés de



CAGNAT.

lunettes, de chaussures, de nourriture, de chauffage et de lumière » pour ne pas avoir dénoncé un autre opéré, blessé par balles dans une rixe. Dans ces deux cas, les articles 40 et 62 du code pénal furent invoqués, qui font passer l'intérêt de la justice, de la police et donc de la société avant ceux du blessé qui s'est confié à un médecin ou à un hôpital - lesquels n'ont pas à connaître des circonstances de sa blessure, mais seulement de sa souffrance.

Des médecins ont été fusillés pour avoir, durant la dernière guerre, soigné des résistants sans les avoir dénoncés comme le leur avait ordonné l'autorité allemande. Injonction à laquelle le professeur Fortis, alors président de l'Ordre des médecins, s'était d'ailleurs opposé formellement, incitant ainsi tout le corps médical français à la désobéissance. Beaucoup plus récemment, le conseil de l'Ordre s'est également élevé avec force contre une directive des autorités judiciaires locales enjoignant à tous les médecins corse de signaler les blessés par balles qu'ils avaient soignés, et cela dans le cadre de la lutte contre le terrorisme du FLNC.

Il est néanmoins des cas où l'obligation absolue du secret peut susciter chez le médecin un drame de conscience qu'aucune règle et aucune loi ne lui permettront de résoudre aisément.

Le jeune médecin qui faisait un remplacement et qui a soigné Lionel Cardon, blessé à l'épaule par le policier qu'il venait de tuer - Lionel Cardon inculpé pour

l'assassinat dans des circonstances dramatiques de deux de ses confrères - ce jeune médecin s'est tu, après avoir appelé le conseil de l'Ordre. Les remous provoqués par cette affaire au sein du public - et de la police - incitèrent un député (M. J.-L. Masson) à interroger à ce sujet, en 1984, le ministre de la Justice. La réponse du ministre fut claire : « Hormis les cas où la loi oblige ou autorise le médecin à dénoncer certains faits aux autorités, cas pour lesquels en figure pas celui d'un criminel en fuite dont l'état de santé exige des soins, le secret médical est de portée générale et absolue ».

C'est également au nom du secret que les médecins-chefs de secteurs psychiatriques de la région parisienne ont dernièrement refusé d'obéir à une réquisition des autorités qui, à la suite d'une série de meurtres particulièrement horribles, les sommaient de leur remettre la liste de leurs malades dangereux.

Ces mêmes psychiatres, et ceux qui adhèrent au Syndicat national des maisons de santé pour maladies mentales s'élèvent dans un communiqué et à la suite du conseil de l'Ordre et de l'Académie de médecine contre la remise en cause de l'inviolabilité du secret médical que leur semble impliquer le projet de réforme du code pénal adopté par le gouvernement de M. Fabius (article 226-12) (voir encadré).

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Lire la suite page 24.)

(1) Date du débat sur l'introduction des vaccinations obligatoires.

Maquis juridique

● L'article 378 du code pénal stipule que « les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession ou par fonctions temporaires ou permanentes, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige ou les autorise à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets seront punis d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende ».

● Les lois de 1976, 1977 et 1980 ont complété cet article en précisant que ceux qui révéleraient l'existence d'avortements pratiqués dans des conditions non conformes à la loi, ou qui informeraient les autorités sanitaires et sociales des services ou privations, sur mesure de quinze ans ou qui porteraient à la connaissance du procureur de la République des services permettant de prouver d'un viol ou d'un attentat à la pudeur, n'encourent pas les peines prévues pour la révélation des secrets médicaux.

Ces dérogations à l'article 378 sont facultatives.

D'autres (déclaration des maladies contagieuses) sont prescrites par des lois (de 1947 à 1948). Ces déclarations n'impudent l'identité du malade (en cas de maladie

vénérienne notamment) que s'il refuse de se faire traiter.

Enfin, le certificat d'insanité pour un malade mental dangereux constitue la seule dérogation complète au secret médical, dans la mesure où le médecin est tenu de donner aux autorités administratives une description détaillée de l'état du malade.

Il existe en fait, et actuellement, douze dérogations légales et sept dérogations relevant de la jurisprudence au secret professionnel. Il est permis de se demander, comme le fait R. Savary (docteur en droit et en médecine), si « l'exception tendant à devenir la règle, celle-ci ne s'expose pas à la caducité. On peut même considérer, ajoute-t-il, que « l'obligation du secret professionnel des médecins générale et absolue » est devenue insoutenable ».

Le code de déontologie médicale (décret de 1979) consacre pour sa part quatre de ses articles au secret professionnel. Trois rappellent l'obligation, pour le médecin, pour tous ses collaborateurs, et dans le cadre de ses publications.

En revanche, l'article 42 autorise la révélation d'une affection grave à la famille, ou à un tiers désigné par le malade.

● L'article 62 du code pénal stipule que « sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 360 F à 20 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui, ayant connaissance d'un crime déjà tenté ou consommé, n'aura pas, alors qu'il était encore possible d'en prévenir ou d'en limiter les effets, ou qu'on pouvait penser que les coupables ou l'un d'eux commettraient de nouveaux crimes qu'une dénonciation pourrait prévenir, averti aussitôt les autorités administratives ou judiciaires ».

● L'article 40 du code pénal impose à « toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit, d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements qui y sont relatés ».

Cet article pourrait s'appliquer au directeur d'hôpital ou au médecin-chef de service d'un hôpital où se trouverait un blessé impliqué dans un crime ou un délit.

Néanmoins, la jurisprudence a constamment admis à ce sujet que la divulgation de renseignements de nature à nuire à un malade ou à

un blessé restait strictement interdite.

● L'article 226-12 du projet de réforme du code pénal adopté par le gouvernement de M. Fabius prévoit que « toute personne qui, étant soit par état ou profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, dépositaire d'une information à caractère confidentiel, la révèle sciemment à une personne non qualifiée pour en partager le secret est punie d'un an d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende ». « La poursuite ne peut être exercée que sur plainte de la victime, de son représentant légal ou de ses ayants droit; toutefois, lorsqu'elle est engagée, elle ne peut être éteinte par le retrait de la plainte ».

Cet article ne se réfère donc plus à la spécificité médicale du secret. En outre, il semble ne se référer qu'aux « informations à caractère confidentiel » et non à l'ensemble de ce que sait ou apprend le médecin.

Enfin, le conseil de l'Ordre des médecins s'interroge sur l'identité des « personnes non qualifiées » (ou qualifiées) qui recevraient ce secret et pourraient, pour quel pas, être des magistrats ou des policiers.

Dr. E.-L.

LES PSYCHOTHERAPIES DE LA PERSONNE AGÉE

3^e Congrès de l'Association Internationale de Gérontologie Psychanalytique
LYON 6 et 7 juin 1986

Renseignements et inscriptions :

Dr J.-P. VIGNAT
Hôpital Saint-Jean-de-Dieu
290, route de Vienne, 69008 LYON
Tél. 78-09-78-15.

هكذا من الاصل

Secteur privé : le réveil des vieux démons

Le secteur privé à l'hôpital public devait disparaître cette année. Le nouveau ministre de la santé entend le rétablir. Sous quelles formes ? A quel prix ?...

En prenant comme elle vient de le faire l'octroi d'une « sphère de liberté » - aux médecins des hôpitaux publics, M^{me} Micbelle Barzach, ministre déléguée à la santé, imaginait-elle la tempête qu'elle déclencherait ? C'est pourtant ainsi : on ne réveille pas impunément les vieux démons.

Secteur privé ? Pour un peu, les jeunes générations auraient oublié de quoi il retournait. L'histoire a commencé il y a près de trente ans avec la profonde réforme mise en œuvre par le professeur Robert Debré, ministre qui donna naissance aux centres hospitalo-universitaires d'aujourd'hui. Pour, attirer vers les hôpitaux les meilleurs praticiens d'alors (et leurs malades) et - corollaire - pour réussir à les débarrasser des établissements privés où ils pratiquaient, on eut l'idée de leur proposer la possibilité de conserver une activité libérale au sein des structures publiques. Les médecins à temps plein bénéficiaient ainsi du droit statutaire d'utiliser pour leur propre compte le personnel, le matériel et les locaux de l'hôpital.

L'activité privée pouvait prendre deux formes différentes :

• **Les consultations :** les médecins, chirurgiens et spécialistes à plein temps pouvaient recevoir en consultation privée deux fois par semaine (deux fois trois heures). Les honoraires étaient alors fixés par « entente directe » entre le praticien et le malade. Le premier les percevait directement et était tenu de verser une redevance à l'hôpital (30 % du tarif conven-

tionnel). Ce système pouvait être éminemment rentable lorsque - c'était très souvent le cas, notamment dans les CHU - le patron hospitalier bénéficiait du droit au « dépassement » eu égard à ses titres et à sa qualification. On atteignait alors des sommes supérieures - et parfois très supérieures - aux tarifs conventionnels.

• **Les hospitalisations :** les praticiens à plein temps avaient la possibilité de faire admettre des malades dans des lits « privés » dont le nombre total ne pouvait excéder 8 % des capacités du service. Un malade optant pour le secteur privé acquittait un supplément de 25 % - non remboursable par rapport au prix de journée « public ». Là encore le médecin s'engageait à verser une redevance (10 % des tarifs conventionnels, par exemple en chirurgie) à l'hôpital.

Effets pervers

Si l'objectif initial avait été atteint, le maintien d'un tel système ne fut pas sans effet pervers. L'inspection générale des affaires sociales (1979), puis la Cour des comptes (1980) établirent des constats sévères révélant, en particulier, un certain nombre d'abus (multiplication des actes, détournement de clientèle, tarifications abusives, etc.) qui, pour être bien connus du grand public, n'avaient jamais été officiellement épinglés. La Cour des comptes alla même jusqu'à proposer qu'on « envisage l'opportunité de la suppression d'un tel secteur ».

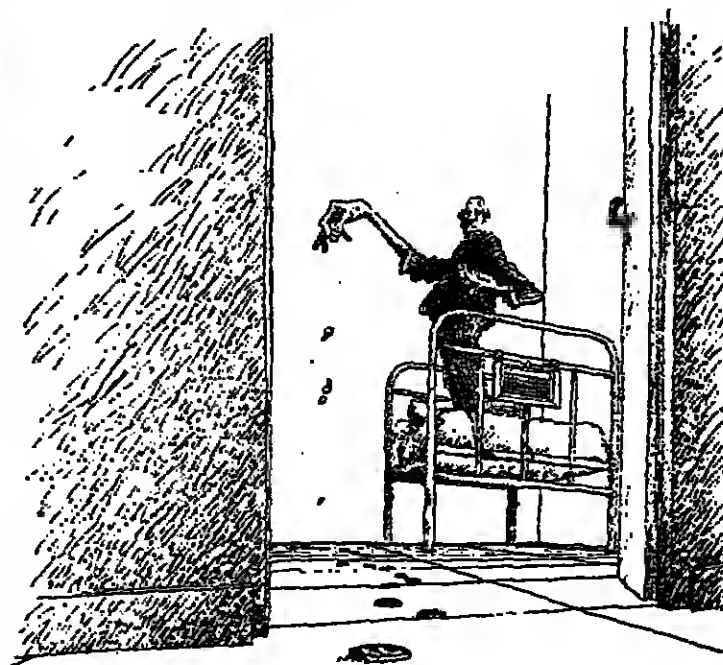
En 1980, M. Jacques Barrot, alors ministre de la santé, n'osa pas s'engager sur une voie aussi radicale. Ce fut alors l'heure de la « normalisation » teintée de « moralisation ». Le 7 décembre 1980, le *Journal officiel* publiait un décret qui modifiait les conditions d'exercice du secteur privé : l'hôpital percevait directement les honoraires pour le compte des praticiens et leur verserait les sommes une fois la redevance déduite. Le ministre prit toutefois bien soin de souligner qu'un tel texte ne remettait aucunement en cause le principe même du secteur privé.

Le bastion tombe

1981 arrive. Le privé avait trop valeur de symbole, celui d'une médecine pour riches pratiquée dans des établissements publics, pour que la gauche ne s'y attache pas (1). C'est M. Jack Rallie, ministre communiste de la santé, qui - non sans plaisir, il est vrai - attaqua le bastion. Ce dernier tomba le 1^{er} janvier 1983, non sans avoir alimenté de nombreux et vifs débats, et confirmé la droite médicale dans son opposition absolue à toute réforme mise en œuvre par la gauche à l'hôpital.

La suppression ne fut pourtant ni totale ni immédiate. On laissait, en effet, le choix aux médecins. Ceux qui abandonnaient toute activité privée voyaient leur retraite et leur couverture sociale améliorées. Les autres ne pouvaient conserver une activité privée que jusqu'au 31 décembre 1986. Dans quelques mois, donc, le secteur privé de l'hôpital public allait totalement disparaître.

Va-t-il brutalement ressusciter ? Les propos de M^{me} Barzach (*le Monde* daté 27-28 avril et 30 avril), comme ceux de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, au Grand



« Petits, petits, petits... »

Jury RTL-*le Monde* (le *Monde* du 29 avril) le laissent clairement entendre.

L'affaire ne manquera pas de réveiller de vieilles querelles au sein du monde hospitalier, querelles qu'on imaginait - peut-être trop vite - définitivement oubliées. La nouvelle génération de médecins hospitaliers n'est pas, dans sa grande majorité, véritablement séduite par un tel système, qui rencontre par ailleurs de moins en moins d'adeptes. De source officielle, on ne comptait, en 1981, qu'un peu plus de trois mille médecins hospitaliers (sur quinze mille) exerçant une activité privée (2).

Le débat qui s'ouvre aujourd'hui ne fait que reprendre

les arguments publiquement échangés depuis une dizaine d'années entre partisans et adversaires de la suppression.

Pour les premiers, le secteur privé est un privilège abusif, une ségrégation inadmissible en même temps qu'une injustice choquante. C'est aussi la porte ouverte à tous les abus et la pérennisation d'une médecine d'argent - sinon de classe - au sein de structures publiques (3).

Les seconds voient au contraire, outre la possibilité d'améliorer leurs revenus, le bénéfice d'une « ouverture de l'hôpital sur la ville ». Un argument qui n'a de sens que parce que le corps médical hospitalier, pas plus que le libéral, n'a encore véritablement cherché à associer ses intérêts au profit du malade.

On avance aussi l'idée que le privé pourrait être de nature à pallier l'actuelle « hémorragie » des médecins des hôpitaux généraux vers l'exercice libéral. « C'est vrai que dans quelques disciplines, explique un haut responsable, c'est notamment le cas en radiologie ou en anesthésie-réanimation. Un radiologue de ville gagne trois à quatre fois plus qu'un radiologue exerçant en hôpital général. Mais la vraie question est celle de la nomenclature des actes en radiologie, et non celle de la réintroduction du privé ».

Conscients du risque évident de dérapage d'un tel système (ne serait-ce que parce qu'il crée un double circuit financier dans

l'hôpital), les partenaires du privé évoquent tous la nécessité absolue d'un contrôle de nature à éviter les abus. Mais quel contrôle ? Et comment l'imposer ?

Les projets du gouvernement ne sont pas encore officiellement connus. S'agira-t-il d'un simple retour au système antérieur ? Sans doute pas, confie-t-on en haut lieu.

« Un peu d'oxygène »

« La restauration serait la pire des choses, nous dit M^{me} Barzach, et ne correspond aucunement à ce que je veux mettre en place. Il n'est pas question de créer des inégalités ou de mettre en place un système qui ne serait ni à l'honneur des médecins ni à l'honneur de personne. Ce que je préconiserai est destiné à faire un peu d'oxygène. Mais il ne faut pas que les abus d'hier constituent un obstacle à la mise en place d'un système indispensable ».

Les textes de réforme seront, assure M^{me} Barzach, prêts dans quelques semaines. On verra ensuite si le prix politique de la réintroduction d'une activité libérale dans des secteurs publics sera ou non supérieur aux bénéfices - encore vagues - qu'on en escompte.

JEAN-YVES NAU.

(1) Lorsque l'était candidat à l'élection présidentielle, M. François Mitterrand s'était exprimé sur le secteur privé dans une lettre qu'il avait adressée au président du Syndicat national des centres hospitaliers, M. Mitterrand écrit : « J'ai indiqué très clairement mon souhait de voir disparaître, pour l'avenir, les services privés de l'hôpital public avec maintien par extinction à ceux qui les déclinent actuellement, notamment à ceux qui ont choisi le plein temps après avoir exercé à titre privé et qui ont amené leur clientèle à l'hôpital ».

(2) Dont 976 médecins hospitalo-universitaires, 114 médecins-généralistes et 1942 médecins en centres hospitaliers généraux. D'autre part, à l'Assurance publique de Paris, 307 praticiens exercent une activité privée qui a correspondu en 1984 à 43 000 journées d'hospitalisation sur plus de 10 millions.

(3) Dans un communiqué, la Fédération nationale de la mutualité française s'élève d'ailleurs « contre le projet de rétablissement du secteur privé à l'hôpital. La répartition de ce secteur, aujourd'hui en voie d'extinction, ferait renaître les abus dénoncés et leur temps par l'inspection générale des affaires sociales et le rapport 1980 de la Cour des comptes, et surtout nous conduirait à l'instauration, au sein de l'hôpital public, de filières de soins différentes en fonction des ressources des malades. (...) La mutualité ne peut accepter que les inégalités devant la maladie se trouvent renforcées, notamment à l'hôpital ».

Reverser l'argent des honoraires

par le professeur
MARCEL-FRANÇOIS KAHN (*)

HIRONDELLE de choc du printemps de la nouvelle majorité, le secteur privé à l'hôpital est de retour. Officiellement, car la majorité précédente ne l'avait fait disparaître que sur le papier.

Et l'on nous assure à nouveau que celle ne va rien changer à la qualité des soins hospitaliers, qui sera identique pour les deux secteurs. Affirmation à l'évidence totalement fautive. La démonstration en est facile, par exemple pour l'acte chirurgical. Tous les chirurgiens d'une équipe d'un service ne se valent pas. Il faut bien admettre que l'expérience, pas forcément, mais souvent, liée à l'ancienneté, au moins jusqu'à un certain point, joue un grand rôle dans la qualité des résultats. Les plus expérimentés devraient donc, *a priori*, opérer les cas les plus complexes, et les plus jeunes les autres. Or il est notoire qu'avec la double activité des praticiens, les plus expérimentés ne s'occupent qu'en passant par la voie privée. Sinon, il est évident, réservé aux plus chanceux, ou aux cas les plus intéressants.

Quelle liberté ?

Mais, dit le chœur des défenseurs du privé à l'hôpital, ce n'est pas une question de gros sous. C'est la liberté de choix des patients à l'hôpital que nous défendons, ajoutent-ils. Vraie ! La liberté existe pour celui ou celle qui s'adresse au secrétariat du secteur privé. Mais quelle est la liberté de celui ou de celle qui ne peut s'offrir que la filière publique ?

Une moralisation de ce secteur est-elle possible ? J'en doute. Jacques Barrot avait essayé avant 1981. Les diverses mesures proposées n'ont alors jamais reçu un début d'application. Et je ne connais pas de radiation ou de poursuite dirigée contre ceux - quelques braves galeux seulement - qui demandent à être payés en espèces, petites coupures soustraies, minant par là leurs impôts et majorant donc les miens.

Un argument des défenseurs du secteur privé mérite cependant attention. Son absence, disent-ils, écarte de l'hôpital toute une clientèle intéressante et dont l'exploitation (au sens noble du terme, bien

sûr), pour l'enseignement et la recherche, est perdue. Ils sont par ailleurs une perte sèche pour l'hôpital public puisqu'ils s'adressent au dehors. Je ne suis pas persuadé que cet argument soit valable. Mais puisqu'il est présenté comme essentiel je fais une proposition : que l'argent qu'emportent les médecins du secteur privé soit reversé à l'hôpital ou à la recherche, comme aux Etats-Unis. Ainsi, le supplément de confort payé par les plus favorisés bénéficierait quand même à la collectivité et au service public...

(*) Hôpital Bichat, Paris.

Arrêter l'hémorragie

par le professeur
BERNARD DEBRÉ (*)

La pérennisation du secteur privé n'est pas simplement un symbole, c'est un acte de sauvegarde vis-à-vis des hôpitaux.

C'est d'abord un lien indispensable entre la médecine hospitalière temps plein et la médecine de ville ; il faut savoir que ce sont les médecins libéraux eux-mêmes qui envoient leurs malades consulter des spécialistes hospitaliers ; ce lien permet à la médecine hospitalière de garder le contact avec la ville.

Marie Thirion

Les compétences du nouveau-né

Ramsay

Ce très beau livre d'observation et de réflexion, original, risque de changer l'optique de bien des mères, et aussi des pédiatres et du personnel de maternité.

J.L. - Marie-Claire

Ce livre, qui fourmille d'informations renouvelle le genre... F.N. - *Le Monde*

Eviter les abus

Certes, il y a eu des abus, il y en aura encore. Mais il ne faut pas en faire un prétexte pour remettre en cause tout le système. Une enquête sérieuse et démontrée que 85 % des médecins respectaient les règles déontologiques de cette pratique ; faut-il, pour éviter 15 % d'abus, supprimer une activité indispensable ? Non, bien entendu, il faut donc, en restaurant le secteur privé, prendre les précautions nécessaires pour éviter les abus ; donnons aux directeurs des hôpitaux le pouvoir de saisir la commission médicale, composée de médecins, pour qu'elle puisse juger les médecins égarés.

Quant à dire que le secteur privé institue une médecine de riches par opposition à la médecine de pauvres qui existerait dans le public, cet argument est sans fondement. La quasi-totalité des honoraires demandés par les médecins sont des honoraires conventionnels et identiques à ceux que prennent les médecins libéraux. La réintroduction du secteur privé dans les hôpitaux publics doit s'intégrer dans une politique d'ensemble ouvrant l'hôpital sur la ville, en renforçant le temps partiel ; revalorisons l'exercice libéral de la médecine, tant dans les cliniques que chez le praticien, par une politique conventionnelle adaptée et gratifiante.

(*) Hôpital Cochin, Paris.

Secret médical

(Suite de la page 23.)

Il semble, curieusement, que ni l'Académie ni l'Ordre n'aient été consultés à ce sujet, et le nouveau garde des sceaux, M. Chabanon, a fait savoir qu'il « tenait beaucoup à la notion de secret médical » (2). Il semble que cette réaction soit partagée par les hauts magistrats qui ont participé à l'élaboration de ce projet de réforme et qui attribuent à un « malentendu » les très vives réactions de l'Ordre et de l'Académie.

Il n'en reste pas moins que le secret médical n'a jamais été aussi menacé, non pas tellement par les autorités de l'Etat que par l'évolution de la médecine elle-même. Le nombre des dérogations, légales ou non qu'il comporte - déjà, nombre que l'événement de l'informatic, des cartes de santé et des registres génétiques devrait accroître considérablement, montre que son caractère « absolu » frise la fiction, et que l'on évolue en France, comme dans d'autres pays, vers ce que M. Mac Aleese, conseiller à la Cour de cassation, nomme le « relativisme avec zones d'incertitudes ».

L'histoire, celle d'hier et plus encore celle d'aujourd'hui, montre les risques et les dérives d'un tel relativisme. On peut certes souhaiter, en un siècle qui voit la difficile émergence d'une morale collective, que la notion du bien commun soit de plus en plus largement prise en considération par le législateur. Mais il apparaît dangereux que cette évolution se fasse au détriment des

derniers remparts de la protection individuelle. Le secret médical est bien le dernier de ces remparts, et il serait pour le moins inacceptable que, en un temps où les fondements de la morale traditionnelle s'effritent sous la poussée de la technique et de l'évolution sociale, il ne soit plus l'ultime garant du respect de la personne humaine qu'il fait, envers et contre tout, depuis plus de vingt siècles.

D'ESCOFFIER-LAMOTTE.

(2) Un médecin, le docteur Louis Allard, est conseiller technique au ministère de la justice et se voit notamment chargé des questions d'éthique.

Les droits du malade

Il ne paraît pas inutile de rappeler que le secret médical a été instauré au bénéfice non du médecin qui, parfois, en abuse, mais du malade lui-même, qui a donc le droit de le partager et d'en faire ce qu'il veut.

Un avis du Conseil d'Etat a rappelé en 1981 cette notion, pourtant évidente, devant les refus opposés par certains médecins hospitaliers à une demande de communication d'un dossier, soit par un malade, soit par ses héritiers. L'hôpital a donc obligation de communiquer, non au malade lui-même, mais à son médecin traitant ou à celui de ses héritiers, en cas de décès, le dossier en question.

SECTEURS DE POINTE

Des Lorrains en mouvement

METZ : les emplois de la communication

À quelques tours de roue au sud de Metz, dans des entrelacs d'autoroutes, un grand chantier. Quelques bâtiments bas et des bulldozers au travail. « Ici, à gauche, nous expliquons-t-on, sera créée la *Symphonie*. Et on nous apprendra à éléver des dunes plantées d'arbres... »

Les 35 hectares sur lesquels on travaille dans une première étape abriteront et abriteront déjà la « technopole Metz 2000 ». Deux cents techniciens au moins et autant d'étudiants y sont déjà installés. Techniciens de sociétés comme Télémécanique, Bull, Tramec, Apple, Hewlett-Packard, Thomson-Answay, Tonna, Electronique, etc., toutes spécialisées dans les systèmes et le matériel de communication ; chercheurs du centre de recherche de Télédiffusion de France (TDF) ; étudiants de Supélec, l'école supérieure d'électricité, qui vient d'installer un de ses établissements déconcentrés et dont le grand bâtiment vitré est sorti de terre en dix-huit mois.

Ce record d'installation illustre d'ailleurs l'état d'apogée atteint par la ville de Metz, bourbier battant, avec l'objectif de créer ici dans les toutes prochaines années un « secteur d'activités de pointe européenne spécialisée dans l'étude et le développement des systèmes de communication ». Ici, dit Jean-Marie Rausch, le maire de Metz, dont la communication est devenue la spécialité et la passion, voire la manie, explique très bien les raisons de son ambition.

La mode des technopoles, comme toutes les modes, répond à un besoin. Pen de villes de quel importance qui n'y obéissent. Mais lorsqu'un oubli se babillage par un vocabulaire dans le vent, l'idée qui les inspire est de bon sens. Les zones industrielles classiques sont parties mal deservies par les moyens de transport modernes, le plus souvent tristement réhabilités, et de toute façon, les industries anciennes qu'elles accueillent sont sérieusement mises à mal par la crise. On est, tout simplement, en train de les réinventer pour en faire des lieux agréables à habiter et « à travailler », destinés à accueillir des

Les Messins construisent en bordure de leur ville une technopole spécialisée dans l'étude des systèmes de communication.

activités à haute technicité, à forte valeur ajoutée, mariant pour leur développement les trouvailles des chercheurs et les innovations des entrepreneurs.

Exemple à Metz : on connaît la situation de la sidérurgie ou de la mine ; on apprécie moins bien la fragilité des sous-traitants dans des secteurs comme celui de l'automobile. Comment préparer le relais de ce vieux fond industriel lorrain ? On en arrive tout naturellement à la formule de la

La mairie, pour assurer la promotion de son projet et tout en conservant le dernier mot dans l'approbation des candidats investisseurs, a, d'autre part, fait appel à un opérateur spécialisé. Il s'agit de la société Europarc, créée il y a deux ans par le sociologue financier Auguste-Thouard, grande spécialiste de l'immobilier d'entreprise, la Société générale et Lucien Triponeau, un ingénieur strasbourgeois qui en est le PDG. Europarc, à Metz, participe à l'élaboration d'un schéma d'aménagement de la technopole, construit les bâtiments d'accueil, les commerces, les services. La ville peut ainsi concentrer ses efforts financiers sur les investissements d'accompagnement : infrastructures et services ; ici, par exemple, le Centre d'études des systèmes de communication (CECOM), qui sera le lieu privilégié de rencontre des différents partenaires de la technopole, leur « animateur technologique » et, pour cela, doté de ressources propres importantes.

Satellites en direct

Lucien Triponeau, quarante-sept ans, quarante collaborateurs dont la moyenne d'âge est de trente ans, travaille actuellement sur un projet technologique en France et en tant que directeur de la recherche et de l'innovation, il a du dynamisme à revendre et, annonce-t-il, une « philosophie » : associer le plus étroitement possible dans un « partenariat très ouvert » les collectivités locales, les entreprises, les universitaires et les chercheurs, les investisseurs. Philosophie, on le voit, très libérale et qui rejoint celle du maire de Metz : « Je suis, dit par exemple celui-ci, de moins en moins d'accord avec le système de primes municipales, régionales ou nationales à l'emploi. Elles faussent le jeu de la concurrence et nous rendent trop sensibles aux influences politiques. Les municipalités doivent imaginer des projets, préparer un terrain favorable à la venue des industriels. Mais c'est aux banques à venir en première ligne et à prendre le risque de l'investissement... »

Sur un point au moins on donnera raison à Jean-Marie Rausch : il n'est pas en panne de projets comme celui-ci, sur lequel aujourd'hui il s'enthousiasme. Il voudrait créer sur la technopole un téléport, grand centre de communication international par satellite, permettant aux entreprises de relier leurs ordinateurs de n'importe quel point du globe à l'autre sans passer par les réseaux nationaux spécialisés. Une sorte de port franc des télécommunications. « J'en ai parlé, dit-il, à Longueuil (le nouveau secrétaire d'Etat aux PTT, un Lorrain), il n'est pas contre l'idée... »

J.-F. SIMON.

Les Lorrains ont été en première ligne de la crise comme ils le furent de la guerre. Le fer et l'acier ne leur assurent plus la prospérité dont ils bénéficièrent durant des années. Ils sont obligés d'inventer autre chose, et les lieux de cette invention ce sont notamment les parcs d'activités technologiques, les technopoles comme on les appelle, installées aussi bien à Nancy qu'à Metz.

NANCY : les prothèses du troisième type

À la fin du mois de mai sera posée, dans l'enceinte du CHU de Nancy-Brabois, la première pierre de l'Institut européen de la microchirurgie (IEUEBM). Cette structure dépasse de loin le simple concept de recherches fondamentales pour aborder plusieurs aspects pratiques des composants de la chirurgie contemporaine. « L'évolution des techniques chirurgicales fait que plus de 60 % des actes opératoires concernent la chirurgie orthopédique, traumatologique, plastique et reconstructrice », commente le professeur nançois Roger Bénichoux, président fondateur, en 1966, de la Société européenne de recherches chirurgicales.

Le marché des biomatériaux est donc sans limite. « Mais quand on voit proposer une prothèse de hanche, des vaisseaux artificiels ou des ligaments en carbone vous avez 80 % de chance pour qu'ils soient étrangers, américains en particulier. C'est un énorme paquet de devises qui repart vers l'étranger », résume de façon peu clinique mais réaliste le professeur nançois Roger Bénichoux, un des spécialistes mondiaux de la microchirurgie de la main et qui est aussi le seul chargé de cours français à l'université chinoise de Shanghai. L'importation de biomatériaux reste donc inévitable en France, puisque leur distribution est assurée à 85 % par trois entreprises multinationales ayant leur siège aux Etats-Unis. L'IEUEBM se propose d'être le centre européen pour l'interaction des biomatériaux chez l'homme et l'animal.

Une banque des échecs

Ce futur institut européen ne se construit pas sans bases solides. En effet, pour mieux comprendre les problèmes concernant les biomatériaux, l'étude des prothèses explantées reste une source précieuse d'informations. Il s'agit donc de réunir de par le monde les biomatériaux implantés chez l'homme et qui n'ont pas rempli, pour une raison ou pour une autre, leur rôle. Ainsi, en collaboration avec le professeur Guidoin, de l'université Laval à Québec, une banque Québec-Nancy de biomatériaux explantés fut fondée dès 1981.

Le groupe de Québec se réserve l'étude des matériaux mous, tandis que celui de Nancy, qui sera désormais à l'IEUEBM, étudie les biomatériaux durs. Pour ces derniers, les fractures de fatigue, notamment sur les implants métalliques, ne sont pas

rares. « Vu le coût de telles prothèses et leur utilisation de plus en plus fréquente, notamment pour la hanche, les fabricants sont très intéressés par l'analyse des faiblesses de leurs matériels et des remèdes possibles », explique le professeur Merle. Nous étudions donc les causes des échecs. L'idéal serait, semble-t-il, d'avoir des prothèses à qualités d'acier variables. Dur au niveau de la tête du fémur et souple pour le corps de l'os à remplacer. Cette

prothèse de hanche flexible s'usait moins vite grâce aux matériaux composites en cours d'élaboration.

Autre exemple d'étude possible : « Les ligaments artificiels fabriqués en carbone sont attaqués par les macrophages de l'organisme. Les débris de carbone semblent être stockés dans le fémur. Il s'agit de mieux comprendre ce mécanisme pour y trouver remède. » De même les fractures d'implants en silicone entraînent des réactions fibreuses ou de type synovite déjà connues mais encore insuffisamment étudiées. L'utilisation des biomatériaux mous est, quant à elle, plus en plus courante. Les plus spectaculaires sont les prothèses vasculaires textiles, notamment en téflon. « Elles sont malheureusement loin d'être parfaites », explique le professeur Bénichoux. Elles peuvent induire une thrombose qui bouche la circulation, ou, pis, une infection qui met en jeu le pronostic vital. D'où le thème de nombreuses analyses actuellement en cours qui sont rassemblées à l'IEUEBM.

Pourquoi institut européen ? « L'industriel qui veut introduire à l'étranger un biomatériau doit, le plus souvent, faire évaluer à grands frais des études de tolérance dans chaque pays envisagé », répond le professeur Bénichoux. L'institut étudiera les biomatériaux selon un protocole agréé par les autorités européennes, qui deviendra un véritable label reconnu par chaque membre de la Communauté.

Européen encore, parce que le service de microchirurgie de la main de Dommartin-lès-Toul, a déjà une dimension européenne. Il dispense ainsi depuis plusieurs années des cours de formation à la microchirurgie réservés à des chirurgiens confirmés. Cent trois praticiens européens ont ainsi été formés depuis 1980. Ce service lorrain est actuellement la plus importante unité de chirurgie de la main et de microchirurgie en Europe, avec plus de quatre mille interventions réalisées en 1984. C'est là, sous l'impulsion du professeur Jacques Michon, que s'est créée, en 1979, à Nancy, la Confédération européenne des services d'urgence de la main. Le siège social de cette confédération trouvera ainsi en toute logique son emplacement définitif à l'IEUEBM et deviendra un centre d'information unique pour étudier la démographie et les causes d'accidents de la main.

Par ailleurs, l'Atelier européen de microchirurgie organisé à l'initiative du Conseil de l'Europe en 1985 aura également son siège à l'IEUEBM de Nancy. Les futurs bâtiments seront construits en continuité avec ceux de l'actuel Institut de recherches chirurgicales dirigé par le professeur Bénichoux.

Enfin, l'Institut délivrera plusieurs diplômes universitaires, dont ceux de chirurgie expérimentale, d'orthopédie traumatologique et d'enseignement de la microchirurgie appliquée à la chirurgie plastique reconstructrice. Le coût de l'IEUEBM a été évalué par ses concepteurs à 3,5 millions de francs.

JEAN-LOUIS BEMER.

UN SALON DU DESIGN. — Nancy Euro-Design 86, organisé par la SOPREME se déroulera du 4 au 9 novembre 1986 au Parc des expositions de Nancy. Il veut être le premier salon européen sur le design et réunir des expositions de toute l'Europe, des designers, des ergonomes et des industriels. (Boîte postale 593, 54009 Nancy cedex, tél. : 83-51-09-01.)

COOPÉRATION TECHNOLOGIQUE

Un pont avec la Sarre

« GRAVEMENT touchés par la crise des nouveaux débouchés, la Lorraine et la Sarre doivent absolument unir leurs efforts ; leur proximité et leur complémentarité historique représentent leur meilleur atout pour réussir la coopération de leurs entreprises. » Cette conviction de Bernard Heitz, directeur de la BSTE (Banque de sous-traitance de l'Est), est à l'origine du projet de création d'un réseau transnational d'échanges et de coopération entre ces deux régions.

Attelior (Association pour le transfert de technologies en Lorraine) et GW Saar (Société pour le développement économique de la Sarre) se sont associées à cette initiative visant à promouvoir les échanges de technologies entre les PMI lorraines et sarroises. Pour y parvenir, ces organismes vont engager une « politique volontariste de sélection » touchant aussi bien les entreprises ayant une technologie à céder que celles qui recherchent des produits nouveaux.

Depuis vingt-cinq ans, la BSTE conseille et oriente les PME afin de permettre une utilisation plus complète et plus rationnelle des installations et des capacités de travail de ses adhérents. Elle veut aujourd'hui renforcer, au-delà de ses aires géographiques habituelles, les possibilités de coopération entre les entreprises. C'est la raison pour laquelle elle ne se contentera pas de participer financièrement au capital des sociétés, mais, avec Attelior et GW Saar, suivra le cheminement des projets jusqu'à l'aboutissement effectif de la coopération. La BSTE souhaite ainsi prêter main-forte aux entreprises pour la résolution d'éventuelles difficultés qu'elles soient d'ordre juridique ou financier notamment. « L'Europe se construit actuellement », observe M. Heitz. Les sociétés lorraines et sarroises doivent participer à cette construction et se persuader de l'intérêt de travailler ensemble pour être plus puissantes. Le transfert de technologies répond à ce besoin d'ouverture des entreprises vers l'extérieur. Leurs responsables comprennent que les technologies et leur diffusion sont primordiales pour le succès de leurs sociétés. »

JEAN-LOUIS THYS.

Demain

Revoici les dirigeables

Absent du trafic régulier depuis quarante-cinq ans, le dirigeable fait son apparition en Angleterre pour des excursions touristiques au-dessus de la capitale. C'est au terminus d'aviation de Leavesden que le Skyship-500 a effectué sa première sortie officielle le 23 avril, pour un tour au nord de Londres.

Le Skyship-500 est le premier des nouveaux dirigeables à recevoir le visa d'exploitation commerciale. Il effectuera quatre vols par jour, d'une heure et quart chacun, avec cinq passagers à bord, pour la somme de 100 livres par personne.

Quatre Skyship-500 sont actuellement en service, mais Airship Industries lui préférera sans doute à terme le 600 (version allongée de 59 mètres), qui a effectué son vol inaugural en mars 1984 et qui peut embarquer douze passagers. Toujours en phase de développement, le 600 devrait prochainement obtenir un certificat de navigabilité pour des missions techniques et touristiques. Testé en vol à la base de Cardington, près de Londres, le 600-01 procède actuellement à l'essai de deux procédés en développement : un système de commandes d'avion par fibres optiques qui devrait équiper ultérieurement les appareils classiques, et un système d'imagerie lumineuse à bord des dirigeables destiné à l'animation et à la publicité nocturne.

Les premiers Skyship-600 ont été livrés l'année dernière : le 600-02 a

été déassemblé à Cardington après son premier vol et expédié en Australie pour le compte de Swan-IV ; et le 600-03, d'antenne intégrée, a été livré à Adairsville City, aux Etats-Unis, où il sera utilisé par Resorts International pour la publicité.

Un aéroport urbain dans les docks de Londres

Le « Stolport » de Londres — abréviation de Short-Take-Off and Landing Airport — premier aéroport urbain du monde pour avions à décollage et atterrissage court, recevra ses premiers passagers en principe « London City Airport ».

La Corporation du développement des docks est chargée depuis 1981 de transformer 21 kilomètres carrés de docks désaffectés en une zone résidentielle, commerciale et industrielle moderne. Le Stolport fait partie de cet ensemble. Il sera construit par John Mowlem and Company, qui réalisera le bâtiment du terminal et les 760 mètres de piste entre deux anciens bassins des Royal Docks.

Brayon Airways, une compagnie de Plymouth qui exploite le Dash-7 de Havilland, prévoit de baser six appareils au Stolport. Plusieurs vols quotidiens aller/retour sur Paris, Bruxelles, Rotterdam, Amsterdam et Francfort sont prévus.



LE SAVOIR-VIVRE MICRO
Toute l'actualité de la micro-informatique, les bancs d'essai de nouveaux matériels et logiciels, des programmes inédits, des informations pratiques sur tout ce qui communique, c'est chaque mois dans SVM. 18 F EN VENTE PARTOUT



HISTORIEN DU SCOUTISME RECHERCHE
Historien du scoutisme voudrait acquérir, pour un bon prix, ces variations du badge en tissu représenté pour compléter sa collection. Ecrire : Michael Feigenbaum 5220 First Ave - New York NY 10021 - Etats-Unis

سكن من الاجل

**SPÉCIAL
INDUSTRIE**

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Tout ingénieur plongé dans un contexte performant

reçoit une poussée vers le haut égale au degré de compétences investi.



Jeunes ingénieurs grandes écoles

X, Centrale, Mines, ESE, AM,

CONTEXTE PERFORMANT ?

Les plus grands projets industriels d'aujourd'hui, les plus grandes réalisations, sont aussi l'œuvre d'USINOR, de sa technique, de son organisation, de la valeur de chacun de ses ingénieurs.

Ariane ? Vous connaissez ! USINOR est partie prenante.

Cité des Sciences et de l'Industrie ? Vous connaissez ! USINOR est partie prenante.

Renault 25 ? Vous connaissez ! USINOR est partie prenante.

Peugeot 205 ? Vous connaissez ! USINOR est partie prenante.

Airbus ? Vous connaissez ! USINOR est partie prenante.

Le TGV ? Vous connaissez ! USINOR est partie prenante.

L'immense Gazoduc depuis la Sibirie jusqu'à la France ? Vous connaissez ! USINOR est partie prenante.

3 356 mètres de pont suspendu entre Saint-Nazaire et Saint-Brévin, vous connaissez ! USINOR est partie prenante.

Et d'autres encore...

Autant de domaines d'application, autant de projets différents, autant de recherches spécifiques, de contraintes de production à résoudre, d'objectifs à atteindre ET TOUS SONT ATTEINTS.

Comment ? Avec des ingénieurs de très haut niveau qui interviennent dans tous les domaines de l'entreprise.

**INFORMATIENS DE PRODUCTION
AUTOMATIENS - ELECTRONICIENS
METALLURGISTES - MECANICIENS
ELECTROMECHANICIENS**

C'est en Recherche, Production ou Maintenance que se forge l'avenir chez USINOR. USINOR, un groupe qui valorise avec intérêt le degré de compétences investi.

Si cet état d'esprit est aussi le vôtre...

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo s/rét. M 701 - Service Recrutement - N. LE BAGOUSSE - Immeuble Ile-de-France, 92070 Paris-La-Défense cedex 33.

GROUPE USINOR

*Il y a
de la technologie
dans l'alimentaire...*

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

L'AIR LIQUIDE

recrute

**CHEF DU SERVICE
ENTRETIEN
TRAVAUX NEUFS**

pour son usine de Produits Péroxydés
de CHALON-SUR-SAONE

Il sera responsable des études et de la réalisation des investissements concernant l'unité de production, et de la bonne marche des installations. Il encadrera 60 personnes y compris le personnel du Bureau d'Etudes.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (A et M, INSA...) avec si possible une spécialisation en mécanique, électricité, ou génie chimique, il aura de préférence une expérience de quelques années en production ou entretien.

L'AIR LIQUIDE offre aux candidats de valeur de larges possibilités de carrière au sein de son groupe, 25.000 personnes dans 55 pays.

Adresser lettre manuscrite, CV avec photo en précisant votre rémunération actuelle et en joignant la référence EM à L'AIR LIQUIDE, D.A.H.R. 75 Quai d'Orsay 75321 PARIS Cedex 07.



**THOMSON-CGR
ÉLECTRONIQUE MÉDICALE**

développe une politique de formation adaptée à l'évolution constante des technologies de pointe et recherche des

INGÉNIEURS FORMATION

Vous participez à la conception des stages de perfectionnement destinés à nos équipes techniques (définition des besoins et des niveaux d'accès, rédaction des documents pédagogiques). Vous organisez, animez et évaluez les sessions de formation.

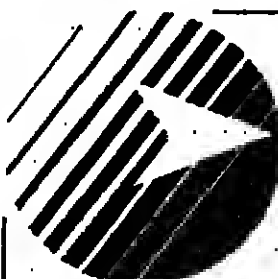
Des interventions auprès de nos filiales nécessitent des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Vous avez une formation d'Ingénieur Electronicien ou de niveau équivalent. Des connaissances dans le domaine de la radiologie sont un atout apprécié. Vous pratiquez l'anglais et/ou l'espagnol.

Nous assurons votre formation à la spécificité de nos produits.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Mme DOMER - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS, en précisant la référence 353/DAV/LM.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX



Nous avons des projets pour vous !

Déjà leader sur le marché européen des téléphones, notre diversification nous a permis d'être très présents dans tous les domaines de la Communication (Systèmes et Réseaux, Auto-commutateurs, Terminaux ASC II, Vidéoex, Radiotéléphonie). Nous recherchons actuellement :

Chef de Programme Confirmé

Assisté d'un Chef de Projets Junior, vous coordonnerez dès leur définition par le marketing, les études, l'industrialisation et la mise en production des produits nouveaux. Soucieux du respect des objectifs qualité, délais, coûts, vous serez l'interlocuteur privilégié des différentes Directions Technique, Marketing et Commerciale et participerez ainsi aux grandes décisions stratégiques. Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez environ 35 ans et avez prouvé par votre expérience en industrialisation et/ou Méthodes ou bien encore comme Chef de Projets, vos qualités d'animateur, de coordinateur et de synthèse dans la Radiotéléphonie... ou dans un domaine connexe. Réf.C/CPC/M

Chef de Projets

En collaboration avec le Responsable des Programmes RADIO-TELEPHONIE, vous prendrez en charge le management de nouveaux projets en assurant la coordination et le contrôle nécessaires au respect des objectifs, du départ de l'étude jusqu'à la mise en production de séries.

Ingénieur, diplômé d'une Grande Ecole, une première expérience de la conduite de projets dans un secteur de techniques de pointe vous a permis de confirmer votre intérêt pour l'analyse et développer votre sens des contacts. Réf.C/CUM

Ces deux postes, très évolutifs, sont basés à BOIS D'ARCY (78).

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence choisie à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous expliquera vos perspectives d'avenir dans notre société.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MATRA COMMUNICATION

5502 من الأمل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

SPÉCIAL
INDUSTRIE

Le Monde

NOTRE MISSION :

La SECURITE du NUCLEAIRE, particulièrement dans le domaine du traitement et du stockage des déchets.

NOTRE SOCIÉTÉ :

INTAKIA, d'origine suédoise, conçoit et développe les procédés et les systèmes de sécurité, grâce à une équipe d'ingénieurs de très haut niveau, en étroite collaboration avec l'Institut Polytechnique suédois.

NOS CLIENTS :

Les Industries Nucleaires en Suède, en Suisse et en France.

Nous recherchons aujourd'hui pour notre filiale française :

UN INGENIEUR SPECIALISTE DU NUCLEAIRE

Diplômé Grande Ecole • Parfaitement bilingue anglais • Ayant quelques années d'expérience dans l'industrie nucléaire • Maîtrisant l'informatique technique • Ambitieux et capable de s'investir totalement dans le développement de l'entreprise.

Après quelques mois de formation à nos techniques à Stockholm, il aura pour mission, à Paris :

- de prospecter et d'élargir notre clientèle en France
- de maintenir les contacts avec nos clients français
- d'assurer la réalisation des projets en cours.

Cette responsabilité, exercée d'abord en collaboration avec notre centre suédois, doit évoluer rapidement vers une large autonomie.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV complet, photo, a/ réf. BL 02), seront traitées avec la plus grande discrétion par notre conseil :

EXPORT DEVELOPMENT - 15, rue Vignon 75008 PARIS

...BSN on n'est pas leader
sans industrie de pointe

Ingénieurs

BSN vous connaissez bien sûr, car nous sommes le 1^{er} annonceur français, mais nous connaissez-vous bien ? Premier groupe alimentaire français, nous sommes aussi le n° 1 du verre d'emballage et le 3^{ème} groupe industriel français privé avec plus de 60 usines en France et une centaine dans le monde. BSN ce sont de beaux et bons produits qui gagnent sur les marchés du monde entier grâce aux ingénieurs qui développent, rationalisent, rentabilisent et améliorent chaque jour la production et son outil.

Si vous voulez mettre en pratique votre formation d'ingénieur généraliste, si, comme nous, vous considérez la technologie comme un moyen au service des ambitions de notre groupe : satisfaire toujours plus nos clients, favoriser l'épanouissement des hommes de l'entreprise, BSN vous propose 60 champs d'action, 60 unités décentralisées où vous serez amenés à décider, un outil de production extrêmement performant qui fait appel aux technologies de pointe.

Nous vous confierons dans les domaines opérationnels ou fonctionnels, des responsabilités techniques et humaines allant du développement de projets à l'animation d'une équipe de production. A terme, les possibilités d'évolution très ouvertes au sein du groupe, que ce soit dans le domaine du marketing, de la gestion, des relations humaines ou de la direction d'un centre de profit, vous permettront de révéler le tempérament de manager qui double vos talents techniques.

Ouvrons le dialogue, nous parlerons ensemble des carrières que vous offre cette industrie de pointe que vous ne soupçonniez pas !

Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cédex 08 (Réf. M)

BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

SOMFY

Haute-Savoie

Nous sommes le leader mondial des systèmes de commandes électriques et automatiques pour la protection solaire et la fermeture.

Notre technologie, la qualité de nos produits, notre réseau commercial international (80% de notre production vers l'étranger) nous permettent d'être dans une phase d'expansion soutenue. C'est dans ce contexte que nous renforçons notre Service ETUDES en recrutant un

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

Ses missions principales seront le DEVELOPPEMENT de nouveaux moteurs et l'HOMOLOGATION de toutes les lignes de produits pour les différents pays où nous sommes présents.

Outre une FORMATION D'INGENIEUR, ce poste de première importance requiert une expérience de 5 ans dans l'étude et la mise au point de moteurs de moyennes et grandes séries, de type asynchrone de faible puissance (0,5 à 3 kW) ainsi qu'une bonne connaissance des normes électriques internationales.

Au sein d'une équipe jeune et compétente, il participera à l'évolution technologique de la société en mettant en œuvre les techniques modernes de conception et de développement.

Disponibilité pour de courts déplacements.

Merci d'adresser candidature détaillée (lettre, C.V., photo, salaire actuel...) à SOMFY - Service du Personnel - B.P. 152 - 74303 CLUSES Cedex.

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS
DE MESURE, (91) MASSY

recherche

INGÉNIEUR
EXPERIMENTÉ

Réf. 427

Diplômé A.M. ou équivalent pour responsabilités du développement et de la production de matériels embarqués pour génération et régulation d'oxygène, destinés à la navigation aérienne.

Ecrire avec C.V., références et prétentions en précisant la référence du poste à Direction des Affaires Sociales - B.P. 74 91301 MASSY CEDEX

HP GRENoble

INGENIEUR MECANICIEN
PRODUCTIQUE ET
CONDITIONNEMENT

HP EN FRANCE
3000 PERSONNES,
3 USINES,
4,3 MILLIARDS DE CA,
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE

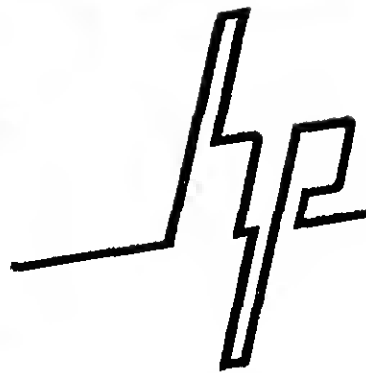
HP Grenoble a la responsabilité mondiale du développement de la production et du marketing de matériels performants : micro-ordinateurs ou réseaux.

Nous appuyons notre croissance et notre avenir sur l'avance technologique et la qualité de nos produits.

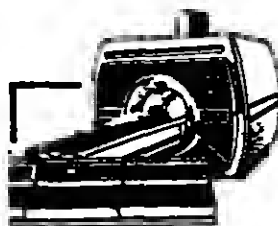
L'ingénieur que nous recrutons aujourd'hui dirigera la conception et les tests des emballages de nos produits finis. Il choisira les procédés de conditionnement les plus adéquats et sera responsable de la qualité des fournisseurs qu'il aura choisis.

Nous recherchons un ingénieur mécanicien, créatif et leader, apte à une communication très efficace, ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans, possédant une bonne pratique de l'anglais. Ce poste très ouvert sur l'ensemble de l'entreprise offre à un candidat performant de larges possibilités d'évolution au sein d'une entreprise internationale leader sur le marché.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence GPCD/9/M, à Jean-Philippe DARA, Service Recrutement, 5 avenue Raymond Chanas 38320 EYBENS.

hp HEWLETT
PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

THOMSON-CGR
ÉLECTRONIQUE MÉDICALE

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'IMAGERIE MÉDICALE. Nous concevons, réalisons et commercialisons des ensembles complexes mettant en œuvre une électronique sophistiquée.

Notre expansion rapide en France et à l'étranger nous conduit à développer notre département maintenance en recrutant des :

INGÉNIEURS SUPPORT TECHNIQUE

En étroite collaboration avec la Direction des Etudes Produits et la Direction Marketing, vous définissez la politique de maintenance, vous effectuez des interventions d'expertise technique sur des systèmes informatisés en milieu médical, vous assurez le suivi du comportement des nouveaux produits.

Vous êtes Ingénieur ou de formation équivalente, avec une solide culture électronique et informatique.

Vous possédez de préférence plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Nous assurons votre formation à la spécificité technologique de nos équipements.

Basé en Région Parisienne, vous devez envisager de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

La diversité et le niveau des missions de cette fonction constituent un excellent tremplin pour une évolution rapide au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Mme DOMER - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS, en précisant la référence 371/DAV/LM.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Important laboratoire spécialisé en immunologie recherche

Chef de laboratoire
parasitologie
fabrication et développement

Il assure l'industrialisation des produits mis au point par le Laboratoire de Recherche et réalise les programmes de fabrication, en veillant à l'optimisation des techniques, à l'amélioration des coûts, de la qualité et des délais. Il anime et contrôle une équipe de 12 Techniciens et participe aux groupes de travail de son domaine.

Une formation supérieure en biologie, biochimie, type INSA, Maîtrise, confortée par une première expérience de 2 à 3 ans dans un laboratoire de développement ou de fabrication sont nécessaires pour le poste. L'anglais est souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous réf. 866, à Joëlle Khout Duv, qui nous assiste dans cette recherche.

Elle répondra à toutes les candidatures.

HAY Manager Immeuble Le Rhône
5 place de la Gare 69003 Lyon.

هكذا من الاجل

Le 1er SPÉCIAL INDUSTRIE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Constructeur automobile

Nous renforçons le service développement de la C.A.O. de notre BUREAU D'ETUDES et nous recherchons des

Ingénieurs d'applications CAO

En développement

- Vous êtes débutant (X, Mines, Centrale, ...).
- Ou vous avez acquis une première expérience en informatique appliquée à la mécanique (connaissance d'EUCLID ou du matériel VAX appréciée).
- Vous serez chargé de DEVELOPPER des programmes d'application pour des bureaux d'études automobiles (carrosserie, mécanique) et d'étudier la faisabilité d'applications avant la mise en place des nouveaux logiciels. RÉF. LMLD.

En assistance

- Agé de 30 ans environ, vous avez déjà participé à des projets techniques de conception mécanique avec, éventuellement, utilisation de C.A.O.
- Vous serez chargé d'ASSISTER des utilisateurs C.A.O. en mécanique automobile : aide au démarrage des applications, formation, dépannage, prise en compte des demandes utilisateurs... RÉF. LMLC.

Notre groupe offre à des candidats de valeur d'intéressantes perspectives d'évolution en bureau d'études, fabrication, méthodes.
Adressez votre candidature, CV, photo en précisant la référence du poste choisi à :
Média-System, 2 rue de la Tour-de-Dames, 75009 Paris.



aérospatiale

DEPARTEMENT ELECTRONIQUE 2 INGENIEURS DES VENTES

Ils seront chargés de commercialiser auprès des compagnies aériennes ou des marchés d'Etat des systèmes électroniques de test automatique des équipements de bord.
Basés à TOULOUSE, ils se déplaceront fréquemment à l'étranger ou dans la région parisienne. Ingénieurs en électronique, ils maîtriseront la langue anglaise et pourront justifier d'une pratique de la négociation.

Merci d'adresser CV complet et prétentions sous référence 200 M. à AEROSPATIALE Service Formation Ressources Humaines
316, route de Bayonne
31060 TOULOUSE Cedex 03.

INGENIEUR INFORMATICIEN

CONFIRME

Diplômé ingénieur ou Maître informatique, 30-35 ans.

- Missions :
- Gestion des bases de données des départements de production
 - Etude et mise en place des procédures d'analyse et d'exploitation
 - Promotion de nouvelles méthodes d'analyse-programmation
 - Liaison permanente entre les équipes Etudes, Systèmes et Exploitations.
- Bonnes qualités de contact.
Expérience 5 ans sur IBM 43XX, VM/CMS, DOS/386, CICS.
Evolution prévue vers la responsabilité et la coordination d'équipes informatiques.
Anglais indispensable.

INFORMATICIEN DE GESTION

Diplômé ingénieur ou MAGE.

Au sein d'une équipe de haut niveau, le candidat retenu assurera l'étude de nouveaux systèmes de gestion des matières et de la production. Connaissance du COBOL sur IBM avec VM DOS CICS DL1, 2 ans d'expérience.

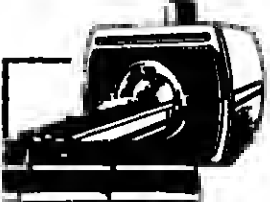
Anglais nécessaire.
Ces deux postes sont situés à Evreux, dans un cadre de travail agréable, à 1 heure de Paris. Réelles possibilités d'évolution dans RTC, 6 Centres Industriels, 5 300 personnes dont 1 200 ingénieurs, Cadres et Techniciens - 6,3 milliards de francs de chiffre d'affaires. Vous pouvez aussi orienter votre carrière vers les Sociétés apparentées de PHILIPS France.

Des possibilités d'évolution dans une

très grande entreprise :
- UN POTENTIEL CONSIDÉRABLE par la richesse et la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE représente plus de 30 000 personnes dont 5 000 cadres et réalise un CA de 17,3 milliards de francs.
- L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL. Au niveau mondial, PHILIPS représente 343 000 personnes : 26% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

Adressez votre curriculum vitae à la Direction de RTC COMPLEXE
41, rue Pierre Brossolette, BP 1842,
27016 EVREUX Cedex.

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS



THOMSON-CGR

L'Électronique au service de la santé

Société multinationale, nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'Imagerie Médicale. Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie. Nous recherchons un :

INGÉNIEUR AFFAIRES GPAO

Au sein de la Direction Industrielle :

- nous assistez nos 10 Unités de production et coordonnez la mise en place de systèmes GPAO.
 - nous veillez à l'homogénéité des diverses applications afin de permettre la consolidation des résultats.
- Ingénieur, vous avez acquis une expérience de plusieurs années en Gestion de Production Informatisée. Enthousiaste et pragmatique vous avez un sens aigu des contacts humains. Vous êtes disponible pour des déplacements occasionnels à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Mlle DELWAIDE-THOMSON-CGR - 52, boulevard Gallieni, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.



SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS DES ÉCOLES
OU UNIVERSITAIRES
ENST, ESE, ENSAEM, INSA,
ENSI, DEA, etc.

Pour assurer des développe-

- ments en :
- Logiciels de Base :
- Logiciels d'Application.
- Temps Réel :
- Télécom. réseaux :
- C.A.O., C.F.A.O., I.A.

Des postes systèmes sont à

pourvoir
Pour tous les postes :
0 à 3 ans d'expérience

Écrire à : S.D.I.

78-80, avenue Gallieni
Tour Gallieni I
93174 BAGNOLET CEDEX
Tél. : 43-60-13-64 ou 13-66.

CABINET JURIDIQUE
ET FISCAL

MICRO CHAUFFET recherche
CONSEIL JURIDIQUE

ayant plusieurs années d'expé-

rience en droit des sociétés.
Envoyer C.V. et prétentions à :

FIDUCIA, PHILIPPE, 95, rue
Laugier, 75017 PARIS.

Chef de projet

Banque - 250/300.000 F

Paris - Une banque privée en très forte expansion recherche un chef de projet spécialiste de l'informatique bancaire. Dépendant du directeur informatique et intégré à la petite équipe jeune, homogène et efficace du service des études, il participera à la mise en place d'un progiciel, à la supervision des interventions d'une SSI, au développement d'applications spécifiques ainsi qu'à la formation des utilisateurs. Ce poste conviendrait à un chef de projet confirmé, âgé de 30 ans au moins, possédant au minimum 5 ans d'expérience en informatique bancaire avec, si possible, une spécialisation dans les activités citées. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences. Écrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2767M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

VALLEE DU RHONE

Une PME (500 personnes) développe une activité électronique dans le cadre de sa diversification. Cette nouvelle division (50 personnes) a déjà prouvé sa capacité à développer des projets réellement novateurs dans le domaine de la téléphonie grand public.
Pour renforcer son potentiel de création, elle recherche 2 jeunes

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ils s'intégreront au service études et prennent en charge le développement d'un produit spécifique.

L'un des candidats maîtrisera les liaisons radio. (réf. 6445 A)

L'autre sera spécialiste en électronique logique (micro-contrôleur logique CMOS) et analogique (circuits BF). (réf. 6445 B)

L'entreprise située dans un cadre très agréable non loin de Valence, offre une structure jeune, performante et évolutive. Elle attend des candidats ayant une première expérience, même courte, désireux de s'engager concrètement sur un projet plein d'avenir.

Les entretiens auront lieu à Lyon ou Paris.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à REUSSITES - 11, quai Rambaud - 69002 LYON.

Membre de Syntec.



A la pointe de la compétition

Jeunes ingénieurs diplômés des Grandes Ecoles, vous avez une formation de haut niveau. Vous recherchez une activité qui vous permette de valoriser vos connaissances et de participer à des projets d'avant-garde. Rejoignez l'une de nos équipes et venez mettre en œuvre, grâce à nos moyens importants, des projets ambitieux :

- conception des systèmes d'armes,
- autodirecteurs électromagnétiques et infrarouges,
- guidage inertiel, gyroscopes,
- calculateurs à base de microprocesseurs,
- simulation de vol en temps réel,
- reconnaissance de formes,
- micro-électronique hybride,
- CAO, éléments finis,
- informatique scientifique et temps réel,
- télémesure.



aérospatiale

DIVISION ENGINES TACTIQUES

Merci d'adresser votre CV détaillé à aérospatiale, Division Engins Tactiques, Service Relations - Formation, 2 rue Béranger, BP 84, 92322 Châtillon cedex.

Projets de transfert de technologie

Rechercher, Rencontrer, Sélectionner des Hommes à l'Expatriation

Un groupe de sociétés de services, filiale d'un important groupe d'ingénierie technique et d'un bureau d'études pétrolières, partenaire dans la plupart des grands projets de transfert de savoir-faire tant en France que dans le monde, a notamment pour vocation de mettre à disposition auprès de ses clients des équipes complètes d'ingénieurs et techniciens.

Il crée le poste de Responsable de Recrutement dont le rôle est de comprendre les demandes formulées par les utilisateurs (descriptions de fonctions, qualifications techniques...), de rechercher le personnel nécessaire (approche directe, voie de publicité...), de constituer et d'actualiser en permanence les fichiers des personnels occupés ou disponibles, de négocier les marchés de sous-traitance en personnel dans le monde entier (Europe, Inde, Corée...).

Ce poste conviendrait à un cadre, ingénieur ou consultant, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure technique ou sciences humaines, ayant acquis une solide expérience professionnelle (au moins 7 ans) en entreprise ou dans le conseil, dans un environnement pétrolier ou de grands chantiers à l'expatriation. La connaissance courante de l'anglais est un impératif. La pratique de l'espagnol est souhaitable mais non indispensable. Le poste est basé dans la banlieue Ouest de Paris. Une certaine mobilité géographique est exigée. La rémunération, de l'ordre de 260.000 F, est fonction essentiellement de l'expérience du candidat.

Adressez votre candidature, CV, détail et photo sous réf. 5024/M à J.P. MENASSIER, 588-CEGOS, Tour Chénouveau, 204, Rond Point du Port de Styras 92216 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.



Le Monde

SECTEURS DE POINTE

SPÉCIAL
INDUSTRIE

Monde

TELEMATIQUE

LILLE ET PARIS

Chefs de projet
vidéotex

Pour avoir ou très tôt au marché Télématique et s'être doté des moyens techniques et humains indispensables, le groupe SEGIM, SSII filiale du CREDIT DU NORD et de la BRED, est aujourd'hui l'un des premiers centres serveurs français. Dans ce domaine comme en Télématique et en Ingénierie, notre succès et notre croissance sont plus qu'évidents et il nous faut renforcer nos équipes d'ingénieurs d'application. A des ingénieurs Diplômés Grande Ecole ou issus d'Ecole à spécialité informatique nous proposons plusieurs postes de chefs de projet sur des applications VIDEOTEX professionnelles ou grand public (définition du service avec le client, conception et réalisation des logiciels, mise en exploitation). Une première expérience dans un poste d'ingénieur applicatif est souhaitée, mais les candidatures de débutants pourront également être étudiées.

Pour prendre votre place au sein de la SEGIM à Lille ou à Paris, merci d'adresser votre candidature sous référence 604 M à Jean-Paul FRAY, Directeur des Ressources Humaines, SEGIM 21 rue de la Pointe - 59113 SECLIN.

MONETIQUE TELEMATIQUE
INGENIERIE INFORMATIQUE

SEGIM

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT
EN ENVIRONNEMENT SEVERE

2 JEUNES INGENIEURS

L'un, diplômé Supélec ou équivalent est spécialisé en électronique, 2 ou 3 ans d'expérience en R & D lui ont apporté une excellente maîtrise des technologies de pointe : microprocesseurs, réseaux de communication. Il connaît aussi les mesures physiques et, dans l'idéal, les capteurs. (Réf. CF 21A)

L'autre, ingénieur A & M ou équivalent, est microélectronicien. Il possède 2 à 3 ans d'expérience dans la mécanique de très haute précision : usinage de matériaux durs et collages. (Réf. CF 21B)

Nous sommes spécialisés dans la fabrication et la commercialisation d'instruments de mesure et régulation destinés à l'industrie. Notre appartenance à un grand groupe américain exige de nos cadres une bonne pratique de l'anglais. Installés dans une agréable ville universitaire du centre, nous offrons d'excellentes conditions de travail dans un cadre agréable et des rémunérations très ouvertes.

Merci de préciser la référence du poste choisi dans le dossier (Geme, CV, rémunérations actuelle et souhaitée) que vous adresserez à l'Agence DESSEIN, 15, rue du Louvre, 75001 PARIS.

emploi régional

Une des plus brillantes sociétés nationales du domaine de l'électronique industrielle (n° 3 mondial dans son domaine) recherche son patron de l'expansion internationale qui sera intégré à une équipe de direction jeune et ambitieuse.

PATRON
de
l'expansion internationale

Vos diplômes brillants, vos premières expériences concluantes, votre dynamisme personnel et votre ambition irrésistible, feront de vous un partenaire idéal si vous pouvez y associer un sens développé de la collectivité, une compétence politique agée, une foi en l'homme à toute épreuve.

Ecrire à : M.L. GALLAND - BP 330 - 26503 BOURG LES VALENCE.

Biologie cellulaire

Lyon

Nous sommes un important laboratoire connu mondialement pour ses produits mais aussi pour sa puissante innovation.

Le Directeur de la Recherche d'un nouveau département recrute un biologiste biochimiste ou pharmacien possédant une expérience post-doctorale de 2 à 5 ans, lequel assurera la gestion scientifique du sujet qui lui sera confié.

Ce chercheur aura impérativement une solide formation en biologie cellulaire, une expérience pratique en cultures cellulaires et une motivation pour l'expérimentation animale.

Il doit parler anglais, être curieux, ouvert, adaptable et avoir une bonne aptitude à communiquer.

Le poste est à pourvoir au sein d'une équipe solidement constituée, dynamique et à la pointe dans son secteur.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez CV + prétentions sous réf. 506.BC à notre Conseil.

KEY MEN
2 rue Childebert
69002 LYON

KEY MEN
PROSILUTION-HAWES-ORLINS
STIMULON-NEW YORK

INGENIEURS

A & M, ENSI, INSA, ESME;

Hommes de technique et/ou négociateurs pour travailler sur des grands projets d'éclairage.

Les possibilités d'évolution dans une très grande entreprise :

■ UN POTENTIEL CONSIDERABLE par la richesse et la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE représente près de 30 000 personnes, dont 5 000 cadres et réalise un CA de 17,3 milliards de francs.

■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL. Au niveau mondial, PHILIPS représente 943 000 personnes : 28% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

Merci d'adresser votre candidature à
Pierre DUTOT - PHILIPS ECLAIRAGE -
204, Rond-Point du Pont de Sévres,
92516 Boulogne-Billancourt cedex.

L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS

INGENIEURS ELECTRONICIENS
LE MARKETING VOUS TENTE ?

Nos grands systèmes de Télécommunication ont le vent en poupe. Nous intervenons à l'export sur les marchés les plus difficiles et nous sommes de ce fait amenés à "vendre" notre potentiel technique et notre image d'entreprise. Dans cet esprit, nous créons au sein de la division "Marketing" un "poste d'adjoint au Responsable" de la communication.

Vous assisterez le responsable sur l'ensemble de l'activité et vous serez plus particulièrement chargé de la conception et de la réalisation des supports divers de communication.

Vous êtes ingénieur de formation grandes écoles, et après une première expérience technique ou commerciale, vous désirez vous orienter vers un domaine nouveau répondant à votre intérêt pour la communication et le marketing.

Le poste est situé dans la proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M/23/1386 N. à :

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKIO

Ingénieur aujourd'hui...

Mécaniciens, + 2/3 ans
d'expérience en fabrication
Orléans

Notre stratégie industrielle de leader mondial implique de rendre notre outil de production plus flexible, d'optimiser notre gestion, de développer nos compétences technologiques.

Pour atteindre ces objectifs, nous offrons à des ingénieurs de prendre rapidement des responsabilités d'encadrement dans les secteurs suivants :

Méthodes - Production - Contrôle - Logistique

La dimension internationale de notre Groupe, permettra aux candidats à l'esprit de compétition, et présentant des qualités d'animation une évolution de carrière rapide dans ces domaines.

...Manager demain!

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétention), sous la référence 4082/LM, à

MEDIA BA

9, bd des Italiens - 75002 PARIS,
qui transmettra.

Centre Interuniversitaire
de Calcul de Grenoble

ORDINATEUR BULL DPS4 MULTICS
RELIE A CALCULATEUR FPS 264
recherche

INGENIEUR INFORMATICIEN
A PROFIL SCIENTIFIQUE

Motivé (e) par :

- développement et mise en place de logiciels de base et d'applications scientifiques ;
- mission d'assistance et de conseil aux utilisateurs : ingénieurs, chercheurs, étudiants.

Une compétence en analyse mathématique est nécessaire pour ce poste.

Poste : contractuel 2 A Enseignement supérieur type CNRS. Diplôme requis : ingénieur, spécialité informatique ou mathématiques appliquées.

Embauche immédiate.

Candidature à adresser à M. le Directeur du C.I.C.G.

B.P. 68/38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex.

FROMAGERIES LUTIN
ALENÇONLe Directeur d'Etablissement recherche
SON ADJOINT TECHNIQUE

dans une usine moderne fabriquant des fromages à pâte molle - effectif 230 personnes - il supervisera l'entretien, le suivi des investissements (travaux neufs, implantations) et les achats.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur confirmé, connaissances en électricité, thermique, fluides, automatismes. Expérience fromagère souhaitée.

Adressez C.V. à M. DE LAFFOREST, S.A.
LES FROMAGERIES LUTIN c/o UCALIM, 12
rue des Lavandières, 72000 LE MANS.

هكذا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : raffermissement au-dessus de 7 F

Sur des marchés des changes plus agités, le dollar s'est nettement raffermi mardi 6 mai, à la suite d'un communiqué émanant de Bonn, suivant lequel la RFA trouve les cours du dollar « suffisamment bas » et se déclare « prête à intervenir ». En conséquence, le billet vert est passé de 2,1860 DM à 2,20 DM et de 8,97 F à 7,02 F. A Tokyo, le dollar reste faible à 166,50 yens, après avoir battu son record historique de baisse à 165 yens. M. Nigel Lawson, ministre britannique des finances, a déclaré que les « cinq » seraient d'accord pour voir la hausse du yen se poursuivre.

Autoroutes : 1 700 kilomètres de plus d'ici à l'an 2 000

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, a annoncé, le 5 mai, que la France comptera 6 200 kilomètres d'autoroutes en l'an 2 000, soit 1 700 de plus qu'aujourd'hui. 134 kilomètres d'autoroutes ont été construits en 1985 et 118 sont programmés pour cette année.

Lait : les quotas européens ont été dépassés

Seules l'Italie et la Grèce n'ont pas produit plus de lait que les contingents qui leur étaient alloués. Les huit autres pays de la CEE, l'Espagne et le Portugal n'étant pas encore concernés, ont ensemble produit 783 000 tonnes de lait, soit 0,8 % en plus, selon les estimations provisoires de la Commission. Plus de 700 000 tonnes incombent à la RFA (270 000 tonnes, + 3,3 %), à la France (220 000 tonnes, + 1,1 %) et aux Pays-Bas (215 000 tonnes, + 2,9%). Les pays en déficit devront acquiescer, avant le 31 mai, des décisions correspondant à leur dépeçage sur la base de 2 F par litre pour les cinq pays, dont la France, qui ont choisi le système de quotas par lactaire, sur la base de 1,50 F, pour les trois autres, RFA, Belgique et Pays-Bas, qui ont opté pour un contrôle par producteur. Pour la France, le montant des pénalités devrait être d'environ 440 millions de francs. Paris devait demander un dédit pour le paiement des amendes et l'alignement de leur taux sur le tarif applicable aux quotas individuels. Jusqu'à présent, la France n'a pas obtenu satisfaction.

Change : baisse des réserves en mars

Les réserves de change de la France ont diminué de 465 millions de francs en mars par rapport à février, s'établissant, au début d'avril, à 411,8 milliards de francs. Par rapport à fin mars 1985, les réserves ont diminué de 51,5 milliards de francs. Cette baisse s'explique par la dévaluation du prix de l'or (le lingot est passé de 98 000 F à 78 000 F), qui entraîne une baisse de 48,7 milliards de francs de la valeur de nos réserves d'or en un an. Les autres réserves de devises sont en augmentation de 6,6 milliards de francs par rapport à mars 1985.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

• M. Nicod propose d'aider les PMI-PMI. — M. Gérard Nicod, président de l'Union des travailleurs indépendants pour la liberté d'entreprendre (UTILE), plaide pour les PMI-PMI, qu'il considère comme les vrais instruments de la relance économique et du combat mené contre le chômage. Il vient d'adresser à M. Chirac, premier ministre, un plan visant à créer une « société des métiers » au sein de laquelle les jeunes, après leur apprentissage, aux problèmes de gestion et d'économie.

Conjoncture

• Précisions. — Le graphique qui accompagnait notre article consacré aux effets de la crise des matières premières non énergétiques (Le Monde du 6 mai) est extrait d'une étude de M. Christian Goux, menée à l'université Paris-I.

Etranger

• Fin du conflit du car-ferry Léopold. — Les représentants du personnel et de l'armateur britannique, Townsend-Thoresen sont parvenus, le lundi 5 mai, à un accord

mettant fin au conflit qui paralysait, dans le port de Havre, le car-ferry Léopold depuis le 5 avril. L'accord prévoit la remise en service du ferry entre Le Havre et Portsmouth jusqu'à la deuxième quinzaine du mois de mai au cours de laquelle l'équipage sera transféré sur un autre ferry, le Viking-Voyager, de plus grande capacité et affecté sous pavillon français.

Logement

• Hausse des locations privées. — Selon la Confédération générale du logement (CGL), une des quatre organisations nationales de locataires, 70 % des locations privées (hors HLM) augmenteront d'au moins 35 % si les loyers sont prochainement libérés par le gouvernement. La CGL affirme notamment que le loyer d'un F3 (trois pièces) passerait de 1 746 francs à 2 340 francs (+ 34 %), et le loyer d'un F4 de 1 984 à 2 800 francs (+ 41 %). « Cette mesure éventuelle aurait des conséquences graves, tant économiques que sociales », indique la CGL, qui doit rencontrer le ministre chargé du logement, M. Pierre Méhaignerie, le mercredi 7 mai.

Les relations extérieures ne sont plus l'apanage du Quai d'Orsay, du premier ministre ou de l'Elysée, c'est-à-dire du pouvoir central. Les collectivités territoriales (régions, départements, communes) entrent chaque jour un peu plus dans la danse, et la décentralisation, qui, depuis quatre ans, leur a ouvert de nouveaux espaces de liberté et de compétences non seulement les y autorise, mais aussi les y pousse.

La chaîne privilégiée de l'action extérieure des collectivités — outre les échanges culturels ou sportifs classiques — s'ouvre sur l'économie, le commerce, la recherche d'investisseurs et de marchés. Même si cela doit faire dresser les cheveux sur la tête aux tenants du jacobinisme le plus pur, c'est un fait incontestable : villes, villages, régions et départements nouent des liens de plus en plus nombreux, étroits, et complexes avec des collectivités étrangères — et pas toujours avec celles qui sont immédiatement de l'autre côté des frontières de l'Hexagone — sans que ce foisonnement interfère défavorablement, du reste, avec la politique étrangère officielle de la France.

Tel est du moins le constat dressé dans le rapport qu'a remis, il y a quelques semaines au gouvernement, sous la signature de M. Yves Delahaye, nommé le 26 mai 1983 par M. Defferre et Chénouin (1) délégué pour l'action extérieure des collectivités locales.

Selon ce diplomate (2), soucieux de veiller à ce que les règles de droit international ne soient pas transgressées, les actions extérieures engagées par les collectivités locales se caractérisent par leur grande diversité, la part croissante des activités de coopération, l'élargissement du cadre géographique des relations au-delà des rapports nationaux de voisinage, l'enrichissement du contenu des accords et un sens du pragmatisme. Et l'insistance de cette « politique étrangère au deuxième degré » est qu'elle favorise la participation des Français aux relations extérieures de leur pays.

Il y a quelques jours à peine une délégation de la communauté urbaine de Brest avait un bureau au Japon dans le but de faire du démarchage auprès des investisseurs nippons. La Haute-Normandie cherche à promouvoir l'élevage des vaches normandes en Equateur. M. Giscard d'Estaing va aux Etats-Unis pour « vendre » l'Avignon aux grandes industries chimiques américaines qui cherchent à s'implanter en Europe. Le Nord-Pas-de-Calais s'est jumelé sur les plans économiques et universitaires avec le Maryland et Provence-Alpes-Côte d'Azur avec la Floride. Une dizaine de régions ont conclu des accords de coopération (à propos des transports, de l'urbanisme, de la viticulture) avec des provinces chinoises.

Les exemples abondent et concernent non seulement les régions, mais aussi les départements et les villes. Ce lach des « relations extérieures décentralisées » s'étend au monde entier avec toutefois des axes ou des zones privilégiées (la Méditerranée du Nord, l'axe Nord-Sud, la Chine, les Etats-Unis, le Canada, le Japon, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie) qui sont des pays à structure fédérale. Curieusement, mis à part quelques exemples récents (le pôle

ENCOURAGÉES PAR LA DÉCENTRALISATION

Les collectivités locales mènent une politique économique extérieure tous azimuts

franco-belgo-luxembourgeois pour assurer la conversion du bassin sidérurgique, la communauté de travail entre le Jura suisse et la Franche-Comté), les relations frontalières européennes sont, soit engendrées dans des organismes très administratifs et bureaucratiques, soit embryonnaires, soit inexistantes (avec la Scandinavie ou les pays de l'Est).

Désormais les jumelages n'ont plus la forme platonique ou folklorique des années 50. Pour ne donner que deux exemples, les accords conclus l'an dernier entre Le Havre et le port chinois de Dalian et entre Toulouse et Chongqing, embrassent à la fois l'économie et les technologies du futur, l'équipement (travaux portuaires), l'industrie (laide de verre, cosmétiques), les échanges d'étudiants, le tourisme (gestion des hôtels).

Cinq propositions

Toutes ces notions sont-elles licites ? En l'absence d'un droit international des collectivités locales — et dans la mesure où seuls les Etats sont habilités à signer des traités — les rares textes auxquels peuvent se référer le gouvernement et les élus sont un ou deux paragraphes de la loi du 2 mars 1982 sur la coopération transfrontalière et des circulaires du 10 mai 1985 adressées par M. Fabius aux préfets et aux chefs de postes diplomatiques. Fixant aux collectivités les limites à ne pas dépasser, préchant l'équili-

bre, le pragmatisme et les échanges mutuels d'information, ces textes font obligation à l'Etat d'« apporter son appui » aux collectivités et de « contrôler que leurs initiatives sont cohérentes » avec sa diplomatie et sa politique économique extérieure. Talleyrand, qui s'y connaissait en diplomatie, disait déjà : « Les manières sont tout ».

Il reste qu'au moment où le nouveau gouvernement de M. Chirac parle d'une pause nécessaire dans la décentralisation, où de nouveaux présidents de régions UDF (ayant battu des socialistes notamment dans le Midi) partent en guerre contre les dépenses de fonctionnement à leurs yeux pléthoriques, la politique extérieure des collectivités (qui implique des frais de personnel et de voyage difficilement « rentables » dans l'immédiat) constitue une cible de choix. Dans l'administration et dans les partis de la majorité, les vieux préjugés centralisateurs n'ont rien perdu de leur vivacité. Ainsi la Datar est-elle ulcérée que des villes, des régions, des chambres de commerce organisent elles-mêmes des missions à l'étranger, notamment au Japon ou aux Etats-Unis, pour rechercher des investisseurs. Cloisonnées, les administrations centrales n'apprécient pas, voire jugent sacrilège qu'un maire ou qu'un président de conseil régional mène des actions multiformes et les concrétise dans des documents officiels co-signés avec les partenaires étrangers.

Dans ses conclusions, M. Delahaye formule cinq propositions. L'Etat pourrait :

- Prospecter systématiquement les possibilités d'actions conjointes avec les collectivités ;
- Les aider à se grouper pour accroître leur force de frappe (mais faut-il que la région ait un rôle leader et fédérateur ?) ;
- Inciter la Caisse des dépôts à faciliter les financements ;
- Aider les collectivités à bénéficier de l'assurance prospection de la COFACE ;
- Enfin, veiller à ce que les banques apportent à l'étranger leur soutien logistique aux collectivités engagées dans des opérations de coopération.

An terme d'un rapport d'une grande qualité d'écriture, Yves Delahaye précise : « L'action extérieure des collectivités locales constitue entre la majorité et l'opposition un domaine de forte convergence. C'est, en tout cas, la conclusion que je retire de mes entretiens avec les élus ».

C'était juste avant mars. On attend que le nouveau gouvernement appelle ou infirme ces propos.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Respectivement ministre de l'Intérieur et de la décentralisation et ministre des relations extérieures.

(2) Né en 1921, M. Yves Delahaye est ministre plénipotentiaire hors classe. Il a servi notamment à Moscou et à l'administration centrale.

ÉNERGIE

UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA GUERRE DES PRIX DU PÉTROLE

L'Arabie saoudite offre des super-rabais

L'Arabie saoudite a franchi une nouvelle étape dans la guerre des prix du pétrole. Le principal exportateur mondial de brut vient en effet d'annoncer à ses clients des rabais supplémentaires de 0,5 à plus de 1 dollar par baril selon les quantités achetées sur les prix de vente prévus par ses contrats. Aussitôt connue, cette initiative a fait reculer les cours du pétrole de près de 0,5 dollar en une séance au jour le jour, qui s'étaient reffermés depuis trois semaines. Elle montre, selon la revue Middle East Economic Survey, proche du royaume, que « les Saoudiens n'ont pas l'intention de laisser leur part du marché s'éroder du fait de prix non compétitifs ».

L'été dernier, l'Arabie saoudite avait déclenché la guerre des prix en offrant à ses principaux acheteurs des contrats dits de netback, à prix variables indexés sur les cours au jour le jour des produits pétroliers. Cette décision avait permis à Ryad de doubler sa production, passant de 2,2 millions de barils par jour (1) pendant l'été à 4,3 millions de barils par jour au début de 1986, soit l'équivalent de son ancien quota (4,35 millions de barils par jour). Elle avait aussi, de proche en proche, fait tomber depuis la fin de l'année les prix en spirale de 28 à moins de 15 dollars par baril. Toutefois, selon des sources proches du royaume, les compagnies, notamment les quatre sociétés membres du consortium Aramco, qui exploitent le pétrole saoudien (2), après s'être précipitées sur ces nouveaux contrats, marquaient depuis peu des réticences, considérant les prix offerts — de 12,5 à 13 dollars par baril — comme trop élevés. La plupart des autres grands exportateurs ont en effet depuis l'ouverture de la fin de l'année emboîté le pas à l'Arabie saoudite, offrant des contrats indexés sur les cours spot, selon des formules de plus en plus attirantes.

Aussi la production saoudienne, après avoir atteint dans le courant d'avril des niveaux records — de 4,4 à 4,6 millions de barils par jour selon AF Dow Jones — serait-elle récemment retombée au dessous de 4 millions. Au cours d'une réunion tenue à Genève le mois dernier à l'issue de la conférence de l'OPEP, les membres de l'Aramco ont fait comprendre à l'Arabie saoudite qu'ils souhaitaient une amélioration des conditions offertes au terme des contrats de netback, sous peine de réduire fortement (de 60 % à 80 %) leurs enlèvements, par rapport aux quantités prévues.

Les super-rabais devraient permettre au royaume de relancer rapidement sa production, ce qui est en contradiction avec les engagements pris au cours de la dernière conférence de l'OPEP. Une majorité de dix pays, Arabie saoudite en tête, étaient convenus de limiter leur production à 16,3 millions de barils par jour à compter du troisième trimestre de l'année et, d'ici là d'« ajuster graduellement » leur niveau d'extraction afin d'atteindre les niveaux prévus à la fin juin.

Cette décision, comme les précédentes initiatives de Ryad en matière de prix, devrait contribuer puissamment à déprimer les marchés, qui étaient en voie de redressement, les cours ayant même dépassé la semaine dernière 14 dollars, après être descendus en mars en dessous de 11 dollars.

Le signal lancé par Ryad, est en effet clair. Quels que soient les arguments commerciaux avancés, il paraît curieux que le royaume saoudien soit contraint d'offrir de nouveaux rabais alors même que ses prix de vente effectifs étaient inférieurs de plus d'un dollar au cours du marché au jour le jour. De là à penser que l'Arabie saoudite pèse à nouveau de tout son poids pour empêcher un redressement des cours et maintenir la pression sur les producteurs concurrents afin de forcer les autres à lui laisser la part de marché qu'elle revendique, il n'y a qu'un pas.

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) 1 million de barils par jour équivalait à 50 millions de tonnes par an. La consommation mondiale a atteint 45,6 millions de barils par jour en 1985.

(2) Exxon, Texaco, Chevron et Mobil.

LES GRANDS MAGASINS SERONT
OUVERTS
LE JEUDI 8 MAI, JOUR DE L'ASCENSION

■ BAZAR DE L'HÔTEL-DE-VILLE ■ GALERIES LAFAYETTE ■ SAMARITAINE
■ BON MARCHÉ ■ PRINTEMPS ■ TROIS-QUARTIERS/MADELIOS

حسبذا من الامم

صحة من الوجل

CONJONCTURE

La baisse de l'inflation, condition de la croissance

(Suite de la première page.)

Un développement massif du travail à temps partiel serait plus efficace, mais ne peut se faire que progressivement. Au total, on peut dire qu'à court terme des mesures de ce genre peuvent renforcer les effets positifs qu'aurait pour l'emploi une augmentation du rythme de croissance. Mais elles ne sauraient se substituer à celle-ci.

Or la production n'a progressé au cours de l'année 1985 que lentement et même très lentement pour ce qui est de la production industrielle. Il en est de même ces derniers mois. Le pouvoir d'achat des ménages s'est quelque peu accru au deuxième semestre 1985 et dans les premiers mois de 1986. Les achats chez les commerçants s'en ressentent, et on devrait s'attendre que les producteurs s'en aperçoivent à leur tour. Cependant, si l'enquête de conjoncture industrielle effectuée en avril par l'INSEE faisait état de perspectives plus optimistes quand elle interrogeait les chefs d'entreprise sur le climat ambiant, en revanche, elle n'annonçait guère d'amélioration de leurs perspectives pour leurs propres firmes : l'augmentation de leur production allait, selon eux, rester très modérée dans les prochains mois, insuffisante en tout cas pour faire diminuer et même simplement maintenir stable le chômage.

Peut-on attendre mieux de l'environnement international ? Sans doute celui-ci va-t-il être plus « porteur » qu'on ne le prévoyait il y a quelques mois. Certes, la chute des cours du pétrole restreint les ressources de ceux qui le produisent : ils nous achèteront de moins en moins. De même la baisse du dollar rend maintenant plus difficile nos exportations vers les Etats-Unis et vers quelques autres pays dont la monnaie a évolué dans le même sens.

Ne pas tout attendre de la demande mondiale

Mais le phénomène dominant est positif : la forte diminution du coût de l'énergie et des matières premières devrait libérer chez la plupart des vieux pays industriels d'Europe des possibilités d'expansion inhibées depuis plus de douze ans. La réduction des taux d'intérêt devrait jouer dans le même sens. La demande intérieure est déjà plus soutenue chez certains de nos partenaires, notamment l'Allemagne. Plusieurs pourraient certainement la stimuler davantage : si l'on n'y prenait garde, en effet, le contexte mondial, naguère encore inflationniste, pourrait devenir dangereusement déflationniste. Mais, s'il règne une prudence peut-être excessive, le sentiment qu'une

croissance plus forte est maintenant concevable semble faire son chemin.

Suffirait-il alors que nous nous fassions, demain comme hier, auprès de nos partenaires — avec des arguments plus forts — les apôtres de la croissance européenne et mondiale ? Il le faut, mais nous ne pouvons nous contenter des retombées de la croissance des autres. Ce que nous pouvons attendre du commerce extérieur, compte tenu du rythme prévisible cette année de la demande mondiale, même en profitant du récent ajustement monétaire et en renforçant — comme il est nécessaire — notre effort de conquête des marchés étrangers, ne saurait suffire à porter notre taux de croissance au niveau convenable.

Pour ce faire, la plupart des économistes et des politiques — de tous bords — comptent depuis plusieurs années sur une « relance de l'offre » par l'investissement. Et, bien sûr, il faut investir. Mais l'investissement du secteur industriel concurrentiel, qui a fortement repris en 1984 (+ 9 % en volume) et progressé en 1985 (+ 7 % en volume), semble, si l'on en croit la récente enquête de l'INSEE sur les projets des entreprises, en voie d'augmenter un peu moins encore en 1986. Et il y a tout lieu de penser qu'il ne continuera pas durablement à s'accroître si les produc-

teurs ne voient pas bientôt se dessiner des perspectives de débouchés plus importantes. Cela suppose un progrès plus sensible de la « demande » des ménages.

Contenir la hausse des prix

A peine énoncée, cette perspective inquiète : se référant à l'expérience malheureuse de 1981-1982, beaucoup sont persuadés que toute augmentation de la demande des ménages aurait pour effet le retour au déséquilibre extérieur. Or si notre balance commerciale, abstraction faite de ses oscillations habituelles d'un mois à l'autre, a été à peu près équilibrée vers la fin de 1985 et au début de 1986, c'est grâce à la baisse du prix de nos importations de matières premières et d'énergie.

Le volume de nos échanges de produits manufacturés non alimentaires a évolué moins favorablement : celui de nos importations a augmenté, tandis que celui de nos exportations restait stable. Notre balance commerciale est donc fragile et, bien que la balance des paiements courants, même après paiement des intérêts de la dette, soit en excédent, que la demande étrangère soit plutôt plus soutenue et que la récente baisse du prix du pétrole n'ait pas produit tous ses effets, la vigilance est de rigueur.

Mais sur quoi doit-elle s'exercer ? Il ne faut pas se tromper sur les causes des dérapages de notre commerce extérieur dans le passé, et spécialement en 1981-1982. Pour des raisons techniques, qui tiennent aux modèles économétriques utilisés, on a mis jusqu'ici exagérément l'accent sur le rôle qu'ont joué dans ces dérapages l'accroissement de la demande des ménages et son inadaptation par rapport à nos capacités de production. Sans doute cette analyse est-elle beaucoup moins contestable pour ce qui concerne la demande d'investissement en machines, encore que la riposte contre le risque qui en découle ne doit manifestement pas consister à ne pas investir. Mais ce qu'on peut démontrer, et qui est essentiel, c'est qu'en réalité le facteur principal de nos déséquilibres extérieurs passés a été la fâcheuse propension de nos prix à monter plus vite que ceux de nos partenaires et concurrents étrangers.

De cette observation on doit conclure que la nécessaire progression de la demande, donc du pouvoir d'achat, est aujourd'hui possible sans risque extérieur sérieux, à la condition expresse d'être réalisée non pas par une accentuation de la hausse des salaires, mais par un ralentissement plus marqué de la hausse des prix.

Les incontestables progrès que nous avons faits en ce domaine sont en effet insuffisants. Considérés globalement, les prix à la consommation n'augmentaient presque plus à l'automne 1985 et au début de 1986. Mais le ralentissement spectaculaire de leur hausse depuis la mi-1985 était dû principalement à la forte réduction des tarifs de l'énergie et à la stabilité — inévitablement provisoire — des autres tarifs publics. Les prix des produits manufacturés du secteur privé monnaient et montent encore à un rythme de 4 à 5 % par an ; ils montent plus vite, en particulier, que les prix allemands correspondants.

Pour l'avenir, l'enquête de conjoncture industrielle effectuée en mars par l'INSEE suscite de ce point de vue des inquiétudes : si l'on exclut le pétrole, les perspectives de hausse des prix industriels, pour les trois ou quatre prochains mois, semblent en effet sensiblement plus fortes que les mois précédents. Pourtant l'évolution des prix dépend essentiellement de celle des coûts, et rien dans l'évolution récente de ceux-ci ne justifie une accélération de la hausse des prix, bien au contraire. En particulier, les salaires, composante majeure des coûts et principal facteur de différenciation des hausses de coûts par rapport à l'étranger, ont progressé à un rythme encore ralenti au deuxième semestre 1985 et au début de 1986.

Accroître la productivité

Il était nécessaire qu'après la longue période de trop faible hausse, puis de baisse, du pouvoir d'achat des bénéfices des entreprises intervenue de 1974 à 1982 les entreprises industrielles reconstruisent leurs marges. Depuis la mi-1983, ce mouvement est engagé. Il a résulté dans une large mesure de la modération des hausses de salaires depuis cette époque. Pendant deux ans, le pouvoir d'achat des salaires a diminué. Depuis la mi-1985, il a de nouveau augmenté (1 % en six mois), mais seulement grâce à la baisse des prix de l'énergie et à la stabilité provisoire des autres tarifs publics. Pour des raisons économiques — on l'a vu — autant que sociales, il ne faudrait pas que cette amélioration encore bien fragile prenne fin. C'est pourquoi ce qui se produirait si les prix des produits manufacturés maintenaient ou à plus forte raison accentuaient leur rythme actuel de hausse.

Il est donc essentiel que les entreprises, qu'elles bénéficient déjà ou bientôt d'une totale liberté de décision en matière de prix, en usent avec la plus grande modération : leurs bénéfices doivent continuer à s'accroître, mais grâce au progrès de leur productivité et par la conquête de nouveaux marchés, et non par la hausse de leurs prix unitaires.

C'est aussi du progrès de la productivité, et non de hausses de salaires excessives en francs courants qui rééquilibreraient la spirale « prix-salaires », que les salariés doivent attendre la poursuite, puis l'accentuation de l'amélioration de leur pouvoir d'achat.

Le problème va donc se poser du retour progressif à un partage harmonisé des progrès de productivité, plus favorable aux salariés que celui des années 1983 et 1984, mais plus favorable aux entreprises que celui de la période 1974-1982. Ce partage devra profiter aux salariés autant, sinon davantage, en tant que consommateurs — c'est-à-dire clients — qu'en tant que producteurs.

Il reste que les décisions en matière de salaires et de prix se prennent de façon spécifique, dans chaque entreprise, alors que le pouvoir d'achat dépend du « coût de la vie », notion globale. Il faut donc des négociations salariales qui, d'une part, se réfèrent à des indicateurs nationaux de productivité (celle de l'ensemble des facteurs de production) et à des objectifs de prix à l'échelle nationale, qui, d'autre part, s'ajustent à la spécificité de chaque branche et de chaque entreprise. Il y a là un vaste champ ouvert à la politique contractuelle.

JACQUES MERAUD.

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR REVOIR LES BASES de parcours santé de l'équilibre et de la réussite

Consommer quelques heures par semaine à la mise à jour des connaissances de base, une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Littérature, arts, histoire, sciences, politique, économie, religion, etc.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3799, 35, rue Caffarelli, 92003 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42-70-75-62.

MOSP

SECRETARIA DE ENERGIA
SUBSECRETARIA DE COMBUSTIBLES

YACIMIENTOS
PETROLIFEROS FISCALES
SOCIEDAD DEL ESTADO



Avis d'appel d'offres public international n° 14-273/86
pour des contrats de travaux d'exploration et d'exploitation ultérieure d'hydrocarbures d'après les détails suivants :

ZONE	SURFACE	RISQUE	VALEUR	ZONE	SURFACE	RISQUE	VALEUR
(I) CUENCA NOROCCIDENTAL (CNE) BASSIN DE LA RIOJA (TERRESTRE)	Km2		DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE	(IV) CUENCA NEUQUEN (CND) BASSIN DE NEUQUEN (TERRESTRE)	Km2		DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE
CNE. 19 "Las Breñas" Province du Chaco	9.993	G.R.	8.000.-	CND. 4 "Rio Barrancas" Prov. Mendoza, Neuquen	4.883	G.R.	2.000.-
CNE. 20 "Saez Peña" Province du Chaco	10.000	G.R.	4.000.-	CND. 5 "Bata Ranquil" Prov. Mendoza, Neuquen	1.606	M.R.	4.000.-
CNE. 22 "Sta. Sylvia" Province du Chaco	9.504	G.R.	4.000.-	CND. 7 "Gobernador Ayala" Prov. Mendoza, La Pampa	4.192	M.R.	10.000.-
CNE. 23 "Villa Gutierrez" Province du Chaco, & Sta. Fe	10.000	G.R.	3.000.-	CND. 14 "Zapala" Prov. Neuquen	2.540	M.R.	7.000.-
CNE. 25 "Gancedo" Provinces de Sgo. del Estero et du Chaco	10.000	G.R.R.	5.000.-	CND. 17 "Sierras Blancas" Prov. Rio Negro, Neuquen	1.160	M.R.	9.000.-
CNE. 30 "Norte Santa Fe" Province de Sta. Fe	9.244	G.R.	3.000.-	CND. 18 "Loma del Mojón" Prov. Rio Negro, Neuquen	1.012	M.R.	10.000.-
CNE. 31 "Reconquista" Province de Sta. Fe	9.885	G.R.	1.000.-	CND. 19 "Añelo" Prov. Neuquen	1.150	G.R.	9.000.-
				CND. 20 "Aca Mahuida" Prov. Neuquen	981	M.R.	5.000.-
(II) CUENCA BOLSONES INTERMONTANOS (TERRESTRE) (CLB.) BASSIN DEPRESSION DU TERRAIN ENTRE MONTES (TERRESTRE)				(V) "CUENCA GOLFO SAN JORGE" (TERRESTRE) BASSIN GOLFO SAN JORGE (TERRESTRE)			
CLB. 1 "Chilecito" Province La Rioja	9.473	G.R.	sans inform.	CGSJ. 3 "Rio Senguer" Province Chubut	7.876	G.R.	5.000.-
CLB. 2 "La Rioja" Province La Rioja	9.941	G.R.	sans inform.	CGSJ. 5 "Colhué Huapi" Province Chubut	4.353	M.R.	8.000.-
CLB. 3 "La Antigua" Prov. La Rioja - Catamarca	7.403	G.R.	sans inform.	CGSJ. 6 "Paso Rio Mayo" Prov. Chubut, Sta. Cruz	4.352	M.R.	10.000.-
CLB. 4 "San Antonio" Prov. Sgo. Est. Catamarca	9.600	G.R.	sans inform.	CGSJ. 7 "Rio Guenque" Prov. Sta. Cruz, Chubut	6.224	G.R.	2.500.-
CLB. 5 "Las Salinas" Prov. Catamarca	8.100	G.R.	1.000.-	CGSJ. 8 "Centro de Cuenca" Prov. Sta. Cruz	2.209	M.R.	8.000.-
CLB. 6 "Salinas Grandes" Prov. Catamarca, Cordoba	8.040	G.R.	1.000.-				
CLB. 7 "Chamical" Prov. La Rioja, Cordoba	8.800	G.R.	sans inform.				
CLB. 8 "Ulpas" Prov. La Rioja, Cordoba, San Luis	10.000	G.R.	sans inform.				
(III) CUENCA CUYANA Y BOLSONES (TERRESTRE) - (CC y B.) BASSIN DE CUYO ET DEPRESSIONS (TERRESTRE)				(VI) CUENCA SALADO MARINA - (Salado Marina) Bassin Salado Marina			
CC y B. 1 "Sierra Morada" Prov. La Rioja, San Juan	7.023	G.R.	6.000.-	Salado Marina 1	14.020	G.R.	5.000.-
CC y B. 2 "Rodeo" Prov. San Juan	5.236	G.R.	4.000.-	Salado Marina 2	13.510	G.R.	5.000.-
CC y B. 3 "Mogna" Prov. San Juan, La Rioja	9.366	G.R.	4.000.-				
CC y B. 4 "Valle Fértil" Prov. San Juan, La Rioja	9.366	G.R.	2.000.-				
CC y B. 5 "Marayes" Prov. San Juan, La Rioja, San Luis	9.670	G.R.	4.000.-				

Explications :

(M.R.) Risque moyen.

(A.R.) Risque élevé.

(*) Payables en Australes (A) d'après le cours de la Banque de la Nation Argentine (prix de vente correspondant au jour précédent celui de l'achat, ou directement en dollars).

Valeur du cahier des charges :

Pour chacune des Cuencas l'équivalent de 10.000 dollars US (US dix mille) payables en Australes (A) d'après le cours de la Banque de la Nation Argentine (prix de vente)

correspondent au jour précédent celui de l'achat, ou dans la monnaie (US \$) tout d'abord mentionnée.

Les personnes intéressées à participer à ces collections pourront acquérir les cahiers des charges et la documentation technique correspondante au département chargé des contrats, à l'adresse suivante : GERENCIA DE CONTRATOS, Avenida Presidente Roque Sáenz Peña 777, 8° Piso Oficina 832 - BUENOS AIRES (Argentine), à partir du 15 avril 1986, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 15 heures.

Les adjudications auront lieu le 31 juillet 1986 à 9 heures au SALON DE ACTOS GENERAL BELGRANO, Avenida Roque Sáenz Peña 777, 13° étage, BUENOS AIRES (Argentine).

AFFAIRES

LES PROJETS DE M. JACQUES DOUFFIAGUES

Une libéralisation « pas à pas » pour les transports

M. Jacques Douffiagues, ministre délégué chargé des transports, appliquera-t-il le libéralisme dont il dit s'inspirer ? Difficile à dire à l'issue de sa première conférence de presse, tenue le lundi 5 mai.

La rupture avec la politique du gouvernement socialiste est d'abord perceptible dans le ton. On note cette détermination plutôt mesquine et briméeuse d'un « trou » budgétaire de 2,1 milliards de francs laissés par son prédécesseur qui aurait soustrait les charges de retraites de la SNCF, la part de l'Etat dans le TGV Atlantique, le plan de modernisation de la batellerie et les recettes du versement « transports » pour les transports parisiens.

Il y a aussi le rappel d'une liberté économique nécessaire : « Je suis d'accord pour la liberté de gestion pour les grandes entreprises publiques à condition qu'elles soient gérées comme des entreprises », a-t-il déclaré. La finalité d'une entreprise n'est pas de perdre à l'abri d'un monopole ou de réglementer protecteurs. Elle est de servir le public au moindre coût. Et encore : « Je supprimerai le plus rapidement possible les règlements inutiles ou dont la seule justification est de donner à l'administration un pouvoir excessif d'appréciation, ou de protéger abusivement des entreprises contre la concurrence ».

Le changement se traduira dans le transport routier par l'abrogation de plusieurs dispositions arrêtées à la veille du 16 mars : suppression de l'exigence de présenter des comptes et bilans provisionnels, suppression de toute discrimination à l'égard des transporteurs publics en matière de location avec chauffeur et abrogation du décret sur les auxiliaires de transports. La voie d'eau deviendra prioritaire pour l'entretien de son réseau.

Dans le domaine aérien, les innovations concernent les charters :

« Nous sommes prêts, sauf cas de dumping manifeste, à abandonner la règle du prix minimum ». Quant à Point Air qui souhaitait réaliser une liaison Mulhouse-Paris pour 380 F aller-retour, « elle sera autorisée à le faire dès qu'elle aura ajusté ses horaires en accord avec Air Inter ».

Pour tout le reste, il faut reconnaître au ministre une grande prudence pour « avancer pas à pas ». La loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) ne sera pas modifiée. Tous les grands projets sont maintenus : le tunnel Transmanche, les TGV Nord et Atlantique, l'interconnexion des TGV, les métros et tramways de province, l'extension de la gamme Airbus.

Une concurrence conditionnelle

La tarification routière obligatoire (TRO) est maintenue pour les marchandises tout comme le système du tour de rôle des artisans-bateliers. Après la décision de la Cour européenne de justice du 30 avril appliquant le traité de Rome aux transports aériens, M. Douffiagues a, peu ou prou, épousé l'analyse d'Air France et de la direction générale de l'aviation civile sur la concurrence possible : « Nous sommes prêts, sous réserve de réciprocité et d'équilibre, à ouvrir tous nos aéroports internationaux aux compagnies européennes, a-t-il précisé. Nous sommes prêts à ne pas comptabiliser les appareils de faible capacité ce qui permettra à des compagnies à vocation inter-régionale de se développer. Nous sommes prêts à laisser la liberté des prix à l'intérieur de fourchettes que nous ouvrirons progressivement à la lumière de l'expérience. Nous sommes prêts à élargir progressivement la règle du partage des capacités entre les compagnies qui est

actuellement de 50/50 en commençant par 45/55 pour éviter la concurrence entre compagnies. Nous sommes prêts, si nos partenaires du pays de destination l'acceptent, à autoriser des vols charters qui concurrencent, sans les remettre en cause, les liaisons régulières. Enfin, les charters pourront desservir les départements d'outre-mer au départ de Paris, « dès lors qu'ils acceptent de se soumettre à des conditions fixant les leurs, c'est-à-dire en particulier, d'assurer le trafic de points et pas seulement de base saison ».

Autrement dit, le libéralisme n'avancera dans les transports que si chaque profession s'y prête et Nouvelles Frontières ne pourra vendre un aller-retour Paris-Rome pour 950 F qu'après homologation de ce tarif par l'administration. M. Douffiagues a accroché beaucoup de « peut-être » aux ailes de ses projets.

ALAIN FAUJAS.

TECHNIP REDRESSE SES COMPTES EN 1985

Le numéro un français de l'ingénierie reste fragile

Technip a gagné une bataille, mais n'a pas gagné la guerre. Si l'annonce des pertes retentissantes (1,3 milliard de francs) du numéro un de l'ingénierie française en 1984 avait soulevé les menaces qui frappent le secteur, le retour à l'équilibre d'exploitation en 1985 ne signifie pas pour autant que le danger soit écarté.

C'est surtout le retour à une gestion plus saine qui explique le redressement de l'ensemble constitué par Technip et de sa filiale CLE (Creusot Loire Entreprises), qui a dégagé en 1985 un bénéfice de 420,7 millions de francs (y compris une provision pour restructuration de 180 millions) mais qui tient compte d'un abandon de créances consenti par les banques de 427 millions, a précisé lundi 5 mai M. Valentin, le PDG du groupe.

Cette rigueur dans la gestion se traduit d'abord dans la comptabilité : les pertes sur les contrats sont comptabilisées dès que décelées ;

quant aux bénéfices, ils ne sont intégrés qu'au fur et à mesure des travaux et selon une formule mathématique qui réduit le montant au début, et intègre l'essentiel à la fin. Ce mode de calcul (traditionnel dans l'ingénierie, mais un temps délaissé chez Technip) avait déjà expliqué que les pertes de 1984, établies sous l'autorité de M. Valentin, nommé en février 1985, aient été plus sérieuses que celles prévues par la précédente direction.

Technip opère d'autre part une sélection plus stricte des opérations traitées : selon son PDG, aucun des contrats conclus l'an dernier ne l'a été à perte. Mais certaines opérations plus anciennes continuent de se montrer non rentables, et la firme a notamment perdu plusieurs millions de francs l'an dernier sur la construction d'une usine d'engrais au Maroc, conclue à la fin de 1984.

Mais ce sont les déficits de CLE qui tirent aujourd'hui le groupe vers le bas. La filiale de Technip reste en effet obstinément « dans le rouge » : 135 millions de francs en 1985 contre 40 millions en 1984 (année incluant, il est vrai, un abandon de créances d'environ 300 millions de francs). Le rachat de CLE en 1984 a coûté 600 millions de francs en deux ans à l'entreprise, calculé aujourd'hui M. Valentin. La raison en est simple : des contrats avaient été signés à perte et, surtout, le plan de charge restait tout à fait insuffisant pour maintenir l'activité.

Menace sur le nucléaire

Première purge : réduction des effectifs, qui tomberont de 1 500 à 350 employés du début de 1984 à la fin de 1986. Mais cela ne sera sans doute pas suffisant, et la situation catastrophique — une situation négative de 350 millions de francs — laisse envisager le pire, y compris le dépôt de bilan. M. Valentin ne l'exclut pas, même s'il dit vouloir l'éviter : « Les solutions les plus

simples devront être choisies, le plus simple n'étant pas pour moi le dépôt de bilan ».

« Technip a été sauvé », déclare M. Valentin, il faut qu'elle survive. Une gageure dans le difficile contexte de retournement du marché pétrolier. L'entreprise est dépendante de l'or noir directement (construction de raffineries) ou indirectement par le biais de travaux de développement importants dans les pays pétroliers. Sur les 75 % de son chiffre d'affaires réalisé à l'étranger, l'essentiel l'a été dans les pays producteurs de pétrole ou en URSS. Autre menace : le nucléaire. Les contrats de l'usine de La Hague seront terminés d'ici trois à quatre ans, et la catastrophe de Tchernobyl fait planer une menace sur les programmes nucléaires en France et dans le monde.

Le pessimisme de M. Valentin est cependant mesuré : d'ici deux ans, il espère que ces pertes d'activité pétrolières et nucléaires seront compensées par la multiplication de contrats industriels nés de la reprise de la croissance des pays occidentaux. D'ici là, « nous avons les moyens de tenir », estime le PDG de Technip, à la condition de mener à bien la restructuration de son groupe, tant géographique (la France ne représente aujourd'hui que 25 % de son chiffre d'affaires, et l'entreprise n'a qu'une activité négligeable en Europe et en Asie) que sectorielle (la chimie et les petits contrats).

Il envisage cependant pas de favoriser cette transition en poursuivant la réduction des effectifs, revenus au total de 4 000 à 2 100 employés de 1984 à fin 1986, qu'il reconnaît pourtant trop importants étant donné un plan de charge rempli seulement à 80 %. M. Valentin proposera plutôt aux syndicats des solutions « souples », telle la réduction du temps de travail avec réduction de salaire correspondante.

DOMINIK BAROUC.

RAPPROCHEMENT DANS L'INFORMATIQUE AMERICAINE

Burroughs propose une seconde fois de racheter Sperry

Surprise dans le monde des informaticiens américains : Burroughs a proposé le lundi 5 mai de racheter son concurrent Sperry au prix de 70 dollars l'action, c'est-à-dire pour un total de 4 milliards de dollars. M. Blumenthal, PDG de Burroughs estime que cette opération permettra de créer le deuxième groupe constructeur d'ordinateurs au monde, derrière IBM, et rassurer les clients des deux sociétés inquiets de l'avenir.

La proposition de Burroughs était inattendue puisqu'une première tentative faite en juin dernier s'était soldée par un échec. Les dirigeants de Sperry, incertains, avaient, à l'époque, repoussé l'idée d'une fusion, et Burroughs avait retiré son offre d'achat. Les deux compagnies semblaient donc devoir chercher leur avenir chacune de leur côté. L'incompatibilité des lignes de produits (les ordinateurs ne tournent pas avec les mêmes logiciels) semblait détenir toutes les économies d'échelle escomptées d'une fusion.

Burroughs revient donc à la charge, convaincu que ce facteur d'incompatibilité n'est pas aussi dirimant, le groupe prévoit de maintenir les deux lignes de produits, mais estime que des baisses de coûts de revient sont possibles au niveau des circuits de distribution et de la recherche technologique.

Sperry, qui s'est entre-temps tournée vers la technologie du japonais Hitachi, n'a pas répondu à cette nouvelle offre.

Sperry comme Burroughs et tous les autres constructeurs de grands ordinateurs ont beaucoup de mal à survivre sur ce marché qui nécessite des frais de recherche de plus en plus élevés. La « guerre » entre les Japonais et IBM a accéléré l'évolution technique et tiré les prix vers le bas. L'évolution médiocre du marché américain depuis un an renforce encore la compétition qui existe selon tous les experts de devenir meurtrière.

E. L. B.

Un « collège » de haut niveau pour ingénieurs gestionnaires

Former les ingénieurs au management, multiplier les connexions entre innovation et recherche, montage et financement de projets complexes, recherche et marketing, bref entre des fonctions et des formations encore trop souvent conçues de façon verticale, telle est l'ambition du Collège des ingénieurs que viennent de créer l'Ecole des ponts et chaussées, l'Ecole normale supérieure (sciences) et l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts (ENGREF).

Cette association rattachée à la Fondation de France et présidée par M. Christian Beullac, président d'Eurequip et ancien ministre de l'éducation nationale, regroupera les trois écoles, mais aussi des représentants d'entreprises importantes comme Saint-Gobain, Matra, la CGE, la RATP, l'IDI, Spia-Batignolles, IBM-France, ELF-France, Eurequip, EDF, la Caisse des dépôts et la Compagnie financière de Suez.

Lancé à l'initiative de l'Ecole des ponts et associant dès sa conception des industriels, des financiers et des managers, ce projet va démarrer à la rentrée prochaine. Pour la première année, il proposera à une vingtaine d'élèves des Ponts, de la rue d'Ulm ou de l'ENGREF un cycle spécifique de formation d'un an (sept cent heures) qui remplacera leur dernière année d'école. Les candidats vont être sélectionnés par un jury et

devront avoir une réelle expérience en entreprise ou en laboratoire de recherche.

L'idée forte du Collège des ingénieurs est de leur donner non pas un complément de formation en matière de gestion, mais véritablement une double culture associant en permanence savoir scientifique et technique et management. C'est ainsi qu'ils recevront des cours de stratégie (assurés par le Boston Consulting Group), de diagnostic d'entreprise (Claude Mandil, président de l'Institut de développement industriel), d'analyse du risque financier (Jean Peyrelevalle, PDG de la Compagnie financière de Suez), de management du patrimoine technologique (Jacques Marin, Eurequip), de management des ressources humaines (José Bidegain, directeur général de Saint-Gobain).

A quoi s'ajouteront deux grosses études de cas en vraie grandeur (la transformation des usines Peugeot de Mulhouse et le financement du tunnel sous la Manche) et une présence importante en entreprise. Associé des son démarrage au MIT (Massachusetts Institute of Technology) avec qui des échanges d'enseignants sont envisagés, le Collège des ingénieurs pourrait s'élargir, à la rentrée 1987, à d'autres grandes écoles.

G. C.

MONNAIES

L'eurofranc français en bonne forme

Quatre euro-emissions totales de 2,5 milliards de francs français sont lancées ce mois-ci dans le secteur du marché international des capitaux libellés dans la devise tricolore. Le hollandais Gasmea a, du reste, déjà ouvert ses calendriers de mai avec un euro-emprunt de 400 millions de francs. Par la suite viendront successivement le jour une opération de 700 millions pour une grande entreprise japonaise de qualité, une transaction de 400 millions pour Euratom et, pour conclure, une euro-emission de 1 milliard de francs pour Peugeot.

En attendant ce calendrier lors de sa réunion mensuelle qui s'est tenue le 5 mai au soir dans les bureaux du Trésor, le comité du marché de l'eurofranc a tenu à afficher un optimisme modéré mais persistant. En effet, le secteur de l'eurofranc est peut-être le seul qui a réussi à surmonter la tourmente des dernières semaines au cours desquelles ont été mis à mal les secteurs libellés en dollars, ECU, voire deutschemark. La bonne santé de la devise française et la perspective d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt en France sont parmi les principales raisons de l'attrait continu des investisseurs internationaux pour les euro-emissions en francs. Mais le système actuel du calendrier mensuel qui modère toute expansion tendant à être excessive est également à mettre à l'actif de la tenue satisfai-

sante de ce marché dont la progression est appelée à rester continue aussi longtemps que les conditions proposées demeurent réalistes, c'est-à-dire suffisamment attractives pour les prêteurs.

La Compagnie générale d'électricité (CGE) a, la semaine dernière, montré que l'eurofranc pouvait donner lieu à des transactions très importantes. En lançant une euro-emission de 1 milliard de francs français, la plus grande jamais offerte dans ce domaine, la CGE a prouvé que le marché de l'eurofranc avait atteint sa maturité. D'une durée de sept ans, elle a été proposée, sous la direction du CCF, au pair avec un coupon annuel de 5,875 %. Bien reçu, elle se traite sur le marché gris en deçà de la commission bancaire de 1,875 %.

Pour sa part, l'euro-emprunt Gasmea, sorti sous l'égide de la BNP, comporte une durée de dix ans, un prix au pair, un coupon annuel de 7,50 % et une commission pour les banques de 2 %. Le coupon, dont le niveau a été fixé en fonction des swaps sous-jacents à l'émission, paraît un peu bas. En revanche, la société hollandaise bénéficie d'une haute considération sur la scène internationale et les taux français devraient se défendre davantage dans le proche avenir.

CHRISTOPHER HUGUES.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL...	6,9350 6,9380	+ 35 + 50	+ 55 + 85	+ 100 + 200
3 m...	5,8472 5,8526	- 59 - 37	- 110 - 71	- 611 - 318
Yen (100)	4,2888 4,2144	+ 163 + 117	+ 184 + 218	+ 322 + 372
DM...	3,1367 3,1582	+ 72 + 96	+ 141 + 162	+ 206 + 448
Finle...	2,8254 2,8284	+ 37 + 46	+ 76 + 72	+ 226 + 274
FR (100)	15,6847 15,6334	- 158 - 72	- 256 - 142	- 474 - 42
ES...	3,8136 3,8286	+ 97 + 116	+ 194 + 227	+ 328 + 436
L (1 000)	4,6469 4,6524	- 281 - 169	- 482 - 337	- 1159 - 1037
£...	10,7385 10,7532	- 308 - 264	- 576 - 583	- 1427 - 1227

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/4	7	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2
SE-UL...	4 3/4	5	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4
DM...	6 1/2	6 3/4	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4
FR (100)	7 1/4	8 1/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 5/8	7 1/2	7 1/8	7 1/8
ES...	3 1/2	4 1/2	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 3/4
L (1 000)	10	13	11 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	11 7/8	12 3/8	12 3/8
£...	10 7/8	11 1/8	10 3/4	10 7/8	10 3/4	10 3/4	9 15/16	10 1/16	10 1/16
R. imp.	8	8 1/2	7 3/4	8 1/8	7 5/8	8	7 1/2	7 1/8	7 1/8

Ces taux pris sur le marché interbancaire des devises sont tout indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONSOMMATION

UNE ENQUÊTE DE L'INSEE

Démocratie domestique

Que sait-on, statistiquement, des familles françaises ? A peu près tout : le nombre d'enfants, le niveau de revenus, le mode d'habitat... Tout, sauf l'essentiel : la manière dont les tâches se répartissent et le pouvoir s'exerce à la maison. Cette lacune vient d'être comblée par deux chercheurs, Michel Glaude et François de Sigly, qui publient dans la revue de l'INSEE une étude originale sur l'organisation domestique. (1). Ces résultats, obtenus à partir de dix mille réponses, sont tirés de l'enquête de 1979 sur les budgets familiaux et comparés à ceux d'une enquête similaire des relations conjugales sur une période de quinze ans.

L'ordonnateur a dégrégé la montagne de renseignements recueillis, permettant de « structurer l'espace domestique en domaines de fonctionnement, comme une entreprise est divisée en services ». Six fonctions ont été ainsi définies : la « direction générale », c'est-à-dire les décisions concernant les enfants, le choix des amis, du logement ou du lieu de vacances ; les « investissements » (meubles, choix des appareils électroménagers, etc.) ; l'administration du ménage (gestion du budget, déclaration de revenus, correspondance pour les fêtes) ; l'« approvisionnement » (achats mensuels ou courants, préparatifs pour invitations) ; la « production » (préparation des repas, vaisselle, nettoyage) ; enfin l'« entretien », autrement dit les petites réparations dans la maison et le sacro-saint lavage de la voiture.

Pas de grandes surprises : si le ménage reste le domaine des femmes, ce sont les hommes qui bricolent et soignent l'auto. Mais les grandes décisions (enfants, logement, choix des amis) sont prises en général de façon assez égalitaire, et cette tendance au partage des décisions s'est accrue en quinze ans. Les familles françaises deviennent plus symétriques.

« Dominer » un secteur — comme la vaisselle — n'est pas forcément un privilège. Les auteurs de l'enquête ont donc pris soin de distinguer le pouvoir d'orchestration (ce qui permet de définir la politique familiale et de prendre les décisions importantes) du « pouvoir d'exécution » (qui est la mise en œuvre de cette politique et concerne les petits choix quotidiens). Ils ont ainsi repéré sept types d'organisation domestique dans les familles françaises, en fonction de la quantité et

da type de pouvoir dévolu à la femme.

Les « femmes égalitaires » ne veulent plus être « maîtresses de maison » : elles sont prêtes à abandonner leur pouvoir d'exécution pour ne pas assumer seules les tâches ménagères les plus pénibles. Une famille française sur quatre relève de ce type, mais la proportion est de quatre sur dix chez les instituteurs qui détiennent la palme de la démocratie domestique. En revanche, les professions libérales sont très peu participatives et seule une famille sur dix, ayant pour « chef » un ouvrier qualifié, répond à ce modèle.

A l'apposé, on trouve les « femmes petits patrons » qui tendent à s'approprier à la fois le pouvoir d'orchestration et d'exécution. Ce sont souvent des épouses d'employés ou de cadres.

Naturellement, quand la femme travaille, la frontière du pouvoir domestique tend à se déplacer : les salaires obéissent volontiers leurs tâches d'exécution et aspirent à un modèle égalitaire. La naissance d'enfants, au contraire, favorise la spécialisation : plus ils sont nombreux, moins la démocratie domestique existe.

Les enquêteurs de l'INSEE n'auraient-ils pas oublié un acteur essentiel ? L'enfant est souvent associé aux tâches ménagères, et dans certaines familles, c'est encore lui qui a le plus grand pouvoir de décision...

R. S.

(1) Economie et statistique n° 187, INSEE.

destination

ISLANDE

L'ISLANDE INCONNUE

circuit/randonnée PARIS/PARIS 2 semaines

fr. 9.100

pour renseignements et réservations

ALANT'S TOURS

5, rue Danielle Casanova 75001 Paris

(1) 42.96.59.78

lic. 1053

صكزا من الاصل

SOCIAL

LA FLEXIBILITÉ CHEZ SPRAGUE-FRANCE
Après les horaires, les salaires

De notre correspondant

Tours. — Sprague-France, entreprise qui emploie à Tours huit cents salariés dans la fabrication de composants électroniques, n'avait pas attendu la loi sur l'aménagement du temps de travail pour introduire la flexibilité (le Monde du 5 novembre 1985).

Travail le week-end (vingt-quatre heures payées trente-neuf heures), équipes effectuant trente-six heures sur six jours payées sur la base du temps effectif réalisé, équipes de trente heures sur cinq jours, payées trente-trois heures, horaires à la carte en option, l'entreprise était devenue un véritable champ d'expérimentation.

Diverses mesures ont été mises en application au fil des embauches. Pour les dirigeants de l'entreprise, il s'agissait en faisant tourner l'usine sept jours sur sept, de mieux calquer la gestion humaine sur les « à-coups » de la conjoncture et de moduler l'activité sur le plan de charge. La concurrence est rude sur ce marché et il faut répondre au plus vite à la demande du client. La capacité de mobilisation du personnel paraissait assurée. Et retour, l'idée était de pouvoir digérer un sur effectif momentané, en attendant les

mesures d'aménagement, donc sans avoir à licencier.

Sprague-France s'est retrouvée au début de l'année en position d'appliquer ce dernier cas de figure en raison d'une réduction de ses débouchés : IBM, son principal client, ayant baissé de moitié ses commandes de condensateurs. Dès lors, deux options ont été présentées par la direction devant le comité central d'entreprise : la suppression de cent soixante-quinze emplois ou une politique de flexibilité des salaires. Le personnel indirect (hors production) verrait son salaire diminuer de 5 % et les « productifs » subiraient une diminution de 50 % de leur prime d'activité qui représenterait pour eux jusqu'à 1 400 francs par mois, ce qui ramènerait le nombre de licenciements à quarante-sept.

Puis, deux variantes à cette seconde option ont été avancées : l'une qui prévoyait de reverser le manque à gagner par le personnel en fin d'année selon les résultats de l'entreprise, l'autre qui portait à soixante-cinq le nombre de licenciements, moyennant un simple blocage des salaires. La CFTC a refusé ces propositions car elle a un doute sur la réalité de cette baisse subite d'activité.

ALEXIS BOODAERT.

Selon la CFTC

M. SEGUIN VEUT ENGAGER
UNE ÉTUDE AU FOND DES
PROBLÈMES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.

M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales, pourrait avoir deux séries d'entretiens avec les partenaires sociaux : c'est ce qu'a indiqué la délégation de la CFTC, conduite par son président, M. Jean Bonaud, qui a été reçue le lundi 5 mai par le ministre. Un premier bilan destiné à établir des mesures urgentes aurait lieu dans les deux ou trois semaines. Dans un deuxième temps, il y aurait des réunions pour « une mise à plat et une étude au fond des problèmes de la sécurité sociale, notamment son financement ». Ces discussions pourraient être engagées avant l'été.

De son côté, M. Paul Marchelli, président de la CGC, qui a aussi été reçu par M. Seguin, a annoncé la mise en place d'une commission nationale d'évaluation et de sauvegarde de la sécurité sociale, « d'ici trois mois et demi ». Elle serait chargée de « dire la vérité » sur les comptes et de « proposer des éléments de réponse » aux problèmes posés. Elle serait composée de « personnalités expertes et reconnues comme telles », a indiqué M. Marchelli.

ÉTRANGER

Epreuve de force entre le gouvernement et les syndicats belges

Les syndicats belges ont décidé d'engager, ce mardi 6 mai, l'épreuve de force avec la coalition gouvernementale, qui cherche depuis plusieurs semaines à réaliser des économies permettant de réduire le déficit budgétaire en 1986 et 1987. Un programme d'austérité devant comporter des coupes de 200 milliards de francs belges (30 milliards de francs) notamment viserait une réduction de la couverture des « petits risques » médicaux par la Sécurité sociale, une diminution de l'enveloppe destinée au système scolaire, aux transports publics, aux télécommunications, ainsi qu'une baisse des investissements dans les travaux publics.

Ce tour de vis général est dénoncé par les syndicats de la fonction publique, qui ont lancé un appel à la grève générale de vingt-quatre heures pour le mardi 6 mai. Le mouvement devait affecter les transports en commun, les transports maritimes, les PTT, les administrations, les écoles et la radio-télévision. De sérieuses perturbations du trafic aérien étaient également attendues.

● Légère baisse du chômage en Belgique. — Le taux de chômage a légèrement baissé, en avril, en Belgique, pour s'inscrire à 11,6 % de la population active, contre 12 % le mois précédent, annonce l'Office national pour l'emploi. Fin avril, le nombre de chômeurs indemnisés était de 444 933, soit 8 881 personnes de moins qu'en mars. Pour le syndicat de tendance socialiste FGFB, qui prend en compte les sans-emploi de plus de cinquante ans et pouvant prouver deux ans de chômage, le taux réel s'inscrit à 13 % de la population active.

● Pousée de l'indice de confiance des consommateurs américains. — Selon une enquête réalisée auprès de 5 000 ménages par le Conference Board, institut patronal d'études économiques, les intentions d'achat des consommateurs américains ont fortement progressé en avril. Plus de 11 % des ménages envisagent d'acheter une automobile dans les six mois, 5 % une maison. L'indice de confiance des consommateurs établi chaque mois par l'institut a progressé de 2 points par rapport à mars, reflétant « l'optimisme croissant sur les conditions actuelles de l'économie américaine ».

Selon le quotidien le Soir, le succès du mouvement lancé en commun par la CSC chrétienne et la FGFB socialiste dépendra pour beaucoup du taux de participation à la grève en Flandres, notamment pour les syndicats d'obédience catholique.

La montée des mécontentements sociaux ne se limite pas à la fonction publique. Alors que les syndicats des mineurs avaient appelé à la reprise du travail après la publication par le gouvernement d'un communiqué assurant qu'il prendrait « routes les

mesures nécessaires pour assurer l'avenir » des charbonnages, les mineurs ont poursuivi leur mouvement dans quatre des cinq puits. Rappelons que le gouvernement belge a contacté M. José Dedeurwaerd, directeur commercial de Renault, pour lui demander de prendre en charge la restructuration des mines du Limbourg, où travaillent 19 000 mille personnes. Mais ce Belge de cinquante-trois ans, ancien patron de Cinquante-Motors, n'a pas encore pris de décision.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



FINANSOER

Société financière des sociétés de développement régional

L'assemblée générale extraordinaire de la Société financière des sociétés de développement régional (Finansoer), réunie le 16 avril 1986, a décidé de porter le capital social de la société de 10 millions de francs à 100 millions de francs par l'émission au pair de 900 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire. La partie immédiatement libérable a été fixée à 40 millions de francs.

Cette opération exprime la volonté des Sociétés de développement régional de doter leur société financière commune de capitaux suffisants pour contribuer à mobiliser les ressources adaptées aux besoins de leur clientèle. A côté de sa tâche traditionnelle d'ingénierie financière, Finansoer est appelée à apporter sa garantie aux bons des institutions financières spécialisées émis par les Sociétés de développement régional, à participer à la couverture de leurs besoins à court terme, et à devenir l'interlocuteur privilégié des opérateurs sur les marchés financiers nationaux et internationaux.

Les Sociétés de développement régional se donnent ainsi les moyens d'allier à leur ancrage régional la dimension d'un réseau national qui collecte annuellement près de 6 milliards de francs.

Republic National Bank of New York (France)

R.N.B.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire de la REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK (FRANCE), réunie le 1^{er} avril 1986 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Il faut rappeler que cet exercice ne couvre qu'une partie de l'année. En effet, la filiale française de la REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK a été créée en juillet 1985, date à laquelle la TRADE DEVELOPMENT BANK (FRANCE) a fait apport à la REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK (FRANCE) de partie de ses activités et personnel.

Néanmoins, et compte tenu des frais importants occasionnés par le démarrage de la REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK (FRANCE), les résultats enregistrés sont satisfaisants.

A fin décembre 1985, le total du bilan atteint 1,31 milliard de francs.

Après amortissements, provisions et impôts, le résultat net pour huit mois atteint 5,45 millions de francs.

Sigles Social : 20 Place Vendôme 75001 Paris - Tél. : 42.60.36.64.



AVENIR RECHERCHES

Le conseil d'administration d'Avenir, réuni sous la présidence de M. Claude Meunier, le 29 avril 1986, a pris connaissance des résultats de la société pour l'exercice 1985.

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société s'est élevé à plus de 732 millions de francs en progression de 9,32 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat net après impôt s'élève à 23 millions de francs, en augmentation de 43 % par rapport au résultat de l'exercice 1984.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires net consolidé est passé de 693,7 millions de francs en 1984 à 781,8 millions de francs en 1985, marquant une progression de 12,71 % pour un résultat net part du groupe de 25,8 millions de francs en 1985 contre 19,2 millions de francs en 1984, soit une progression de 34,38 %.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se tiendra le 20 juin 1986, de distribuer un dividende net de 27 F assorti d'un impôt de 13,50 F.

M. Pierre Dauzier, en raison de ses nouvelles responsabilités à la tête de l'agence Havas, a informé le conseil d'administration de son remplacement, comme représentant permanent de l'agence Havas, par M. Jacques Espinasse, directeur financier. D'autre part, le conseil a coopté au poste d'administrateur M. Philippe Santini, directeur-délégué de l'agence Havas.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DEVANLAY

Le conseil d'administration de la société Devanlay, réuni le 23 avril sous la présidence de M. Léon Cligman, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1985 et examiné les comptes consolidés.

1. L'ACTIVITÉ
Le chiffre d'affaires consolidé a évolué comme suit :

	En millions de F	
	1984	1985
● Chiffre d'affaires hors taxes	1 679	1 968
dont ventes à l'étranger	558	758

Le chiffre d'affaires consolidé s'est accru de 17,2 %. Les ventes à l'étranger qui ont progressé de 35,8 % représentent 38,5 % des ventes consolidées contre 33,2 % en 1984.

2. LA RENTABILITÉ

Le bénéfice d'exploitation consolidé s'établit à 235 millions de francs contre 194,5 millions de francs en 1984 (après neutralisation de l'incidence du plan textile pour 23,6 millions de francs et des frais de fusion pour 4,9 millions de francs en 1984), progressant de 20,8 %.

Après :

— Dotation aux amortissements : 37,5 millions de francs contre 31,7 millions de francs en 1984 ;

— Provision pour impôt : 93,5 millions de francs contre 63 millions de francs en 1984,

et, toujours après les mêmes retraitements pour 1984, le bénéfice consolidé est passé de 87,5 millions de francs à 111,9 millions de francs.

La société mère Devanlay SA a dégagé un bénéfice net de 84,1 millions de francs (67,9 millions de francs en 1984).

3. DIVIDENDE 1985

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 18 F à chacune des 1 348 190 actions composant le capital social, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 9 F. Le dividende net progresserait ainsi de 20 %.

4. LA MARCHÉ DES AFFAIRES

L'exercice se déroule conformément aux prévisions. Le chiffre d'affaires consolidé pour le premier trimestre 1986 a progressé de 14 % par rapport au trimestre correspondant de 1985.

CESSATION DE GARANTIE

Le Crédit commercial de France S.A., dont le siège social est à Paris 8^e, 103, avenue des Champs-Élysées, informe le public que la garantie qu'il avait accordée :

— ISSITA, Israël Student Tourist Association, 14, rue Favart, 75002 Paris, à compter du 10 avril 1984 (date à laquelle la garantie a été consentie) cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la date de la présente publication (article 20 du décret n° 77-363 du 28 mars 1977).

Conformément aux dispositions de l'article 21 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances nées au cours de la période de garantie et relatives aux opérations visées par la loi n° 75-627 du 11 juillet 1975, à condition qu'elles soient produites par les créanciers dans les trois mois à compter de la présente publication, à la succursale de Rungis, 3, rue de la Cordillerie, 94286 Rungis Cedex du Crédit commercial de France.

Il est précisé que le présent avis ne peut en aucune façon porter atteinte à l'obligation de la SARL ISSITA.

Résultat net de 1985
en progression de plus de 28 %

Le Conseil d'administration d'ALCATEL, réuni le 30 avril 1986 sous la présidence de M. Georges PEBEREAU, a arrêté les comptes de la Compagnie pour l'exercice 1985. Ces comptes intègrent, à compter du 1^{er} juillet 1985, les activités de THOMSON TELECOMMUNICATIONS dont l'absorption a pris effet à cette date.

Le résultat net de l'exercice s'établit à 194.018.930 francs contre 150.761.793 francs pour 1984.

Au cours du Conseil, le Président a indiqué que le résultat consolidé de l'exercice part Groupe, en cours de certification, serait de l'ordre de 115 francs par action contre 85 francs pour l'exercice précédent, soit une progression d'environ 35 %.

Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 18 juin 1986, de doter la réserve légale et la réserve spéciale des plus-values à long terme respectivement de 4,2 et 18,8 millions de francs.

Il a proposé en outre de porter le revenu global par action à 105 francs, soit 70 francs à titre de dividende et 35 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), contre une rémunération totale de 97,50 francs pour l'exercice précédent, soit 65 francs à titre de dividende et 32,50 francs d'avoir fiscal.

Ce revenu s'appliquerait aux 2.173.608 actions ayant jouissance sur l'ensemble de 1985, les 309.448 actions portant jouissance au 1^{er} janvier 1986 ne percevant pas de dividende. La distribution totale aux actionnaires serait ainsi portée de 127.028.200 francs pour 1984 à 152.152.560 francs pour 1985.

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée d'offrir aux actionnaires, comme les années précédentes, l'option de percevoir leur dividende en espèces ou sous forme d'actions.

L'Assemblée sera en fin appelée à ratifier la cooptation par le Conseil de MM. Alain GOMEZ et François PETIT comme administrateurs de la Compagnie, au remplacement respectivement de MM. Laurent CITTI et Pierre CHAVANCE qui ont démissionné.

INFORMATION SICAV AU 27 MARS 1986
BANQUE WORMS

Sociétés d'investissement à Capital Variable	HAUSSMANN EUROPE	HAUSSMANN OBLIGATIONS	HAUSSMANN COURT TERME	HAUSSMANN ASSOCIATION	HAUSSMANN OBLIGATIONS
Date de création	5.03.84	13.12.82	23.07.84	5.12.83	22.10.84
ORIENTATION	Valeurs mobilières diversifiées, françaises et européennes	Obligations françaises et étrangères	Obligations françaises	Obligations françaises	Obligations françaises
ACTIF NET (MF)	425,1	821,4	770,7	409,8	579,2
VALEUR LIQUIDATIVE (F par action)	1 759,57	1 506,36	1 306,72	54 539,13	60 799,78
PERFORMANCE en % (coupons inclus) :					
- depuis l'origine	+ 77,34 %	+ 74,31 %	+ 29,96 %	+ 33,22 %	+ 39,18 %
- depuis le 1.1.86	+ 22,51 %	+ 13,42 %	+ 10,27 %	+ 2,79 %	+ 8,16 %
REPARTITION DE L'ACTIF NET (%) :					
a) en France - obligations	20,26 %	1,92 %	—	—	—
b) à l'étranger - actions	28,33 %	86,77 %	97,47 %	90,47 %	89,76 %
- obligations	47,52 %	—	—	—	—
c) autres éléments d'actif	0,43 %	8,31 %	—	—	—
	3,46 %	2,80 %	2,53 %	9,53 %	10,24 %
					17,14 %

Les souscriptions et les demandes de rachat, ainsi que les notes trimestrielles d'information, sont reçues et disponibles aux guichets de la BANQUE WORMS - 45 boulevard Haussmann, 75009 PARIS - Téléphone (1) 42.88.96.16.

سكنا من الاموال

Le Monde

LA DÉCLARATION ÉCONOMIQUE DU SOMMET DE TOKYO

« Une coordination étroite et permanente des politiques »

Après avoir réaffirmé leur « détermination à travailler ensemble », les chefs d'Etat et de gouvernement ont constaté, dans une déclaration économique en seize points, des « progrès réalisés depuis leur dernière rencontre » qui « reflètent l'efficacité des politiques que nous nous sommes engagés à appliquer lors des sommets économiques ».

Mais « l'économie mondiale est encore confrontée à un certain nombre de problèmes difficiles, qui pourraient compromettre la poursuite de la croissance, notamment un chômage élevé, des déséquilibres internes et externes importants, une incertitude quant à l'évolution à venir des taux de change, le maintien de pressions protectionnistes, la persistance de difficultés pour de nombreux pays en développement de graves problèmes d'endettement pour certains d'entre eux et une incertitude sur les perspectives à moyen terme en ce qui concerne le prix de l'énergie ».

(...) Dans chacun de nos pays, il demeure essentiel de maintenir un strict contrôle des dépenses publiques dans un cadre à moyen terme approprié de politiques budgétaires et monétaires. Une croissance non inflationniste reste la clé essentielle pour limiter et réduire le chômage, mais elle doit être renforcée par des politiques qui encouragent la création d'emplois, en particulier dans les industries nouvelles et de haute technologie et dans les petites entreprises.

En même temps, il est important qu'il y ait une coordination étroite et permanente des politiques économiques entre les sept pays du sommet. A cette fin, les chefs d'Etat ou de gouvernement :

- Conviennent de constituer un nouveau groupe des sept ministres des finances comprenant l'Italie et le Canada, qui travailleront ensemble plus étroitement et plus fréquemment dans les périodes séparant les rencontres annuelles du sommet ;

- Demandent aux sept ministres des finances, d'examiner collectivement, au moins une fois par an, leurs objectifs et prévisions économiques respectifs en utilisant les indicateurs spécifiques ci-dessous, en accordant une attention particulière à leur compatibilité mutuelle : (...)

Bourse du matin

FORTE HAUSSE

A la séance du matin, le 6 mai, la Bourse de Paris a confirmé ses bonnes orientations de la veille. De nombreux titres s'inscrivaient en hausse, tels Havas (+4,4%), Peugeot (+3,7%), Thomson-CSF (+3,3%), BSN (+3,3%), TRT (+2,7%), Océres (+2,5%) et Valeo (+2,4%). Seul Louis Vuitton enregistrait un recul notable (-1,4%).

L'indicateur de séance, qui avait gagné 0,89% à l'ouverture, terminait en forte hausse, portant son avance à +1,46%.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 6 MAI

Indicateur de séance (%) : + 1,46

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	488	477	480
Agencas Havas	1795	1888	1885
Alcatel	323	333	333
Alsthom	534	541	541
Banque Paribas	1215	1228	1230
Bouygues	2050	2050	2080
B.P.A.	1178	1178	1178
C.A.S.	3820	3850	3830
Carrefour	3845	3850	3850
Chargem S.A.	1232	1270	1265
Club Méditerranée	551	553	560
Dumas	1409	1410	1410
E.F.-Liquides	380	380	380
Elf	2510	2540	2540
Elf-Air	1480	1515	1510
Lafayette-Capelle	1374	1375	1383
L. Vuitton S.A.	3200	3230	3270
Michelin	6380	6400	6420
Mot (Ciel)	2480	2480	2480
Mot-Helmolt	1128	1185	1185
Renault	3472	3500	3500
Renault-Hold	1202	1225	1230
Peugeot S.A.	1075	1098	1115
Qineti	759	810	810
Saurer	704	716	719
Saurer-Peugeot	3400	3500	3540
Thomson-CSF	1297	1328	1335
Talbot-C.F.P.	385	388	388
T.A.T.	2050	2030	2030
Valeo	501	505	518

Le numéro du « Monde » daté 6 mai 1986 a été tiré à 534 467 exemplaires

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les victimes du terrorisme prennent la parole

Une centaine de victimes réelles et potentielles du terrorisme ont participé, le lundi 5 mai, à l'Assemblée nationale, aux « Premières assises européennes contre le terrorisme ». Organisée par l'Association des victimes du terrorisme, la réunion avait pour objet, à l'heure du sommet de Tokyo, de demander aux hommes politiques « ce qu'ils entendent faire pour nous protéger ». « Nous sommes prêts à affronter la peur mais plus la lâcheté », a affirmé en préambule M. Henry Jean-Baptiste, secrétaire de l'association.

Première difficulté : définir le terrorisme. « Rien n'est plus fluctuant que la démarcation entre terrorisme et grande criminalité », a estimé M. Guy Ducoloné, député communiste des Hauts-de-Seine. On ne peut pas oublier non plus, a-t-il relevé, l'instar de M. Alain Griotte, député UDF du Val-de-Marne, que nombre de résistants ont été qualifiés de terroristes pendant la guerre. Pour le professeur Jean-Claude Baudry, spécialiste de la question, il faut abolir la distinction entre terrorisme politique et crime de droit commun : « Un assassinat est un assassinat ». Bref, face à la violence « le droit des nations calmes doit s'armer », a réclaté l'avocat Jean-Marc Varaut, jugeant « modérés mais déjà satisfaisants » les projets du gouvernement en matière de lutte anti-terroriste.

MM. Georges Sarre, député PS de Paris, et Ducoloné se sont demandés s'il fallait pour autant que les démocrates renoncent à ce qui fait leur « supériorité » : l'Etat de droit. Mais M. Sarre s'est félicité de ce que « le Sept aient pu si rapidement se mettre d'accord sur un texte parfaitement judicieux », le vice-président du groupe communiste a vu, dans cette déclaration commune, « la source d'une recrudescence d'actes terroristes ». Citant les affaires Ben Barka ou Greenpeace, M. Ducoloné a donné « la priorité à l'action diplomatique et en dernier cas à la canonnée ».

L'association a, en revanche, réussi à réaliser l'« union sacrée », selon les termes de M. Jean-Baptiste, autour de ses propositions pour une meilleure indemnisation des victimes. Depuis quelques mois,

a reconnu M. Françoise Rudetzi, présidente de l'association SOS Attentats et blessés lors d'une explosion au restaurant Le Grand Vélour en décembre 1983, « les victimes ont enfin droit à la parole ». Confrontées aux méandres administratifs, au plafonnement de l'indemnisation à 400 000 francs, les victimes ont trouvé l'appui des députés communistes qui préparent une proposition de loi réduisant les délais d'attente et prévoyant une assurance obligatoire pour les lieux après à recevoir le public.

MM. Griotte et Sarre se sont engagés, également, à soutenir tout texte allant dans le même sens et le député au Parlement européen, M. Luc Beyer de Ryke (libéral, Belgique) s'est déclaré prêt à déposer une résolution à Strasbourg.

Reste à savoir si l'Etat est effectivement disposé à prendre en charge l'indemnisation des dommages corporels, comme le souhaite l'Association des victimes du terrorisme, ou s'il préfère inciter les compagnies d'assurance à inclure ce risque dans les contrats d'habitation, comme le font déjà, depuis le 1^{er} avril, plusieurs établissements.

C. L.

Sur le vif

Lune de miel

Vous avez vu, hier, à la télé, les premières images de Tokyo : nos deux tourtereaux épris, souriants, assis côte à côte, tournés l'un vers l'autre, se murmurant tendrement « ouistiti sexe » à l'oreille, sous l'œil des caméras ? C'était adorable. D'ailleurs, depuis qu'il est là — Dieu sait qu'il était pressé d'arriver ! — mon Jacquot n'a pratiquement pas quitté son Mimi.

Ils multiplient les séances de travail. Ils ont dîné tous les deux avec Reagan, Kohl, Craxi et les autres. Et, pendant la séance plénière, n'y tenant plus, souffrant de n'être pas seuls au monde, ils se sont chuchotés des trucs au aparté : Tu m'aimes ?

— Oui, mon chéri. — Plus que M^{me} Thatcher ? — Mais oui, mon gros bébé ! Il en était tout attendri, Nakasone. On dirait un couple en pleine lune de miel !, s'est-il exclamé.

Mais ça, les gens ne supportent pas. Ils sont méchants, envieux, médisants. Il suffit qu'ils voient un couple heureux pour essayer de mettre la babille dans le ménage. Vous savez ce qu'ils ont fait, hier, les confrères japonais ? ça je ne leur pardonnerai jamais, ils ont prétendu que Chirac avait profité de son entre-

vue avec Nakasone justement pour débiter Mitterrand : Quais, c'est pas lui qui porta la culotte, c'est pas lui qui a fait ça ? Du fait, France, c'est moi. Du fait, on est mariés sous la régence de la séparation des pouvoirs. On fait chambre à part, etc.

C'est rien que des menteries. C'est pas du tout ça qu'ils se sont dit. C'est le contraire. Je le sais, je le tiens d'un confrère qui le tient d'un membre des services de sécurité, qui le tient d'un huissier, Nakasone a félicité mon Jacquot : C'est merveilleux, un mariage d'amour, c'est tellement rare dans nos milieux. A quoi l'autre a répondu : C'est plus que de l'amour, monsieur le premier ministre, c'est de la passion. Une passion dévorante, entropiophage, il y a des moments où on se mangerait, on s'avalerait tout cru.

Là, il a tiqué, Nakasone, il y a vu une allusion aux fringales de ce jeune Nippon, affamé de Hollande, et ça ne lui a pas tellement plu. Alors, il a laissé filer, sans chercher à les démentir, les comptes rendus perfides et mesquins de cet entretien.

CLAUDE SARRAUTE.

Le rédacteur en chef de « Soir 3 » est relevé de ses fonctions

M. Christian Dauriac, rédacteur en chef depuis deux ans de « Soir 3 », l'édition nationale du journal de FR 3, a été relevé de ses fonctions le 5 mai. Pour la direction de la chaîne, il s'agit d'un remaniement accompagnant les transformations de la grille d'information, avec le lancement, ce mardi 6 mai, de la nouvelle tranche d'information, 19 heures-20 heures (le Monde du 26 avril).

M. Dauriac, qui doit être prochainement appelé à de nouvelles fonctions, a toujours selon la direction, remplacé par M. Yves Brunet, ancien rédacteur en chef du journal régional de Paris Île-de-France, sur FR 3, et jusqu'à présent grand reporter au magazine « Thalassa ».

Pour le Syndicat national des journalistes CGT, « la chasse aux sorcières est bel et bien ouverte dans l'audiovisuel ». « La première tête est tombée aujourd'hui », ajoute le

commentaire publié le 5 mai. Ce journaliste est, effectivement, le premier haut responsable de la télévision à être relevé de ses fonctions, et il figurait sur la liste des journalistes dont le Figaro-Magazine avait demandé le départ, l'accusant de devoir son avancement au pouvoir socialiste (le Monde daté 13 et 14 avril).

« Je n'ai pas souhaité ce départ, nous a déclaré M. Dauriac. Avant je comptais qu'on puisse changer de poste, autant je constate que rien ne justifie cette décision d'un point de vue professionnel. J'ai participé à la préparation de la nouvelle tranche, et on ne m'a pas encore proposé d'autres fonctions. » A la direction de la chaîne, on nie toute interprétation politique de cette décision, on la qualifie « liée aux nouvelles orientations en matière d'information », et on annonce une réunion pour ce mardi 6 mai, pour débattre de l'avenir de M. Dauriac.

Maladresse

Il serait sans doute exagéré de parler de « manœuvre politique » pour qualifier cette décision de la direction de FR 3. Mais il s'agit d'une très grosse maladresse. Il n'était un secret pour personne que M. Christian Dauriac ne faisait pas l'unanimité dans la rédaction de « Soir 3 » et que ses relations avec M. Alain Manevy, directeur de l'information, s'étaient détériorées depuis quelques mois.

On invoque, à la direction, la « cohérence » et la « confiance indispensable au succès de la nouvelle tranche d'information », mais il était évident que la décision de relever le rédacteur en chef de ses fonctions à la veille de l'entrée en vigueur de ce changement, et à deux mois de la nouvelle loi sur l'audiovisuel, serait interprétée politiquement. On sait, en outre, que le gouvernement n'a pas fait pression dans ce sens. De là à conclure que la direction de la chaîne cherche à « donner des gages à Mitterrand », Excess de zèle ?

ALAIN WOODROW.

L'AFFAIRE DU « PROGRÈS » RENVoyÉE « SINE DIE »

La voie est libre

Ce début mai 1986 ne sera sans doute pas inscrit dans les livres futurs sur l'histoire de la presse. Et pourtant... En deux jours, les efforts du précédent gouvernement pour tenter de moraliser la presse, empêcher les concentrations abusives de quotidiens et s'opposer à la montée irrésistible de M. Robert Hersant s'effondrent.

Lundi 5 mai : le tribunal de commerce de Paris, statuant à nouveau dans l'affaire du Progrès de Lyon, dont M. Hersant s'est assuré le contrôle début janvier, renvoie l'examen du dossier sine die, après le dépôt des conclusions des parties. On ne saura pas de suite qui est le véritable propriétaire du Progrès, après sa vente par M. Jean-Charles Lignel. Mais on peut être sûr d'une chose : M. Hersant, qui s'est délibérément placé en marge de la loi — et s'en est vanté — et qui s'est déjà assuré un tiers de la presse quotidienne nationale et un cinquième des quotidiens régionaux, ne sera pas plus inquiété cette fois que pour l'inculpation lancée contre lui pour des faits analogues en 1978.

Mardi 6 mai en effet, la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale entame l'examen de la proposition de loi sénatoriale, adoptée le 18 décembre 1985, portant réforme du statut juridique de la presse. Première audition : M. François Léonard, ministre de la culture et de la communication. La loi du 23 octobre 1984 sera donc abrogée et avec elle l'ordonnance du 26 août 1944. Et avec ces deux textes, toute disposition anti-trust pour la presse d'information générale et politique. Une disposition symbolique avait été inscrite dans le premier projet du Sénat, rédigé par M. Jean Cluzel (Union centriste), mais la Chambre haute avait supprimé l'article au cours de ses délibérations.

Dans la majorité, seul M. Raymond Barre reste fidèle, dans ce domaine, à la position qui était la sienne autrefois à Matignon et qui avait débouché sur le rapport Vedel. Les socialistes auront en le mérite de mettre en application les principes anti-concentration de ce rapport, mais pour un résultat nul. La voie est libre.

Y. A.

TÔT OU TARD
on couche avec
EPEDA
La meilleure marque, au meilleur prix.
DURABILITÉ GARANTIE TRES RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE
CAPELOU DISTRIBUTEUR
37, Av. de la REPUBLIQUE 75001 PARIS
Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARMENTIER

SCIENCE & VIE MICH
SUM
MAI 86
JUSQU'OU IRRONT-ILS ?
Prochainement sur votre bureau, la machine à écrire sans clavier. Vous parlez. Elle tape.
18 F EN VENTE PARTOUT

BENNETON
Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevrières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

PISCINE DELIGNY
LA PLAGE DE PARIS
est ouverte
BAR-RESTAURANT
midi et soir
(bassin alimenté en eau de ville)
3 000 m² de solarium
Autor. des berges - Park. gardé
Près du pont de la Concorde
face au 26, quai Anatole-France
Téléphone : 45-51-72-15
OUVERT TOUTE L'ANNÉE
BATEAU ÉCOLE
PERMIS BATEAU ET RIVIÈRE

EXPORT CHALONS EN CHAMPAGNE
TOUTES pièces détachées
contre remboursement
ou par crédit documentaire
confirmé irrévocable
A, rue du Général-Macrot
51000 CHALONS-SUR-MARNE - France
Tél. 26-68-06-78
Tél. COCHLIN 84 1125F

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS
MESURE 650 F
COSTUMES
MESURE 1 950 F
NOUVELLE COLLECTION
3 000 pièces
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.